

Le dollar en chute libre

Ouvertement, et cyniquement, le gouvernement Reagan a mené depuis deux ans une politique de « dévaluation compétitive du dollar », visant à travers une dépréciation d'un ampleur exceptionnelle, à décourager les importations et à stimuler les exportations. Il en est aujourd'hui à menacer d'une guerre commerciale le Japon et accessoirement Taiwan — un pays visiblement de taille à porter ombrage aux intérêts industriels des États-Unis. C'est l'aveu d'un échec qui risque de coûter cher non seulement aux nations directement impliquées mais à l'ensemble de la communauté internationale. L'accord conclu à Paris le 22 février dernier sur la stabilisation de la monnaie américaine apparaît déjà à Tokyo — où le dollar a repris — dans toute sa fragilité. Qu'en sera-t-il demain en Europe ?

Redoutant la mise en application des « mesures de rétorsion » préparées à Washington pour punir les Japonais d'avoir outrepassé le montant convenu de leurs ventes de semi-conducteurs aux États-Unis, les marchés financiers ont brutalement, au début de cette semaine, réagi en baisse. Le grand krach prévu par les auteurs d'économie-fiction n'est probablement pas pour demain. Mais la dégringolade des cours a d'autant plus impressionné à Wall Street, à Tokyo et à Londres que l'insolente prospérité des marchés financiers, contrastant avec les médiocres performances de l'activité économique, passe de plus en plus difficilement pour autre chose que ce qu'elle est : un phénomène malsain illustrant un formidable détournement de l'épargne, qui détourne les investissements productifs au profit des placements financiers devenus plus rémunérateurs.

Comme à l'habitude en ce genre d'affaire, le prétexte mis en avant est plausible. Il s'agit d'autant plus que l'accusation de concurrence déloyale est portée contre un pays en passe de devenir, à cause de ses succès réels ou supposés, le hôte éminent de la communauté internationale.

La vérité est toutefois un peu différente. Les Japonais sont en quelque sorte accusés à tort de détenir jusqu'à la caricature les défauts de gigantesque commercial qu'on leur reproche. Voilà deux ans que les Américains les pressent de stimuler leur économie intérieure. Cela suppose des conditions propres à réduire la place occupée dans leur PNB par les énormes entreprises travaillant pour le marché international au profit d'unités plus petites produisant pour les besoins locaux, qui sont immenses, notamment en matière de logements et d'infrastructures publiques.

Ce beau schéma n'a aucune chance de se réaliser dans un monde d'insécurité où l'on a vu le cours du dollar ramené de 265 à 145 yens en deux ans (-45%). Pour ne pas être mis brutalement hors course, les grands groupes japonais n'ont qu'une voie ouverte devant eux : accentuer encore leur avance, jusqu'à l'hypertrophie. Pour leur barrer la route, les ripostes s'appellent rétablissement des contingents (limites pudiquement restrictives volontaires), ce qui, au regard des règles internationales codifiées par le GATT (accords régissant les échanges internationaux), est le comble de l'horreur, et réévaluation quasi indéfinie du yen.

Ce dernier jeu est plus dangereux qu'il n'y paraît. Il a pour contrepartie une baisse non moins indéfinie du dollar qui conduit les banques centrales à trahir le mouvement par des achats de soutien. On est là au cœur du drame : si les États-Unis, le dollar sentant sa déchéance, s'efforcent d'être soutenus, il serait encore plus bas.

(Lire page 35 les articles de PHILIPPE FONS et de FRANÇOIS RENARD.)

L'arrestation des espions de la fusée Ariane

L'Union soviétique dénonce une « campagne de calomnies »

La France n'avait toujours pas réagi officiellement, mardi 31 mars en fin de matinée, aux révélations du quotidien « Libération » mettant en cause l'attaché de l'air adjoint soviétique à Paris à la suite du démantèlement par la DST d'un réseau d'espionnage qui s'intéressait à la fusée Ariane. L'ambassade d'URSS et l'agence Tass ont protesté contre ce qu'elles appellent une « campagne de calomnies ».

Lundi 30 mars, l'affaire Ariane n'inspirait au Quai d'Orsay « aucun commentaire pour le moment ». Mardi matin, elle était « en cours d'examen », et on laissait entendre, aux affaires étrangères, qu'une décision devrait être prise d'ici quarante-huit heures. Décision qui pourrait se traduire par une ou deux expulsions de diplomates soviétiques.

Entre-temps, la DST, il est vrai, a fourni aux différents cabinets ministériels concernés par une telle affaire (en particulier Matignon, l'intérieur et le Quai d'Orsay) un certain nombre d'informations qui ont, semble-t-il, convaincu les responsables que les révélations publiées lundi par « Libération » sur le rôle de l'ambassade d'URSS dans les activités du réseau d'espionnage démantelé la semaine dernière n'étaient pas dépourvues de tout fondement.

On se refuse, en revanche, à confirmer, du côté officiel, la rumeur selon laquelle certains des agents soviétiques présumés auraient déjà discrètement quitté le territoire français, mettant à profit la lenteur — calomnie ? — de la réaction de Paris à la publication de ces informations.

En fait, s'il est des affaires d'espionnage qui tombent plutôt bien, il en est d'autres qui tombent fort mal.

BERNARD BRIGOLEUX.
(Lire la suite page 3.)

Signé par MM. Reagan et Chirac

Accord franco-américain pour la lutte contre le SIDA

MM. Reagan et Chirac devaient signer, le mardi 31 mars, à Washington, un accord relatif au contenu des brevets de la découverte du virus du SIDA. Cet accord reconnaît la valeur des deux brevets déposés séparément par les équipes des professeurs Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) et Robert Gallo (Institut national américain du cancer) et prévoit la répartition des bénéfices commerciaux résultant de ces brevets.

L'affrontement scientifique franco-américain débouche donc sur un accord à l'amiable. Le contenu de l'accord porte sur l'antériorité de la découverte du virus du SIDA. L'équipe dirigée par le professeur Luc Montagnier avait déposé en décembre 1983 une demande de brevet visant à protéger sur le territoire américain les applications industrielles résultant de la découverte française concernant l'origine virale du SIDA. Mais en avril 1984 les autorités américaines décidaient de ne pas accorder la demande de brevet du professeur Robert Gallo, bien que celle-ci ait été postérieure à la demande française.

Commencait alors une longue série de négociations et de procédures judiciaires. Du côté français, on voulait avant tout obtenir un accord négocié. Aucun arrangement ne put toutefois être trouvé. Dans le courant de 1985, le gouvernement américain prenait une série de décisions visant à protéger les applications diagnostiques du brevet de l'Institut américain du cancer. En décembre de la même année, l'Institut Pasteur décidait de porter plainte contre le gouvernement américain.

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCH.
(Lire la suite page 34.)

M. Mitterrand en Franche-Comté

Accompagné durant la première journée par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, M. François Mitterrand a fait le lundi 30 et le mardi 31 mars une visite officielle en Franche-Comté. Le président de la République a notamment pris la défense de la Sécurité sociale.

(Lire page 10.)



Victimes de la politique d'« urbanisation ordonnée »

Les « surplus people » en Afrique du Sud

EAST-LONDON
de notre envoyé spécial

Le 1^{er} février 1985, M. Gerrit Viljoen, ministre de la coopération et du développement, annonçait que les déplacements forcés de population étaient suspendus. Seize mois plus tard, le 1^{er} juillet 1986, les règles régissant la liberté de mouvement des Noirs, ainsi que le fameux « pass » étaient officiellement supprimés. Le passage à la réalité n'a pas toujours été à la hauteur des espoirs placés dans l'adoption de ces réformes importantes. Ceux que l'on appelle les « surplus people » (les gens en trop) sont toujours

victimes des diktats des autorités, qui leur imposent leur lieu de résidence, contraignant ces indésirables à quitter leur domicile.

Le 5 mars dernier, M. Chris Heunis, ministre du développement constitutionnel et du plan, reconnaissait que 64 180 personnes avaient été déplacées en 1986, dont 3 000 dans les homeland, et que le même sort attendait sept autres communautés, soit au moins 22 000 Noirs.

A Langs, à proximité de Uitenhage, la place est pratiquement nette. La presque totalité des mille maisons et des six mille taudis ont été rasés. Seuls subsis-

tent quelques récalcitrants éparpillés sur ce terrain vague où l'herbe a reconquis les anciennes rues en terre. La vue de cette colline « nettoyée » au bulldozer a fait dire à un diplomate britannique que cela ressemblait à « Hiroshima après la bombe ».

En quelques mois, au second semestre de l'an dernier, trente mille personnes ont été contraintes de quitter le site de Langs, une township devenue célèbre par la fusillade du 21 mars 1985, qui a coûté la vie à vingt Noirs présents à la tête d'un cortège se rendant à des obsèques.

Ce bidonville était trop proche de la ville blanche de Uitenhage.

Les quelque six mille familles ont été provisoirement logées dans un village de tentes montées sur les hauteurs de la cité noire de Kwa-nobuhle, à une dizaine de kilomètres. Aujourd'hui, les tentes ont cédé la place à des baraquements édifiés avec des matériaux de fortune, en attendant que se réalise la promesse faite par les autorités de fournir à ces déracinés une maison, mais rares sont ceux qui peuvent payer un loyer. Près de la moitié d'entre eux sont sans travail et essayent de survivre dans cette portion de bush dégagée de ses arbres.

MICHEL BOLE-RICHARD
(Lire la suite page 8.)

La cérémonie des oscars du cinéma

Des médailles pour le Vietnam

Pour les gens de cinéma, la soirée des oscars, qui s'est déroulée lundi 30 mars, à Los Angeles, c'est la fin de la Coupe du monde, une affaire d'État, une affaire de chiffres. Un milliard de spectateurs à travers le monde, le résultat de six mois de préparation, au moins, et des enjeux de taille : les réputations en petit monde d'Hollywood, et des millions de dollars dans les tiroirs.

Les pronostiqueurs avisés avaient vu juste : le film sur le Vietnam Platoon est reparti avec quatre oscars : meilleur film, meilleure mise en scène, meilleur montage et meilleur son. Tout de suite après, à égalité, Hannah et ses sœurs — meilleur scénario original (Woody Allen), meilleurs seconds rôles, masculin (Michael Caine) et féminin (Diane Wiest) — et Chambre avec vue — (James Ivory) meilleure adaptation (Ruth Fraser, Jhabvala), meilleure direction artistique, meilleurs co-

turnes. Les acteurs enfin : Paul Newman pour le Couleur de l'argent, et la formidable débutante Meryl Streep pour les Enfants du silence.

C'est le triomphe des indépendants et des passionnés sur les films dits de studios. Plus d'un million de dollars à voir le jour — ou du moins les écrans. Les enfants du silence en a mis sept. James Ivory et Francis Ford Coppola travaillent en atelier. Woody Allen, affilé à une mini-major, opère en véritable indépendant. Tous ces films ont été faits avec des budgets bien en dessous de la moyenne.

Les invités de la grande parade ont fait tous leur entrée sur le tapis rouge, acclamés par les fans assésés. Les invités au centre, les vainqueurs possibles en bord de scène, chacun tient son discours prêt. Tout le monde remercie, son père et sa mère (sans qu'il ne s'agisse pas de lui), leurs mari, femme et enfants.

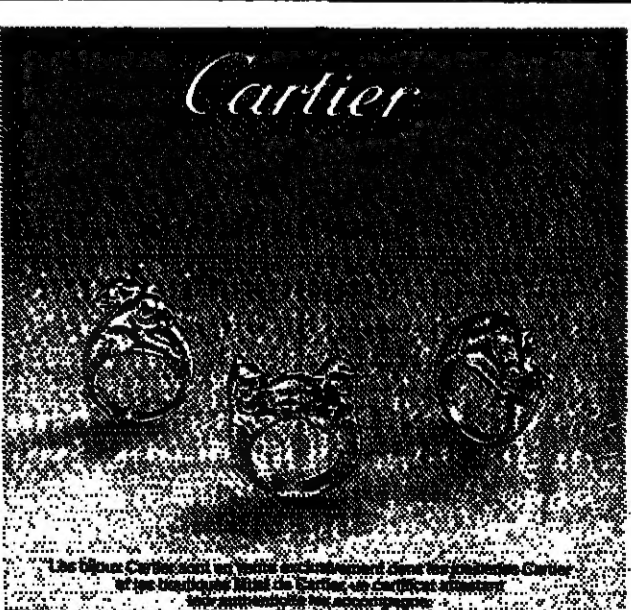
cette douloureuse gestation », leurs metteur en scène, producteur, agent, partenaires, équipe technique. Les perdants affichent leur plus beau sourire, on ne voit jamais si la caméra ne vous filme pas en train de perdre.

Les présentateurs — de Dustin Hoffman à Bette Davis en passant par Elizabeth Taylor, Molly Ringwald et William Hurt — avaient plus d'humour (c'est logique) que les récipiendaires.

Quand Elizabeth Taylor est enfin apparue, elle s'est avancée vers le micro et a lancé : « Good evening, I am Elizabeth Taylor ». On l'a applaudie. Elle reçoit une ovation. A elle de remettre l'oscar de la meilleure mise en scène. « Les metteurs en scène... a-t-elle dit, quand ils ne sont pas bons, je suis mauvaise. »

HENRI BEHAR.

(Lire page 13 le palmarès.)



23 PLACE VENDÔME, PARIS
42.60.30.90

سكس

Débats

QUE DOIT FAIRE L'ÉTAT ?

L'Etat en fait trop, l'Etat n'en fait pas assez... Ping-pong classique mais qui se corse parfois de « coups » nouveaux. Michel Godet s'afflige de considérer la montée des dépenses publiques et para-publiques, qui freine l'initiative individuelle. Sur un autre registre, Paul Thibaud dénonce au contraire la démission de l'Etat, incapable aujourd'hui d'assurer la solidarité sociale.

La politique en hiver

Comment, ne pouvant plus être tout, l'Etat français peut-il éviter de n'être rien ?

par PAUL THIBAUD (*)

EN 1983, l'Etat français a renoncé à la prétention de garder la société à l'abri de la crise. Depuis, on attend la résurgence des énergies dans un peuple enfin responsable. Mais bien des signes incitent au scepticisme sur les effets roboratifs du traitement. L'industrie ne semble pas être devenue plus innovatrice, ni la société plus imaginative, plus ardente devant ses nombreux problèmes. Au contraire, les mouvements sociaux récents montrent que dans un contexte moins sûr les fraternités corporatistes se crispent.

Déjà sous le gouvernement Fabius, encore plus depuis, beaucoup d'hommes politiques et de journalistes ont adopté une rhétorique pseudo-virile sur la nécessité, pour les Français, de vivre enfin au grand air. Ce cela a conduit à la sorte de torpéur actuelle est un paradoxe sur lequel il faut s'interroger.

D'abord, on n'est pas encouragé à prendre ses responsabilités quand l'instance dont le rôle pratique et symbolique est le plus grand (l'Etat) paraît se défaire. Lorsque les ministres commentent la montée de la courbe du chômage en donnant le sentiment que toute prétention d'en inverser le sens est dérisoire, ils incitent chacun à s'accrocher à son siège au lieu de prendre des risques ou de changer ses habitudes. Si on laisse entendre qu'il n'y a plus de filet, rien d'étonnant à ce que les gens ne sautent pas dans le vide. La fin de l'Etat, qui prétendait tout savoir et tout pouvoir (le « nous ferons en sorte... » qui ponctue les interventions de Giscard), ne saurait justifier un Etat Poncé Pléte.

S'il ne peut tout faire, l'Etat garde quand même une responsabilité d'ensemble, à la fois stratégique et morale, de dire ce qu'il faut essayer dans des circonstances données et en fonction de valeurs communes dont il est le représentant. Quand il abdique ce rôle, ou en donne l'impression par l'emploi d'une rhétorique sommairement libérale, la nation se trouve désorientée ; au lieu d'être stimulée, elle tombe dans l'apathie.

En France, pays plus laïque que ses voisins, l'Etat est seul à symboliser et à protéger le socle des valeurs communes ; sa défaillance aura nécessairement plus de conséquences qu'ailleurs, en Italie ou en Angleterre par exemple. Jusqu'à la crise, c'est-à-dire à la mondialisation de l'économie, l'Etat français assurait un pilotage d'ensemble, se considérant comme gérant d'une croissance permettant une certaine redistribution sociale. Depuis qu'il a perdu la capacité de régler l'économie (échec des relances Chirac en 1974 et Mauroy en 1981), il apparaît comme démissionnaire, incapable

d'assurer la solidarité sociale ; jetant la manche après la cognée, les politiques au pouvoir s'en prennent à la société française, à son désir d'être assistée, ils la déclarent infantile et irréformable, alors que leur incapacité la rend encore plus frileuse.

Disqualification

En somme, l'Etat français tombe de haut ; quand il ne maîtrise pas tout, il semble n'être plus capable de rien. Symbolique de ce renversement, le destin de la planification : hier célébrée, maintenant oubliée. Comme si la planification n'avait de sens que si elle illustre une maîtrise. Comme si, dans un contexte d'incertitudes et de concurrence mondiale, la première responsabilité de l'Etat n'était pas d'augmenter la visibilité, d'aider les citoyens et les groupes à situer leur action. Au plan social, il est évident aussi qu'une légitimité s'est brisée quand, passant de la forteresse à la déprime, on a abandonné l'obligation de lutter contre le chômage.

Ainsi, les reculs de l'Etat français (qui est sûr que l'Etat de bien-être ne va pas s'en aller en quatuor ?) ont fini par le déconsidérer et par aboutir à la disqualification dont on a eu le spectacle à l'occasion de la crise universitaire : comment prétendre réformer quoi que ce soit quand on s'avoue impuissant devant les défis essentiels ? Cette disqualification

(*) Directeur de la revue *Esprit*.

TROP, c'est trop ! L'irrésistible croissance des prélèvements obligatoires, c'est-à-dire des impôts (directs et indirects) et des cotisations sociales (37 % du produit intérieur brut en 1973, 42 % du PIB en 1979, 43 % en 1981 et 45,5 % en 1986) (1) a au moins le mérite de provoquer un consensus,

toutes classes politiques confondues : il faut donner un coup d'arrêt à l'étalement rampante de l'économie ! Les causes de cette dérive sont bien connues : impact du ralentissement de la croissance, nouveaux besoins pour l'indemnisation du chômage (3 % du PIB en plus), financement des retraites (4 % du PIB en plus) et des caisses maladie (2 % du PIB en plus). De sorte que l'ensemble des dépenses de transfert représentait en 1985 plus de 30 % du PIB, contre 20 % en 1970. On notera avec regret que dans la même période les transferts pour la maternité et la famille n'ont pas profité de l'augmentation relative de la manne publique. L'Etat français dépense pour les enfants net et à quatre fois moins que pour les retraités — peut-être faudrait-il accorder le droit de vote dès l'âge de raison pour recentrer la convoitise électorale des hommes politiques ?

Dans le même temps, l'Etat a augmenté son train de vie : la consommation publique des administrations a mangé 3 % supplémentaires du PIB depuis 1970. Ce grignotage progressif ne pourra se poursuivre indéfiniment sans constituer, au-delà d'un certain seuil, un frein au développement des activités et par conséquent de l'emploi. Malheureusement, ce seuil est difficile à préciser. La Suède, entre autres pays, témoigne du fait qu'il est possible de franchir la barre des 50-55 % tout en conservant une économie dynamique malgré certains effets pervers comme l'exode des cerveaux, les meilleurs étant incités à investir à l'étranger les fruits de leur gain.

Certains se rassureront en se disant qu'après tout les prélèvements obligatoires ont augmenté deux fois moins vite ces dernières années que dans la période précédente (45,5 % du PIB en 1985 contre 43 % en 1981 et 37 % en 1973). Il leur faut pourtant déchanter, car ce ralentissement dans la

(1) Cf. le numéro d'*Esprit* de mars : « L'hiver de la politique ».

montée de la température est artificiel : on a partiellement cassé le thermomètre en instaurant de nouveaux prélèvements non comptabilisés en tant que tels (dans une taxe téléphonique de base, il y a l'équivalent de 20 % d'impôts, sans oublier la taxe de 33 % sur les primes d'assurance).

Dans ces conditions, comment mesurer la dérive des prélèvements obligatoires et par conséquent l'étalement déguisé de l'économie ? Vu du Japon (2), le poids des prélèvements obligatoires en France serait de 60 % en 1986 et non de 45 % (contre seulement 34 % au Japon). L'écart impressionnant dans l'estimation s'explique par la méthode de calcul. Les statistiques japonaises s'intéressent au « Tax and non tax burden » qui comprend tous les paiements directs et indirects au gouvernement (tax burden) et les dépenses obligatoires pour l'éducation, les assurances, les amendes (non tax burden). Nul doute qu'une telle présentation donne la signification économique est évidente (elle indique le poids de la ponction imposée par la collectivité aux individus) a peu de chances d'être adoptée par des pays, comme la France, où l'heure officielle est au « moins d'Etat ».

Deux indicateurs

Revenons à l'Hexagone pour continuer à faire parler les chiffres. Deux indicateurs sont intéressants à suivre.

Le premier, c'est tout simplement la dépense publique (en quelque sorte la contrepartie positive des prélèvements obligatoires). La dépense publique représentait en France 52,5 % du PIB en 1985 contre 46,5 % en 1981, 36 % en 1973 et 35 % en 1960. Les mêmes chiffres pour l'Allemagne fédérale sont respectivement de 48 % en 1985, 49 % en 1981, 41 % en 1973 et 32,5 % en 1960. De ce point de vue, aussi, l'écart entre la France et l'Allemagne fédérale s'est creusé ces dernières années.

Comment fait l'Etat pour dépenser plus qu'il ne prélève de façon obligatoire ? Il emprunte pour combler un écart podiquement baptisé de « besoin net de financement des

(*) Professeur de prospective industrielle au Conservatoire national des arts et métiers.

administrations publiques ». Ce déficit de l'Etat représente depuis 1982, bon an mal an, entre 2,5 % et 3 % du PIB contre seulement 0,8 % dans la période 1974-1980. Rien de surprenant par conséquent si la dette publique accumulée s'élève en 1987 à près de 40 % du PIB contre « seulement » 26 % en 1981. De tels taux d'endettement public ne sont pas exceptionnels. Après tout, ceux de l'Allemagne fédérale et du Japon sont du même ordre — c'est la dérive qui inquiète.

La seconde manière de faire parler les chiffres consiste à se placer d'un point de vue plus micro-économique, celui de l'entrepreneur individuel, avec une question élémentaire : combien doit-il demander à son client final pour avoir un franc supplémentaire de revenu, net d'impôts et taxes, dans sa poche ?

Réponse : presque trois fois plus. Le calcul est simple. Admettons que notre entrepreneur se situe dans la tranche d'imposition de 45 % (qui n'est pas la plus élevée), ce franc net d'impôts correspond à environ 1,40 F de salaire net. Compte tenu des charges sociales salariales et patronales, son entreprise aura dû déboursier à peu près 2,35 F pour lui verser les 1,40 F en question. Ces 2,35 F auront été naturellement facturés au client mais ce dernier aura dû aussi payer 18,60 % de TVA en plus. Ce qui donne un total de 2,78 F (TTC). Il faudrait d'ailleurs ajouter que, lorsqu'il aura dépensé, ce franc supplémentaire de revenu sera à nouveau amputé d'un montant de taxes « compris entre 7 et 33 centimes », suivant le bien consommé.

Conclusion : sur 3 francs facturés à un client c'est près des deux tiers qui partent dans la trappe des prélèvements obligatoires. On objectera qu'il s'agit ici de calculs à la marge. Mais ils ont le mérite de révéler le mal dont souffre notre économie : le lest des prélèvements obligatoires freine l'initiative à entreprendre, à produire plus et à créer des emplois. Il est vraisemblable que l'étalement déguisé de l'économie contribue aussi à entretenir le chômage et le travail au noir. Pour sortir de ce cercle infernal il faudrait commencer par mettre tous les chiffres sur la table de l'opinion publique.

(1) Les chiffres cités dans cet article sont extraits du Bilan économique annuel de la CEE, n° 29 et 30, juillet et novembre 1986.

(2) Source : Japon 1986, *An international comparison*, Keizai Kobo Centre.

LE JOURNÉE DES RECHERCHES

Confusion

Selon M. François de Fontette (*Le Monde* du 12 mars) (...) pour obtenir la décapitation à laquelle son statut de citoyen lui donnait droit, Paul de Tarse aurait dit : « *Civis romanus sum* » (...) Je crains qu'il n'y ait là quelque confusion : saint Paul n'a rien pu dire de tel, pour la bonne raison que, dans ses rapports avec l'autorité romaine — comme du reste avec les chrétiens (juifs) de Rome — il s'exprimait en grec, ce qui provoqua, du reste, la surprise du tribun romain qui l'interrogeait (Actes des Apôtres, 21-22).

Il me paraît probable que M. de Fontette a confondu avec un autre épisode. En 72 avant J.-C., le proconsul de Sicile, Verres, fit arrêter et crucifier un citoyen romain, Gavius, soupçonné d'être un agent de Spartacus. Le malheureux, indi-

gné de subir un supplice qui ne pouvait convenir qu'à de quelconques Spartacus ou Jésus, protesta en des termes que Cicéron rendit mémorables : (*Verres*, V, 158, 17C) « *Civis romanus sum* (...) ».

F. VIDAL-NAQUET (Paris).

« Touche pas à ma morale ! »

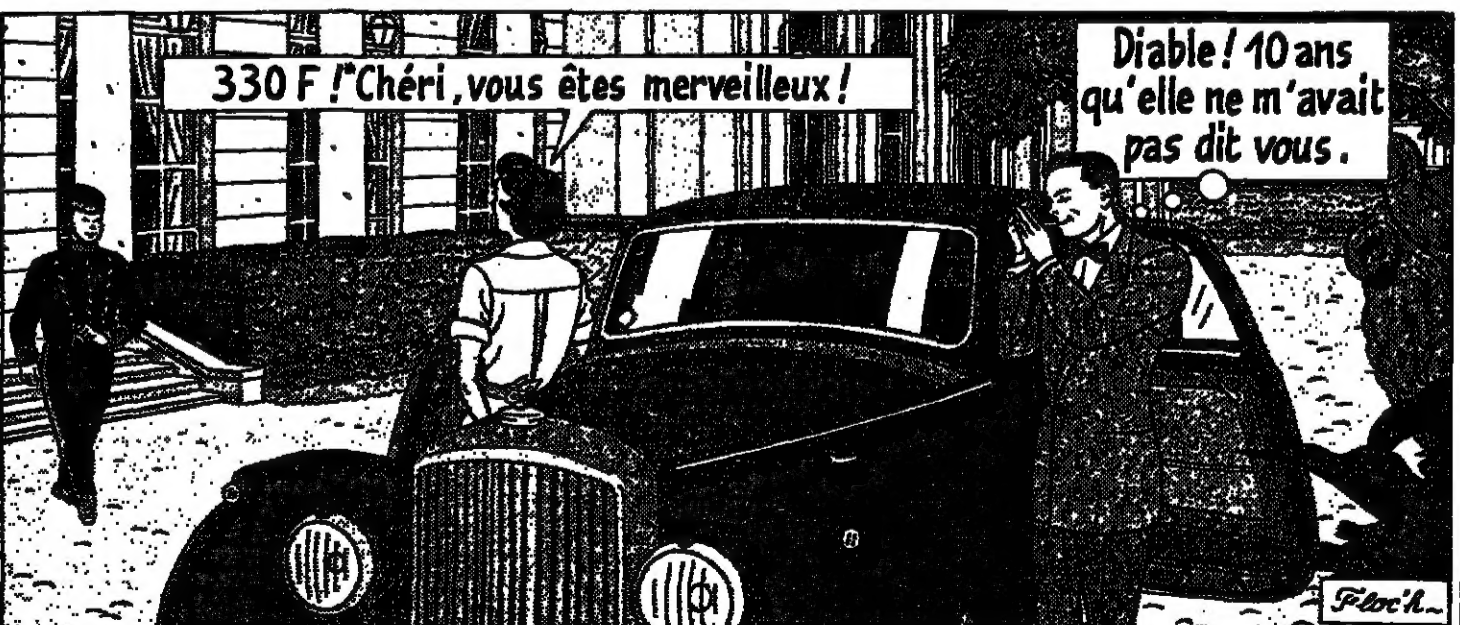
« Le plus encombrant dans la morale, c'est que c'est toujours la morale des autres » (Léo Ferré, *Préface*, 1972).

(...) La censure profite toujours à la victime. Nos hommes politiques ont le mémoire court. Pis encore, ils renchérisent sur leurs dévanciers en interdisant (toujours « à l'affichage, à la publicité et à la vente

aux mineurs », mesure moins franche mais aussi redoutable que l'interdiction de parution) quatre titres. Tout cela, bien sûr — comme déjà en 1970 — au nom de la « morale » (laquelle ?) et de la loi sur la « protection de la jeunesse ».

Poussées à ce point, l'hypocrisie et la démagogie deviennent intolérables ; car c'est le même ministre qui, non content d'avoir couvert le meurtre d'un adolescent par la police du quartier Latin, non content de salir publiquement la mémoire de la victime, entend de surcroît donner des leçons de morale à la presse, à la jeunesse et, pourquoi pas ? à la population entière ! Là est la véritable obscénité, là est la véritable pornographie. (...)

JACQUES VASSAL, rédacteur en chef de *Parole et musique*.



Les Hôtels Lucien Barrière, sept hôtels de charme, symboles de luxe et de raffinement : Le Normandy, Le Royal et Le Golf à Deauville, Le Majestic à Cannes, L'Hermitage, Le Royal et Le Castel Marie-Louise à La Baule, sept stars de la grande tradition hôtelière française, au cœur des sites balnéaires les plus élégants. Piscine, golf et tennis sont bien sûr à votre disposition.

* De 275 à 420 francs par personne et par nuit, en chambre double, selon chambre et hôtel choisi, sauf périodes de haute saison.

LES HOTELS LUCIEN BARRIÈRE
CANNES-DEAUVILLE-LA BAULE

DECouvrez LES FUGUES LUCIEN BARRIÈRE

Pour que vous puissiez découvrir l'excellence de son hôte, Lucien Barrière vous propose un prix exceptionnel de 275 à 420 francs par nuit et par personne, petit déjeuner, et pratique du golf de votre choix, en plus (deux nuits minimum). Vous recevrez une documentation sur « l'offre et sur les hôtels » qui vous intéressent en envoyant à : Les Hôtels Lucien Barrière, 9 avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. (0) 42 96 98 59. Réservation directe auprès de l'hôtel choisi.

Nom : _____
Adresse : _____
Hôtels en voyage : _____

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75227 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (0) 45-23-86-81
Tél. : (0) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutas.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Conducteur en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS

Tél. : (0) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

SP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (0) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 390 F

IL - SUISSE TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapeur LEMONDE

Reproduction interdite de tout article

sous réserve d'accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde
a/o Speedmaster, 46-48 38 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at
New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde a/o Speedmaster U.S.A.,
P.O. Box 46-48 38 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

الجزيرة

العدد 150

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
ACC. NO. 65-82
CL. 6 JUN 1987

Etranger

Le Monde • Mercredi 1^{er} avril 1987 3

URSS : dialogue « vigoureux » entre M^{me} Thatcher et M. Gorbatchev

Le numéro un soviétique réclame le « soutien » de la Grande-Bretagne et de la France en matière de désarmement

MOSCOU
de notre correspondant

M^{me} Thatcher n'a pas fait mentir sa réputation de fermeté. « Nous vous jugeons non pas sur vos intentions ou vos promesses mais sur vos actes et sur vos résultats », a-t-elle déclaré lors du grand dîner offert en son honneur lundi 30 mars au Kremlin. M. Gorbatchev a été égal à lui-même dans son plaidoyer passionné pour les réformes en URSS et pour un monde délivré de l'arme nucléaire.

Ce double monologue d'assez belle tenue a mis en valeur deux tempéraments médiatiques finalement assez voisins, mais il n'a pas sur le fond modifié la situation, et chacun est resté sur ses positions.

Le compte rendu officiel de Tass témoigne de la « franchise » des échanges. « Les entretiens ont eu lieu sur un ton amical, mais non sans polémique, laquelle permet d'ailleurs de mieux se comprendre, de se faire une idée plus nette des positions et des intentions ainsi que de la logique politique de l'autre », écrit l'agence soviétique. C'est la première fois à notre connaissance que Tass fait l'éloge de la polémique dans des conversations au sommet à Moscou.

Une culture marquée par le conformisme

M^{me} Thatcher, qui devait déjeûner ce mardi avec M. Andreï Sakharov, a longuement parlé, lundi, à M. Gorbatchev, des droits de l'homme et des mérites de la démocratie parlementaire. Elle l'a fait au cours d'une conversation en tête à tête d'environ quatre heures, suivie d'une séance d'angle aux ministres des affaires étrangères des deux pays, sir Geoffrey Howe et M. Edouard Chevardnadze. Elle a récidivé le soir au dîner. Selon un porte-parole britannique, les propos échangés ont été « francs, vigoureux et même plutôt carrés mais jamais hostiles ».

Il est probablement inutile de résumer la forte défense et l'illustration de la démocratie parlementaire auxquelles s'est livré le premier ministre britannique. Le public français connaît ces arguments. Les Soviétiques les ignorent généralement et ont eu la possibilité de les découvrir partiellement, transparent oblige, dans la *Pravda* de ce mardi.

La réponse de M. Gorbatchev est évidemment plus paradoxale puisqu'elle consiste une tentative pour injecter de la « démocratie » dans un univers culturel marqué par le conformisme. « Notre société, peut-être la plus instruite du monde, n'a pas pu pendant longtemps mettre à profit son immense potentiel intellectuel. Nous allons y procéder grâce à la démocratie en faisant s'épanouir toutes les ressources du système socialiste », a-t-il déclaré. Le numéro un n'a pas soufflé mot des droits de l'homme en URSS au sens strict (liberté d'expression, droit à l'émigration, etc.). Ce ne sont pas ses priorités.

M^{me} Thatcher s'est montrée intéressée par l'expérience en cours. « Vous êtes certainement embarqué dans une vaste tentative et nous vous souhaitons du fond du cœur de réussir », a-t-elle déclaré. Mais la « dame de fer » a esquivé sur les deux problèmes qui lui tiennent à cœur, le contrôle des armements et l'Afghanistan.

« Chercher des prétextes »

Elle a réussi à tout résumer en deux phrases : « La manière dont vous vous acquittez des obligations, en matière de droits de l'homme, que vous avez librement contractées à Helsinki déterminera aussi le degré de confiance que les autres pays et peuples pourront avoir en vos promesses, par exemple sur le contrôle des armements (...) ». La disponibilité de l'URSS à retirer ses troupes d'Afghanistan dans le délai le plus court possible (...) jouera un rôle crucial non seulement pour l'avenir de ce pays, mais encore pour que les autres pays décident s'ils doivent vous croire ou vous craindre, et agir en conséquence ».

A propos du contrôle des armements, M. Gorbatchev a réaffirmé son désir d'éliminer rapidement d'Europe les armes nucléaires à moyenne portée (SS-20 soviétiques, Pershing-2 et missiles de croisière de l'OTAN). « Nous comptons sur le soutien de la Grande-Bretagne et de la France. Où est-il, ce soutien ? », s'est-il interrogé.

Le secrétaire général estime que Londres et Paris « cherchent des prétextes » pour freiner le processus des négociations en cours. L'Union soviétique est allée « loin », selon lui, en laissant de côté les forces françaises et britanniques « bien que celles-ci continuent à s'accroître et à se perfectionner ». A en croire M. Gorbatchev, Paris et Londres attendraient sans cesse de « nouvelles concessions » de Moscou.

M^{me} Thatcher est particulièrement coupable puisqu'elle croit encore à la dissuasion nucléaire, alors que le secrétaire général juge celle-ci totalement immorale et dépassée. Elle a, en outre, le tort selon Tass de rester persuadée que « l'Union soviétique entend implanter le communisme partout dans le monde et que l'Europe occidentale risque donc d'être attaquée par elle ».

M. Gorbatchev estime que les inquiétudes françaises et britanniques relayées par Bonn et Washington, concernant les missiles soviétiques à courte portée en Europe sont autant de « prétextes » destinés à faire échouer les négociations de Genève sur les armes à moyenne portée. « On verra dans les semaines qui viennent si l'OTAN désire vraiment débarrasser le sol européen de

toute une classe d'armes nucléaires comme l'espèrent les peuples [du continent] ou si elle cherche à nouveau à dissimuler (...) sa volonté de maintenir, voire d'accroître le nombre de Pershing 2 et de missiles de croisière en Europe, ou encore de les remplacer par quelque chose de nouveau », a affirmé le secrétaire général.

M. Gorbatchev répond enfin aux propos de M^{me} Thatcher en liant lui aussi politique intérieure et extérieure. « Nous entendons dire que l'Occident croira aux propositions de l'Union soviétique sur la réduction des armements si celle-ci modifie son système politique, si elle prend pour modèle la société occidentale. Ce n'est tout simplement pas sérieux ».

En ce qui concerne l'Afghanistan, M. Gorbatchev n'a rien dit de nouveau. « Les forces armées soviétiques sont entrées dans ce pays à la demande de son gouvernement et seront rapatriées dans le cadre d'un règlement politique (...) ». Le processus de réconciliation nationale suit son cours. L'essentiel est de ne pas mettre des bâtons dans les roues [de l'actuel régime de Kaboul], de cesser toutes les ingérences dans les affaires de ce pays souverain, qui veut être et sera neutre et non aligné ».

DOMINIQUE DHOMBRES.



TANCHO

L'arrestation des espions de la fusée Ariane

Moscou dénonce une « campagne de calomnie » contre l'URSS

(Suite de la première page.)

Lorsque, en avril 1983, la France avait expulsé quarante-sept diplomates et fonctionnaires soviétiques, les rapports Paris-Moscou, comme d'ailleurs l'ensemble des relations Est-Ouest, traversaient une période glacière. On était en pleine controverse sur les euromissiles.

Non seulement cette affaire ne pouvait sensiblement aggraver les choses, mais elle venait même à point pour rappeler à l'opinion française et occidentale la nature et les méthodes du régime soviétique, ainsi que la conception pour le moins ambivalente qu'il se fait des relations internationales.

On ne saurait en dire autant de l'affaire Ariane, dont on se serait bien passé à Paris. Non que la France puisse sérieusement entamer les chances du nouveau dialogue Est-Ouest par quelques expulsions de plus ; mais elle tient beaucoup à ne pas rester en

dehors du débat qui s'amorce entre Occidentaux et Soviétiques.

A Washington, M. Chirac, dont l'absence actuelle de Paris ne simplifie pas les choses, se trouve ainsi placé devant un problème délicat. En fermant les yeux, il semblerait manquer pour le moins de fermeté — surtout comparativement à la réaction qui avait été celle du pouvoir soviétique en 1983 — et sacrifier certains impératifs de secret et de sécurité à la haute stratégie diplomatique. Mais en réagissant avec sévérité, en particulier contre l'attaché de l'air adjoint, M. Valeri Konorev, il peut compromettre les chances de succès de son prochain voyage à Moscou, en mal. D'autant plus qu'une telle décision, prise des États-Unis, sera de toute évidence particulièrement mal reçue à Moscou, où l'on cherche certainement à suggérer que M. Chirac a ainsi cédé à des pressions américaines. Et le premier ministre,

rivalité cohabitationniste oblige, tient beaucoup à réussir sa visite au Kremlin...

En attendant, l'ambassade soviétique à Paris a fait tenir au Quai d'Orsay un message dans lequel elle s'indigne vertueusement des accusations formulées dans la presse contre plusieurs de ses agents. Elle a, d'autre part, rendu public le texte d'une déclaration dans laquelle elle parle de « campagne de désinformation et de calomnies lancées contre l'URSS », campagne qui « a pris dernièrement un caractère encore plus grossier et provocateur ». La partie française, ajoute l'ambassade soviétique, « est entièrement responsable des conséquences de l'aggravation de cette campagne de provocation ». A Moscou, l'agence Tass a publié un communiqué qui va dans le même sens.

Les autorités françaises doivent être d'autant plus agacées d'être ainsi accusées de porter la responsabilité de cette prétendue « campagne » que c'est au contraire, semble-t-il, pour éviter leur silence pudique sur cette affaire que la DST aurait laissé filtrer certaines informations. Des informations qui n'ont pas été « connues avec une grande autorité par rapport à Libération », dit-on au Quai d'Orsay.

En attendant le retour de M. Chirac, prévu pour la matinée de jeudi, un petit groupe de responsables de différents ministères procèdent depuis lundi à l'examen du dossier et fournissent au premier ministre et au ministre des affaires étrangères les éléments d'appréciation. Manifestement, la publicité donnée à l'affaire conduit les dirigeants français à montrer qu'ils prennent le dossier au sérieux, mais les impératifs diplomatiques les contraignent aussi à ne pas affecter de le prendre au tragique.

BERNARD BRIGOULEUX.

« Elucubrations » ?

M^{re} Paul Walthier, l'avocat de M. Pierre Verdier, l'un des inculpés dans l'affaire d'espionnage d'Ariane, a qualifié d'« elucubrations » les informations selon lesquelles le chef du réseau démantelé à Rouen était l'attaché militaire de l'air adjoint de l'ambassade d'URSS à Paris. « Je ne crois pas qu'il y ait un fondement quelconque à ces révélations », a affirmé M^{re} Walthier, qui accompagnait, lundi matin 30 mars, son client dans le cabinet du juge d'instruction, M^{re} Elisabeth Senot, qui l'a longuement entendu. « On accuse notamment M. Jean-Michel Hauri, qui a travaillé comme dessinateur à la Société européenne de propulsion à Vernon, d'avoir donné à M. Pierre Verdier des plans concernant Ariane, mais la direction de cette société est incapable de dire si de tels plans

ont été dérobés », ajoute l'avocat.

De son côté, M. Jean Verdier, le père de M. Pierre Verdier, nous a déclaré : « Vous, qui n'êtes pas des naïfs, n'êtes vraiment pas un peu surpris de ces nouvelles révélations, qui sortent brusquement après huit jours de silence ? Toutes ces entreprises de points qui, paraît-il, pulvérisent en Normandie et dont les secrets sont si vulnérables, vous n'en avez jamais entendu parler ? Et cette Antonette Manole, qui aurait été la maîtresse d'un diplomate de l'ambassade d'URSS, de mon fils et de je ne sais qui d'autre, ne vous a pas paru un peu mythomane ? Quant à moi, je continue et continuerai à croire fermement à l'innocence de mon fils, victime d'un complot de circonstances qui, lui, est loin d'être innocent. »

La visite du pape au Chili

« Une chance, mais des risques énormes »

nous déclare Pierre Dubois, prêtre français expulsé de Santiago

Jean-Paul II devait arriver à Montevideo le mardi 31 mars et, après un séjour de seize heures en Uruguay, était attendu le mercredi 1^{er} avril au Chili pour l'étape la plus importante de son huitième voyage en Amérique latine. Le général Augusto Pinochet a estimé qu'il n'était pas possible de parler « d'effet politique » de ce voyage, dans une interview au quotidien ouest-allemand *Die Welt*. Selon le chef de l'Etat chilien, la visite du pape sera « un bienfait spirituel pour tout le pays ». Le dirigeant de l'opposition centriste, M. Gabriel Valdés a, pour sa part, indiqué que le Chili « va connaître six jours de liberté. Ce pays

va se sentir comme un oiseau dont la porte de la cage a été ouverte », a-t-il déclaré.

Nous publions ci-dessous un entretien avec le Père Pierre Dubois, cinquante-six ans, arrêté et expulsé, avec deux autres prêtres français, en septembre dernier. Il exerçait depuis vingt-trois ans son sacerdoce dans le quartier pauvre de La Victoria à Santiago-du-Chili. C'est lui qui, le 4 septembre 1984, a découvert, mort, un autre prêtre français, André Jarlan, assassiné au cours d'une protestation.

« L'une des forces d'opposition. La déclaration du président de la conférence épiscopale, Mgr Bernardino Piñera, en juillet 1986, ne laisse aucun doute sur son engagement : l'une des raisons de la violence au Chili est la militarisation de la vie civile, l'usage de procédés de guerre pour quadriller la société, l'absence de dialogue à tous les niveaux, le contrôle de toute rencontre non officielle. Mais le véritable pouvoir de l'Eglise n'est pas politique. Il est lié à sa capacité d'éveiller et d'évangéliser les masses, car c'est elle qui dit au Chilien : « Lève-toi et marche... »

« Quel est le prix payé ? — Il ne s'agit pas seulement en nombre de prêtres, religieux, laïcs, emprisonnés, tués ou expulsés. Il est plus pernicieux. Par de fausses accusations, des mensonges, on essaie d'insinuer le doute dans l'esprit des Chiliens. Des chrétiens en viennent à s'interroger sur le rôle de leurs prêtres et de leurs évêques. — Le pape a-t-il raison d'y aller ? — Les pièges et les risques de récupération de cette visite sont énormes. N'oubliez pas que toutes les chaînes de télévision — y compris celle de l'université catholique — sont sous le contrôle absolu de la direction nationale de la communication. Mais cette visite représente aussi une chance formidable de voir l'épiscopat renforcé dans sa lutte pour la démocratie et confirmée l'orientation prise à Puebla en 1979 par tous les évêques d'Amérique latine : celle d'une « option prioritaire pour les pauvres ».

« Lève-toi et marche »

« L'Eglise chilienne est-elle unie dans son engagement contre le général Pinochet ?

« Très tôt dans ce pays, l'épiscopat a eu le souci de l'engagement de l'Eglise dans la vie sociale et nationale. La séparation a eu lieu en 1925, mais à l'époque déjà on disait que, si l'Etat se séparait de l'Eglise, l'Eglise, elle, ne se séparait pas de l'Etat. Dès la veille du concile, en 1962, une lettre pastorale des évêques appelait les chrétiens chiliens à remplir leur devoir social et politique. La hiérarchie a été, tout à tour, à l'aise quand le gouvernement était démocratique, en difficulté à l'époque d'Allende. Son opposition aux militaires n'a cessé de grandir avec le spectacle d'un gouvernement qui se prétend humaniste et chrétien, mais pratique la torture, fait reculer le niveau de vie, retire aux travailleurs leurs conquêtes sociales, élève le chômage à des taux jamais atteints. L'épiscopat s'est d'abord battu pour la défense des droits individuels, puis de plus en plus pour des droits collectifs : association, syndicalisation, information, démocratie.

« L'Eglise n'est-elle pas devenue la principale force d'opposition ?

« L'Eglise chilienne est-elle unie dans son engagement contre le général Pinochet ?

« Très tôt dans ce pays, l'épiscopat a eu le souci de l'engagement de l'Eglise dans la vie sociale et nationale. La séparation a eu lieu en 1925, mais à l'époque déjà on disait que, si l'Etat se séparait de l'Eglise, l'Eglise, elle, ne se séparait pas de l'Etat. Dès la veille du concile, en 1962, une lettre pastorale des évêques appelait les chrétiens chiliens à remplir leur devoir social et politique. La hiérarchie a été, tout à tour, à l'aise quand le gouvernement était démocratique, en difficulté à l'époque d'Allende. Son opposition aux militaires n'a cessé de grandir avec le spectacle d'un gouvernement qui se prétend humaniste et chrétien, mais pratique la torture, fait reculer le niveau de vie, retire aux travailleurs leurs conquêtes sociales, élève le chômage à des taux jamais atteints. L'épiscopat s'est d'abord battu pour la défense des droits individuels, puis de plus en plus pour des droits collectifs : association, syndicalisation, information, démocratie.

« L'Eglise n'est-elle pas devenue la principale force d'opposition ?

Propos recueillis par HENRI TINGCO.

(1) André Jarlan toujours vivant, de Jean-Marie Luverrier, Les Editions ouvrières et Editions du Rouergue, 166 pages, 56 F.

Rappel des « marines » de l'ambassade américaine en Union soviétique

Washington. — Tous les « marines » actuellement attachés à la garde de l'ambassade américaine à Moscou vont être rappelés aux États-Unis le mois prochain par « mesure de précaution », ont annoncé lundi 30 mars le département d'Etat et le corps des « marines ». Cette décision fait suite aux révélations selon lesquelles deux « marines » en poste à Moscou avaient permis à des agents soviétiques de pénétrer « à de nombreuses occasions » la nuit dans la mission américaine et d'examiner certaines installations « sensibles ».

Les deux « marines » soupçonnés d'espionnage sont le sergent Clayton Lonetree, vingt-cinq ans, qui a déjà été inculpé, et le caporal Arnold Brady, vingt et un ans. Tous deux avaient, selon des sources au Pentagone, eu des aventures amoureuses avec des employées soviétiques de l'ambassade. Selon la confession de l'un des gardes arrêtés, le KGB a eu accès aux endroits les plus sensibles de l'ambassade : la « bulle » (qui permet à un petit groupe de discuter dans une pièce sans crainte d'être espionné), le « Vault » (secteur réservé aux agents de la CIA) et le centre de transmissions où sont codées et où transitent les communications de la chancellerie. — (AFP.)

André
PIEYRE DE
MANDIARGUES

Tout disparaîtra
récit

« Un récit époustouflant, d'une beauté extrême, où l'on retrouve, intact, le pouvoir de Mandiargues de nous transporter. »
François Nourissier / Le Figaro Magazine

GALLIMARD *nrf*

Europe

ITALIE

Le congrès du Parti socialiste s'ouvre à Rimini en pleine crise ministérielle

ROME
de notre correspondant

M^{me} Nilde Iotti, présidente communiste de la Chambre des députés, devrait rendre compte, mardi 31 mars, au chef de l'Etat italien, M. Francesco Cossiga, des résultats de la mission d'exploration que celui-ci lui avait confiée en vue de dénouer la crise du gouvernement, ouverte par la démission de M. Bettino Craxi.

Le pessimisme prévalait cependant lundi quant à la possibilité de reconstituer une majorité capable d'éviter le recours à des élections anticipées.

Le congrès du Parti socialiste qui s'ouvre ce 31 mars à Rimini prend dans ce contexte une importance décisive.

Conformément à une tradition désormais bien établie, tous les leaders des autres partis, du communiste Alessandro Natta au démocrate-chrétien Ciriaco De Mita, devraient assister mardi au discours d'ouverture du secrétaire du Parti socialiste, M. Craxi. Dimanche 5 avril, le premier ministre démissionnaire devrait prononcer un discours de clôture dont beaucoup attendent, étant données les circonstances, qu'il ait des accents de lancement de la campagne pour des élections législatives anticipées.

Rimini sera le quatrième congrès socialiste avec M. Craxi pour secrétaire général. Il avait été désigné à ce poste en juillet 1976, en remplacement de M. Francesco Martino, jugé responsable de l'échec électoral du parti pour l'avoir trop accroché au « char » communiste. M. Craxi allait ensuite obtenir de sa formation l'élection du secrétaire général par la base — et non plus par le comité central — et imposer, contre la gauche « idéologique », sa ligne prag-

matique, dite de la « gouvernabilité ». En 1982, il fait approuver un programme socialiste qui ne prend plus seulement en compte les « besoins » des plus démunis, mais aussi les « mérites » de ces « nouvelles couches italiennes » dont les succès économiques commencent à modifier le visage du pays. Aux élections de 1983, le PS parvient à 11,4 % des suffrages tandis que la démocratie chrétienne perd plus de 5 points. L'heure de M. Craxi a sonné : le 4 août 1983, il forme son premier gouvernement.

En mai 1984, le congrès de Vérone, dans son enthousiasme, « oublie » de réélire M. Craxi : contre toute méthode démocratique, il l'acclame ! Les délégués en profitent pour supprimer le comité central et le remplacer par une grande « assemblée nationale » de plus de trois cents membres, où figureront, entre autres, des personnalités du monde de la culture, du spectacle ou de la mode (Giorgio Strehler, Francesco Rosi, Krizia, etc.), souvent simples sympathisants du parti. Cette instance ne sera pratiquement jamais réunie et n'aura aucune prise sur la ligne politique. Celle-ci est de plus en plus décidée par M. Craxi lui-même, en consultation avec un tout petit groupe de fidèles, dont le secrétaire adjoint, M. Claudio Martelli (quarante-quatre ans), devenu, dans l'ombre du « patron », une des figures clés de la vie politique nationale.

Un instrument inadéquat

Dans cette formation, traditionnellement portée aux affrontements internes, le dernier léger signe de dissension remonte à l'automne 1985. Ce parti, autrefois tourné jusqu'au vertige vers le débat d'idées, a désormais fait la chasse aux places, son obsession quotidienne. Plus gravement, le PS,

autrefois symbole de moralité, face à une DC corrompue, n'a plus rien à envier à cette dernière sur ce plan-là.

Le thème de « l'autoréforme » du parti, qui sera l'un des leitmotivs de Rimini, a pris dans maintes fédérations une connotation nettement morale. Pour les instances supérieures, il revêt pourtant un autre sens. M. Craxi s'est, en effet, récemment inquiété, dans *Mondoperaio*, la revue théorique du parti, de l'insadéquation de l'instrument représenté par le PS, face aux exigences du moment. En clair, le leader socialiste admet mal que sa propre cote de popularité dans le pays (elle a approché les deux tiers d'opinions favorables) ne se traduise pas par une progression de sa formation, enclavée peu au-dessus de 10 %. Le secrétaire du PS en a, de façon voilée, fait grief à l'équipe qui l'a dirigé au jour le jour durant sa propre permanence à la tête du gouvernement.

Conscient pourtant que toutes les réformes de structures et tous les changements de personnes ne feront pas rapidement accomplir au parti le bond en avant dont il a besoin, M. Craxi a sorti une proposition-miracle : l'élection du président de la République au suffrage universel. Ce sera le point d'orgue du congrès, qui l'approuvera sans doute de façon écrasante. Mais voilà : ce projet, bien qu'il rencontre l'assentiment d'une majorité de citoyens, est repoussé par la totalité des forces politiques, de la DC au PC, peu désireux de faire un tel cadeau au leader socialiste. La question désormais posée est : en attendant 1992, date de la prochaine élection présidentielle, que va faire M. Craxi, un homme pour qui, désormais, toute fonction gouvernementale, hormis la présidence du conseil, paraît bien mesquine et qui ne manquera pas de se sentir à l'étroit dans les habits de secrétaire d'un parti italien de modeste dimension après avoir, pendant près de quatre ans, fréquenté les plus grands de ce monde ?

JEAN-PIERRE CLERC.

PORTUGAL

Le gouvernement de M. Cavaco Silva est menacé

LISBONNE
de notre correspondant

Le premier ministre social-démocrate, M. Cavaco Silva, a formellement refusé la proposition qui lui avait été faite par le Parti socialiste portugais (PSP) de négocier un « programme de normalisation de la vie démocratique », afin de résoudre la crise ouverte la semaine dernière, par le dépôt à l'Assemblée d'une motion de censure. Dans une lettre très sèche, adressée lundi 30 mars à M. Constancio, leader du PSP, M. Cavaco Silva considère que « le PSP doit accepter sans subterfuge, la responsabilité d'une crise dont il est le coauteur ». « La pratique du gouvernement », ajoute le premier ministre, « montre que nous ne nous inclinons jamais devant des manœuvres politiques ».

Le Parti rénovateur démocratique (PRD), qui a déposé cette action de censure vendredi, a jusqu'à présent soutenu le gouvernement social-démocrate, votant le budget et la motion de confiance déposée l'été dernier par le premier ministre. Mais une telle « bienveillance » avait quelque peu troublé l'électorat du PRD, clairement ancoré à gauche. Le PSP avait ainsi pu apparaître comme la seule opposition de gauche, mise à part le PC. Le PRD, en reprenant l'initiative, voudrait réoc-

cuper l'espace politique qu'il a perdu au cours de l'année dernière, selon tous les sondages. La fin de non-recours opposée à la démarche socialiste ne laisse donc pas d'autre issue au PSP que celle de rejoindre les rangs des députés du PRD et du PC qui voteront la censure.

La chute du gouvernement vendredi prochain, jour du vote de la motion, paraît ainsi inévitable et la recherche d'une solution mobilise déjà les états-majors de toutes les formations politiques.

Selon le PSD au pouvoir, la seule issue possible consiste à convoquer des élections anticipées. « Tout autre gouvernement formé dans le cadre actuel de l'Assemblée serait illégitime », a précisé le secrétaire général des sociaux-démocrates, M. Loureiro. Fort des sondages qui lui attribuent une hausse très sensible, le PSD espère approcher la majorité absolue.

L'irritation de M. Soares

Pour y parvenir, il compte exploiter le mécontentement que le déclenchement de la crise a provoqué dans l'opinion publique. D'après les résultats d'un sondage commandé par le gouvernement, 70 % des Portugais seraient en désaccord avec l'initiative du PRD de déposer

la motion de censure. Le même sondage place M. Cavaco Silva en tête de tous les dirigeants politiques portugais, avec 57 % des intentions de vote, suivi du général Ramalho Eanes (ancien président de la République et leader du PRD) et de M. Constancio, avec respectivement 34 % et 25 %.

Socialistes, rénovateurs et communistes s'affirment prêts à collaborer avec le président de la République afin de trouver un compromis qui évite la dissolution du Parlement. Pour M. Cunha, secrétaire général du Parti communiste, le nouveau gouvernement devrait compter des ministres communistes. Il a néanmoins précisé que son parti pourrait appuyer une autre formule, soutenir sans participer.

Tout dépend donc de l'opinion de M. Mario Soares, chef de l'Etat, actuellement en visite officielle au Brésil. Celui-ci n'a pas caché son irritation face à une crise provoquée en son absence. Il rejette d'ores et déjà l'hypothèse d'un gouvernement constitué par des personnalités politiquement indépendantes, solution qui, à trois reprises, avait été adoptée par son prédécesseur.

Treize mois après son élection, M. Soares a de nouveau l'occasion de démontrer son talent de négociateur.

JOSÉ REBELO.

URSS

Quinze ans de prison pour les deux responsables du naufrage de l'« Admiral Nakhimov »

Moscou. — Les capitaines des deux navires soviétiques qui étaient entrés en collision en mer Noire le 31 août 1986 (plusieurs centaines de morts) ont été condamnés à quinze ans de prison, lundi 30 mars. MM. Vadim Markov et Viktor Tchabchenko se sont vu infliger par le tribunal d'Odesa la peine maximale prévue par le code pénal de Russie réprimant les « violations

des règles de sécurité » en matière de transport. Ils devront également verser à l'Etat 40 000 roubles chacun (l'équivalent de 60 000 dollars). Le salaire moyen en URSS est d'environ 150 roubles par mois.

L'agence Tass a indiqué que 260 survivants ou proches des victimes avaient en la possibilité de prendre part au procès, et que le

verdict avait été accueilli « avec satisfaction » par les personnes présentes à l'audience.

Le cargo *Piotr-Vasev* avait heurté le paquebot *Admiral-Nakhimov*, l'envoyant par le fond en huit minutes. Selon le bilan officiel, 426 personnes sont mortes ou ont disparu dans la catastrophe. — (AFP, Reuters.)

Onze mille juifs soviétiques seraient autorisés à se rendre en Israël cette année

Onze mille juifs soviétiques devraient être autorisés à émigrer en Israël cette année, a annoncé lundi 30 mars à New-York M. Morris Abram, président de la Conférence des organisations juives américaines, qui rendait compte de ses récents entretiens à Moscou avec des responsables soviétiques (le 28 mars).

Se M. Abram, qui s'était rendu à Moscou en compagnie du président du Congrès juif mondial, M. Edgar Bronfman, les émigrants juifs passeraient désormais essentiel-

lement par la Roumanie, et non plus par Vienne (d'où jusqu'à présent la plupart préféraient partir pour les Etats-Unis et non pour Israël).

En échange des promesses que leur ont faites leurs interlocuteurs, les dirigeants juifs américains se sont engagés à faire pression sur le gouvernement des Etats-Unis pour qu'il accorde à l'URSS certains crédits commerciaux et lui reconnaisse à nouveau la clause commerciale de la nation dite « la plus favorisée ».

Les autorisations de sortie se sont nettement accélérées ces dernières semaines et quelques quatre cents juifs soviétiques ont pu émigrer en Israël, selon ces organisations. Selon M. Abram, les autorités soviétiques ne sont également engagées à établir des procédures d'appel pour les personnes qui se sont vu refuser un visa de sortie d'URSS, à permettre aux parents proches d'un émigré de le rejoindre, à autoriser l'importation de livres religieux juifs, l'ouverture de synagogues dans les régions qui en ont besoin, et celle d'un restaurant kasher à Moscou.

Amorce d'un dialogue gréco-turc à propos de la mer Egée

La crise qui a éclaté à la fin de la semaine dernière entre la Grèce et la Turquie à propos de la prospection pétrolière dans des zones de la mer Egée que se disputent les deux pays est considérée comme terminée dans les deux capitales, qui ont amorcé un dialogue lundi 30 mars par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs.

La Grèce voudrait se tourner vers la Cour de justice internationale de La Haye afin de régler la question de la délimitation du plateau continental égéen. Elle se soumette pas à s'en remettre à l'arbitrage du secrétaire général de l'OTAN, Lord Car-

lington, car elle ne veut pas ouvrir avec Ankara un débat politique général, celui-ci ne pouvant, selon Athènes, commencer qu'après le départ des troupes turques présentes à Chypre depuis 1974. La Turquie, qui a accepté les bons offices de Lord Carrington, penche au contraire pour ce dialogue global gréco-turc.

Ce n'est pas la première fois que les deux pays recherchent un compromis sur la question du plateau continental égéen. Ils avaient signé un protocole à Bernes, en 1976, par lequel ils s'engageaient à n'entreprendre aucune action risquant de

compromettre leurs négociations sur cette question.

Ces négociations se sont interrompues en septembre 1981, et Athènes estime depuis que le protocole de Bernes ne l'engage plus. On souligne cependant dans la capitale grecque qu'aucune recherche qui aurait pu fournir un prétexte à la colère d'Ankara n'a été autorisée à ce jour dans la zone contestée. On estime d'autre part que la Turquie, dans la mesure où elle a annoncé sa décision de procéder à des recherches pétrolières en mer Egée, a de fait reconnu que le protocole de Bernes n'était plus valable. (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Corées

Pyongyang accepte l'offre de dialogue de Séoul

Tokyo. — La Corée du Nord a accepté, lundi 30 mars, le principe d'une rencontre entre les premiers ministres des deux Etats coréens en réponse à une proposition sud-coréenne en ce sens, mais a suggéré qu'une réunion ministérielle préparatoire se tiennne, le 23 avril, à Panmunjom, dans la zone démilitarisée. La réponse nord-coréenne, sous la forme d'une lettre du premier ministre Li Sun-Mu publiée par l'agence officielle de presse de Pyongyang, et adressée à son homologue sud-coréen, M. Lho Shin-Yong, fait suite à une mise en de ce dernier en date du 17 mars. — (AFP, Reuters.)

[Les consultations intercoréennes sont interrompues depuis janvier 1986, mais les deux pays ont échangé ces derniers mois divers messages sur le ton de la conciliation. La réponse de Pyongyang à la dernière offre de Séoul a gardé toutefois de satisfaction à l'égard des sud-coréens que les pourparlers reprennent tout d'abord au niveau des organisations de la Croix-Rouge des deux pays ainsi que sur les problèmes de coopération économique et la « guerre des barrages » hydroélectriques de part et d'autre de la zone démilitarisée.]

Pologne

L'Eglise dénonce à son tour les hausses de prix

Varsovie. — L'Eglise catholique polonaise a joint, lundi 30 mars, sa protestation à celle de responsables

du syndicat dissous Solidarité contre l'important train de hausses des prix des produits de première nécessité annoncé ce week-end en Pologne.

Dans des termes pratiquement similaires à ceux employés dimanche par M. Lach Walesa, le secrétaire de l'épiscopat, Mgr Bronislaw Dabrowski a dénoncé les augmentations (souvent supérieures à 30 %), qui, dit-il dans un communiqué diffusé lundi, « suscitent une inquiétude et une angoisse justifiées dans de nombreuses familles ». « Aux yeux de la société, les hausses de prix ont depuis des années été la seule arme du pouvoir contre la crise et elles n'ont produit aucun résultat tangible », a ajouté l'archevêque Dabrowski.

L'Eglise rapproche, en outre, au régime du général Jaruzelski de ne pas jouer de « la confiance de la population » nécessaire pour rendre les Polonais « prêts à des privatisations et à un travail accru ». Le pouvoir « a le devoir », souligne le communiqué, de « soumettre [à la société] un programme complet, compréhensible et crédible pour sortir de la crise » et d'associer à son élaboration « les Polonais non affiliés [aux organisations officielles], mais compétents ». — (AFP.)

EN BREF

● **BOLIVIE** : le conflit entre les syndicats et les autorités. — Le gouvernement a exigé que les syndicalistes ouvriers mettent fin à leur grève de la faim et que les étudiants arrêtent leurs manifestations et leurs grèves avant d'ouvrir des négociations sur les revendications salariales exprimées par la Centrale ouvrière de Bolivie (COB), a annoncé lundi 30 mars le secrétaire de cette organisation, M. Juan Loehlin. Il a toutefois déclaré que les dirigeants de la COB avaient décidé de poursuivre le mouvement. De son côté, le ministre de l'intérieur, M. Juan Carlos Duran, a indiqué que le gouvernement du président Victor Paz Estenssoro n'écarterait pas la possibilité de déclarer l'état de siège sur l'ensemble du territoire et que les forces de police avaient déjà été placées en « état d'alerte ». — (AFP.)

● **SURINAME** : démission du gouvernement. — Le gouvernement du Suriname a présenté, lundi 30 mars, à Paramaribo sa démission collective au chef de l'Etat, le commandant Desi Bouterse. M. Bouterse a accédé au pouvoir par un coup d'Etat en 1980 et doit faire face depuis neuf mois à un mouvement de rébellion. — (AFP.)

Plus vite, moins cher!

avril!
le mois de la 309
chez **NEUBAUER**

REPRISE
DE VOTRE VOITURE
6000 f au moins
pour tout achat d'une 309
5 portes, neuve ou de direction
immédiatement disponible

NEUBAUER

227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde
sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT
Etranger : les points chauds 24 heures sur 24

36.15 TAPÉZ LEMONDE

SCIENCES PO

La seule école qui depuis 20 ans vous offre ces garanties :
Directeur et professeurs, anciens de SC PO ou de TEVA.
Taux de réussite exceptionnels. Sélection sur dossier.
Entée 1^{re} et 2^e années : fin d'AP : concours EVA.
Préparation à temps complet sur place et par correspondance. Doc. contre 3 timbres.
57, rue Charle-Lafitte, 92200 Nanterre
☎ 47.45.08.10 ou 47.22.94.94.

CEPES

Nouveau :
prépa
CELSA

150-60-100

150

Europe

TCHÉCOSLOVAQUIE : avant la visite du numéro un soviétique

Les dirigeants de Prague ont opté pour la ligne Gorbatchev

VIENNE
de notre correspondante

A quelques jours de la visite du numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, à Prague, prévue du 6 au 8 avril, les dirigeants tchécoslovaques ont nettement changé le cap pour suivre la ligne de réforme prônée par le Kremlin. Même si un certain scepticisme subsiste (les belles paroles seront-elles suivies d'actes concrets ?), tout donne à penser qu'à Prague aussi — non sans hésitations, voire controverses sérieuses au sein du parti — les « réformateurs » l'ont emporté sur les dogmatiques.

Verbalement au moins, le chef du parti et de l'Etat tchécoslovaque, M. Gustav Husak, a préparé le terrain pour accueillir M. Gorbatchev. Ironie amère, les nouvelles orientations que la direction du parti — mise en selle par Leonid Brejnev en 1969 — promet de donner à l'évolution de la société tchécoslovaque rappellent à beaucoup d'égards les réformes envisagées lors du « Printemps de Prague », écrasé en 1968 par une intervention militaire soviétique.

Véritable fil d'Ariane du discours de M. Gustav Husak, le 18 mars, devant le comité central du parti, les réformes soviétiques ont été tout de même « adoucies » pour ne pas trop choquer une classe politique figée qui a même banni le mot « réforme » de son vocabulaire pour éviter toute allusion à « l'aventure » des années 60.

Les avertissements des « dogmatiques »

Ainsi M. Husak a promis au peuple tchécoslovaque un « élargissement de la démocratie » en évoquant la possibilité de votes secrets dans les organes du parti, mais en laissant de côté les candidatures multiples dont a parlé M. Gorbatchev, une plus large information selon l'exemple de la « Glasnost » (couramment traduite par « transparence ») et une « réforme » économique qui — paradoxalement — « entraînera nécessairement un accroissement de l'importance du rôle du parti », selon le chef du PCT.

M. Husak a jugé bon d'expliquer ce changement de ligne du parti, qui n'était pas évident, après les avertissements publics lancés récemment par M. Vasil Bilak, puissant chef de file des « dogmatiques », contre des « réformistes » qui cherchent à tirer profit des changements en cours en URSS pour réhabiliter la politique du « Printemps de Prague » de 1968.

Le PC tchécoslovaque a accueilli, a dit M. Husak, les mesures soviétiques comme un « encouragement et une inspiration ». « Personne n'a fait pression sur nous » pour suivre l'exemple de l'Union soviétique. « Mais notre parti a, dans toutes les étapes de son histoire, appris des communistes soviétiques. Nous allons donc profiter de nouveau de leurs expériences. »

Critiquant la « propagande hostile » diffusée à l'ouest sur de prétendues querelles internes au PC tchécoslovaque, M. Husak a présenté les décisions adoptées par le comité central comme des « positions communes de la direction du parti ». « Le parti est uni pour soutenir ces positions », a-t-il ajouté. Dans le langage des partis communistes cela signifie tout simplement que M. Husak estime que les critiques de la nouvelle politique ont été réduits au silence.

Les « principes démocratiques »

Pour « accélérer le développement socio-économique », M. Husak a annoncé des projets de loi d'ici au 15 juin, pour définir les responsabilités des entreprises — dans le sens d'une plus grande autonomie — et les droits du personnel, y compris « la possibilité d'être les responsables des entreprises ». Cette « réforme » sera, selon M. Husak, le « plus grand changement dans le système de la gestion de l'économie depuis les nationalisations ».

Un « élargissement des principes démocratiques » aidera, selon M. Husak, à améliorer la coopération, dans tous les domaines, entre communistes et ceux qui ne sont pas membres du parti. Le PC tchéco-

slovaque examine actuellement « les expériences des partis frères » pour trouver une formule adéquate à la situation en Tchécoslovaquie.

Enfin, M. Husak a souligné la nécessité d'améliorer les méthodes de travail et la qualité des représentants du parti à tous les niveaux. Pour y arriver, la direction du parti « va réfléchir sur la question de l'élection à bulletin secret aux organes du parti ». M. Husak a aussi suggéré une amélioration de la formation des cadres et l'admission accrue de non-membres du parti à des fonctions élevées.

Enfin, pour ne pas omettre une seule des idées maîtresses des projets de réformes de M. Gorbatchev, M. Husak s'est attaché à une grande signification « à une meilleure information de ses concitoyens, afin qu'ils sachent ce qui se passe dans leur pays, quelles décisions ont été prises et pour quelles raisons ».

M. Husak a donc évoqué, presque un par un, les points principaux du

programme de « réformes » du dirigeant soviétique en promettant de suivre son exemple. Ces assurances étaient nécessaires à la veille de la visite de M. Gorbatchev à Prague, où il n'a fait jusqu'à présent qu'un bref séjour, en novembre 1985, pour présider une réunion du pacte de Varsovie.

Au dernier congrès du PC tchécoslovaque, il y a un an, M. Gorbatchev s'était fait remplacer par un membre du Politburo, tandis qu'il avait assisté au congrès des partis communistes est-allemand et polonais et s'était rendu en visite officielle en Bulgarie et en Hongrie.

WALTRAUD BARYLL

[A Prague, c'est M. Lubomir Strougal, le premier ministre, qui fait traditionnellement figure de « réformateur » ou de partisan de l'efficacité économique, et ce depuis de nombreuses années, bien avant l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev à Moscou.]

URSS : les scrutins locaux du 21 juin

Des choix limités seront proposés aux électeurs

MOSCOU
de notre correspondant

Les élections aux soviets locaux ont été fixées au dimanche 21 juin. Le décret de convocation, publié dimanche 29 mars, comporte une nouveauté : « expérimentale » conforme au vœu exprimé le 27 janvier par M. Gorbatchev devant le comité central. Dans un certain nombre de cas, très limités mais non précisés, les circonscriptions locales actuelles seront « agrandies ». Si les autorités locales le souhaitent mais, surtout, si le parti le juge opportun, le nombre des candidats de ces circonscriptions pourra être supérieur à celui des postes à pourvoir. La procédure sera la suivante : il y aura d'abord un tour de piste des candidats devant quelques électeurs réunis deux à trois mois avant l'échéance sur leur lieu de travail. Cette « présentation » des candidats, généralement dans la salle des fêtes de la principale usine du cru, est traditionnelle. Le public s'y rend sur convocation.

Le tour de piste n'a lieu qu'une fois. Cette règle demeure, mais, dans les circonscriptions « agrandies », il y aura plusieurs candidats qui devront prononcer chacun un dis-

cours devant ce public restreint. S'ils sont plus nombreux que les postes à pourvoir, il y aura fatalement compétition entre eux et peut-être même, ce qui serait très nouveau en URSS, débat entre la salle et eux.

Dans ces circonscriptions « agrandies », le vote le 21 juin se déroulera ainsi : tous les électeurs inscrits seront invités à déposer dans l'urne une liste imprimée portant le nom des candidats. Ils pourront barrer des noms si le nombre de ces derniers est supérieur à celui des postes à pourvoir, mais ils ne pourront apparemment pas en rajouter.

A titre expérimental

Telle est donc cette « démocratie locale » qui va être appliquée à titre expérimental dans quelques circonscriptions du pays. Le décret de convocation précise que l'expérience est également limitée dans le temps à la prochaine législature des soviets locaux, qui est de deux ans et demi. Elle peut être renouvelée ou pas.

Il est presque impossible de trouver un Soviétique qui connaisse le nom de son député local. Le rôle de ce dernier est en outre très vague dans l'esprit des citoyens. L'échelon

le plus bas du pouvoir législatif ne jouit pas d'un grand prestige dans un pays dont la Constitution proclame le « rôle dirigeant » du parti.

Les citoyens des villes et des campagnes élisent également le 21 juin les « juges populaires » (qui peuvent être comparés avec les réserves d'usage à nos juges de paix). Ce ne sont pas des magistrats professionnels, mais des retraités ou des personnes exerçant par ailleurs un autre métier. Dans les villes aura lieu, en outre, en avril et en mai, l'élection des « assessseurs » de ces « juges populaires ». Ces assessseurs sont généralement de simples citoyens. Généralement en ville, un « juge populaire » est entouré de deux « assessseurs ». Ces « cours d'arrondissement », comme on les appelle, ont à traiter des délits mineurs.

An total, ce sont environ 2,5 millions de mandats de députés locaux, « juges populaires » et « assessseurs » qui sont à pourvoir. Le principe « expérimental » de la multiplicité des candidatures n'est apparemment retenu que pour les députés locaux. L'expérience voulue par M. Gorbatchev affecterait, selon un expert occidental, environ 10 % d'entre eux.

D. Dh.

American Airlines :
à partir du 8 mai,
un vol quotidien sans
escale de Paris/Orly
à New York.



A partir du 8 Mai, American Airlines assure tous les jours un vol sans escale de Paris/Orly à New York.*
Une fois aux U.S.A., nous avons notre propre terminal: vos formalités de douane et d'immigration seront ainsi faciles et rapides.
Vous pourrez bénéficier du réseau American Airlines : plus de 200 villes desservies aux U.S.A., Canada, Mexique et Caraïbes.

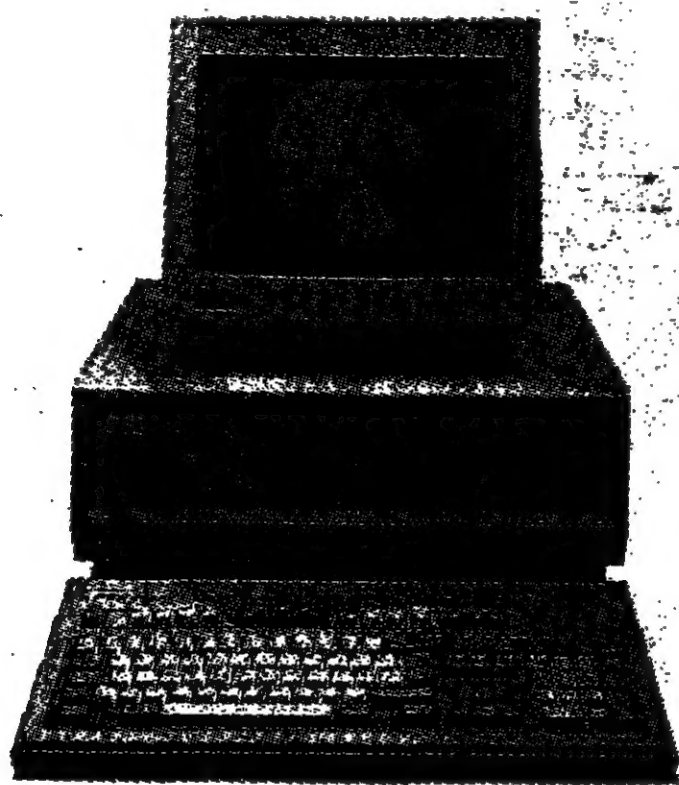
* Sous réserve d'approbation gouvernementale.

American Airlines "The American Airline"™
** La Compagnie typiquement Américaine.

Réervations et informations :
Contactez votre agent de
voyages ou appelez-nous
au 42.89.05.22.



A PREMIERE VUE CET ORDINATEUR EST LE MEME QUE L'ORDINATEUR DE DROITE.



LE COMPAQ DESKPRO 286-8MHz

L'ordinateur COMPAQ DESKPRO 286™
-8MHz était un formidable ordinateur: rapide,
sûr, performant.

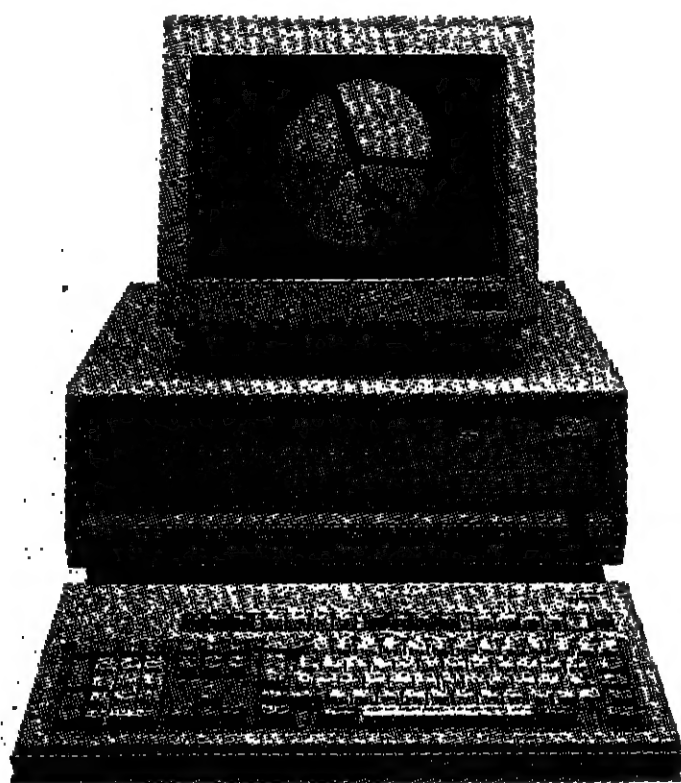
C'était l'ordinateur qui avait emballé les
américains. Il fallait le faire. Le COMPAQ
DESKPRO 286-8MHz a bien travaillé, très bien.

Merci le COMPAQ DESKPRO 286-8MHz.

هذا هو الحاصل

1500

A DEUXIEME VUE ILS N'ONT RIEN A VOIR.



LE NOUVEAU COMPAQ DESKPRO 286 - 12 MHz

En allant plus loin que son prédécesseur, le nouveau COMPAQ DESKPRO 286[™] - 12 MHz est le meilleur ordinateur personnel de sa catégorie. Cette affirmation est fondée sur quelques réalités.

La vitesse

C'est le seul ordinateur de sa catégorie qui exécute à 12 MHz la plupart des logiciels au standard de l'industrie, soit une vitesse de traitement 50% plus rapide que les ordinateurs de type AT fonctionnant à 8 MHz. Si nécessaire, il peut aussi fonctionner à 8 MHz pour une compatibilité totale.

La mémoire

La mémoire vive est conçue pour supporter la vitesse du microprocesseur. Sa capacité atteint 2,1 Mo sur la carte système, extensible à 8,1 Mo en occupant trois connecteurs d'extension, pour un temps d'accès inférieur à 100 nanosecondes.

Le disque dur

Pour ne pas ralentir la vitesse du microprocesseur, le nouveau COMPAQ DESKPRO 286 - 12 MHz est équipé d'un disque haute performance de 20, 40 ou 70 Mégaoctets avec temps d'accès inférieur à 30 millisecondes.

Le nouveau COMPAQ DESKPRO 286 - 12 MHz est étonnant.

Etonnez-vous : Essayez-le.

COMPAQ® met à votre disposition un réseau de plus de 200 Revendeurs Agréés COMPAQ qui allient compétence et professionnalisme.

Il y a forcément un Revendeur Agréé COMPAQ près de chez vous. Pour le connaître, appelez COMPAQ au 16.1.64.46.36.25 ou écrivez à COMPAQ, 5 avenue de Norvège, 91940 Les Ulis.

COMPAQ
DESKPRO 286

Proche-Orient

Mis en cause par M. Arafat

Le général Kanaan et M. Nabih Berri se défendent de détenir quatre professeurs en otage

Beyrouth. — Le général syrien Ghazi Kanaan, chef des services de renseignements syriens au Liban, a démenti, lundi 30 mars, que des otages occidentaux soient entre les mains des services de renseignements qu'il dirige au Liban et a affirmé que son pays « n'a aucun intérêt à en détenir (...), mais déploie des efforts sérieux pour les libérer », en réponse aux accusations lancées la veille par le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat.

Dans une déclaration faite à l'issue d'un entretien avec le premier ministre libanais, M. Rachid Karamé, dans le secteur à majorité musulmane de Beyrouth, le général Kanaan a traité M. Arafat de « menteur », tout en affirmant qu'il espérait « parvenir à libérer les otages ». « Il s'agit d'une affaire humanitaire et nous déployons des efforts sérieux pour les libérer », a-t-il dit.

M. Arafat avait déclaré dimanche à Bagdad que la Syrie s'appropriait à libérer les quatre professeurs — trois Américains et un Indien du Beirut University College — enlevés le 24 janvier dernier à Beyrouth-Ouest par « ses alliés, les gangsters d'Amal » (la milice chiite libanaise), et affirmé que « les otages sont maintenant sous le contrôle des Syriens » (le Monde du 31 mars).

Le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, a pour sa part, accusé l'O.L.P. de détenir les quatre otages, dont l'enlèvement a été revendiqué par le Djabah islamique pour la libération de la Palestine (DILP).

Dans un entretien avec la presse à Beyrouth, M. Berri a affirmé

« être prêt à libérer sans contrepartie le pilote israélien qu'il détient, si les Forces 17 [unités d'élite de l'O.L.P.] relâchent les professeurs du BUC et obtiennent l'élargissement des prisonniers libanais et palestiniens détenus par Israël ».

Prié de préciser si l'accusation d'être prêt à libérer sans contrepartie le pilote israélien était une prise d'otage, M. Berri a répondu : « Les Forces 17 savent où ils se trouvent et, si elles le souhaitent, elles peuvent les faire relâcher ».

Le chef des services de sécurité du Fath (principale composante de l'O.L.P.), Abou Iyad, avait également affirmé au journal ouest-allemand Der Spiegel que les enseignants du BUC avaient été enlevés « par les miliciens chiites d'Amal, au sud des Syriens, voire avec leur soutien » et qu'ils se trouvaient actuellement « entre les mains syriennes, dans l'immeuble Ghayyini, dans la rue Hamra, à Beyrouth-Ouest ».

M. Berri a estimé que les Palestiniens « profitaient de tels mensonges pour être parce que les ravisateurs comptent libérer les otages », ajoutant : « Dans tous les cas, vous êtes libres de circuler et de vous assurer sur place de la fausseté des affirmations palestiniennes ».

Le chef d'Amal a fait ces déclarations lundi, après avoir reçu les épouses des enseignants américains Allan Stoen, Robert Polhill et Jesse Turner et du professeur indien Mithulshwar Singh, en présence de M. Mohammad Yakan, membre de la direction du BUC. — (AFP).

TUNISIE

Manifestation de soutien à la rupture des relations avec l'Iran

Tunis (AFP). — Quelques cinq mille Tunisiens se sont rassemblés, lundi matin 30 mars, au palais présidentiel de Carthage, dans la banlieue de Tunis, pour manifester leur soutien au président Habib Bourguiba, à la suite de la décision « sage et audacieuse » qu'il a prise, jeudi 26 mars, de rompre les relations diplomatiques avec l'Iran (le Monde du 28 et daté 29-30 mars).

Les participants, pour la plupart cadres et militants du Parti socialiste destourien (PSD) et des organisations nationales de la capitale et de l'intérieur du pays, transportés par des dizaines d'autobus, scandaient dans l'immense cour du palais des slogans à la gloire de l'action du « Combattant suprême » et bottées à l'insigne Khoménine.

Entourés des membres du gouvernement et des dirigeants des organisations nationales, le président Bourguiba, manteau noir et écharpe blanche, a salué pendant un quart d'heure la foule qui l'acclamait.

« La Tunisie vaincra tous les défis, préservera toujours son prestige et restera éternellement invulnérable », a déclaré le président avant de regagner l'intérieur du palais, alors que le rassemblement se dispersait dans le calme.

Accusée officiellement d'être « en étroite collaboration » avec ce réseau tunisien, l'ambassade d'Iran à Tunis a été fermée et ses cinq diplomates, dont le chargé d'affaires, M. Ahmed Kanaani, ainsi que leurs familles, ont quitté discrètement Tunis, dimanche, pour regagner Téhéran, après avoir été déclarés, jeudi, « persona non grata » par le gouvernement tunisien.

Remplacement du ministre des transports. — Le président Bourguiba a nommé, lundi 30 mars, M. Mansour Skhiri au poste de ministre des transports par intérim, en remplacement de M. Mohamed Kraiem. — (AFP).

En Israël et dans les territoires occupés

La Journée de la terre a été célébrée sans incident majeur

La Journée de la terre, qui commémore les événements du 30 mars 1976 au cours desquels six Arabes israéliens de Galilée avaient trouvé la mort dans des manifestations contre l'expropriation de terres arabes par les autorités israéliennes, a été célébrée lundi en Israël, dans les territoires occupés, en Syrie et au Liban.

Des manifestations sans incident majeur ont été signalées en Cisjordanie et à Gaza. En Galilée, vingt mille personnes ont manifesté au village de Sahkain à celui d'Arabé, en scandant des slogans.

Entretien franco-iranien à Téhéran. — Le vice-premier ministre iranien chargé des affaires politiques, M. Ali Rıza Moayed, a reçu, lundi 30 mars à Téhéran, le chargé d'affaires français en Iran, M. Pierre Laffrance, pour des entretiens portant sur la normalisation des relations entre les deux pays, a annoncé lundi Radio Téhéran.

Au cours de ces conversations, les deux parties, qui ont abordé des sujets d'intérêt mutuel, ont affirmé leur volonté de résoudre les divergences, a ajouté la radio.

Pour sa part, le diplomate français a annoncé qu'une délégation économique française se rendrait à Téhéran début avril, afin de rechercher une solution aux problèmes financiers entre Paris et Téhéran.

Les arrestations jeudi dernier de huit personnes, six Tunisiens et deux Français, soupçonnés d'appartenir à un réseau terroriste lié à l'Iran, ont été également évoquées au cours de cet entretien. — (AFP).

nationalistes dans l'ensemble favorable à l'extrême gauche palestinienne. Mais les orateurs ont aussi souligné qu'il fallait unir les rangs de la résistance. Plusieurs dizaines de jeunes à Oum-el-Faham, seconde ville arabe d'Israël, ont brûlé un drapeau israélien.

A Damas, plusieurs députés, dont le président du Parlement, M. Mahmoud Al Zohbi, ont appelé « à la lutte dans les territoires occupés ».

Les réfugiés de Beyrouth ont célébré cette onzième Fête de la terre dans leurs camps assiégés depuis plus de cinq mois par la milice chiite d'Amal. Les femmes de Bourj Barajneh et de Chatila ont lancé un appel à la levée du siège des camps. Elles ont accusé Amal d'avoir, dimanche, ouvert le feu sur des femmes poussées par la disette, ayant tenté de forcer le blocus, faisant cinq mortes et quatre blessées. — (AFP).

La démission du colonel Sella. — La démission du colonel israélien Aviem Sella, impliqué dans l'affaire Jonathan Pollard — l'espion américain qui travaillait pour le compte d'Israël — constitue un signe « positif », mais « insuffisant », a-t-on indiqué lundi au département d'Etat. « Nous considérons cela comme un développement positif, mais cela ne suffit pas », a déclaré, lundi, un responsable du département d'Etat, qui a demandé à conserver l'anonymat. « Nous espérons que le gouvernement israélien fera rendre des comptes à ceux qui sont impliqués (dans cette affaire), comme il l'avait promis », a-t-il ajouté. — (AFP).

Afrique

Les « surplus people » en Afrique du Sud

(Suite de la première page.)

Un camion-citerne rempli plusieurs fois par semaine des réservoirs d'eau en plastique; des toilettes provisoires ont été installées; il n'y a pas d'électricité, et, quand il pleut, les camionnes ne peuvent grimper la pente.

Tyokville (littéralement le village des piétons) continue d'accueillir tous les expulsés du secteur, ceux de Despatch, de Bhekiesdorp et d'autres zones des townships de Port-Elizabeth, des cités où la présence de certaines populations n'était plus tolérée et qu'on nomme les « black spots » (taches noires).

A Duncan-Village, à la périphérie d'East-London, sur les bords de l'océan Indien, dans la partie orientale de la province du Cap, le déplacement forcé programmé par le pouvoir est présenté par les opposants comme l'exemple type de la nouvelle politique dite « d'urbanisation ordonnée ». En vue d'améliorer les conditions de vie de ce township de 60 000 habitants, 37 000 personnes sont menacées d'être évacuées pour laisser la place à une nouvelle cité pour classe moyenne noire, ainsi que pour les communautés métisse et indienne.

Ce projet suscite une rébellion d'autant plus déterminée que les résidents de Duncan-Village craignent d'être obligés de se rendre au Ciskei, dans la gigantesque cité de Mdantsane.

Le 11 août 1985, ce fut le soulèvement. Bilan : au moins dix-neuf morts. Les autorités annoncent alors que l'intégralité de la township sera maintenue, mais l'incertitude demeure sur les suites du plan concocté par le gouvernement. L'instauration de l'état d'urgence a permis de décapiter la puissante association de résidents, la DVRA (Duncan Village Residents Association).

Selon l'un des responsables qui a été relâché fin janvier après sept mois de détention, six cents membres de la DVRA seraient emprisonnés et bon nombre de dirigeants seraient en fuite. Les comités de rues ont été mis en veilleuse; l'armée et la police violentent, retranchés dans un poste transformé en véritable forteresse, avec double enceinte, sacs de sable et filot contre les jets de pierres et de cocktails Molotov.

A propos de la démocratie sénégalaise
Une réponse de M^e Wade

A la suite de l'entretien que nous a accordé le président du Sénégal, M. Abdou Diouf (le Monde du 24 mars), dans lequel il accusait implicitement M^e Abdoulaye Wade de recevoir une aide financière de pays étrangers, ce dernier nous indique qu'il a demandé à une commission internationale composée de membres de l'Internationale libérale et de l'Internationale socialiste de se rendre au Sénégal pour enquêter à la fois sur les moyens de financement du Parti socialiste (le parti de président Diouf) et du PDS (le parti de M^e Wade), ainsi que sur « l'état des droits et des libertés au Sénégal ». D'autre part, M^e Wade, en réponse au président sénégalais, nous a fait parvenir une lettre dont nous publions ci-dessous les principaux extraits.

Ca y est ! L'accusation de collusion avec la Libye revient à la veille des élections, exactement comme avant celles de 1983. Mais adversaires, en effet, ne peuvent pas trouver épouvantail plus approprié que la Libye pour miser sur les réflexes anti-Kadhafi des Européens. (...) Le jusqu'au-boutisme de M. Diouf sur la question tchadienne n'est pas sans arrière-pensées. Elle est en rapport avec la situation intérieure explosive du Sénégal, conséquence directe des échecs de M. Diouf tant au point de vue politique qu'au point de vue économique et social : plus de cent vingt détenus politiques casamancais ; partis d'opposition quasi unanimes contre Diouf ; dissidences dans le PS ; grèves multiples dans beaucoup de secteurs ; échec du plan de redressement, ras-le-bol général. En cas d'explosion populaire, l'argument facile ne sera-t-il pas la main de Kadhafi pour solliciter des interventions extérieures ? (...)

1) Comment nier qu'il y ait eu des fraudes aux élections de 1983 alors que les correspondants des radios comme la presse écrite occidentale ont été unanimes à décrire cette fraude ? (...)

2) M. Diouf affirme que son régime est plus démocratique que celui de Senghor, alors que, moins de trois mois après l'avoir remplacé, il entreprit de confisquer un nouveau code électoral qui lui permettrait justement d'organiser à sa guise ces fameuses élections : il supprime l'assesseur de l'opposition dans le bureau de vote, ce qui a permis les votes multiples observés par les journalistes (rente à soixante fois), rend public le scrutin en supprimant l'obligation de passer par l'isoloir, élimine toute possibilité à son adversaire d'être représenté dans les commissions de recensement des voix. Au surplus, les résultats par bureau de vote ne sont pas tous publiés et

les conseillers municipaux et les policiers noirs vivent sous la protection de gardes armés, derrière une clôture de grillage et de fil de fer barbelé. Anachronique au milieu de ce ghetto sous étroite surveillance, un gigantesque panneau publicitaire représente le groupe musical qui est à l'origine de l'hymne à la réconciliation raciale promu par le gouvernement et qui est intitulé : « Ensemble, nous bâtissons un avenir radieux ».

Respirer
un peu mieux

Bientôt, une autoroute en cours de construction servira de zone tampon entre ce « foyer de rébellion » et les quartiers blancs d'Amalinda. Plus tard, si Duncan-Village est débarrassé de ses squatters et de ses miséreux, East-London pourra « respirer un peu mieux ». Les résidents reprochent au pouvoir de n'avoir jamais rien fait pour améliorer l'habitat et les conditions de vie de ce township voué à la démolition depuis 1965.

Ils demandent simplement que leur opinion soit prise en compte, ce que les autorités ont toujours refusé. « On passe toujours du dessus de nos têtes, dit le DVRA. Si on ne veut pas nous consulter, qu'on nous laisse construire nous-mêmes notre propre township ». Duncan-Village, que ses habitants ont rebaptisé « Dirty Village » (village sale) a été laissé à long terme à l'abandon que le DVRA s'agitait de la mise en place d'un projet d'amélioration qui, selon, dissimule « un déplacement forcé vers un bidonvillisme sous-développé, un coin sombre du monde d'où l'on ne revient pas ».

Ils ne sont pas les seuls à refuser de vivre sous le régime du président du Ciskei, Lennox Sebe. Les 2 400 réfugiés de Potsdam n'ont qu'un désir : retourner en Afrique du Sud. Ce communauté s'était regroupée à Blue-Rock, en territoire sud-africain. Travailleurs agricoles privés d'emploi et rejetés d'une société qui n'avait plus besoin d'eux, ils ont échoué dans un camp de squatters, croyant avoir trouvé un asile.

Mais en mai 1983, les autorités du Ciskei, arguant du fait que ce camp se trouvait à l'intérieur de leur

frontière, les ont délogés et installés à Potsdam, en leur promettant un toit. La plupart ont attendu en vain dans leur nouveau taudis, victimes des mauvais traitements de la police de ce homelands. « Sans arrêt », raconte Atwell, un jeune rasta qui arbore un badge à l'effigie de Bob Marley, « ils nous battaient, parce que nous ne payions pas la taxe de 10 rand par personne, ou parce que nous n'avions pas la carte du parti du président. Ils nous reprochaient d'être des agitateurs politiques ». Lassés d'être frappés, au début du mois de février, une bonne partie d'entre eux ont pris les rares biens qu'ils possédaient et ont fui, à pied, en direction de King-William's Town. Ils ont installé un campement de fortune en bordure de la route, sur le sol sud-africain.

Après cinq semaines, se souvient Clifton, un matin, vers 4 heures, l'armée et la police ont pris position le long de la route. Avec des mégaphones, ils nous ont dit : attention, tout le monde doit rassembler ses biens et s'apprêter à partir. Vous êtes ici en situation illégale. Si vous ne vous préparez pas, on vous emmènera de force. Ensuite des camions sont arrivés et on nous a ramassés ici. »

Vivant des produits de leur jardin, des animaux qu'ils élevent, de secours d'organisations humanitaires, ils n'aspirent qu'à retourner en Afrique du Sud, bien que, depuis leur rapatriement, les violences ont cessé. « En Afrique du Sud, les gens sont mieux traités », ajoute Atwell.

Ce sont là trois exemples de ces communautés victimes de la politique d'« urbanisation ordonnée ». Il y en a d'autres : intégration forcée

dans les homelands, déplacements, nettoyage de bidonvilles, etc. Tout cela parce que les Noirs, en vertu d'une loi de 1936, n'ont droit qu'à 13 % du territoire, alors que, malgré la politique qui consistait à regrouper tous les Noirs dans les réserves qui leur sont destinées (homelands), neuf millions d'entre eux vivent sur des terres blanches. Enfin, parce qu'il faudrait construire cinq cent quarante mille maisons pour reloger les locataires de ces bidonvilles. Selon une étude de l'Institut de recherche sur l'énergie, en 1984, vingt-deux millions de Sud-Africains n'avaient pas accès à un réseau électrifié, alors que le pays produit plus de 50 % de l'électricité de tout le continent africain.

D'après M. Tobie De Vos, économiste de l'Institut de recherche de la construction nationale, huit mille unités de logement ont été construites chaque année, entre 1981 et 1986, alors qu'il aurait fallu en bâtir annuellement cent mille. Le retard prend des proportions inquiétantes. Mais pour bâtir, il faut du terrain. « Le contrôle des terres et de l'habitat, ça a toujours été le plus important mécanisme de surveillance du déplacement des individus, reste en vigueur », souligne le Black Sash (Echarpe noire), mouvement féminin d'aide aux Noirs.

La présidente, M^{me} Mary Burton, explique : « L'Influx Control a été refaçonné. La loi sur le squatting illégal et le Trespass Act sont les premiers exemples des nouvelles formes de contrôle. En principe, désormais, les Noirs sont libres de se déplacer, mais pas de s'installer quelque part. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

TCHAD

Les autorités de N'Djamena confirment que Faya-Largeau a été conquise sans combats

Les autorités tchadiennes ont implicitement confirmé, le lundi 30 mars, que la prise de Faya-Largeau par les troupes gouvernementales s'est effectuée sans combats et que la garnison libyenne avait franchi le grand palmarès. Le bilan diffusé par N'Djamena ne mentionne, en effet, aucune perte en vies humaines, tant du côté libyen que tchadien.

Seize soldats libyens ont été faits prisonniers et deux cent soixante-quatorze combattants tchadiens se sont ralliés à l'indépendance du Tchad à Paris, qui précise que les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) ont récupéré un important matériel militaire, notamment onze chars T-55. Le gouvernement de N'Djamena, d'autre part, affirme lundi que ses troupes « contrôlent » la localité de Zouar, dans le massif du Tibesti.

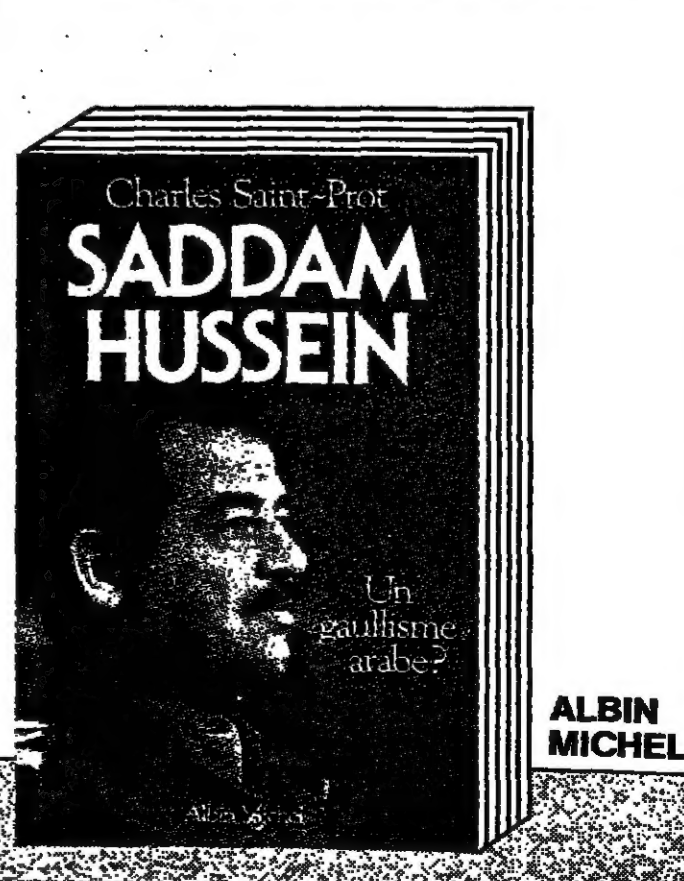
M. Mitterrand et M. Chirac ont tous deux adressé un message de félicitations au président Hissène Habré, à la suite des succès militaires de l'armée tchadienne. Le chef de l'Etat écrit notamment :

« Les victoires que vous avez remportées après d'autres succès, à Ouadi-Doum et à Faya, autorisent de grands espoirs dans le succès durable de votre entreprise de libération. Vous avez, à la tête de forces et d'un pays rassemblés autour du même idéal, fait franchir au Tchad une étape considérable sur la voie du retour à la paix. »

Pour sa part, M. Chirac estime que la prise de Ouadi-Doum et de Faya-Largeau « atteste une fois de plus et de manière éclatante la valeur et le courage des forces tchadiennes ».

En Soudan, le premier ministre, M. Sadek El Mahdi, a annoncé, lundi, qu'il avait donné l'ordre à son armée de cerner les troupes libyennes présentes dans le Darfour (ouest du Soudan) et de les escorter vers la Libye, dans un délai d'une semaine. M. Sadek El Mahdi a précisé qu'il avait pris cette décision après consultation du chef d'état-major de l'armée libyenne, le colonel Abou Bakr Younes. — (AFP, Reuters).

Pour comprendre enfin la guerre Iran-Irak



كتاب عن العراق

سكوا به الوطن

Politique

... Le Monde • Mercredi 1^{er} avril 1987 9



Le PS en quête de jeunes

Julien et Jean-Christophe: le couple infernal

Aujourd'hui, chaque courant du PS veut avoir son jeune comme porte-drapeau. Cette remarque, mi-amusée, mi-désabusée, d'un dirigeant socialiste résume l'un des enjeux du congrès de Lille: la place de la jeunesse dans une formation où les luttes d'influence l'emportent souvent sur la réflexion à long terme. La question n'est pas dénuée d'intérêt au moment où cette jeunesse, trop tendre pour voter en 1981, semble exiger des comptes sur la gestion gouvernementale socialiste avant l'échéance présidentielle de 1988.

Pour l'humoristique qu'elle soit, la remarque a aussi le mérite d'expliquer pourquoi le député de l'Hérault, M. Alain Barrau, secrétaire national adjoint (1) du PS à la jeunesse, et le mouvement qu'il dirige, le MJS, sont réduits à un remarquable silence. Privée d'expression politique propre, l'équipe nationale du Mouvement de la jeunesse socialiste est en quête, pour s'affirmer, d'un poste de porte-parole que d'aucuns verraient revenir à une étudiante en histoire de Nanterre, Claire Dufour (mitterrandiste). Cette promotion démocratique, pour autant, du moins à une organisation dont l'audience n'a rien à voir avec l'influence socialiste dans la jeunesse (2), surtout à l'Université? Le MJS veut le croire.

Rien ne paraît moins sûr. Comme le souligne M. Jean-Marie Le Guen, médecin à la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France), membre de la coordination des experts du PS et probable futur « patron » de la fédération socialiste de Paris, « depuis 1981, les forces du MJS, c'est l'UNEF, qui a toujours été un État dans l'État ». Ainsi, pour comprendre les tensions et les aboutissants de l'émergence de « jeunes tures » du PS — et leurs rivalités, il faut aller aux racines du syndicalisme étudiant.

Tout ce qui se déroule maintenant au PS est le fruit de la réunification », affirme M. Le Guen en évoquant le congrès de Nanterre qui donna naissance à l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), en mai 1980. Un point sur lequel s'accordent les jeunes dirigeants d'aujourd'hui, toutes tendances confondues.

En 1975, congrès du PS à Paris. « En cheminant vers la tribune, il m'a dit qu'il avait pensé à moi comme secrétaire national; j'ai compris qu'il fallait tenir le secrétariat de la séance et j'ai répondu oui. » En réalité, M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti, venait de proposer à M. Edith Cresson, qui l'avait innocemment accepté, le titre de secrétaire national à la jeunesse. Le secteur, où les rancœurs et le CEREJ se livrent une bagarre acharnée, est alors en pleine ébullition. « Mitterrand nous a fait comprendre qu'il fallait rompre avec les adultes et les courants », confie un dirigeant étudiant de l'époque.

Dès lors, la mission de M. Cresson est de permettre l'apparition d'une force sur le terrain syndical, où s'affrontent des organisations aux sigles divers (UNEF-US, MAS, CLERU, etc.). A cet effet, les mit-

terrandistes, très minoritaires, créent le COSEF (le Comité pour l'organisation d'un syndicat des étudiants de France). A force de scissions et de ruptures chez les autres, d'alliances d'appareils à l'alchimie délicate et de travaux d'approche pendant plusieurs années, le grand jour arrive enfin, en mai 1980, avec la création de l'UNEF-ID. La volonté de combattre le PCF, champion de la désunion de la gauche depuis 1977, et de concurrencer sérieusement le syndicalisme étudiant qui lui est lié n'étaient pas étrangères à la manœuvre.

Dans toute cette opération, le CEREJ a été décliné: il n'y a pas un ami de M. Chevènement dans la direction du nouveau syndicat, porté sur les fonts baptismaux par les mitterrandistes, les mauroyistes, les rocardiens, pour Jean-Christophe Cambadélis et ses amis du PCF (trotskiste lambertiste) ainsi que par Julien Dray, responsable des étudiants à la LCR (trotskiste) de M. Alain Krivine.

Jean-Christophe et Julien, Julien et Jean-Christophe: voilà bien le couple, façon « je t'aime, moi non plus », autour duquel se cristallisent les États d'âme des dirigeants et des jeunes du PS. Formés au même moule des clans d'extrême gauche, ils se retrouvent maintenant mem-

bres du Parti socialiste, la réunification de l'UNEF ayant fait son œuvre. Julien Dray est sorti de la Ligue communiste révolutionnaire « par la petite porte » pour « mauvaises fréquentations », en particulier celle du PS, qu'il a intégré en 1982, avant de créer SOS-Racisme avec Harlem Désir. Jean-Christophe Cambadélis, membre du bureau politique du Parti communiste internationaliste et président de l'UNEF-ID des courants non communistes, est passé avec armes et bagages — en l'occurrence — quatre cents militants avec au PS en 1986, dont il va devenir, à Lille, au membre suppléant au comité directeur.

Aller à la soupe

Le premier affirme que le second l'a « accusé d'aller à la soupe »... quatre ans avant lui. Le second, qui n'a jamais raté une occasion de couper l'herbe sous le pied du premier, rétorque que celui-ci a « toujours couru derrière une organisation hégémonique... sans jamais la rattraper. Accusation sévère quand on se souvient des succès de SOS-Racisme.

Au-delà de l'amicale « querelle d'hommes, ce sont bien deux lignes qui s'opposent au sein du PS: Cam-

badélis est proche de Lionel Jospin. Dray soutient Jean Poperen, mais les mauvaises langues ne prennent pas de pari sur la longévité de son « poperénisme ». Le fondateur de SOS-Racisme rétorque qu'il n'a « pas de stratégie individuelle », et qu'en tout état de cause « c'est à Poperen de nous garder, non pas à nous de garder Poperen ». Julien Dray présente toutes les caractéristiques du poil à gratter, et c'est, dans le fond, ce qu'on lui reproche au PS.

Venu de Solferino — sur une base poveriste — tendance ultra-gauche (3), il s'est vite aperçu, à partir des municipales de 1983, qu'on ne recommencerait pas le Front populaire. Peu enclin à l'immigration — « je n'ai pas envie de devenir un notable », dit-il — et par réaction, il a jeté ses forces dans SOS-Racisme au moment où le PS tergiversait sur la question de l'immigration. Le mouvement, étant contrôlé par un « marginal » du parti, l'opération semble plutôt avoir été portée à son déclin qu'à son apogée. Pour preuve, la direction du PS a, dit-on, favorisé la création de Plus jamais ça, après la mort de Malik Oussekine, par Philippe Campinchi, transfuge du PCF aux côtés de Jean-Christophe Cambadélis. Pour Dray, il est « évident » que cette association a pour vocation de « contrecarrer SOS », même s'il considère que

« ce croc en jambe naturel est plutôt sain ».

A l'opposé, Jean-Christophe et ses sympathisants — pour Dray, on parle des « Jusu's boys » — ont joué à fond l'intégration dans le parti. « Cambadélis a donné la garantie qu'il n'embêterait personne. Contrairement à Julien, il est rassurant », affirme un jeune permanent du PS. Compliment ou méchanceté, un autre souligne que « Julien a moins de fond social-démocrate que Jean-Christophe ».

Marier l'eau et le feu

Véhiculant le même message, un troisième jeune socialiste précise: « Un accord passé avec Cambadélis est respecté par lui et par ses copains, alors qu'avec Dray c'est autre chose: on est toujours à se demander ce que vont faire ses potes. » Homme d'appareil, Jean-Christophe Cambadélis, joue la carte du parti et plus spécialement la carte Jospin. Certains y voient des amitiés politiques anciennes — allusion à une rumeur sur une vieille appartenance de M. Jospin au PCF, jamais prouvée et toujours démentie par le premier secrétaire du PS.

A la contribution (texte préparatoire au congrès) signée par Isabelle Thomas, météorologue vedette du

mouvement étudiant lancée par Julien Dray et future suppléante au comité directeur, Jean-Christophe Cambadélis a répondu par un texte informel portant le paraphe de quatre-vingt-neuf jeunes socialistes pour montrer que « le PS peut prendre en compte les mouvements sociaux ».

Jean-Christophe, soucieux de l'organisation, comme il l'a prouvé à la tête de l'UNEF entre 1980 et 1984, mène un combat de « longue haleine ». Julien, plus impatient, souhaite une « reformulation d'un programme socialiste de transformation de la société ». Pathétique et charmeur, il ajoute qu'« une société sans idéal va à la catastrophe ».

L'un a apporté de jeunes cadres rodés au PS, l'autre est un messageur des exigences de la jeunesse. La direction du Parti socialiste risque d'avoir du mal à marier l'eau des structures et le feu d'un programme.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) M. Barrau n'a pas de supérieur hiérarchique direct.

(2) Selon un sondage IPSOS-Le Point (le Monde du 31 mars), 2 % des militants du PS ont moins de vingt-cinq ans.

(3) Marcel Pivert, dirigeant de l'aile gauche de la SFIO, à l'époque du Front populaire, qu'il quitta pour créer le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan).

PARMI NOS 22 VOLS HEBDOMADAIRES VERS LE JAPON, CELUI QUI COMPTE LE PLUS POUR NOUS C'EST LE VÔTRE.



CHACQUE SEMAINE, JAL C'EST 22 VOLS VERS LE JAPON (ET BIENTÔT 28). A PARTIR DE 12 VILLES EUROPÉENNES, DONT 2 VOLS SANS ESCALE AU DÉPART DE PARIS ET 2 SIMILAIRES AU DÉPART DE LONDRES* (DES AVRIL). AUXQUELS VIENDRONT S'AJOUTER 2 AUTRES VOLS SANS ESCALE DE LONDRES DÈS LE MOIS DE JUIN*. JAL VOUS OFFRE EFFECTIVEMENT POUR LE JAPON PLUS DE CHOIX QU'AUCUNE AUTRE COMPAGNIE. AVEC UN AVANTAGE INCONTESTABLE: CELUI DES HORAIRES. LES VOLS SANS ESCALE JAL SONT DES VOLS DE NUIT QUI LAISSENT ENTIERES LES JOURNÉES DE DÉPART: 20 H 40 VENDREDI ET DIMANCHE AU DÉPART DE PARIS. 19 H 30 AU DÉPART DE LONDRES! DIFFICILE DE MIEUX FAIRE POUR LES HOMMES D'AFFAIRES! AVEC EN PLUS, TOUT LE CONFORT ET LE RAFFINEMENT QUE VOUS ÊTES EN MESURE D'ATTENDRE DU SERVICE JAL.

*soumis à approbation gouvernementale.



JAPAN AIR LINES

Tout ce que vous êtes en mesure d'attendre. Et même plus. Tél. 42.25.55.01

Selon la SOFRES

Les Français aspirent au retour à la concorde des majorités

Les Français, pour 52 %, sont satisfaits du fonctionnement de leurs institutions, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le vendredi 27 mars, dans un groupe de journaux de province (1). Seuls 39 % s'en déclarent mécontents, alors qu'en septembre 1983 46 % des personnes interrogées émettaient un jugement négatif.

63 % des consultés considèrent que c'est le gouvernement qui fixe les grandes orientations de la politique française: cette situation ravit d'ailleurs 41 % des sondés, qui estiment que ce rôle lui revient effectivement, alors que 31 % préféreraient que ce soit le président de la République et 19 % penchent en faveur du Parlement. Mais 47 % des Français condamnent l'usage répété de l'article 49-3 de la Constitution par le gouvernement, pensant que celui-ci « doit laisser l'Assemblée nationale débattre comme elle veut ». 37 % estiment cependant qu'il a eu raison de le faire car « il lui fallait avancer dans la réalisation de son programme ».

Néanmoins, si le prochain chef de l'Etat dispose d'une majorité à l'Assemblée, 54 % des consultés ne souhaitent pas le prolongement de la cohabitation, mais 34 % y sont favorables pour « assurer un certain partage du pouvoir ». Enfin, les Français demeurent largement hostiles à l'installation d'un véritable régime présidentiel: si 22 % approuvent cette évolution, 57 % y restent opposés.

(1) Sondage effectué du 5 au 9 mars auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

ALBIN MICHEL

Politique

La visite du président de la République en Franche-Comté

La Sécurité sociale — cette « immense conquête » des Français, acquise à la Libération sous le gouvernement du général de Gaulle, inspirée par le Conseil national de la résistance — et le chômage qualifiés de « gagnées » ont constitué les deux thèmes principaux des six allocutions qu'a prononcées M. Mitterrand, le lundi 30 mars au premier jour de son voyage en Franche-Comté. Le président de la République, qui était accompagné par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a profité à Besançon (Doubs) d'un échange avec M. Edgar Faure, président du conseil régional, pour définir à

nouveau avec force son rôle institutionnel et les prérogatives dont il dispose.

M. Mitterrand s'est longuement promené dans les rues de Lons-le-Saunier (Jura), en compagnie du maire communiste de la ville, M. Henri Anger, qui lui a réservé un accueil chaleureux. Il a visité à Lavans-les-Saint-Claude (Jura) une entreprise de jouets, exemplaire à ses yeux de l'audace, de l'activité créatrice et de la souplesse d'adaptation que devrait avoir l'industrie française.

Il a déjeuné avec les représentants agricoles de la région, qui lui ont offert un dromadaire en chocolat, symbole des risques de désertification. Enfin, le chef de l'Etat, qui avait trouvé refuge dans le Jura au terme de sa troisième évasion d'Allemagne en 1941, a visité le musée de la Résistance et de la Déportation, installé à la citadelle de Besançon.

Mardi, M. Mitterrand devrait poursuivre son voyage dans le territoire de Belfort et en Haute-Saône.

Le face-à-face de deux maîtres

BESANCON
de notre envoyé spécial

M. Edgar Faure, soixante-dix-huit ans, président du conseil régional de Franche-Comté, a, plus que M. Chirac, l'expérience de la cohabitation avec M. Mitterrand, qui est de huit ans son cadet. Sous la IV^e République, ils ont été membres, à six reprises, des mêmes gouvernements pour une durée totale d'un peu plus de trente mois.

Les deux hommes se connaissent bien. Assez, en tout cas, pour musarder, d'une conversation à l'autre, sur le temps qui passe : « Ces sont de longues journées. Il faut tenir jusqu'au bout de son septennat », remarque le chef de l'Etat au terme d'un déjeuner qu'il préside, le lundi 30 mars, à Mamirolle (Doubs) et qui rassemble des responsables agricoles de la région.

« De quel septennat parlez-vous ? Celui-là ou le suivant, demande, nez en l'air et front plissé, le président Edgar Faure.

— Ah ! si j'avais dix ou quinze ans de moins... Je vois vous faire une confidence : en 1981, quand j'ai été élu, j'avais soixante-quatre ans, et ce n'était pas pour quatorze ans.

— Au fond, enchaine le président Faure, si vous vous représentez, à la fin de votre septennat, vous auriez mon âge. Est-ce que j'incarne le dépitement et la discréditation ?

Bonne question, de nature à requiescer un président de la République qui serait sceptique sur lui-même.

A Besançon, un peu plus tard, quelques milliers de personnes rassemblées devant la mairie ont répondu à leur maître, au moins pour ce qui concerne M. Mitterrand. Lorsque le chef de l'Etat a effectué son petit tour de la place — abusivement dénommée « bain de foule » à cause des barrières métalliques qui interdisent tout contact réel — on a pu constater que ses sympathisants étaient tout à fait d'accord avec la thèse de M. Edgar Faure. Ces gens-là, dont une forte proportion de jeunes gens, massés derrière des

banderoles impératives (« Tonton, tiens bon ! ») lui ont fait savoir de vive voix que « sept ans de plus » ce ne serait pas si mal et que — foi de multitude — « on les aura en 88 ! ».

« Représentez-vous ! », lui a dit une femme. Silence. « Si vous plait », a ajouté la dame. « Je verrai », a promis l'intéressé.

Chapeau noir enfoncé sur le crâne, qu'il a chavoué, le président Edgar Faure a écouté tout cela sans déplaisir apparent. Non seulement M. Mitterrand et lui ont gouverné de concert, mais le second a été le patron, en sa qualité de président du conseil, du premier, qu'il avait nommé en 1952 ministre d'Etat. L'affaire n'avait duré que quarante-trois jours, mais, enfin, quarante-trois jours de règne autorisaient le président Edgar Faure à tenter d'administrer à son cadet une leçon qui se voulait magistrale.

Un grand moment

Ce fut à Besançon, au conseil régional, un grand moment de la République, un combat à la règle entre deux maîtres de l'art oratoire, un modèle d'empoignade verbale avec ce qu'il faut de convenu, ce qu'il convient de provocation, l'humour nécessaire et, plaisir suprême, ce qui est le moins commun, c'est-à-dire le débat de fond.

Au service, le président Edgar Faure. Il passe d'abord avec aisance toutes ses premières balles : rappel de l'après-guerre et des gouvernements communs à « une petite cohorte d'hommes nouveaux et relativement jeunes ; vous l'étiez plus que moi alors, et je n'ai pu, au cours de ces décennies, réduire l'écart » ; rappel de « coussinages », des affiliations politiques ; rappel en un mot des délices de la IV^e République victime « d'un excès de reproches et de sarcasmes » ; rappel enfin de médiocres divergences dues à des « alliances de partis » et autres « choix de personnes », mais surtout de convergences sur l'essentiel, c'est-à-dire la politique internationale, l'Europe, les régions.

M. Edgar Faure lève un doigt magistral, puis mouline de la main comme pour accompagner le mouvement d'un discours vibrationnaire. La balle, cette fois, est beaucoup trop longue. Voilà qu'il se permet de constater « avec grande satisfaction la communauté de vues qui s'établit de façon constante » entre la magistrature de M. Mitterrand à l'Elysée et le gouvernement de M. Chirac.

Au service, M. François Mitterrand. Une balle lifée : « Lorsque nous étions très proches, c'était parce que j'avais raison. Lorsque nous étions éloignés, c'était parce que vous aviez tort ». Un coup droit : « Je reste fidèle à mes engagements. Vous restez fidèle à l'actuelle majorité. Nous avons voté contre la Constitution de 1946. Vous avez voté la Constitution de 1958, pas moi. En 1946, j'ai refusé de voter pour un régime dans lequel une Assemblée devenait souveraine ; cette démocratie tendait à l'anarchie. En 1958, j'ai voté contre un système qui faisait la part trop large à un seul homme ; cette démocratie tendait vers la monarchie. Les institutions sont assez malléables. Il n'y a pas eu, avec moi, de monarchie, mais maintien de l'autorité du chef de l'Etat (...). La diplomatie est d'abord et avant tout de mon ressort comme la défense, la définition de notre stratégie et les principes de la République. Je revendique hautement l'ambition que me confère la loi suprême (...). Je vis avec le sentiment que l'action du gouvernement de la République dans les domaines quotidiens, je n'en porte pas la responsabilité. Il est normal que je m'y refuse puisque pour un certain nombre d'entre elles je suis en désaccord ».

Revers décochés : « Bref, je ne vis pas un rêve ». La cohabitation, pour lui, était un devoir imposé par le suffrage universel : « Il ne faut pas confondre. J'agis en affirmant ma différence mais en respectant les institutions (...). Que la confusion ne règne pas : je tiens à ce que cela soit clair. J'ai horreur de l'esprit de système, ce qui ne veut pas dire que je ne crois pas à quelques éléments fondamentaux qui constituent ma vérité ». Balle de match : « Le noir et le blanc ne sont pas la même couleur ». Beau joueur, M. Edgar Faure, le coude posé sur l'accoudoir de son fauteuil, levant le bras droit à la verticale, la main en bec-de-cane, sourit.

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, qui riait aux anges pendant que M. Edgar Faure fabriquait une complicité entre le président de la République et le premier ministre, et qui s'était assis pendant l'allocution de M. Mitterrand, se réveille.

« Sa différence », sa « vérité », M. Mitterrand l'a dite et répétée tout au long de la journée, et notamment quelques minutes après cet échange, à la mairie socialiste de Besançon. Ce n'est pas la cohabitation qui l'empêchera de parler une fois encore de la sécurité sociale, cette « immense conquête », ce « ciment de la société française », qui n'est pas, selon lui, dans un tel état qu'on puisse « se laisser aller au catastrophisme ». M. Mitterrand espère que ses propos « seront entendus par les oreilles utiles », c'est-à-dire par celles du gouvernement.

JEAN-YVES LHOMEAU.

LE PRÉSIDENT EN FRANCHE-COMTÉ

VIVE TAVAUZ
VIVE L'EUROPE
ET VIVE LA SÉCURITÉ SOCIALE !

ET MAINTENANT QUELLE DIRECTION ? LA FRANCHE-COMTÉ... DOLE M. LE PRÉSIDENT !

DITES ! N'AVEZ L'AIR DE RIEN ! REGARDEZ DISCRÈTEMENT ! DEPUIS TOUT À L'HEURE, JE SUIS SUIVI PAR UN TYPE LOUCHE !

MAIS... C'EST LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR M. LE PRÉSIDENT !

BESANCON

... D'AILLEURS, EN 1952, VOUS AVEZ ÉTÉ MON MINISTRE !

T'AS T'BEAUX YEUX TU SAIS !

HEIN ? QUOI ? ALERTE !

EMBRASSE MOI !

AH NON ! JE RÉVAIS

J'AI DU MANGER TROP DE COMTÉ !

ON EST OÙ DÉJÀ ? EN FRANCHE-COMTÉ M. LE PRÉSIDENT !

OH MERCI MAIS OÙ ?

AH... TAVAUZ, M. LE PRÉSIDENT !

VIVE DOLE VIVE L'EUROPE ! ET VIVE LA SÉCURITÉ SOCIALE !

VIVE LONS-LE-SAUNIER VIVE L'EUROPE..

ET VIVE LA SÉCURITÉ SOCIALE !

2 Z Z

NON MAIS TOUT À L'HEURE IL VA DIRE QUE JE SUIS FORGÉ À SON CHATEAU

2 Z Z

2 Z Z

2 Z Z

2 Z Z

M. Pasqua en vedette américaine

LONS-LE-SAUNIER
de notre envoyé spécial

« Vive Pasqua ! » Le ministre de l'Intérieur, vedette américaine de la tournée présidentielle en Franche-Comté, s'est taillé un petit succès le lundi 30 mars. La pancarte avait été installée à une fenêtre de Lons-le-Saunier (Jura). « Et pourtant, ce n'est pas moi qui suis candidat », a remarqué l'intéressé. Une pancarte, dans ces conditions, c'est déjà un considérable succès d'estime. D'autant que le ministre de l'Intérieur n'a pas entendu de slogans hostiles à son égard tout au long de la journée. De strictes consignes avaient été transmises aux militants socialistes massés sur le passage du chef de l'Etat, de la part de l'Elysée via le PS : « Ignorez Pasqua, surtout pas d'incidents ! » Cohabitation oblige. Lorsque des mili-

tants ou des sympathisants socialistes ont laissé éclater leur vindicte — « Pasqua démission ! », a-t-on scandé à Besançon, en fin de journée — le ministre était déjà reparti pour Paris.

M. Pasqua a également fait l'objet de la sollicitude de la suite présidentielle. Dès la première étape du voyage de M. Mitterrand, à Taveux — il faisait frissonner dans le Jura — M. Michel Charasse, vieil ennemi intime de M. Pasqua depuis qu'ils ont siégé ensemble au Sénat, a recommandé, paternel : « Charles, tu devrais te couvrir. Tu vas prendre froid. » A Lons-le-Saunier, comme l'édit Charles persistait à se découvrir, le même Charasse, conseiller spécial du président, a insisté, assez fort pour qu'on l'entende de loin : « Tu ne devrais pas te promener sans manteau. Tu vas

rentrer à Paris avec la crève et après tu diras que ce sont les socialistes qui t'ont rendu malade... » M. Mitterrand lui-même a pris soin du ministre. « Où est le ministre de l'Intérieur », a-t-il demandé à Lons-le-Saunier, où il venait de contempler la plaque commémorative de la naissance, en ces lieux, le 10 mai 1760, de Rouget de Lisle, auteur de la Marseillaise. M. Pasqua n'était pas loin. « C'est une jolie date », a-t-il dit, glorieux homme. Le ministre de l'Intérieur a encore eu le temps d'entendre sur son passage un « salut, Charles ! » construit et d'origine politique incertaine, puis d'apercevoir, à Mamirolle (Doubs), une affiche : « Bonjour, Pasqua ! », que l'on a retrouvée dans toute la région de Besançon. Puis il est rentré à Paris, parce que l'y attendait, a-t-il dit, « du boulot ».

J.-Y. L.

EN DIRECT
DE
WASHINGTON

JACQUES CHIRAC

UNE INTERVIEW EXCLUSIVE
DE JEAN-PIERRE ELKABBACH
ET GERARD CARREYROU
MERCREDI 1^{er} AVRIL 8 H - 9 H

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS À CHAQUE INSTANT

Je suis de l'ISO

150

Politique

Les travaux du club socialiste Espaces 89

« Les seuls vrais capitalistes se trouvent à gauche ! »

Espaces 89 est-il un club fabien ? Catalogué comme tels, parce que M^{me} Françoise Castro, épouse de M. Laurent Fabius, en est l'une des animatrices, parce que son président, M. Maurice Benassayag, est un proche de l'ancien premier ministre, parce qu'Espaces 89 réunit, de fait, de nombreux amis de M. Fabius, ses

dirigeants tentent d'élargir leur audience. Ils voudraient se débarrasser de l'étiquette fabienne et remarquent qu'ils souhaitent, avant tout, soutenir le président de la République.

Désireux, « par de libres débats, [de] favoriser le progrès démocratique et le déve-

loppement de l'Etat de droit », Espaces 89 a organisé, le vendredi 27 et le samedi 28 mars, un colloque réunissant des intervenants venus de divers horizons, consacré aux thèmes suivants : « Une identité pour la gauche ; quel travail ? ; quelle politique économique ? ; quelle politique étrangère pour l'Europe ? »

Il n'y a pas de colloque réussi sans un pourcentage raisonnable de provocateurs parmi les intervenants. Ce sont M. Michel Bauer (CNRS), coauteur avec M. Elie Cohen des *Grandes Manœuvres Industrielles* (1), et M. Jean Peyrelevade, président de la Banque Stern, ancien directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Mauroy, qui ont joué ce rôle lors du débat sur la politique industrielle.

Alors que la veille, on s'était longuement interrogé sur la manière, pour la gauche, de retrouver une identité, voire de nouvelles « utopies », le chercheur et le banquier ont chassé tous deux, avec une sorte d'allégresse féroce, les bottes d'un libéralisme musclé, semant ainsi un vent de panique dans l'auditoire.

M. Bauer a d'abord remarqué que, en réhabilitant l'entreprise, la gauche « perpétue ainsi une confusion sémantique » — à réhabilité aussi les patrons, y compris les mandataires. Or, dans un scénario de guerre économique — celui dans lequel se place M. Bauer, — on ne peut pas se permettre un tel laxisme. Pour M. Bauer, l'impératif est de « faire émerger une coalition des modernisateurs ». On sait maintenant qu'on ne peut plus gagner avec des « entreprises taylorisées ». Mais on ne sait pas comment avoir des patrons qui gagnent, alors qu'on sait très bien... faire la différence entre ceux qui gagnent et ceux qui perdent.

Afin de régler cette question, M. Bauer demande : « Pourquoi déréguler seulement le marché du

travail ? » Il s'agit de « réguler sur le mode libéral », non seulement le marché des biens et des services, mais aussi celui des entreprises et... celui des dirigeants. L'idée ? « Casser toutes les protections dont bénéficient les mauvais patrons pour s'accrocher à leur poste. » Le moyen ? Par exemple, augmenter considérablement la fiscalité sur l'héritage, afin de faire admettre que « le métier de chef de guerre n'est pas héréditaire ».

Ne pas descendre en troisième division

Pour continuer le jeu de massacre, M. Bauer propose aussi la suppression des aides aux entreprises en difficulté et celle des politiques industrielles dans les secteurs sinistrés. Il s'agit dans ces secteurs, de différencier la politique sociale de la politique industrielle, mais en tout état de cause, pour M. Bauer, il faut « arrêter d'avoir un ministère spécialisé dans l'aide au business ».

Histoire, enfin, d'être positif. M. Bauer propose de supprimer l'impôt sur les bénéfices pour les entreprises qui réinvestissent. A ses yeux, une telle mesure « symbolique (...) pourrait sceller une alliance entre modernisateurs ». M. Bauer rappelle, pour conclure, devant un public un peu interloqué, que, bien entendu, « toutes ces mesures visent à limiter le pouvoir patronal ».

D'accord avec M. Bauer sur presque tout sauf quelques mesures de

détail, M. Jean Peyrelevade juge que l'exposé qui a précédé le sien montre bien que « les seuls vrais capitalistes, c'est à gauche qu'on les trouve dans ce pays ».

Celui qui désiste être appelé « le banquier socialiste » — comme si, souligne-t-il, on spécifiait « banquier RPR » ou « banquier UDF » — n'est guère convaincu par l'objectif fixé à la France par M. Chirac pour dans cinq ans : « La vraie question, lancée-t-il, ce n'est pas de jouer la finale de la coupe d'Europe dans cinq ans, c'est de trouver comment ne pas descendre en troisième division. »

Pour M. Peyrelevade, si la question est posée en ces termes, elle change immédiatement les rapports patrons-syndicats. Pour lui, les enjeux économiques sont, en effet, toujours vécus en termes d'enjeux conjoncturels et à court terme — c'est le cas des débats sur la relance — par l'alliance des « conservateurs » que constituent le CNPF et de « certaines personnalités syndicales ». Ainsi, le lobby du BTP tente-t-il constamment d'obtenir une relance de ce secteur en mettant en avant les effets positifs d'une telle relance, alors qu'il s'agit, juge-t-il, d'une « erreur macro-économique ».

Quant à l'Etat, il a pour responsabilité d'élaborer une politique macro-économique qui évite la descente en « troisième division ». « Il n'y a pas besoin d'un plan à cinq ans, ça ne sert strictement à rien », lance M. Peyrelevade. Il faut, au contraire, des lieux pour une réflexion « à vingt-cinq ans », en matière d'industrie, de nouvelles

technologies, etc. Tout comme pour la défense nationale, il faut construire, sur une durée de vingt-cinq ou trente ans, « une politique économique extrêmement rigoureuse », conçue dans l'intérêt des entreprises. Ce qui suppose de la part de l'Etat une politique de recherche, d'investissement... Pour les autres fonctions, l'Etat ne doit « pas être présent du tout ».

Pour ce qui est des entreprises privées, M. Peyrelevade propose que les élèves des trois plus grandes écoles françaises (ENSA, Polytechnique, Normale Sup) aient, pendant quinze ans, « interdiction de travailler pour l'Etat ». Il y a, en effet, selon M. Peyrelevade, un « handicap culturel fantastique » à combler, en France, en matière de stratégie d'entreprise.

D'accord avec M. Bauer pour souhaiter un véritable marché des dirigeants, l'ancien directeur adjoint de cabinet de M. Mauroy remarque que « la distinction progressistes-conservateurs, dans le domaine économique, ne recoupe pas la distinction gauche-droite, et c'est même le contraire ».

Pour lui, la droite ne fournit pas les dirigeants les plus compétents, tout simplement parce que, conservateurs, ils ne sont plus adaptés à la rapidité des changements qui marquent aujourd'hui la sphère économique.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Ed. Belfond.

En Meurthe-et-Moselle

Le PCF accuse M. Amicable de lui avoir fait perdre un siège

La preuve est faite que M. Alain Amicable est vraiment un « liquidateur » du PCF. Tel est le sens d'un article intitulé « Un siège perdu » publié dans l'*Humanité* du mardi 31 mars qui reprend les termes d'une déclaration de la fédération communiste de Meurthe-et-Moselle au sujet de l'élection cantonale partielle de Dieulouard (le Monde du 31 mars).

Loin de voir un « succès » dans le score de cet ancien dirigeant, « rénovateur » patenté, écarté du comité central au congrès de février 1985, le PCF le considère plutôt comme un mauvais coup qui lui fait perdre un siège de conseiller général, que détenait Michel Bertelle, maire décédé de Blénod-lès-Fort-Mc-Mousson... et, lui aussi, « rénovateur ».

Il est incontestable, comme le souligne le PCF, qu'« Alain Amicable passe de 33,3 % à 18,05 % et recueille moins de 50 % des suffrages que Michel Bertelle avait rassemblés au premier tour de 1982 » dans les communes consti-

tuant le nouveau canton redécoupé. Il est tout aussi incontestable — l'*Humanité* le relève, d'ordinaire, à chaque élection partielle — que M. Amicable augmente de 7,5 points le score réalisé dans ce canton par le PCF aux législatives de mars 1986. Mais, s'en tenant, cette fois, à comparer ce qui est comparable, le PCF en conclut que « ces résultats confirment l'analyse qui l'avait amené à récuser la candidature d'Alain Amicable ».

Le résultat de ce dernier, qui recueille 43 % des voix de son prédécesseur, est d'autant plus ambigu que le PCF ne présente pas de candidat « officiel » contre lui et qu'il n'a pas pu faire perdre un siège à un parti qui ne le soutenait pas. La question de son appartenance au parti semble être réglée pour la direction du PCF, mais elle se pose avec plus d'acuité encore à lui-même.

TOURISME S.N.C.F. ET CROISIÈRES PAQUET VOUS PROPOSENT :

CAPITALES SCANDINAVES

— du 23 au 30 juillet 1987 ;

— du 30 juillet au 6 août 1987.

Du 23 au 30 juillet :

• PARIS-BERGEN par avion.

• En mer à bord du Mermoz : STAVANGER (Norvège), OSLO (Norvège), COPENHAGUE (Danemark), GÖDINGA (Pologne), VIBØY (Suède), STOCKHOLM (Suède).

• Retour à PARIS par avion.

Du 30 juillet au 6 août, la croisière s'effectue dans le sens inverse.

PRIX : à partir de 8 650 F par personne au départ de Paris.

CAP SUR SUEZ

Du samedi 3 octobre au jeudi 15 octobre 1987.

• PARIS-TOULON par le train.

• Embarquement à bord du Mermoz : LA VALETTE (Malte), ALEXANDRIE (Egypte), traversée du canal de Suez, SUEZ (Egypte), AQABA (Jordanie), ELAT (Israël), SUEZ.

• Retour à PARIS par avion.

PRIX : à partir de 13 470 F par personne au départ de Paris.

MER ROUGE

Du 15 au 26 octobre 1987.

• PARIS-SUEZ par avion.

• Embarquement à bord du Mermoz : AQABA (Jordanie), ELAT (Israël), SUEZ, traversée du canal de Suez, SUEZ (Egypte), URGHADA (Egypte), HERAKLION (Grèce), TOULON.

• Retour à PARIS par le train.

PRIX : à partir de 12 290 F par personne au départ de Paris.

RENS. ET INSCR. : TOURISME S.N.C.F. LIG. 17 A.

— 127, Champs-Élysées - 75008 Paris.

— 16, boulevard des Capucines - 75009 Paris.

— 11, boulevard des Batignolles - 75008 Paris.

— 116, av. du Président Kennedy (Maison de la Radio) - 75116 Paris.

— 59, boulevard Carnot - 78110 Le Vésinet.

— 46, rue du Général-de-Gaulle - 78120 Rambouillet.

— Gares S.N.C.F. de Paris : Austerlitz, Est, Lyon, Montparnasse, Nord et St-Lazare.

— Gares R.E.R. : Châtelet, Nanterre-Val de la Bièvre, Vincennes.

Par correspondance : R.P. 62-66 - 75-362 - Paris Cedex 08.

Par téléphone : (1) 45-21-45-44.

ET LES PRINCIPALES VILLES DE PROVINCE.

PROPOS ET DÉBATS

M. Barre :

Maître Patelin

En réponse au président de la République qui, la veille sur TF 1, avait rangé les anticonstitutionnalistes dans « la confrérie des gens pressés d'occuper le pouvoir à la place des autres », M. Raymond Barre a estimé le lundi 30 mars à Tassin-la-Demi-Lune (Rhône) qu'« il y a surtout une confrérie des gens qui sont soucieux de la dignité de la France ». Il a ajouté : « Pour le reste, je vous dirais que j'ai vu un exercice de virtuosité politique particulièrement réussi : c'était le faire de Maître Patelin. »

[Fabien Anagnin écrit vers 1465 : Maître Patelin, raconte l'histoire d'un avocat pauvre, résolu à force de flatteries à convaincre un drapier de lui donner gratuitement une pièce de drap en échange d'une promesse de repas. Lors que ce drapier ne présente chez Maître Patelin, celui-ci fonce une malade. La créancier est éconduit par la femme de l'avocat qui semble étonnamment désolée.]

M. Toubon :

double jeu

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré, le lundi 30 mars au « Club de la presse » d'Europe 1 que M. Mitterrand avait pratiqué « une sorte de double jeu », la veille, à la télévision. Selon M. Toubon, « tout ce qu'il va mieux, François Mitterrand dit : « Ça vient de moi », ce qui ne va pas, il dit : « Je n'y suis pour rien », et, quand quel que chose va bien, il invoque la continuité, même si la politique a

changé du tout au tout depuis le 18 mars. » M. Toubon estime que M. Mitterrand ne sera candidat à l'élection présidentielle « que si jamais il est sûr que M. Rocard risque d'être élu ».

M. Messmer :

profil vaseline

Pour M. Pierre Messmer, le président de la République a adopté non seulement un profil « bas » mais un « profil vaseline » en s'efforçant « de faire passer les petits mots désagréables qu'il y a eus depuis quelques semaines ». « En réalité », a poursuivi le lundi 30 mars sur Europe 1 le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Mitterrand « après avoir fait la petite guerre s'efforce de faire la petite paix ». Selon l'ancien premier ministre, M. Mitterrand a voulu « réhabiliter la cohabitation au bout d'un an » car « il avait l'impression qu'en dévalant la cohabitation par les critiques qu'il adressait sans cesse au gouvernement, il jouait, sans doute contre le gouvernement, mais aussi en réalité contre lui-même ».

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré, dans nos éditions du 31 mars, à la constitution du nouveau comité directeur du PS, une malencontreuse coquille nous a fait classer M. Louis Mermoz parmi les « anciens combattants ». Il fallait bien évidemment lire « anciens conventionnels », même si les anciens membres de la Convention des institutions républicaines (CIR), créée au milieu des années 80 par M. Mitterrand, font maintenant partie des plus anciens militants du PS...

Publication Judiciaire

CONDAMNATION DE MONSIEUR FAILLANT DIT PIERRE DE VILLEMAREST POUR DIFFAMATION ENVERS MONSIEUR LE DÉPUTÉ EUROPÉEN GUSTAVE PORDEA

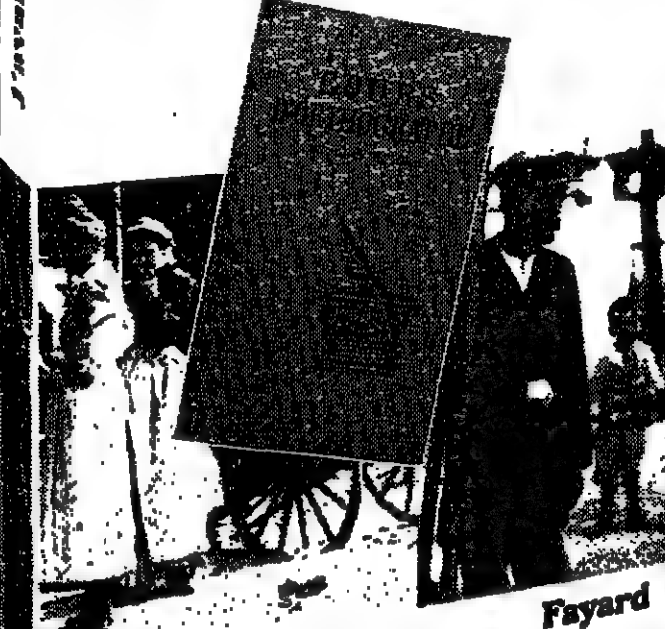
Par jugement en date du 2 juin 1986, confirmé par la Cour d'Appel de Paris le 28 janvier 1987, la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a condamné M. Pierre DE VILLEMAREST, en sa qualité de journaliste à « MONDE ET VIE », à 3.000 francs d'amende et 10.000 francs de dommages et intérêts pour diffamation publique envers M. le député européen, Gustave PORDEA.

La publication de cette décision a été ordonnée dans 3 journaux, au choix de la partie civile, et aux frais des prévenus.

Pour extrait, Maître Olivier SAMYN, avocat à la cour, 29, avenue Hoche, 75008 Paris.

Prenez votre BLED

Edouard Bled avec la collaboration d'Odeite Bled J'avais un an en 1900



89 F 337 p.

Qui ne rêverait d'avoir un maître comme lui, qui expliquerait le calcul et l'orthographe comme il raconte la dure et douce vie de la famille Bled avant 1914, dans une rue où chacun se tendait la main, où chaque petit bonheur additionné finissait par en faire un grand, où les enfants chantaient avec les parents la douceur de vivre et d'aimer. "J'avais un an en 1900", c'est beaucoup plus que les souvenirs d'un maître d'école, qu'une histoire d'insit. C'est l'Histoire tout court, à travers le regard d'un homme qui croit toujours aux valeurs traditionnelles de la France, et qui a foi en son prochain. Sylvie Genevoix. Jours de France

FAYARD

Le ministère public réclamera plus de cent mille ans de prison

que d'autres hypothèses ont été avancées, tel un empoisonnement dû à des pesticides, mais que l'administration a eu recours à la loi pour empêcher de les examiner.

Après la lecture du secretaire, on entre directement dans le vif du sujet avec l'interrogatoire de l'un des principaux accusés, Jean Miguel Nengroche, quarante-six ans, directeur de l'Entrepôt des Rasps de Saint-Sébastien. C'est lui qui acheta l'huile industrielle à deux entreprises françaises et la revendit en Espagne, notamment à la compagnie Rasca, près de Madrid, qui la trafiqua, avec le plein accord du vendeur selon le procureur.

Questions aux réponses

tant. Durant des heures, de manière virulente et pathétique à la fois, ces hommes et ces femmes qui vivent depuis six ans dans la hantise de l'huile assassine et de ses séqueles se cessèrent de crier, de pleurer et de protester, en venant aux mains à plusieurs reprises avec la police, qui, inexplicablement, a fait donner les agents à cheval. A la panse de midi, un groupe d'« affectés » ira, jusqu'à malmenier sérieusement un accusé et plusieurs avocats de la défense, et à lapider leurs voitures.

L'après-midi, augment des incidents qui s'étaient produits avec les « afectados ». L'accusé, sur les conseils de son avocat, refusa d'être interrogé de nouveau. Pendant quatre heures, les avocats de la partie civile égrenèrent les questions, qui restèrent donc sans réponse. Certaines sont pourtant fondamentales : savez-vous qui ce sont depuis le début que Rafaela destinait cette île à la consommation ? Pourquoi avez-vous fait détruire précipitamment en mai 1981 toute la documentation relative à vos transactions avec Rafaela ? Juan Miguel Bengoechea ne dimperia pas ces doutes. Pour les « afectados » présents dans la salle, d'ailleurs, de doute, il n'y en avait guère.

(1) En Espagne le procureur est tenu de requérir autant de condamnations qu'il y a de poursuites pour des délits ou crimes. De toutes façons les peines effectives ne dépassent pas trente années de prison. Les victimes peuvent en Espagne exercer l'action publique et par conséquent requérir des condamnations.

Quant à la défense, elle demande l'acquiescement de tous les accusés, arguant que le rapport entre l'huile brulée et l'asthrocation n'a pu être scientifiquement établi. En particulier, l'agent toxique spécifique n'a pas été découvert, ce qui exclut la reconnaissance juridique de tout lien de causalité. La défense souligne

● **VOLE :** décès de Yann Nédélec. — Le navigateur Yann Nédélec a trouvé la mort le 26 mars dans un accident d'avion à Kourou (Guyane), au cours du tournage d'un film. À ses trente-cinq ans, Nédélec était un passionné de voile et d'aviation. Il venait d'obtenir son brevet de pilote de ligne. Considéré comme un équipier mobile, il avait participé à plusieurs courses transatlantiques en solitaire. En 1978, il avait notamment été victime de trois chavirages et il avait attendu six jours les secours, atteint de lésions aux vertèbres cervicales. Pour conjurer le mauvais sort il avait baptisé son nouveau monocoque *Destinatio*.

eries Molson, avec lesquelles Bernie Ecclestone, promoteur du championnat du monde pour la Fédération internationale de sport automobile (FISA) a passé un accord pour 1987, le Grand Prix de formule 1 qui devait avoir lieu le 14 juin à Montréal a été annulé. Le championnat du monde 1987 ne comportera donc que seize épreuves.

● **TENNIS** : accord TF 1-Roland-Garros. — Le président de TF 1, Hervé Bourges, et le président de la Fédération française de tennis, Philippe Chatrier, ont reconduit pour 1987 le contrat sur les retransmissions des Internationaux de France. Du 25 mai au 7 juin, la chaîne, qui doit prochainement être attribuée à un repreneur privé par le CNCL, s'est engagée à diffuser près de cent vingt heures de programmes sur le tennis, contre quatre-vingts en 1986.

● **AUTOMOBILISME** : annulation du Grand Prix du Canada. — En raison d'un différend entre les brasseries Labatt, sponsor habituel du Grand Prix du Canada, et les équi-

1501

Culture

Le Monde • Mercredi 1^{er} avril 1987 13



Ivo Pogorelich
Le retour, salle Pleyel,
d'un pianiste
qui fit beaucoup parler
de lui,
et qu'on aurait tort
de trop vite oublier.

MUSIQUES

Le cas Pogorelich

L'archange s'embête ?

riblemment emportées. Un premier Scherzo parcouru d'accès de folie et, prix du risque, quelques accords de star : assumés (1). Mais le jury ne fit pas de Pogorelich le lauréat de l'année. Et Martha Argerich, pour se désoliser, démissionna.

Retenez vos larmes : l'évincé fut immédiatement enrôlé dans l'écurie DG. Un premier disque s'ensuivit, un disque de chevet, l'un des plus beaux objets que des mains de pianiste aient produits : la Sonate opus 111 de Beethoven trépidante et grandiose ; les Etudes symphoniques de Schumann... lyriques.

Tout Paris, aux Champs-Élysées, attendait alors Pogorelich avec une intrépidité : les baïes, lors d'un premier récital, le 19 avril 1983, ne firent que le féliciter (Gaspard de la nuit de Ravel, qu'il venait d'enregistrer, n'était pas vraiment sa tasse de thé). Ensuite ? Le temps a passé, l'effet Pogorelich s'est éteint — sa carrière, évidemment, se poursuivait avec éclat à l'étranger — et un dernier disque, comparable au premier, du Bach à révéler un mort, passa inaperçu. Gould pourtant, dans sa tombe...

On ne s'est jamais beaucoup attardé sur la façon de jouer de ce Yougoslave de vingt-neuf ans, déniché à onze ans par un professeur soviétique, en tournée « de recrutement », et brusquement déboulonné de son piédestal d'enfant prodige pour tout recommencer, répertoire et technique, au Conservatoire de Moscou. On ne s'est pas demandé

d'où lui venait cette exigence d'originalité à tous crins, son refus de toute paternité pianistique, sa recherche de ce qu'il appelle « la synthèse la plus pure possible », son désir de pureté. On se contentait de dire du bel archange qu'il était si bien habillé ! Ne se serait-il pas très vite beaucoup méfié, beaucoup ennuyé ?

En tout cas, il a travaillé (son jeu, qui ne sent nullement l'effort, laisse transparaître un labeur gigantesque) jusqu'à donner l'impression, au piano, d'être enfermé dans un bunker à très froide température. Il n'est pas devenu de ces pianistes — écoutez Radu Lupu — dont les doigts et la pensée s'évadent, captant les odeurs, les couleurs de l'air, avec une douce sensualité. Il joue, comme s'il vérifiait le bon état de ses muscles, pour sa propre santé, dans un espace muré. Désenchanté ?

ANNE REY.

(1) L'enregistrement de ces œuvres aujourd'hui légendaires a été commercialisé sur cassettes (le son date de Mathusalem) par les éditions polonaises Muza, 00-068 Warszawa, Kraków, Przedmieście 7, Pologne. Meilleurs disques d'Ivo Pogorelich chez DG : Sonate opus 111 de Beethoven, Etudes symphoniques de Schumann, 1 LP 25 32 036, Suisse allemande 2 et 3 de Bach, 1 CD 415 480-2.

† Ivo Pogorelich joue Beethoven, Scarlatti et Chopin, le mercredi 1^{er} avril, à 20 h 30, salle Pleyel.

PHOTO

Jan Saudek au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

L'exilé de Prague

Première grande rétrospective européenne d'un « artiste-photographe » tchèque rejeté par son pays mais reconnu dans le monde entier depuis dix ans.

Il est plus proche des Américains Krims et Michals, dont il admet l'influence, que de ses illustres aînés Drikkol et Sudek. On connaît jusqu'ici particulièrement l'œuvre, souvent exploitée, de cet autodidacte de cinquante-deux ans, « indépendant et rattaché à rien », longtemps traité dans son pays de « parasite » et de « pornographe », mais internationalement reconnu depuis dix ans. Fils d'un employé de banque, c'est par la révélation de Family of Man, en 1965, que Saudek, qui rêvait d'être gymnaste ou danseur, mais qui passe toute sa vie en usine, vint à la photographie. De son enfance, vécue dans la ville de Hasek et de Kalfin, il a gardé, avec le sens de la malédiction, des visions de terreurs mêlées à la saveur des chocolats enveloppés dans les comics offerts par les GI. Il lui est resté aussi le goût des cultures marginales, qu'il déjoue de manière clandestine, pour donner naissance à un univers kitsch et sulfureux qui renvoie autant à l'art moderne qu'à son histoire propre et à celle de son peuple.

Si ses compositions peuvent paraître exotiques, sous leur air d'emprunt provoqué, leur « sentimentalité arti-

ficielle et sucrée » — comme l'observe son amie, l'historienne tchèque Anna Farova, — résulte pourtant d'une interprétation allégorique, tragique ou réaliste de la situation de son pays. Qu'il s'agisse du portrait fictif de son père déporté, de la séquence Histoire d'un soldat (1984), jouée par lui-même, ou de

lépreux et graffitiés, sur fond supposé de musique rock, il met en scène ses amis faridés et costumés comme des acteurs, et fait éclore un monde irréel et angoissant où, seule, en couple ou avec ses enfants, la femme, fétichisme et corpulente, joue un rôle de premier plan. Métamorphosée en clown, matrone inaccessible ou fée,



Jan Saudek
Sur la route, 1969

cette paisible vision prémonitrice titrée Le destin descend à la rivière (1971), c'est à la même prise en charge personnelle du poids de l'histoire que se livre ce frère de sang du brave soldat Schweik.

Ainsi, sous leur apparence douceuse pastels, ces images bouleversantes sont en réalité autant de bouteilles à la mer. Créant dans les temps morts, la nuit ou le dimanche, avec son vieux Rollei, cadeau de Gisèle Freund, il doit une part de sa notoriété au studio souterrain de 3 mètres sur 4 qu'il occupe dans une cave, à la fois gothique et abri, berceau et cimetière, caverne d'Ali Baba et chambre d'enfant. Pour compenser la solitude, le silence et l'incompréhension, Saudek use de l'artifice et du trompe-l'œil qui fait croire qu'on change de décor en restant sur place et ouvre sa fenêtre qui donne sur un mur.

Mais, le plus souvent, créant en rêve l'illusion du vrai, Saudek s'attache à donner corps à ses désirs, à des délires intimes. Devant ses murs

obscure punk ou vierge flétrie, marquée d'un facies simiesque, elle incarne dans son écoulement flaccide, rose jaunie, la figure primordiale de la mère (patris ?), origine et fin de toute chose. Le monde si sincère de Jan Saudek est enfin révélé en France. Si son auteur reçoit son visa, il pourra peut-être lui-même l'admirer... Parmi les deux cents photographies, faites entre 1953 et 1986, collectées par Pierre Borhan, l'ami et messager qui rendit tout possible, il y en a une qui, par sa force, les contient toutes. Elle montre un homme sans visage serrant contre son torse nu un nouveau-né. Réalisée voici vingt et un ans, elle s'intitule La Vie.

PATRICK ROEGERS.

★ Jan Saudek, photographies 1953-1986, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du président-Wilson, Paris-16^e, jusqu'au 10 mai. Catalogue comprenant soixante-dix photographies (dont quarante-trois en couleurs), textes de Françoise Marquet et Pierre Borhan, biographie de Jan Saudek, 150 F.

CINÉMA

Le palmarès des oscars

Voici l'essentiel du palmarès des Oscars décernés le lundi 30 mars :

Meilleur film : *Platoon*, d'Olivier Stone.

Meilleure mise en scène : OLIVIER STONE *Platoon*. Après son premier oscar en tant que scénariste de *Midnight Express* en 1978, il a connu quelques années de chômage. Il a dédié son film aux vétérans du Vietnam.

Meilleur acteur : PAUL NEWMAN *La Couleur de l'argent*, de Martin Scorsese. La revanche est un plet qui se mange en codours. L'oscar qu'il aurait dû avoir pour *L'Arqueseur*, il a mis vingt-cinq ans pour le décrocher, et ce pour le même personnage.

Meilleure actrice : MARLEE-MATLIN. Elle rejoint Barbra Streisand et Audrey Hepburn dans la peloton très limité des « oscars-actrices ».

Meilleur scénario (adaptation) : RUTH PRAVER JHABVALA *Chambre avec vue*.

Meilleur scénario (original) : WOODY ALLEN *Le Hérisson et ses sœurs*. Woody était absent. De toute manière, il ne vient jamais à ce genre de manifestations : il était en train de jouer à la clarinette au Michael's Pub, à New-York. Comme tous les lundis.

Meilleur film étranger : *L'Assaut*, de Fons Rademakers.

Meilleur montage : *Platoon*.

Meilleure musique originale : HERBIE HANCOCK *Autour de minuit*.

Meilleure chanson originale : « Take my breath away » (Top Gun, de Tony Scott).

Meilleur film d'animation : (court métrage) : *A great tragedy*.

Court-métrage : *Precious Images*.

Meilleur son : *Platoon*.

Meilleurs effets sonores : *Aliens*.

Meilleurs effets visuels : *Aliens*.

Meilleure direction artistique : *Chambre avec vue*.

Meilleure photo : CHRIS MENDES *La Mission*.

Meilleurs costumes : *Chambre avec vue*.

Le prix Irving Thalberg, destiné à récompenser un réalisateur pour l'ensemble de son œuvre, l'acteur Richard Dreyfuss l'a remis à Steven Spielberg qui a déclaré : « En jouant avec les merveilleux éléments de la technologie, nous avons oublié l'importance du mot. Et je ne suis pas le dernier coupable. Je me rends compte du chemin qui me reste à faire pour mériter d'être en compagnie de ceux qui ont reçu ce prix avant moi : Ingmar Bergman, Alfred Hitchcock, Robert Wise, Cecil B. de Mille... ».

Oscar d'honneur : RALPH BEL-LAMY.

HENRY BÉHAR.

Le neuvième Festival des films de femmes

Pour la neuvième fois depuis le 28 mars et jusqu'au 5 avril, Créteil accueille le Festival des films de femmes : quarante-cinq en provenance de six pays sont en compétition, toutes catégories confondues, et l'on y remarque à la fois la domination écrasante de l'Amérique du Nord et de l'Europe par rapport au reste du monde et, dans la section des longs métrages de fiction, la disparition de l'Allemagne qui ne fait voler la vedette par la Suède, représentée par trois films.

Absente de la sélection, l'Allemagne se rattrape avec le jury présidé par la comédienne Barbara Sukowa et comprenant notamment Pierre Barouh, Pascal Bruckner et Sophie Desz.

Un hommage à Colette

En dehors de la compétition (1), le Festival propose une très complète rétrospective Vera Chytilova et un auto-portrait de Micheline Presle dessinée à travers une dizaine de films. Un hommage sera rendu à Colette, dont la passion du cinéma a pris les formes les plus diverses : critique, scénariste, dialoguiste, traductrice, sans parler des films nés de ses romans. Enfin, une rencontre-débat des réalisatrices françaises avec cinq de leurs homologues berlinoises permettra de revoir leurs films récents.

* Renseignements : tél. : 48-99-18-88. Une navette gratuite est assurée entre les différents lieux de projection. Maison des arts, cinémas du Palais et de la Lucarne.

(1) Hors compétition seront projetés *Amorosa*, de la Soudaise Mai Zetterling, *Amère Récolte*, de la Polonaise Agnieszka Holland, *Journal à mes amours*, de la Hongroise Marta Mesrobian, et, en avant-première, *Lepista de l'Allemagne* Helma Sanders.

Une façon inédite et luxueuse de jouer du style de vie réputé de Palm Beach, en Floride.

Trump Plaza offre davantage dans tous les domaines. Plus de vues panoramiques : de votre terrasse vous contemplez le bord de l'océan, le lac Worth et le célèbre Palm Beach Yacht Club tout proche. Plus de soleil : vous trouverez une piscine du matin et une piscine de l'après-midi, avec deux terrasses-solariums spacieuses aménagées en jardins. Un meilleur service : le personnel exceptionnel, particulièrement qualifié, est toujours prêt à vous rendre la vie constamment agréable. Un confort plus poussé et plus luxueux : qu'il s'agisse du hall d'entrée majestueux, du gymnase ou des dimensions spacieuses de votre appartement, vous n'avez jamais rien vu de mieux à Palm Beach jusqu'ici. Allez à la découverte de Trump Plaza. C'est là que Palm Beach s'anime.

APARTEMENTS DE DEUX ET TROIS CHAMBRES À COUCHER ET APPARTEMENTS EN TERRASSE SUR LE TOIT PETIT ET GRAND MODÈLE EN CO-PROPRIÉTÉ DEPUIS DEUX CENT SOIXANTE DOLLARS À UN MILLION DE DOLLARS.

TRUMP PLAZA OF THE PALM BEACHES
525 South Flagler Drive, West Palm Beach, Florida 33401 U.S.A. Dept. LM 02. 305-455-2535.

MARDI 7 AVRIL • 20H45

RECITAL **DALBERTO** PIANO
BEETHOVEN - DEBUSSY

NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD
Local. 43.31.11.39

ORCHESTRE NATIONAL D'ILE-DE-FRANCE
ROSALIND PLOWRIGHT
Direction Musicale
EVE QUELER

AIRS D'OPÉRA
SALLE PLEYEL JEUDI 2 AVRIL 20H30

SALLE PLEYEL - VENDREDI 17 AVRIL, 20 h 30

Orchestre des Jeunes de la Communauté Européenne
Soliste : **SIR YEHUDI MENUHIN**
Direction : JAMES JUDS

VENDI - BEETHOVEN - STRAVINSKI Loc. 45-63-88-73

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

QUATUOR ARCANIA
PAUL BOUFLI
MARCEL BARDON
MANFRED STILZ
FRANK DARIEL
violin
BARTOK - FLORENTE
LISZT - DEBUSSY

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

POGORELICH
SCARLATTI
BEETHOVEN
CHOPIN

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

LES MUSICIENS AMATEURS
CHOPINATA
LEANE MACRON
GAETANE PROUVOST
violin
CECILIA TSAN
violin
DAVID ARAMOVITZ
piano

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

CONCERTS
COLONNE
Dir. : Alexander
RAHBARI
Dir. : Brigitte
ENGERER
BEETHOVEN - LISZT
TCHAIKOVSKI

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

MOZART
Airs de concert
BRADLEY
Mary
McLAUDGLIN
Gitarre
SULLIVAN
INGRID HABLER
piano
HANS GRAF

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

MOZART
Airs de concert
BRADLEY
Mary
McLAUDGLIN
Gitarre
SULLIVAN
INGRID HABLER
piano
HANS GRAF

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

MOZART
Airs de concert
BRADLEY
Mary
McLAUDGLIN
Gitarre
SULLIVAN
INGRID HABLER
piano
HANS GRAF

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

MOZART
Airs de concert
BRADLEY
Mary
McLAUDGLIN
Gitarre
SULLIVAN
INGRID HABLER
piano
HANS GRAF

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

MOZART
Airs de concert
BRADLEY
Mary
McLAUDGLIN
Gitarre
SULLIVAN
INGRID HABLER
piano
HANS GRAF

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

MOZART
Airs de concert
BRADLEY
Mary
McLAUDGLIN
Gitarre
SULLIVAN
INGRID HABLER
piano
HANS GRAF

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

MOZART
Airs de concert
BRADLEY
Mary
McLAUDGLIN
Gitarre
SULLIVAN
INGRID HABLER
piano
HANS GRAF

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

MOZART
Airs de concert
BRADLEY
Mary
McLAUDGLIN
Gitarre
SULLIVAN
INGRID HABLER
piano
HANS GRAF

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

MOZART
Airs de concert
BRADLEY
Mary
McLAUDGLIN
Gitarre
SULLIVAN
INGRID HABLER
piano
HANS GRAF

SALLE PLEYEL
Mardi 7 avril
20 h 30
(p.s. Valenciennes)
Musique de chambre
Loc. 43.31.11.39

MOZART
Airs de concert
BRADLEY
Mary
McLAUDGLIN
Gitarre
SULLIVAN
INGRID HABLER
piano
HANS GRAF

AIX
FESTIVAL
8 AU 31 JUILLET

OPÉRAS
L'ENLÈVEMENT
AU SÉRAIL - MOZART
LE CHEVALIER À
LA ROSE - STRAUSS
PSYCHÉ - LULLY
FALSTAFF - VERDI
IPHIGÉNIE EN
AULIDE - GLUCK
(version concert)

9 CONCERTS
19 RÉCITAUX
Formule d'accueil
3 JOURS AU FESTIVAL
Forfait places + hôtel
- réduction transport

LOCATION OUVERTE
ENVOI PROGRAMME
SUR DEMANDE
75009 Paris - (1) 42.81.26.20
Camera Press - 92, rue St-Lazare
Aix - 16.42.23.37.81

PIANO ****
BRENDL
Cyclo SCHUBERT
24-27 avril - 17-19 mai

POLLINI
Cyclo BEETHOVEN
7-22 mai - 1^{er} juin

PERANIA
Récital 25 mai

ASHKENAZY
Récital SCHUMANN : 16 juin

ARRAU
BEETHOVEN - LISZT 22 juin

PERANIA
Sir GEORG SOLT
Récital DEUX PIANOS - 29 juin

SALLE PLEYEL
LOC. 45 63 88 73

ORCHESTRE DE PARIS
CYCLE WAGNER
SALLE PLEYEL
28 AVRIL - 17 MAI 1987

Direction : Daniel Barenboim
Chœur de l'Orchestre de Paris
Chef du Chœur : Arthur Oldham

MARDI 28, MERCREDI 29 AVRIL - 20H30
SIEGFRIED-IDYLL - WESSENDONCK LIEDER
LE CRÉPUSCULE DES DIEUX (extraits)
Deborah Polaski, soprano

MARDI 12, JEUDI 14 MAI - 20H30
PARSIFAL, acte II (version concert)
Walltraud Meier, mezzo-soprano
Siegfried Jerusalem, ténor - Franz Mazura, basse

MERCREDI 13, SAMEDI 16 MAI - 20H30
PARSIFAL, acte III (version concert)
Siegfried Jerusalem, ténor
Donald McIntyre, bariton - Franz Mazura, basse

22,5 millions de livres, 225 millions de francs. En cinq minutes, Van Gogh, qui n'avait vendu qu'une toile durant sa vie et peignit ces Tournesols un an avant de se donner la mort à trente-sept ans, est devenu « le peintre le plus cher du monde ».

Dans la salle octogonale de Christie's surchauffée et où une mauvaise tribune de pianos a été érigée pour la paix de la presse, l'atmosphère, trépidante sur le volet des collectionneurs et des conservateurs mais qui, il est vrai, n'est pas composée que de Britanniques, perd son calme. Les nervosité, applaudissements à chaque enchère, cris étouffés et murmures. Pulvérisé le record de Manet, dont le *Rue Mosnier aux papiers* avait atteint plus de 7 millions de livres chez Christie's en décembre dernier, plaçant dans le peloton de tête le clan des impressionnistes ! Écrasé, le malheureux Mantegna, dont l'*Adoration des mages* avait pourtant épaulé le marché en avril 1985 en crevant la barre des 7,5 millions de dollars, toujours chez Christie's. Quant à Turner, dont les deux prestations les plus brillantes ont eu lieu chez Sotheby en 1980 et 1984, il ferait figure de parent pauvre si la Clere Gallery, qui ouvre le 6 avril à Londres, ne devait bientôt lui rendre jus-

tic... et si les chiffres qui s'accroissent, les acheteurs qui surgissent aux quatre coins du monde, ne relèvent de mystères plus simples qu'il ne paraît.

On s'attendait d'ailleurs à un prix considérable. Les experts de Christie's tablèrent par prudence sur 10 millions de livres, mais nombre de leurs confrères s'enthousiasmaient déjà et pariaient sur quelque 18 millions de livres. Tout Londres s'était mis au jeu, protestant l'événement : les traditionnelles joailleries dont les Anglais couvrent leurs balcons à l'arrivée du printemps faisaient évidemment allégeance aux « fleurs du soleil ». Sunflowers, comme les Britanniques nomment gentiment nos tournesols provençaux. Les cravates jaunes de la commission de Christie's, pour être tout aussi traditionnelles, prenaient une coloration nettement cagayée que la salle des ventes soulignait par quelques jardinières de fleurs jaunes, identifiées par des experts.

Une série de sept
Durant deux jours, la foire s'est pressée dans les salons de King Street où le Van Gogh n'aurait été qu'un tableau parmi des dizaines d'autres, signés des meilleurs sous, s'il n'avait été placé dans le saint des saints de la salle des ventes, derrière une grille qui laisse passer son contingent d'admirateurs en nombre limité. Acheteurs ou amateurs d'art, ils ont sagement occupé leur week-

DANSE

Sidonie Rochon et Hideyuki Yano

Chorégraphes sous influence

Ils appartiennent à la même famille. Sidonie Rochon, comme Karine Saporta ou François Verret, s'est initiée, avec Hideyuki Yano, à une technique issue des arts martiaux.

C'est ce qu'a tenté Hideyuki Yano. Pigeé, lui aussi, cet hiver dans les rêts d'un duo de Saporta - *Passion* - où il se prêtait aux fantasmagories de cette nouvelle Armide. Il vient d'en prendre le contre-pied en se lançant dans une mise en scène d'un conte de la poésie taré Murathan Migan, *Le Kiosque de cristal*. Ici, rien d'ambigu, de sensuel ou de névrotique ne vient troubler la limpidité du récit, une histoire d'amour vécue au premier degré par une comédienne, Laurence Bourdill - également récitante - et un danseur dans une mise en scène lumineuse de Lulu Ménagé. On est assez étonné d'y voir Yano jouer la réduplication en trois solos, dont les attitudes évoquent en les stylisant les danses des guerriers d'Anatolie. On est étonné par la fragilité de son torse d'adolescent, la malice de son expression, la finesse de son jeu de mains. On est gêné de le voir mimer la passion face à une partenaire qui ne sait même pas bouger son corps. Leurs regards sont absents, leurs étreintes vides de désir et d'émotion.

En voulant se libérer, en revenant à une danse illustrative - qui n'est pas simple pour autant - Yano est tombé dans le roman-piège, un peu comme un prix Goncourt qui s'écarterait pour la collection Arlequin.

MARCELLE MICHEL.
* Sidonie Rochon, le 31 mars à Mantes-la-Jolie, et le 10 avril à Mantes-la-Jolie. *Le Kiosque de cristal*, au Théâtre des arts de Cergy-Pontoise jusqu'au 30 mars, à 21 heures, et le 1^{er} avril, à 18 h 30.

Culture

Les « Tournesols » de Van Gogh dépassent 200 millions de francs

Le marché flambe !



Les « Tournesols » de Vincent Van Gogh

de paille, de brûlure et de sérénité, avaient vraiment le don de fixer l'attention, de déchainer la passion, de rendre sonores toutes les toiles qui l'entouraient : impressionnistes de haut vol, Picasso, ou cubistes ? Le tableau n'est pas un inconnu. Ces Tournesols, laissés par la défunte Helen Chester Beatty, n'ont pas été vus à Paris depuis leur vente à la Galerie Druet en 1909, mais les voyageurs de Londres auront pu le regarder pendant ses deux séjours à la National Gallery, de 1955 à 1959, et plus récemment, de 1983 à 1987. La toile faisait partie d'une série de sept, réalisées en 1888 et en 1889,

alors que le peintre résidait à Arles dans des conditions restées célèbres. Quatre de ces Tournesols se trouvent dans les principaux musées de Londres, de Munich, de Philadelphie et d'Amsterdam. Un cinquième a disparu pendant la guerre au Japon, le sixième se trouvant dans une collection privée. Pour que les acheteurs potentiels puissent bien mesurer les qualités de ce septième tableau, il avait été montré à Tokyo, à New-York et à Zurich. Sa mise à prix, rétrospectivement modeste, était de 5 millions de livres.

Reste à savoir qui peut payer une pareille somme pour une œuvre d'art, si prestigieuse soit-elle : 22,5 millions de livres, soit près de 25 millions de francs avec les frais de vente ? Le musée John-Paul-G Getty de Malibu (Californie) a annoncé aussitôt après la vente qu'il n'était pas l'heureux acheteur, sachant qu'on ne prête qu'aux riches, et qu'après avoir acquis le Mantegna on pouvait fort bien le « soupçonner » de ce nouvel achat. Comme il est d'usage, en revanche, Christie's n'a pas donné la moindre indication, se bornant toutefois à indiquer que l'acheteur est étranger. Un musée ? Aucun n'a un budget suffisant, mis à part le Getty, pour débiter si vite une pareille somme. Reste un collectionneur privé particulièrement aisé, qui voit là un excellent placement. On envoie les galeries (allemande, japonaise ?), s'entendent par les banques, qui ont compris depuis belle lurette qu'il s'agit d'un investissement sans aucun doute opportun.

Le prix payé pour ce Van Gogh ne doit pas être considéré, en effet, comme proportionnel à sa valeur, non plus qu'à celle des précédents records. Les Turner vendus voilà quelques années feraient sans doute aujourd'hui des prix voisins de celui de ces *Sunflowers*. Le marché flambe, et il n'y a plus de pompiers.

FREDERIC EDELMANN.

Les précédents records

L'Adoration des mages, de Mantegna, le 18 avril 1985, chez Christie's (Londres) : 8,1 millions de livres.

Les Évangiles, de Henri de Lion, le 6 décembre 1983, chez Sotheby (Londres) : 7,4 millions de livres.

La rue Mosnier aux papiers, le 1^{er} décembre 1988, chez Christie's (Londres) : 7 millions de livres.

Paysage marin, de Turner, le 5 juillet 1988, chez Sotheby (Londres) : 7 millions de livres.

Paysage au soleil levant, de Van Gogh, le 24 avril 1985, chez Sotheby (New-York) : 9,8 millions de dollars.

Juliette et sa nurse, de Turner, le 29 mai 1980, chez Sotheby (New-York) : 6,4 millions de dollars.

Jeune femme, de Velasquez, le 27 octobre, chez Christie's (New-York) : 8,4 millions de dollars.

Portrait de Thuis, de Rembrandt, le 15 mars 1983, chez Christie's (Londres) : 1,2 million de livres.

NOTES

Marc Jolivet, équilibriste de l'absurde

Marc Jolivet s'est longtemps produit avec son frère Pierre, devenu réalisateur de longs métrages. Ensemble, ils ont formé un duo de caricaturistes bouillonnant d'idées qui jouaient sur le réel, développaient des gags, des petits tableaux de mœurs, dansaient, chantaient, se présentaient avec une belle joie de vivre et un humour plutôt féroce.

En cavalier seul, Marc Jolivet s'est frotté de nombreuses fois au public du café-théâtre. Il a appris à préparer minutieusement le comique, à l'affiner et à l'enrichir à la fois, à remettre en cause l'acquis, à canaliser un délire pour le rendre plus efficace.

C'est donc avec une drôle de maturité qu'il se présente au Théâtre Déjazzet. Le physique un peu rond, l'allure d'un clown blanc, Marc Jolivet mène à bonne allure un solide one man show, tantôt basteleur, tantôt en équilibre sur l'absurde, jouant sur les digressions, les interpellations, caustique, ironique et tendre. Paradoxalement, il lui manque encore un peu d'ambition, l'envie de rouler sur les hauteurs, pour être dans la filiation directe de Devos.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Théâtre Déjazzet, 20 h 30.

Deux cents films brésiliens à Beaubourg

Jeu 26 mars a débuté à Beaubourg la plus importante rétrospective jamais consacrée dans le monde au cinéma brésilien, avec deux hommages : Humberto Mauro, l'artisan de Cataguanas, à la fois le Lumière et le Sternberg du Brésil ; et Glauber Rocha, l'instigateur du cinéma nuevo auquel tous se réfèrent, et dont sera présentée l'intégrale, avec des films inconnus en France. Quatre grandes périodes se détachent après l'arrivée du pari : l'ère de la *chanchada*, la comédie grotesque souvent dansée et chantée qu'adore le grand public ; l'apparition éphémère de la Vera Cruz, sous la direction d'Albert Cavalcanti, tentative de créer à São Paulo un grand studio copié sur la MGM ; le cinéma novo proprement dit ; et son contraire absolu, le cinéma dit *sub-grandi* (underground), également connu sous le nom de cinéma de l'ordure, du nom du quartier de São Paulo où travaillaient ses principaux représentants.

* Le Cinéma brésilien, Centre Georges Pompidou, du 26 mars au 13 juillet, et du 16 septembre au 12 octobre.

MERCREDI
QUAND ON AIME... ON NE COMPTE PAS.

Walt Disney présente
LES 101 DALMATIENS

atom Bagniolet
TOUR DE BABEL-détails
Georges Aperghis

Dernière 16 jours
Réservations : 43.64.77.18 + FNAC

150 000 000

501

Communication

Polémiques autour d'Havas

Le premier groupe publicitaire français est-il en position dominante ?

A quelques semaines de sa privatisation, le groupe Havas a décidé de croquer le fer avec les publicitaires initiateurs de la campagne « France, la liberté de communication est en danger ». Ceux-ci avaient déposé la position dominante du groupe Havas dans la vente et l'achat d'espaces dans les médias français, à l'occasion de la candidature d'Havas à l'Agence de régulation de la presse écrite (ARPE) et de la reprise de TF 1. Le groupe publicitaire présidé par M. Pierre Danzberg a riposté, depuis, en contestant les chiffres avancés. Le tribunal de grande instance de Paris examinera donc, le 1^{er} avril, les chiffres collectés par l'une et l'autre partie. Il devra dire, en outre, si les animateurs de la campagne, MM. Jean-Claude Boulet et Jean-Marie Dru (agence BDDP), Philippe Calieux (FCA) et Jacques Séguela (RSCG) sont coupables de « diffusion » et de « dénigrement », comme le prétend Havas.

Ces quatre publicitaires avaient indiqué que le groupe Havas, par le biais de ses régies, « contrôlait » 38,6 % du total des achats et des ventes d'espaces dans les médias français. Se fondant sur ce chiffre, ils réclamaient une limitation de la concentration dans le domaine de la

publicité en France et s'appuyaient aujourd'hui, pour atteindre cet objectif, sur une proposition de loi déposée par deux députés barristes, MM. Bruno Durieux et François d'Aubert (*le Monde* daté 1^{er} et 2 mars).

Havas conteste cette évaluation. Ses propres comptes ne lui confèrent qu'un contrôle de 18,6 % de l'espace publicitaire français. Le groupe explique notamment qu'il ne détient qu'une participation minoritaire dans nombre de ces régies de

presse, que le chiffre d'affaires d'information et publicités, la régie de RTL, se réalise aussi à l'étranger et que celui de l'Office d'annonce (ODA) est surestimé. Les quatre publicitaires ont refait leurs comptes. En se fondant sur les travaux d'experts comme ceux de l'Institut de recherches et d'études publicitaires (IREP) et sur le rapport 1985 d'Havas, ils ont déterminé de nouveaux seuils de contrôle du groupe Havas. En précisant deux choses : d'une part, les chiffres cités par eux-mêmes ou Havas ne peuvent

être qu'approximatifs, compte tenu du fait que les annonceurs, dans leur déclaration à l'IREP, globalisent eux-mêmes leurs dépenses ; d'autre part, Havas, même s'il est minoritaire dans une régie, définit lui-même sa participation comme « active », voire « opérationnelle ». De ce fait, le groupe Havas contrôlerait 29,8 % de l'investissement publicitaire dans la presse écrite ; 2,8 % dans la télévision ; 36,4 % dans l'affichage ; 37,8 % dans la radio et 49 % dans le cinéma. Sans compter le chiffre d'affaires d'ODA, un marché évalué à un milliard de francs par les publicitaires, et sur lequel Havas jouit d'un quasi-monopole de fait. Bref, la part d'Havas sur le marché publicitaire des médias serait au total de 30,6 %.

Au-delà des chiffres et de leur discussion, les publicitaires veulent placer le débat sur le terrain de la libre concurrence en matière de marché publicitaire. Et posent une question de fond : réclamer une réglementation contre les positions dominantes et analyser les phénomènes de concentration équivalents à la diffusion ?

YVES-MARIE LABÉ

Les régies publicitaires du groupe

AFFICHAGE : Avenir (75,8 %) ; Métropolis (50 %).	PRESSE : Régions communales (49 %), 20 quotidiens régionaux ; Havas Régie (100 %), 15 quotidiens régionaux ; Havas annonces classées (100 %), quotidiens régionaux et départementaux ; Interdico (90 %), magazines ; Office d'annonces (97,8 %), annuaire téléphonique ; Régie de 75 journaux gratuits (contrôle à 49 %, 50 % ou 100 %).
RADIO : Information et publicité (92,1 %), régie de RTL ; Régie de Sud Radio.	
CINÉMA : Médiavision (25 %).	
TÉLÉVISION : Canal Plus (25 %) ; FR 3 publicité (12,5 %), stations régionales ; RTL TV France.	

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Querelles de famille

1 Baudelaire, Sartre et Lévy

Il importe peu de savoir si, comme le chuchote une rumeur parisienne, Bernard-Henri Lévy n'a écrit les cent cinquante pages de son *Eloge des intellectuels* à une élite qui a séjourné le Stendhal de la Châteaufort de Paris pour couper l'herbe sous le pied de son confrère « et néanmoins ami » Alain Finkielkraut qui, avec la *Défaite de l'intelligence* dans l'affaire, malgré la finesse et le sérieux de ses analyses, semble, du coup, arriver bon second sur le terrain et va faire figure surprise de gens pressés de cheval de labour, de Pouidour de la question, sympathique mais malchanceux ! Après tout, Pouidour a bien fini par gagner !

Il est dans la nature de B.H.L. de humer le vent et de souffler dans son sens. Qu'il importe à cet B.H.L. qui a soufflé le premier ou non, ce qui compte après tout, c'est que le vent lui souffle à son profit. Et si B.H.L. a besoin d'avoir le sentiment d'être le premier pour souffler comme tout le monde, accordez-lui cette place ! On sait bien, on sait depuis longtemps, qu'il n'y a plus sur le marché français de « philosophes », de « maîtres à penser », d'« intellectuels », employés donc le mot qu'il vous plaira, dont l'aura soit comparable à celle qui émanait d'un Voltaire, d'un Rousseau, d'un Chateaubriand, d'un Hugo, d'un Zola, d'un France, d'un Barrès, d'un Maurras, d'un Gide, d'un Malraux, d'un Sartre ou d'un Camus par exemple. L'article est demandé et se vendrait, mais ce que l'on nous propose ne répond pas aux désirs de la clientèle. Je trouve ça plutôt rassurant. Oui, que malgré nos six chaînes de télévision, nos radios libres ou d'Etat, des quotidiens aussi considérables que le *Figaro* ou le *Monde*, des journaux aussi bien faits que l'*Express*, le *Point*, l'*Observateur* et l'*Evénement* du jeudi, on n'ait pas réussi à nous faire prendre un Barthes, un Foucault, un Lacan, je m'en tiens aux dépens, pour autre chose que ce qu'ils étaient, des esprits de premier plan, mais certainement pas des Voltaires, des Hugo, ni même des Sartre, montre bien que la mayonnaise, malgré le luxe des appareils modernes, n'est pas aussi facile à réussir que le pensait jadis M^{me} Saint-Ange ou de nos jours M. Séguela.

Un Gide, un Rousseau, un France, un Sartre, ça paraît bien démodé, et nombreux sont ceux qui ont oublié leurs noms, mais cela demande du temps, une patience folle, et il faut des lecteurs encore moins pressés et tellement attentifs, presque niais ! La chance a joué, c'est entendu, mais des expériences comme ça, je me demande si l'on pourrait en refaire, si même ça vaudrait le coup ! Que Bernard-Henri Lévy ait changé son camp de position, qu'il l'ait même fait parfois virer de 180 degrés ne me gêne en rien ; qu'il admire Mallarmé, Zola, Flaubert, Baudelaire et même Blanchot, qu'il partage enfin nos goûts, nous n'en attendons pas moins de lui ! Mais toute conversion exige des sacrifices. Et, sur le clou de la littérature enfin retrouvé, B.H.L. n'y va pas de main morte.

On sait que Sartre n'a pas toujours eu l'engagement heureux, qu'il a parlé alors qu'il aurait mieux fait de se taire, qu'il a quitté la scène, qu'il a eu des absences alors que sa présence était réclamée. Avec l'engagement, Sartre s'est conduit comme un chauffeur qui n'aurait pas son permis : aux embouteillages il aurait succédé aux pannes sèches. Depuis plus de vingt ans au moins, nous sommes une bonne cinquantaine à japper à ses trousses, à lui mettre le nez dans ses erreurs, à nous extasier devant sa colossale inconscience. Sartre, sur ce point, est devenu

l'une des hypothèses favorites des professeurs à l'école de guerre littéraire. C'est d'un air gourmand que nous pointons ses erreurs : « Vous voyez, messieurs, ce que la notion d'engagement mal comprise peut faire d'un homme qui ne manquait dans son enfance ni de talent ni d'intelligence ! »

L'engagement sartrien cumule les méfaits de l'alcool, du tabac et de la drogue. A des dévains en herbe, des messieurs d'un âge certain, que l'Académie a eu le bon goût de révoquer, répétant avec des mines confites : « Il n'y a pas d'engagements doux. Le moindre engagement est une débauche et vous êtes flichs. Vous quittez les droits chemins de la littérature. Petits malheureux, vous voulez finir comme Sartre ou quel Condi ? A la Coucou ou sous la Coucou ? » J'aurais souhaité que B.H.L., si charmant dans sa nouvelle robe de communicant, nous épargnât ce compliment sartrien qui semble vraiment, et un peu trop, de rigueur.

2 Eloge de Sartre

Quand on est né en 1948, en apparence on n'a pas trop souffert de Sartre. Mais B.H.L. ne pense pas à lui, c'est Baudelaire qu'il veut venger. Baudelaire qui fut outragé par Sartre en 1947 dans un essai tristement fameux. La fameuse de Baudelaire est venue hanter Lévy-Harriet. Le roi maudit de la poésie ne trouvera de repos que lorsque son assassin aux mains sales, l'affreux Sartre, sera châté à son tour. En bon fils, Lévy s'y emploie : « Je pense ici à Sartre. Je pense à ce méchant livre, émaillé de bouffées et de contresens, où l'on sent une hargne qui ne suffit pas à expliquer le trouble... et éventuelle — proximité entre le beau-fils du général Aupick et le petit bâtard des Mots. » Et B.H.L. d'énumérer dans un passage assez gai tout ce que Sartre reprocherait à Baudelaire : « De n'être pas socialiste. De n'être pas progressiste (...). D'avoir traité Hugo de crétin. D'avoir écrit de « la femme Sand » qu'elle était une « trulle », une « lettrine ». D'avoir trop fait de poésie. Pas assez fait la révolution (...). Bref, ce qu'il lui reproche, c'est d'avoir été lui-même, Charles Baudelaire, auteur d'un livre génial... » Si l'engagement « sartrien » a eu le triste sort que l'on sait, et souvent à juste titre, le Baudelaire n'a pas meilleure mine dans la panoplie du philosophe. C'est presque une affaire classée. B.H.L., en dégainant son sabre, jouait sur du velours. L'auteur lui-même, la cinquantaine passée, n'aurait pas donné cher de son essai. Il le trouvait bref. Avec Baudelaire, les 4 000 pages seraient été de rigueur. Sartre aurait volontiers avoué qu'avec sa prose il avait été d'une insupportable légèreté d'être il y avait tellement mieux à dire, et plus, et plus !

Michel Leiris, qui préférait en son temps l'ouvrage — une préface est toujours une précaution, l'aveu d'un manque, — essayer d'excuser son ami « si étranger, en apparence, à la poésie », ou quelque chose comme ça. Le tour-puissant syndicat des biographes de Baudelaire n'en revenait pas que, au moment où le papier était si rare (1947), on en ait trouvé assez pour imprimer les élucubrations d'un philosophe fouraque qui n'aurait même pas su récrire par cœur *Harmonie du soir* ! Je suis bien d'accord avec Lévy, le Baudelaire de Sartre n'est pas un livre sérieux, exhaustif, et c'est d'ailleurs pourquoi il me charme encore. Que reproche B.H.L. à notre philosophe ? « C'est d'avoir été lui-même, Jean-Paul Sar-

tre... », etc. Il semble que l'on n'en sorte jamais. Lecteurs, critiques, écrivains, les trois réunis souvent sous la même bannière, nous reprochons à l'écrivain que nous envions, du moins qui nous sert de faire-valoir, ce qui fait qu'il est lui-même, que nous le reconnaissons entre mille.

Les romans de Zola, les théories de Zola sur le roman, ne sont pas, Dieu merci, tout le roman, il n'empêche que *Germinal*, ce n'est pas avec l'aide de la *Princesse de Clèves* que nous aurions pu l'écrire, ou ! Le jeune Sartre s'était fait, avant guerre, une réputation terrible par ses articles de la NRF, qui mettaient à mal les romans de Mauriac, de Gide et de quelques autres monstres sacrés de la littérature d'après-guerre. Le roman, la littérature, ce n'était pas cela. Il y avait Des Passes, il y avait Faulkner, il y avait Huxley, comment pouvait-on écrire des romans qu'il n'en tenait pas compte ? On allait voir ce que l'on allait voir ! Et l'on vit l'âge de raison et la suite.

Mauriac, de bonheur, en repartit du poil de la bête. L'on ritena sur les romans de Sartre, qui se lisent pourtant avec plaisir. Où est la vérité ? En littérature, dans le bonheur d'expression. Les articles de Sartre nous ont appris mille choses sur le roman et sur les auteurs dont il parlait. Et, comme si ce n'était pas assez, l'on pouvait se douter, en les lisant, qu'un chapitre de la littérature montrait le bout de son nez. Maintenant que Bernard-Henri Lévy connaît le mode d'emploi, qu'il est infiniment plus célèbre que les écrivains dont il parle en bien ou en mal ne l'étaient à son âge, il ne lui reste plus qu'à remplir les cases du mot croisé. En littérature, la seule chose qui soit vraiment amusante quand on a compris ce qu'il y avait à faire, c'est d'écrire.

3 Point final

La photocopie d'une brochure sur Les protestants de Prilly et La Roche-Possay en Touraine et autres lieux circonvoisins de Touraine, Poitou et Berry à travers l'état civil protestant de Prilly, 1590-1683, par N. Maillet, professeur honoraire de lycée, que me communique avec beaucoup de précautions une aimable lectrice, nous incite à penser qu'Anne est née à Saumur en mars 1654. Sans doute le 8. C'est sa sœur Marguerite qui serait née en 1647. Une famille de cinq enfants : deux filles et trois garçons. Jean-Pierre de Beaumarchais et Daniel Couty, directeurs des *Dictionnaires des littératures de langue française* (Bordas), qui sont repassés par Saumur et par Prilly-sur-Cleuse, me confirment plus ou moins ces renseignements. Quant à Alain Rey, du même Bordas et plus Robert que jamais, il m'annonce que les archives départementales de Tours sont submergées d'appels depuis nos questions, mais qu'elles restent d'une courtoisie exemplaire. « Le registre des naissances des protestants du coin sont à Angers, où les archives, en cours de déménagement, sont inaccessibles en ce moment (...), mais 1651 peut être éliminé pour M^{me} Decier. »

Je crois que, pour le moment et avec votre aide, nous avons fait le tour de la question. Nous allons devoir quitter les Dacier. Nous nous étions habitués à eux, ils vont nous manquer. Certains lecteurs ont trouvé mon choix d'écrivains de moins de quarante ans bien modeste. C'est possible. Je propose à Jean-Marie Rouart pour son « Figaro des livres » un jeu plus gringot : « Quels sont les écrivains vivants de plus de cinquante ans qui seront encore lus en l'an 2020 par exemple ? »

POINT DE VUE

La fin ne justifie pas tous les moyens

par JEAN-MARIE DRU
fondateur et directeur-général de l'agence Roulet-Dru-Dupuy-Petit (BDDP).

La privatisation de TF 1 et d'Havas repose la question de la concentration dans les médias français. Les publicitaires, témoins privilégiés des flux financiers ordés par les prises de participation croisées, ont pris position. Deux blocs s'opposent : un courant d'opinion représenté par le groupe Havas et la SPFD de Gilbert Gross, dont les positions, au travers de leurs déclarations dans la presse, se rejoignent sur bien des points ; un autre courant, formé par ce que nous appellerons les agences publicitaires indépendantes, qui s'indignent devant les problèmes posés par la concentration des achats et ventes d'espaces en France.

Pour les premiers, la lutte contre les concentrations et la notion de seuil procèdent d'un comportement rétrograde et provincial. Car, à l'heure où se forment à l'étranger des groupes de communication de très grande dimension, rien ne doit venir entraver le développement de groupes français capables de leur faire face. Ce raisonnement, apparemment incontestable, est en fait fallacieux, pour plusieurs raisons :

Flux financiers occultes

1) Le cumul des fonctions agence-régie-média constitue, pour bien des observateurs étrangers, une hérésie. Il pose un problème de fond : est-il légitime d'être à la fois vendeur et acheteur ? Il semblerait que l'éthique doit aujourd'hui s'accommoder d'un état de fait sans doute irréversible. Mais l'acceptation d'un tel système ne fait que renforcer la nécessité d'une réglementation qui préserve un minimum d'équilibre : « la liberté des uns finit là où commence celle des autres ».

2) Si des seuils doivent être fixés, il faut que ceux-ci soient suffisamment faibles pour avoir un sens. Alors que 20 % de part de marché est monnaie courante dans l'industrie, c'est un seuil excessif dans les médias. Contrôler 20 % des flux immenses sur l'existence et l'orientation des supports, dont l'équilibre est souvent précaire, qu'il s'agisse d'organes de presse ou de télévision généralistes. Que certains abusent ou non de leur position n'est pas la question. Ce qui compte, c'est que les conditions sont créées pour que cela soit possible : Havas contrôle par ses filiales 21 % du seul marché de la publicité ; il faut y ajouter ses multiples participations majoritaires ou minoritaires — dans les médias et les régies. Ceci concerne non seulement les publicitaires mais aussi l'ensemble des citoyens et devrait les faire réfléchir.

3) Cette position dominante est d'autant plus choquante qu'Havas est étroitement associé à d'autres groupes. Le plus gros acheteur d'espaces (Gilbert Gross) et le plus gros vendeur d'espaces en France (Havas) sont ainsi liés par des filiales communes. De là à parler d'un oligopole dont l'influence risque d'être une entrave à la concurrence, il y a un pas que la majorité des publicitaires n'hésitent pas à franchir. Le

problème n'est donc pas seulement le niveau de participation (majoritaire ou non) de ces groupes dans les entreprises de communication, mais surtout le contrôle qu'ils exercent sur le jeu pervers des interventions croisées. Seule une juridiction telle que la Commission de la concurrence serait à même d'enquêter et de statuer sur ces flux financiers occultes.

Rien aujourd'hui ne vient limiter les abus possibles. En fait, le réflexe monopolistique existe, ne serait-ce que dans l'état d'esprit et le vocabulaire. Le fait que Gilbert Gross se permette de déclarer qu'il a « laissé » les Calieux, Boulet et Séguela construire des groupes performants n'en est-il pas l'illustration ? Comme s'il appartenait d'autoriser et de contrôler le développement de telle ou telle entreprise !

4) Une autre déclaration du patron de la plus grande centrale d'achat français conduit à soulever une question fondamentale : où se situe la valeur ajoutée dans les métiers de la publicité ? La position de Gilbert Gross est aberrante : il pense et déclare que les agences font à leurs clients des propositions d'achat d'espaces sur lesquelles elles ne prennent aucune marge, parce qu'elles peuvent « se rattraper » sur leurs revenus tirés de la création. Il y a là une confusion des genres et une invraisemblable inversion de la pensée. Les agences de publicité tirent légitimement leur revenu de la véritable valeur ajoutée de leur métier : le conseil en marketing et la recherche de idées, et non pas l'achat d'espaces en vrac et le simple négoce, raison d'être des centrales. Qu'une entreprise se rémunère sur ce qui est le cœur de son métier est normal et sain. Curieuse conception que de dire des agences qu'elles « se rattrapent » sur la création — la seule valeur ajoutée de ce métier — sans laquelle, au demeurant, Gilbert Gross ne pourrait exister !

5) Enfin, il est clair que l'oligopole de fait permet d'instaurer des conditions de vente discriminatoires envers tel ou tel. Il est bien sûr normal qu'un annonceur bénéficie d'abaissements pour les très gros volumes d'achat. Mais les opérations devraient être soumises à des règles précises et claires, sur la base, par exemple, de tarifs publiés incluant les dégressifs pour les très gros volumes. Deux courants de pensée s'opposent. Il appartient à la Commission nationale de la communication et des libertés de veiller à ce que les conditions d'une position dominante ne soient pas créées dans le domaine audiovisuel.

Il lui sera probablement difficile d'élaborer rapidement un corps de doctrine pragmatique. Une démarche complémentaire, qui m'apparaît très souhaitable, consisterait en une saisine de la Commission de la concurrence. Au travers de ses moyens d'investigation, celle-ci pourra étudier avec finesse les pratiques en vigueur dans ce métier.

Ce débat est grave, car touchant à la première source de financement de la presse écrite ou audiovisuelle. Qu'il faille construire de grands groupes de communication, c'est une évidence. Celle établie, la fin ne justifie pas toujours les moyens.

* Fondateur et directeur-général de l'agence Roulet-Dru-Dupuy-Petit (BDDP).

M. Rupert Murdoch rachète Harper and Row

Le milliardaire américain Rupert Murdoch vient d'ajouter un nouveau fleuron à son empire international en rachetant, pour 500 millions de dollars, la célèbre maison d'édition américaine Harper and Row. Fondée il y a cent soixante-dix ans, Harper and Row a publié de grands noms de la littérature comme Aldous Huxley, Thornton Wilder ou E.B. White et édité aussi des livres scolaires et des publications médicales. La société, qui a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 201,4 millions de dollars, a dégagé la même année un bénéfice net de 7,6 millions de dollars. La transaction, qui doit être approuvée par les autorités fédérales américaines dans le cadre de la législation antitrust, a

été présentée par M. Brooks Thomas, président de Harper and Row, comme garantissant « l'intérêt des actionnaires, des employés et des auteurs ».

Le groupe de M. Murdoch, News Corporation, possède déjà aux Etats-Unis cinq quotidiens, de nombreux magazines, la *Twentieth Century Fox* et six stations de télévision, à partir desquelles il tente de constituer un quatrième réseau national. M. Murdoch, qui détient les trois quarts de la presse australienne, contrôle en Grande-Bretagne le *Sun* et le *Times*, ainsi que la chaîne de télévision par satellite Sky Channel et l'éditeur William Collins.

Le Monde
sur minitel
JOUEZ

« Etes-vous une mère juive ? »

3615 TAPÉZ **LEMONDE** puis **MER.**

150

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi.

Mardi 31 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20.35 Feuilleton : Dallas.
21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
22.20 Documentaire : Nouveaux mondes.
22.20 "Alaska" : série de trois émissions de François-Marie Ribadeau.
23.20 Journal.
23.40 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20.30 Cinéma : Tranches de vie. Film français de François Leterrier (1985). Avec Laura Antonelli, Michel Bonnah, Jean-Pierre Cassel, Christian Clavier, Marie-Anne Chazel.
22.06 Ca va faire beau. Un divertissement de Louis Bérès. Avec Michel Galabru, Roger Carel, Claude Piéplu, Jacques Legras, Maurice Risch, Jacques Martin, Yves Lecoq et la participation de Simone Vail et Alain Carignon.
23.00 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20.35 Cinéma : Top secret. Film anglais de Blake Edwards (1974). Avec Julie Andrews, Omar Sharif, Anthony Quayle, Daniel O'Hareilly, Sylvia Syms, Omar Sharif.
22.40 Journal.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Pair et impair. Film italien de Sergio Corbucci (1978). Avec Terence Hill, Bud Spencer. 22.25 Flash.

22.35 Cinéma : la Gitanes. Film français de Philippe de Broca (1985). Avec Claude Brasseur, Valérie Kaprisky, Catherine Clément, Stéphane Audran, Marie-Anne Chazel. 0.05 Cinéma : la Bête à l'homme. Film français de Pierre Chenal (1959). Avec François Arnoel, Henri Vidal, Gaby Sylvia, Madeleine Barbeau, Michel Piccoli. 1.35 Série : Ravide. 2.20 Documentaire : Les aventuriers du risque.

LA 5

20.30 Feuilleton : Pierre le Grand (4^e épisode). 22.05 Grande soirée des Oscars de Hollywood. Retransmission de la remise des Oscars du cinéma qui a eu lieu le 30 mars. 0.20 Série : L'inspecteur Derrick. 1.15 Série : Mission impossible. 2.10 Série : Supercopier.

M 6

20.30 Cinéma : les Pétolesques. Film franco-italo-espagnol de Christian-Jaque (1971). Avec Brigitte Bardot, Claudia Cardinale, Michelle Presle. Dans un village de l'Ouest américain, deux bandes, dirigées par des femmes indomptables, se disputent la possession d'un ranch, construit sur un terrain pétrolier. Western parodique, avec des situations relativement drôles. Devenu en fait une bataille de stars. 22.20 Série : Déjà vu. 23.30 Flash d'informations. 19.55 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuits. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuits. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuits. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuits.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. Tonicomania : recherche et innovation. 21.30 Musique : le groupe portugais Trovante. 22.30 Nuits magiques. 0.10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Olivier Messiaen, Fugue intégrale. Méditations sur le mystère de la Sainte Trinité, de Messiaen, par Almut Rosner, orgue. 22.30 L'œuvre au temps. Chant grégorien et Nova Cantica. Le répertoire des chœurs du X^e au XIII^e siècle (Dominique Villard, Emmanuel Bonnardot). 24.00 Les séries de France-Musique. Poissons d'or.

Mercredi 1^{er} avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

13.50 Feuilleton : Le vent d'Australie.
14.45 Feuilleton : Cour de diamant.
15.20 Vitamine.
17.30 La vie des Botes.
18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit.
18.25 Mini-journal, pour les jeunes.
18.45 Jeu : La roue de la fortune.
19.10 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocoricochey.
19.55 Tirage du Toto-Tao.
20.00 Journal.
20.30 Tirage du Toto.
20.35 Série : L'heure Sémonon. Un nouveau dans la ville, réfilmé de Christian Zerbib et Fabrice Cazeneuve. Avec Roger Jendry, Claude Ducloux, Christine Colquhoun.
21.35 Magazine : Les sciences et la vie. Émission de Joli de Romay, Didier Leont et Jean-Pierre Cottet.
22.55 Magazine : Météo.
23.55 Magazine : Premier plan. D'Alain Bédaride. Actualité cinématographique.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

13.45 Feuilleton : D'Artagnan amoureux.
14.45 Terre des bêtes.
15.20 Cinéma : L'Alibi. Avec Jean-Paul Belmondo. Le sergent, mon ami d'enfance ; Origine du poison d'avril.
15.10 Récré A2.
17.45 Magazine : Mambo satin. De Billy Bourson.
18.05 Feuilleton : Madame est servie.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.05 D'accord, pas d'accord.
19.15 Actualité régionale.
19.40 Le nouveau théâtre de Boulevard.
20.00 Journal.
20.30 L'heure de vérité. Invité : Pierre Bérégovoy. L'ancien ministre de l'économie répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy, Christine Claret et Jean-Louis Lescage.
21.50 Magazine : Météo. Émission de Pascale Breugnot. Elles triquent : Jacques le révolté ; Acteur mode d'emploi ; Météo... Je.
22.45 Cheffe d'œuvre en péril. Émission de Pierre Lagarde. Des monuments qui font peur.
23.15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

14.00 Documentaire : Splendeur sauvage (rediff.).
14.30 Sid artistique scénaristique.
14.30 Finale de la Coupe du monde à La Chaux (ballon et saut).
15.00 Téléfilm : Les associés contre le crime. Les bottillons de l'ambassadeur, d'après Agatha Christie.
16.00 Documentaire : Le choc des énergies. Le temps des producteurs.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.25 Dessin animé : Lucky Luke.
17.30 Ciné-hits.
18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
18.25 Le lynx.
18.30 Feuilleton : Flapper, le dauphin.
18.57 Juste ciel, petit horoscope.
19.00 De 19.15 à 19.35, actualités régionales.

19.55 Dessin animé : Ulysse 31.

20.05 Jeux : La chance.
20.35 Variétés : La nouvelle affiche. Rendez-vous mensuel avec la jeune chanson française. En direct du Palais des sports de Saint-Etienne.
Avec Julien Clerc et Étienne Daho, Nathalie Kaufmann, les Désaxés, Carole Sorin, Les Innocents, Gamme, Pijot, Mylène Farmer, Elli Medeiros.
21.55 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. Sydney Bay.
22.45 Journal.
23.15 Série : Témoin. Oscar Niemeyer : portrait de l'architecte de Brasilia.

CANAL PLUS

14.00 Série : Bateau. 14.25 Téléfilm : Le maître des Ben. 16.15 Téléfilm : Draine au trois ans. 17.50 Cabot canin. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Dessin animé. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 30. 19.15 Zélat. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Objectif nuit. 20.05 Starquizz. 21.00 Cinéma : la Cité des dangers. Film américain de Robert Aldrich (1975). Avec Burt Reynolds, Catherine Deneuve, Ben Johnson, Paul Winfield, Rhonda Brumm. Deux policiers de Los Angeles, un blanc, qui vit avec une call-girl française, et un noir, qui croit encore à certaines valeurs, enquêtent sur l'assassinat d'une jeune femme. Une intrigue embrouillée, obscure ; une atmosphère noire et désemparée. 22.55 Flash d'informations. 23.05 Cinéma : Cose di famiglia. Film français de Costa-Gavras (1986). Avec Johnny Hallyday, Fanny Ardant, Guy Marchand, Laurent Romain, Rémi Martin, Juliette Renne. 0.45 Cinéma : Tuez les tous et revenez seul. Film italien d'Ezio Castellari (1970). Avec Chuck Connors, Frank Wolf, Franco Citti, Leo Anchicchi. 2.20 Magazine : Picale TV.

LA 5

13.55 Série : L'inspecteur Derrick. 15.00 Série : K 2000. 15.55 Série : Shérif, fais-moi peur. 16.45 Dessin animé : King Arthur. 17.15 Dessin animé : Princesse Sarah. 17.45 Série : Arnold et Willy. 18.15 Série : Jaimie. 19.05 Série : Happy Days. 19.35 Série : Nibbles impossible. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Flash d'informations. 20.40 Flash d'informations. 20.45 Flash d'informations. 20.50 Flash d'informations. 20.55 Flash d'informations. 21.00 Flash d'informations. 21.05 Flash d'informations. 21.10 Flash d'informations. 21.15 Flash d'informations. 21.20 Flash d'informations. 21.25 Flash d'informations. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Flash d'informations. 21.40 Flash d'informations. 21.45 Flash d'informations. 21.50 Flash d'informations. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Flash d'informations. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Flash d'informations. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Flash d'informations. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Flash d'informations. 23.05 Flash d'informations. 23.10 Flash d'informations. 23.15 Flash d'informations. 23.20 Flash d'informations. 23.25 Flash d'informations. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Flash d'informations. 23.40 Flash d'informations. 23.45 Flash d'informations. 23.50 Flash d'informations. 23.55 Flash d'informations. 24.00 Flash d'informations. 24.05 Flash d'informations. 24.10 Flash d'informations. 24.15 Flash d'informations. 24.20 Flash d'informations. 24.25 Flash d'informations. 24.30 Flash d'informations. 24.35 Flash d'informations. 24.40 Flash d'informations. 24.45 Flash d'informations. 24.50 Flash d'informations. 24.55 Flash d'informations. 25.00 Flash d'informations.

M 6

14.00 Série : Laredo. 15.00 Magazine : Dis-moi. 16.00 Dessin animé : La bande à Ovide. 16.30 Jeu : Hon la la. 17.30 Série : La petite maison dans la prairie. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Flash d'informations. 18.10 Flash d'informations. 18.15 Flash d'informations. 18.20 Flash d'informations. 18.25 Flash d'informations. 18.30 Flash d'informations. 18.35 Flash d'informations. 18.40 Flash d'informations. 18.45 Flash d'informations. 18.50 Flash d'informations. 18.55 Flash d'informations. 19.00 Flash d'informations. 19.05 Flash d'informations. 19.10 Flash d'informations. 19.15 Flash d'informations. 19.20 Flash d'informations. 19.25 Flash d'informations. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Flash d'informations. 19.40 Flash d'informations. 19.45 Flash d'informations. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Flash d'informations. 20.05 Flash d'informations. 20.10 Flash d'informations. 20.15 Flash d'informations. 20.20 Flash d'informations. 20.25 Flash d'informations. 20.30 Flash d'informations. 20.35 Flash d'informations. 20.40 Flash d'informations. 20.45 Flash d'informations. 20.50 Flash d'informations. 20.55 Flash d'informations. 21.00 Flash d'informations. 21.05 Flash d'informations. 21.10 Flash d'informations. 21.15 Flash d'informations. 21.20 Flash d'informations. 21.25 Flash d'informations. 21.30 Flash d'informations. 21.35 Flash d'informations. 21.40 Flash d'informations. 21.45 Flash d'informations. 21.50 Flash d'informations. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Flash d'informations. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Flash d'informations. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Flash d'informations. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Flash d'informations. 23.05 Flash d'informations. 23.10 Flash d'informations. 23.15 Flash d'informations. 23.20 Flash d'informations. 23.25 Flash d'informations. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Flash d'informations. 23.40 Flash d'informations. 23.45 Flash d'informations. 23.50 Flash d'informations. 23.55 Flash d'informations. 24.00 Flash d'informations. 24.05 Flash d'informations. 24.10 Flash d'informations. 24.15 Flash d'informations. 24.20 Flash d'informations. 24.25 Flash d'informations. 24.30 Flash d'informations. 24.35 Flash d'informations. 24.40 Flash d'informations. 24.45 Flash d'informations. 24.50 Flash d'informations. 24.55 Flash d'informations. 25.00 Flash d'informations.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Histoires à la Réunion. 21.30 Musique : Plein volume. Les écrits de Diderot sur la musique, et réédition du Traité d'harmonie de Rameau. La revue critique des nouveautés. 22.30 Nuits magiques. 0.10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 14 février au Châtelet) : Intégrale des airs de concert de Mozart (3^e partie), par l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Lawrence Foster ; Edith Mathis, Sherril Grainger, soprano. 23.00 Les séries de France-Musique : à 23.00, Jazz-Club, en direct du Sunset, avec le quartette du saxophoniste Carter Jefferson.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mardi 31 mars à 0 heure et le dimanche 5 avril à 24 heures.

Évolution générale :

Le temps restera perturbé avec plusieurs passages pluvieux, celui de vendredi étant plus marqué. En fin de semaine, un temps variable avec des ondées se généralisant dans un flux de sud-ouest.

Mercure massif : au temps peu nuageux prédominant sur l'est de la France, mais des côtes atlantiques au Nord, les nuages seront abondants et il pleuvra de la Bretagne et de la Vendée aux régions proches de la Manche.

Quelques petites averses se produiront localement sur la Corse. As cours de la journée, la pluie va s'étendre vers l'est et atteindre, en soirée, les régions situées de l'Aquitaine aux pays de Loire, au Bassin parisien et au Nord-Est ; retour de quelques éclaircies en Bretagne et en Basse-Normandie, mais les nuages deviendront abondants sur l'Est, excepté près de la Méditerranée où le soleil continuera de briller.

Le mistral et la tramontane, moins violents que ces derniers jours, souffleront assez fort.

Au Muséum de Paris

Orchidées bien en chair

Ici, une orchidée (*Oncidium papilio*), dont deux pétales et un sépale sont transformés en antennes qui font ressembler la fleur tigrée à un papillon. Là, une sorte de triangle isocèle allongé, orange vif (*Mastocallis vetchiana*) dont chaque angle se termine en long filament. Plus loin, une étrange étoile de mer blanche (*Angraecum sesquipedale*) dotée d'un épéron creux très mince, long de 25 centimètres, au fond duquel la trompe d'une unique espèce de papillon va chercher le nectar nourricier. Ailleurs, une sorte de touffe de grosses noisettes dans leur enveloppe verte tapissée d'un semis de petits points bruns (*Cattoloma*).

Et, partout, des cascades, des grappes, des touffes d'orchidées de toutes formes, habilement disposées par Emilio Roble, soliste de la région permanente de la grande serre du Jardin des plantes de leurs couleurs et de leurs formes incroyables.

L'exposition d'orchidées de cette année présente ainsi plus de deux cents variétés de fleurs merveilleuses et donne la priorité aux espèces sauvages (les spécialistes disent « botaniques ») qui ne doivent rien à l'intervention humaine. Certes, les hybridations dues à l'imagination des orchidistes produisent des réalisations superbes. Mais la bonne nature a, elle aussi, une fantaisie diamante, dont les *Dendrobium* donnent une idée. Petites fleurs blanches, seules ou en grappes, grandes grappes de boutons d'or, fleurs monocolores ou bicolors, le genre *Dendrobium*, entre autres, fait preuve de beaucoup d'invention.

Les moineaux squatters de la grande serre ne s'y trompent pas : ils remplissent l'espace de pépiements joyeux.

Y. R.
* Muséum national d'histoire naturelle, Jardin des plantes. Du 28 mars au 21 avril. Ouvert de 9 h 30 à 18 heures, tous les jours. Entrée : 25 F.

EN BREF

● COLLOQUE : « Jeunesse, toxicomanie et délinquance ». Sur ce thème, le Centre de perfectionnement des journalistes (CPJ) organise, en collaboration avec le Centre de formation et d'études de l'éducation surveillée (CFES), un colloque qui se déroulera les 1^{er}, 2 et 3 avril 1987.

Le responsable de l'Office central de répression du trafic et de l'usage des stupéfiants, des magistrats, des sociologues, des médecins et des représentants des institutions concernées feront un point complet et actualisé des recherches, des réalisations et des projets concernant les problèmes de toxicomanie et de délinquance juvénile.

* Pour tout renseignement, téléphoner au (1) 45-08-86-71, poste 442.

● Opération « Trêve à quatre feuilles » contre le faim. — Le Comité français contre le faim (CFCF) organise jusqu'au 5 avril, avec les concours de TF1, une opération contre le faim dans le monde baptisée « Trêve à quatre feuilles ». Pendant cette période, un bulbe de cette plante, un pot et du terreau sont en vente dans toutes les boulangeries et pâtisseries, au prix de 50 F. Sur cette somme, 43 F seront utilisées au financement de l'une des actions conduites en 1987 par le CFCF à travers le monde, les 7 F restants représentant le prix de revient de l'opération. Selon le CFCF, qui rassemble quatre-vingt-deux organisations, les dons qu'il a recueillis ces dernières années ont permis « la réalisation de mille projets dans cinquante pays ».

Ailleurs, un vent de sud modéré prédominera ; il tournera au secteur nord-ouest l'après-midi après le passage de la pluie. Quelques petites gelées seront encore probables sur les régions de l'Est, mais les températures minimales seront en général voisines de 4 à 7 degrés. L'après-midi, les maxima atteindront 10 à 16 degrés.

Jusqu'à 2 avril : sur les régions de l'Est, du Centre-Est, du Sud-Est, et des Pyrénées, le temps pluvieux du matin cédera la place à un temps nuageux à très nuageux. Les éclaircies seront plus belles l'après-midi sur le Midi-Pyrénées.

Dès le matin, de nombreux nuages aborderont les côtes bretonnes, apportant de nouvelles pluies qui gagneront dans la journée la Normandie, le Poitou-Charentes et l'Aquitaine. Ailleurs le ciel restera nuageux à très nuageux avec quelques ondées au nord de la Seine.

Températures minimales : 2 à 4 degrés de l'Aquitaine au Centre et au Nord-Est, 4 à 6 degrés ailleurs.

Températures maximales : 9 à 11 degrés sur l'ouest du pays, 13 à 15 dans le Midi, 11 à 13 ailleurs.

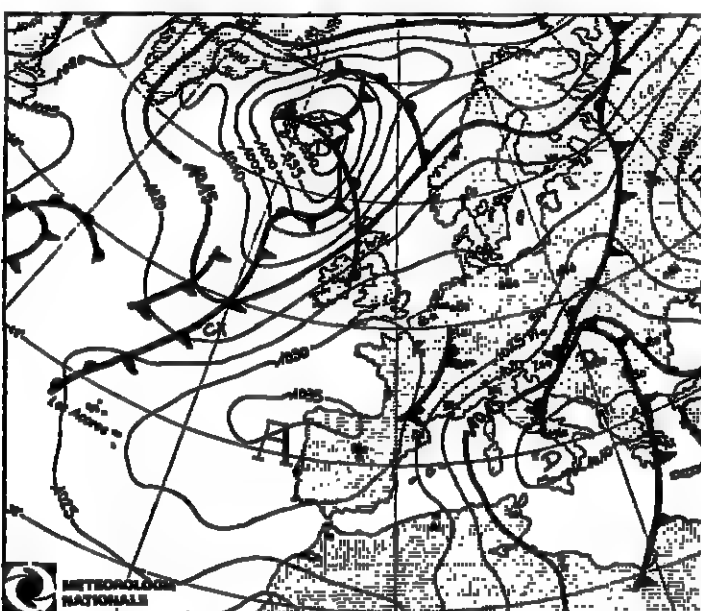
Vendredi 3 avril : sur les pays de Loire, la Bretagne et la Normandie, s'installera un temps variable avec averses et temporaires un peu plus frais. Partout ailleurs, le ciel sera couvert avec pluies. Ces pluies se décaleront vers la moitié est du pays dans la journée en devenant fortes sur les Cévennes et les Alpes du Sud où elles prendront un caractère orageux.

Températures minimales : 4 à 6 degrés. Températures maximales stationnaires.

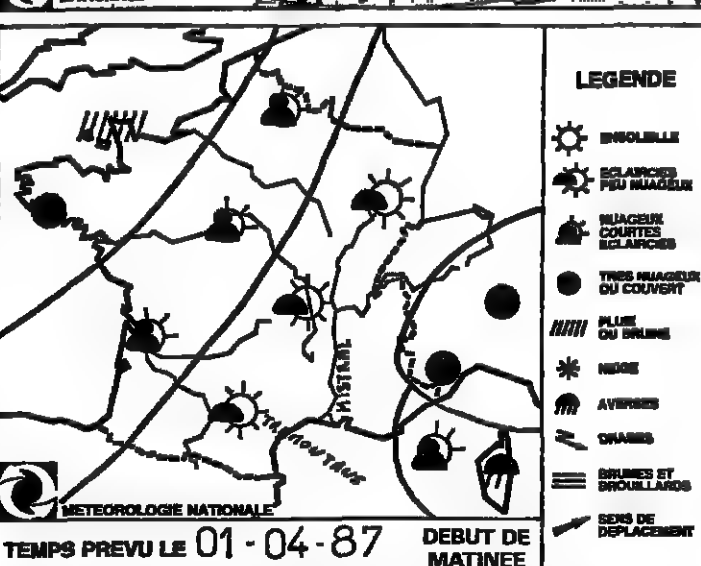
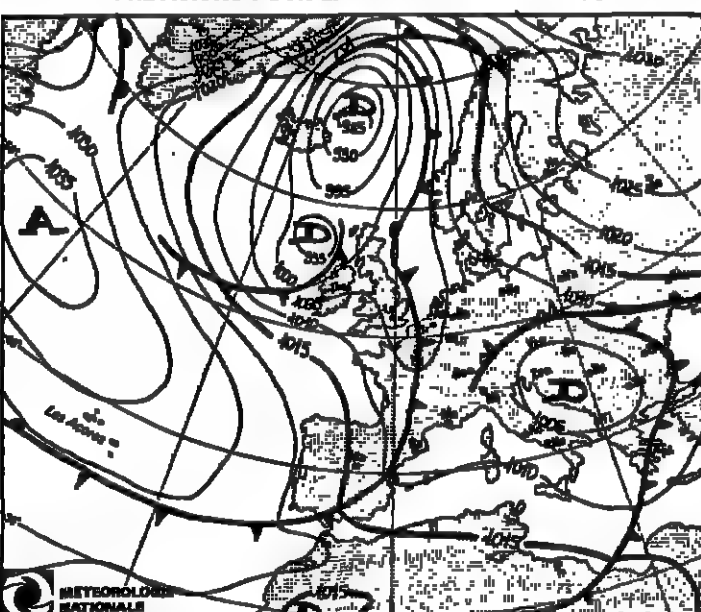
Samedi 4 et dimanche 5 avril : généralisation en toutes régions d'un temps nuageux avec ondées mais restant assez doux avec du vent de sud-ouest. Les éclaircies seront plus belles près des Pyrénées.

Températures minimales en hausse de 1 à 2 degrés. Températures maximales en hausse dans le Midi de 2 à 3 degrés, en hausse plus faible ailleurs.

SITUATION LE 31 MARS 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 2 AVRIL A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 30-3-1987

FRANCE		TOURS		LOS ANGELES	
AMARCO	14 3 A	TOULOUSE	8 0 D	LUXEMBOURG	6 3 D
BARCELONE	9 3 A	FOURMAY	31 19 N	MADRID	11 3 D
BONNEVILLE	9 1 D	ALGER	15 6 O	MADRID	23 8 D
BONNEVILLE	6 2 D	AMSTERDAM	7 1 P	MILAN	15 5 C
CAEN	7 2 C	ATHENS	17 13 D	MONTREAL	14 1 C
CHERBOURG	6 4 P	BANGKOK	36 25 N	MOROCCO	4 2 C
CLERMONT-FERRAND	8 2 D	BANGKOK	16 7 D	NAIROBI	16 16 D
COCHIN	8 1 D	BANGKOK	17 6 P	NEW-YORK	17 8 D
COCHIN	9 3 C	BELGRADE	8 0 N	OSLO	9 2 D
LIJIE	7 1 N	BERLIN	6 1 D	PALMADORA	8 8 N
LYONS	3 2 D	BRUXELLES	2 13 D	PEKIN	11 1 N
LYON	9 2 C	LE CAIRE	5 1 A	ROUEN	27 23 D
MARSEILLE	13 5 D	COPENHAGUE	5 1 A	ROMA	16 4 N
NANCY	8 1 D	DALAN	29 18 D	SINGAPOUR	33 26 A
NANTES	8 0 N	DELI	26 12 N	STOCKHOLM	3 0 N
NICE	15 7 C	GENEVE	8 2 C	SYDNEY	20 14 C
PARIS-MONTMARTRE	8 2 D	HONGKONG	22 20 N	TOKYO	12 7 C
PARIS	8 1 D	ISRAEL	20 10 D	TUNIS	13 7 C
PERPIGNAN	10 4 D	JERUSALEM	13 4 N	VALENTIA	10 1 N
RENNES	8 0 A	LEONORE	14 7 D	VENEZUELA	12 7 C
STRASBOURG	9 1 N	LOMBES	7 0 P	VIENTIANE	12 2 N

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Audience TV du 30 mars 1987 (BAROMETRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

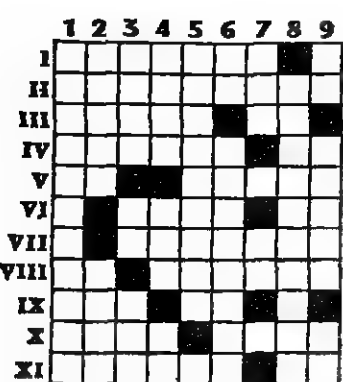
HORAIRE	POYERS AYANT REGARDÉ LA T.V. (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	44.2	17.8	12.8	2.0	1.0	9.0	1.0
19 h 45	52.3	20.6	17.8	1.5	2.0	7.5	2.0
20 h 15	64.8	18.1	22.8	2.0	3.5	8.5	2.0
20 h 41	68.8	24.1	13.1	12.1	1.0	8.5	10.1
22 h 08	62.3	24.1	7.5	12.6	2.0	4.5	13.1
22 h 44	30.7	9.5	4.5	6.5	1.5	6.0	3.0

Programmes du lundi 30 mars, à 20 h 30, TF1 : « L'œuvre du futur », la Dernière Vague (film) ; A2 : « Les cinq dernières minutes » (série) ; FR3 : Parlez, revenez (film) ; Canal Plus : Electro Dreams (film) ; LA 5 : « Pierre le Grand » (feuilleton) ; M 6 : Les Collines de la terre (film).

« Services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4453



HORIZONTALEMENT

I. Copie des vers. - II. En deux temps, trois mouvements, en cinq sec et en quatre mois. - III. Après. Revendication de mineur. - IV. Donne naissance à des bleus. Divinité. - V. Section d'infanterie. Permet la vision ou la cache. - VI. Siège d'un homme réputé infatigable. Duplicateur. - VII. Tombés sous le sens. - VIII. Personnel. Prendant un bain de boue. - IX. Figure populaire d'outre-Atlantique. Personnel. - X. Possessif. Une des prérogatives du chef. - XI. Coffre en toile. Possessif.

VERTICALEMENT

1. Un amour sans partage. - 2. Pousse un cri réputé de mauvais présage. Pas clerc. - 3. Idée bizarre ou école insolite. Divinité. Mine de sel. - 4. Fleurs qui, inversées, indiquent l'opposé d'une distribution de fleurs. Cui aveuglé par la poutre. Enfant une Margot japonaise. - 5. Servitude de passage. - 6. En vitesse. Etourneau ou tête de linotte.

Solution du problème n° 4452

Horizontalement

I. Allégo. - II. Sioux. Ais. - III. As. Établ. - IV. Lés. - V. Ascension. - VI. Lucote. - VII. Tê. Ir. - VIII. Lasse. St. - IX. Episc. - X. Croira. - XI. Sénebras.

Verticalement

1. Salamalexe. - 2. Aisé. Apre. - 3. La. Scission. - 4. Lue. Es. Scie. - 5. Extincteur. - 6. Soc. Rat. - 7. Rabais. St. - 8. Oit. Otte. - 9. Signer. Nua.

GUY BROUTY.

RÉSULTATS COMPLETS

LOTTO SPORT

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique GSP
64, rue La Boétie, 46-63-12-86

VENTE au Palais de Justice de MONTAUBAN, JUDICI 16 avril 1987, 9 h 30
HOTEL RESTAURANT « RELAIS DU MOULIN DE MOISSAC »
Murs et Fonds de commerce - 57 chambres grand confort - 2 SALLES de restaurant - 3 salles de conférences - site classé sur le Tour
MISE A PRIX : 3.100.000 F
avec balcons de Mises à Prix
S'adr. : SCP BOISSIERE, ORLIAC, avocats - Tél. 63-63-13-94

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
Chambre des Notaires de Paris, MARDI 14 AVRIL 1987, 14 h 30
4 APPART. 56 à 75 m² - 3 CHAMBRES
42-44, RUE SIBUET - PARIS (12^e)
S.C.P. BELLARGENT, notaire, 14, rue des Pyrénées, PARIS 1^{er}
Tél. 43-97-56-98 - Vis. s/rd. les 1^{er}, 6, 8 avril de 15 à 18 h.
Les 11 et 13 avril 1987, de 10 à 13 h.

Ecosse, 1 semaine dans un chalet - 1460

REPUBLIQUE TOURS

Prix par personne (base) :
4 personnes :
Bateau vers HULL + voiture
personnelle + 7 nuits en chalet.
28 mars au 10 avril - 25 avril au
15 mai - 12 septembre au
31 octobre 87.

1, av. de la République,
75001 Paris.
Tél. : 43-55-39-30.
Téléc. : 210-95-6.

Le Carnet du Monde

Naissances

- Olivier WARIN
et
Nicole BONTÉMO

sont heureux d'annoncer la naissance de

Geoffroy,

Paris, le 19 mars 1987.

- M. et M^{me} Bernard TRÉVÉNET

aiment à leurs enfants

Cécile et Roberto

la joie d'annoncer la naissance, le
27 mars 1987, de

Nathanaël Lézandre Santana Reis.

Montfort,

26400 Acoste-sur-Sy.

Mariages

- M. Pierre FAUQUE,
ancien fonctionnaire international

et

M^{me} Yvonne VESSIER

sont heureux de faire part de leur
mariage, célébré dans l'intimité le
27 mars 1987, par M. Georges Meunier,
délégué de Paris et maire du XVI^e ar-

ondissement.

Les témoins étaient : pour le marié,
M. Georges Gogot, conseiller-maire à la
Cour des comptes, chevalier de la
Légion d'honneur ; pour la mariée,
M. Robert Mitterrand, ingénieur-
conseil, commandeur de la Légion
d'honneur.

Décès

- M^{me} Zahra Ben Said,
née Schandran,

son épouse,
M. Tala Ben Said,

son frère,
M. Hachemi Schandran,

son beau-frère,
la famille Sakka,

Ses enfants, ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
leur cher et regretté

Hassou BEN SAID,
ancien maire de la ville de Souss,
survécu le jeudi 26 mars 1987, à Souss.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue de Maïte,
Souss (Tunisie).

- Sonia Berthoud,
sa femme,
Le docteur Michel Baumet
et sa compagne,
M^{me} Lola Berthoud,
sa sœur.

Toute la famille alliée et tous ses
amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Guy Roger BERTHOUD,
survécu à l'âge de quatre-vingt ans,
le 25 mars 1987.

« Va rejoindre, oui, dans le beau
mythe d'Euterpe tous ceux dont la
musique fut le pôle déterminant de
la vie. »

- M^{me} Albert Buchalet,
son épouse,
M. et M^{me} Philippe Girardoux,
M. et M^{me} Christian Buchalet,
M. et M^{me} Philippe Buchalet,
M. et M^{me} Pierre-Sébastien Scaechel,
ses enfants,
Valérie, Frank, Carl, Delphine,
Raphaëlle, Sandra et Grégory,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} André-Mary Jacquet,
M^{me} Pierre Burt,
Le général de Fontaine,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Ainsi que ses neveux et nièces,
Les familles parentes et amies,
ont la tristesse de faire part du décès de

général BUCHALET,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

appelé à Dieu le 28 mars 1987, à l'âge
de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 2 avril, à 10 h 30, en l'église
Saint-Louis des Invalides.

L'inhumation aura lieu à Bonnevilliers
(Haute-Savoie), dans le caveau de
famille.

77, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.

3, rue du Château,
91370 Vaux-sur-Seine.

- Le président et les membres du
conseil d'administration,
La direction et le personnel de la
société Primatec,
ont le regret de faire part du décès,
survenu le 28 mars 1987, de

général Albert BUCHALET,
ancien président de la société.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 2 avril, à 10 h 30, en l'église
Saint-Louis des Invalides.

(Lire page 12.)

- Joëlle Mamon-Cam,
Alexandre et Lucinda
ont l'honneur de faire part du
décès de leur père et grand-père,

M. Justin CAEN,

le 21 mars 1987.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, chemin Tavernay,
Géneve (Suisse).

M^{me} Odette CALEF

et ses fils,
Frédéric et Christophe Magliore,
M. et M^{me} Roland CALEF,
Henri CALEF,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne LÉON CALEF,
née BÉTHOUX TRÉVÉ,

leur mère et grand-mère.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-

Maur, le 30 mars 1987.

38, rue Marignan,
94120 La Varenne.

- M. et M^{me} Edmond Blier
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean Blier
et leurs enfants,
Les parents et amis,
Et sa dévouée dame de compagnie
Anahid, son mari Dilran Tarabdjian
et leur fils,
ont la douleur de faire part du décès sur-
venu le 29 mars 1987, dans sa quatre-
vingt-dixième année, de

M. Maurice DUNAND,
commandeur de la Légion d'honneur,
conservateur en chef honoraire
des Musées nationaux,
ancien directeur
de la Mission archéologique au Liban.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 2 avril, à 10 heures, en l'église
de Loisin (Haute-Savoie), suivie de
l'inhumation.

- Les éditions Mondadori
ont la tristesse de vous faire part du
décès de leur président

Mario FORMENTON,

survécu brutalement le 29 mars 1987.

Les obsèques religieuses seront célé-
brées à Milan (Italie), le mercredi
1^{er} avril, départ de domicile, Largo
Francesco Ricchini 4, à 11 heures, vers
l'église Sant'Apostolo e Nazaro.

- M^{me} Gérard Lefort,
M^{me} Brigitte Lefort,
M. et M^{me} Guy Fontaine,
M. et M^{me} Jean-François Lefort,
M^{me} Bernadette Lefort,
M. et M^{me} Robert Lavenir,
M. Didier Lefort,
ses enfants,
Ses seize petits-enfants et cinq
arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri LEFORT,
directeur général adjoint honoraire
de la SNCF,
commandeur de la Légion d'honneur,
Médal de France.

survécu à Paris, le 29 mars 1987, dans
sa quatre-vingt-neuvième année, muni des
sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 2 avril, à 10 h 30, en l'église
Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue
Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu le même jour,
à 17 heures, dans l'église, au cime-
tière de Val-Cléry, Le Grand-Andely
(Eure).

Sa famille et ses amis se souviendront
du rappel à Dieu de

Général LEFORT,
son épouse,

le 8 août 1985.

Gérard LEFORT,
son fils,

le 14 juillet 1984.

Frédéric LEFORT,
son petit-fils,

le 29 mars 1983,

et les réuniront dans leurs prières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

76, avenue Poincaré,
75116 Paris.

- Colette et Jorge Sempere,
Claude Darre,
Leurs enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Thérèse LELOUP,
née Magren,

survécue à Paris, le 24 mars 1987, à l'âge
de quatre-vingt-cinq ans.

L'incinération a eu lieu dans la plus
stricte intimité au cimetière du Père-
Lachaise.

191, rue de l'Université,
75007 Paris.

11, rue Boulard,
75014 Paris.

- M. et M^{me} François Olivier,
ses parents,
M. et M^{me} Yves Olivier,
M. et M^{me} Hervé Olivier,
M. et M^{me} Albert-Yves Olivier,
M. et M^{me} Jeanne Azarogian,
ses frères, sœur, beaux-frères et belles-
sœurs, ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert OLLIVIER,
avocat à la cour,

départé brutalement le 25 mars 1987, à
l'âge de quarante-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le
1^{er} avril, à 10 h 30, en l'église Saint-
Séverin, et l'inhumation à Breil en
l'église Saint-Louis, le 2 avril, à 16 h 30.

3, quai Conti,
75006 Paris.

Erratum

- Dans l'annonce parue dans le
Monde du 31 mars 1987, insérée à la
demande de la société General Motors
France, concernant le décès d'un de
leurs collaborateurs, il fallait lire

Jean SEIGNAC

Remerciements

- Marie-Pierre Doutrelant
et ses enfants
remercient toutes les personnes qui leur
ont exprimé leur sympathie lors du
décès de

Pierre-Marie DOUTRELANT.

Anniversaires

- Il y a un an disparaissait

Alain BEYLOT,
ancien élève de l'Ecole polytechnique.

A ceux qui l'ont connu et aimé,

Mario-Pierre Beylot,
Stéphane, Vincent, Cécile,
ses enfants,
demandent de se souvenir.

- Pour commémorer le premier
anniversaire de la disparition du

docteur Léon PEREL,

la famille et les amis se réuniront au
cimetière de Bagneux le dimanche
5 avril, à 10 h 45 (entrée principale).

Messes anniversaires

- Pour le premier anniversaire du
rappel à Dieu de

Pierre SAULIERE,

une messe sera célébrée le samedi
4 avril 1987, à 9 h 30, dans la chapelle
du Bou-Conseil.

6, rue Albert-de-Lapparent,
75007 Paris.

Communications diverses

- L'association des amis de Stendhal
organise le mercredi 1^{er} avril une confé-
rence sur le thème « Etre ou ne pas être
préfet : Stendhal ou les mirages de
l'administration », avec M. Michel
Aroux. Cette causerie aura lieu à
18 h 30, au siège de l'association :
11, rue de Navarre, 75009 Paris.

Soutenances de thèses

- Université Paris-IV, mercredi
1^{er} avril, à 9 h 30, salle Louis-Liard,
17, rue de la Sorbonne, M. André
Hassou : « L'organisation sociale en
Afrique sous les Fatimides ».

- Université Paris-IV, le jeudi
2 avril, à 14 heures, salle des Actes, cen-
tre administratif, M. François Derocq :
« Recherches sur l'essai de Dedan/Al-
Ula ».

- Université Paris-IV, lundi 6 avril,
à 14 heures, salle Louis-Liard,
M^{me} Joëlle Mas : « Darius Milhaud, du
Braz d'or au Bœuf sur le toit (1892-
1923) ».

- Université Paris-IV, lundi 6 avril,
à 14 h 30, salle 405, M. Bilal Fall :
« L'action dans le cinéma américain : le
Stendhal ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
des lundi 30 et mardi 31 mars 1987 :

DES DÉCRETS

• N° 87-209 du 27 mars 1987
modifiant le décret n° 84-588 du
10 juillet 1984 relatif aux instituts
régionaux d'administration.

• N° 87-210 du 27 mars 1987
relatif aux conditions de prise en
charge par l'Etat d'une part de la
cotisation due au régime d'assu-
rance maladie et maternité des tra-
vailleurs non salariés des professions
non agricoles par les personnes
visées à l'article 10 de la loi n° 87-39
du 27 janvier 1987 portant diverses
mesures d'ordre social.

• N° 87-212 du 27 mars 1987 modi-
fiant le code de la sécurité sociale et
fixant le montant de l'allocation de
garde d'enfant à domicile.

• N° 87-214 du 25 mars 1987
relatif aux réserves en force et écor-

gie prévues à l'article 10 de la loi du
16 octobre 1919 relative à l'utilisa-
tion de l'énergie hydraulique.

DES ARRÊTES

• Du 24 mars 1987 relatif aux
programmes de grec moderne dans
les lycées.

• Du 24 mars 1987 modifiant
l'arrêté du 5 décembre 1969 modifié
relatif aux épreuves du baccalauréat
de l'enseignement du second degré.

• Du 24 mars 1987 modifiant les
arrêts portant règlement d'examen
des baccalauréats technologiques
des séries F et G pour ce qui
concerne la liste des langues
vivantes étrangères pouvant faire
l'objet d'une épreuve obligatoire.

• Du 27 mars 1987 fixant la pro-
cédure à suivre pour bénéficier de
l'exonération des cotisations de sécu-
rité sociale afférentes à l'emploi
d'une tierce personne.

loterie nationale

TRANCHE N°33 DU

TIRAGE DU LUNDI 30 MARS 1987

LE NUMÉRO 028692 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR 783 GAGNENT 1 500,00 F

loterie nationale

TRANCHE N°33 DU

TIRAGE DU MARDI 31 MARS 1987

LE NUMÉRO 218136 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR 210 GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

150

150

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Baby M. n'est plus à vendre

Aux Etats-Unis, les conflits et les déchirements d'une mère porteuse et du couple qui avait passé commande de l'enfant.

ELLE se nomme Sarah pour la femme qui lui a donné le jour, Melissa pour le couple qui avait commandé cette « grossesse d'emprunt », et Baby M. pour la justice américaine à qui incombait le « terrible fardeau », selon l'expression du juge H. R. Sorkow, de dire à qui appartenait la petite fille aux yeux bleus, qui a eu un an il y a trois jours.

Tout a commencé lorsque William Stern, biologiste, qui avait perdu tous ses proches dans les camps de concentration et dont l'épouse, pédiatre, ne peut avoir d'enfant, a donné son sperme pour que Mary Beth Whitehead, chômeuse, épouse d'un éboueur alcoolique, déjà mère de deux enfants, soit enceinte de lui. Le « contrat » de mère porteuse avait été passé dans le cabinet d'un avocat, Noel Keane, qui gère une entreprise, devenue tentaculaire (et qui a fait de lui un millionnaire), de location d'utérus. Les Stern avaient versé près de 50 000 F d'honoraires à l'avocat, qui recrutait ses candidates dans tout le pays, principalement dans les campus universitaires où il place ses annonces alléchantes. Ils avaient assumé en outre une assurance-vie pour la future mère (9 000 F), les frais de grossesse et d'accouchement (30 000 F) et les « honoraires » de Mary Beth, soit 100 000 F.

Honoraires qu'elle leur a retournés, et qui se trouvent bloqués dans une banque, car la mère porteuse, quatre jours après la naissance de la petite fille, a refusé de la remettre aux Stern, pour s'enfuir ensuite avec son mari et le bébé en Floride.

Grâce à un détective privé, les Stern ont pu retrouver le couple au bout de trois mois, et leur avocat a rendu public l'enregistrement d'une conversation téléphonique échangée entre le père biologique de l'enfant (M. Stern) et sa mère, Mary Beth Whitehead. « Je ne peux pas renoncer à ma chair et à mon sang », dit-elle. Stern : « Et moi, je veux récupérer ma fille. » « Je lui ai donné la vie. Je l'ai faite. J'ai eu le droit pendant toute ma grossesse de la mener à terme. Je lui ai donné la vie : je peux la reprendre, je peux nous tuer, moi et le bébé. Si c'est ce que vous voulez, je le ferai », dit alors Mary Beth. Et M. Stern supplie : « Non, Mary Beth, ne le faites pas, je ne veux pas vous voir vous faire du mal : je ne veux pas voir ma fille blessée. Attendez, je vous en supplie ! » Et Mary Beth, avant de racrocher : « Je vous le dis tout de suite, j'aimerais mieux vous voir elle et moi mortes plutôt que vous voir la récupérer. »

Lutte de classe

Le tribunal suprême de l'Etat de New-Jersey, siégeant durant trente-deux jours, a entendu ce témoignage, et bien d'autres émanant notamment des juges d'enfants et des services sociaux chargés de la protection de l'enfance. Ces derniers avaient obtenu que l'enfant, alors âgé de quatre mois et demi et nourri au sein, soit élevé « dans son intérêt » à sa véritable mère, et remis aux époux Stern, la mère conservant un droit de visite.

Les avocats des deux parties se sont, durant toute la durée du

procès, jeté à la tête les arguments que l'on imagine. L'un (celui des Stern) faisant valoir l'instabilité de Mary Beth, son incapacité à être une bonne mère, certificats médicaux à l'appui, l'alcoolisme de son époux, le fait qu'elle était coupable d'avoir rompu un contrat signé, le fait aussi que l'enfant (les examens génétiques l'ont prouvé) était bien celui de M. Stern, comme il était à prévoir car l'époux de Mary Beth s'est fait stériliser il y a plusieurs années...

L'exemple allemand

M. Cassidy, avocat des Whitehead, a dénoncé, lui, violemment « l'exploitation hideuse » d'une classe sociale par une autre. « C'est toujours, s'est-il écrié, la femme d'un éboueur qui portera l'enfant pour le mari d'une pédiatre. C'est au nom de toutes les mères porteuses, de toutes les femmes qui ne connaissent que la misère et l'angoisse, de toutes ces femmes auxquelles on veut arracher leur seul bonheur : l'enfant, que vous allez prendre une décision qui sera, pour l'avenir, le

seul, dans le monde, qui ait été amené à trancher une situation aussi difficile et douloureuse. Mais les deux précédents connus, l'un en Allemagne et l'autre en Grande-Bretagne, ne l'ont guère aidé, car les jugements ont été, dans ces deux cas, diamétralement

opposés. En janvier 1985, un tribunal anglais saisi d'un conflit identique avait commencé par confier le bébé que se disputaient, d'un côté, un couple américain et, de l'autre, une mère porteuse britannique à une crèche relevant des services sociaux. Il décida

ensuite, « dans l'intérêt suprême de l'enfant qui, seul doit nous inspirer », de le remettre aux parents américains qui eurent dès lors le droit de l'adopter définitivement et de l'emmener dans leur pays.

Dr ESCOFFIER-LAMBOTTE.
(Lire la suite page 20.)

Locations sans barème

WASHINGTON
correspondance

LE juge H. R. Sorkow s'aventure sur un terrain juridique incertain et mouvant. Les quatre cas antérieurs de mères porteuses refusant de rendre l'enfant aux parents adoptifs ont été réglés à l'amiable, sans établir de véritable précédent : d'autre part, plusieurs Etats américains ont étudié, mais n'ont pas réussi à élaborer, une législation. Si le juge estime que le contrat concernant les « services » de Mary est valide, les Stern obtiendront gain de cause. S'il considère qu'il s'agit d'un simple contrat de garde d'enfant, il se prononcera en fonction de l'intérêt de l'enfant. La plus souvent, la garde est donnée à la mère, mais, en l'occurrence, les Stern sont favorisés puisque Baby M. a vécu la plus grande partie de sa jeune existence chez eux.

En tout état de cause, la décision du juge H. R. Sorkow n'est valable que dans le New-Jersey. Mais sûrement l'affaire va stimuler le débat et éventuellement forcer les Etats à passer une loi sur les mères porteuses. Faut-il ou non encourager la formule ? Les objections ne manquent pas, à commencer par celles des catholiques et des juifs, qui considèrent que cette pratique viole l'unité biologique

et spirituelle du couple et s'oppose à une commercialisation de la conception se transformant en une activité de libre entreprise. A quand la publicité « Utérus à louer pour neuf mois » ? On compte déjà une dizaine d'agences spécialisées, et leur nombre est appelé à augmenter, avec une demande potentielle croissante (15 % des couples américains seraient infertiles). Aussi de nombreuses associations insistent pour que ces agences soient non lucratives. Les problèmes d'éthique abondent. Faut-il encourager les femmes à concevoir des enfants qu'elles n'élèveront jamais ? Sont-elles vraiment des mères ou des fabricatrices de produits ? Les mères porteuses seront-elles acceptées pour les débilités inférieures et les femmes mariées craignant que la grossesse n'interrompe leur carrière ? Mais, surtout, compte tenu du progrès des méthodes in vitro, permettant l'insertion d'un ovule fertilisé en laboratoire dans l'utérus d'une autre femme, verse-t-on des femmes à faire carrière dans la reproduction ? Ainsi, les femmes pauvres des Etats-Unis et celles du tiers-monde loueraient leur utérus à des couples prospères, préférant laisser à d'autres les soins et les peines d'engendrer...

HENRI PIERRE.



Manifestation de soutien aux époux Whitehead.

Espace : le Japon se propulse

Les Japonais ont pris du retard dans la conquête spatiale. Dans cinq ans, ils auront comblé leur handicap.

TANEGASHIMA
enquêtes spéciales

SUR un site qui pourrait être celui d'un complexe touristique — des criques, des plages de sable blanc et un climat subtropical — des excavatrices et des bétonnières s'activent à la construction d'une nouvelle aire de lancement, où s'élèvera bientôt un atelier d'assemblage géant destiné à une fusée encore sur la table à dessin des ingénieurs. Mais lorsque celle-ci sera lancée, en 1992, elle pourra marquer l'entrée du Japon dans la compétition spatiale internationale, un domaine où, contrairement à bien d'autres, les supposés invincibles Japonais ont encore à se tailler une place.

Lorsque, le 19 février dernier, a été lancé avec succès du centre spatial de l'île de Tanegashima, au sud du Kyushu et à un millier de kilomètres de Tokyo, le premier satellite nippon d'observation marine, les Japonais ont bouclé la phase initiale de leur programme spatial, qui consistait à fabriquer les premières générations de fusées, N1 et N2, produites à partir de technologies importées (c'est-à-dire sous licences américaines). Les prochaines générations, H1 (dont un premier tir a été effectué avec succès en août dernier), et surtout H2, seront conçues et fabriquées essentiellement grâce à des technologies nationales. Dans cinq ans, les Japonais auront alors pratiquement conquis leur indépendance en matière spatiale et ils pourront en particulier se lancer

sur le marché des tirs commerciaux.

Mais, dans l'immédiat, les Japonais ne sont pas prêts à s'aventurer sur ce marché. Comme le reconnaît M. Sonoyama, vice-président de Nasda (Agence nationale de développement spatial), l'industrie spatiale japonaise est encore adolescente. Il est symptomatique, par exemple, que le centre spatial de Tanegashima ne dispose que de deux périodes de lancement d'une durée de quarante-cinq jours chacune (en été et en hiver), à cause de l'opposition des pêcheurs de la région, qui estiment que des retombées diverses gênent leurs activités. Mais si le gouvernement n'a pas encore remédié à ce problème, qui rend la base de lancement inactive pendant près de huit mois de l'année, c'est que ces « périodes de lancement limitées » sont pour l'instant « suffisantes », affirme sans détour M. Masashi Mochizuki, responsable des opérations de lancement à Tanegashima. Mitsubishi Heavy Industries, qui est le principal fabricant de fusées japonaises, n'en produit guère plus d'une ou deux par an.

Plusieurs raisons expliquent que le Japon ait conservé jusqu'à présent un profil bas en matière spatiale. Pendant une dizaine d'années après la défaite de 1945, il fut « interdit d'espace » pour des raisons militaires. Son activité spatiale ne commença réellement qu'en 1964, avec la création d'un Institut des sciences aéronautiques et spatiales au sein de l'université de Tokyo. Quatre ans plus

tard, fut créée la Nasda, entreprise semi-publique chargée des programmes d'application. Le premier programme, qui débuta par la mise sur orbite en 1970 d'un satellite de 24 kilos, fut entièrement réalisé sous tutelle américaine. En vertu des accords nippo-américains de 1969 pour la fabrication des fusées N1 et N2, les Japonais devaient obtenir l'autorisation préalable des Etats-Unis pour toute utilisation de celles-ci. La Constitution, qui limite la capacité défensive nationale, a d'autre part privé l'industrie spatiale japonaise de la stimulation que constitue la demande de missiles militaires.

« Nous avons commencé tard et nous progressons lentement », souligne M. Sonoyama. Depuis 1981, le Japon dépense en moyenne 110 milliards de yens par an pour ses programmes spatiaux. Ce budget est le dixième de celui des Etats-Unis par exemple. En 1987, les ressources affectées au développement des activités spatiales seront un peu supérieures et s'élèveront à près de 140 milliards de yens, dont 30 milliards seront affectés au programme H2.

Dans cinq ans, la Nasda sera en mesure de lancer des satellites grâce à des fusées qu'elle aura mises au point et, au milieu de la prochaine décennie, elle s'attachera aux véhicules spatiaux capables d'entrer dans l'atmosphère. Les Japonais comptent aussi se donner les bases technologiques pour participer au projet américain de station spatiale. Mais la première bataille pour entrer sur le marché des tirs commerciaux sera celle des coûts. Selon les experts de la Nasda, le coût de la mise sur orbite du satellite Mos 1 (effectué en février 1987) fut de 30 millions de yens par kilogramme, soit trois fois le prix souhaité pour être compétitif (8 millions par kilo).

« Actuellement, nous sommes les plus chers », reconnaît M. Mochizuki. Sans doute avons-nous été jusqu'à présent trop méticuleux, ce souci du détail peut conduire à l'échec sur le plan commercial. »

Les Japonais sont experts, dit-on souvent, dans la miniaturisation et l'abaissement des coûts par l'application de technologies de pointe à la production en série. En matière spatiale, cependant, ces deux atouts sont moins déterminants qu'ailleurs. La miniaturisation a ses limites (ce qui prend finalement le plus de place dans un ordinateur ce sont les fils) ; en outre, la fabrication de fusées ne se prête guère à la production en grande série pour des questions de marché.

L'atout d'une technologie sophistiquée

Les Américains et les Européens, qui suivent les progrès accomplis par les Japonais, estiment que, plus qu'un concurrent direct, la fusée H2 sera un vecteur de lancement complémentaire pour lequel il y aura assurément un marché. Les Japonais auront alors pour atout une technologie sophistiquée, fruit des difficultés qu'ils ont eu à affronter. Avec le propulseur LE 5 de la fusée H1 et surtout celui de la H2 (LE 7), les Japonais auront démontré leur maîtrise de la technique délicate du moteur cryogénique. En outre, en raison de la position géographique de leur base de lancement, qui est éloignée de l'équateur (un facteur défavorable pour la mise sur orbite géostationnaire), les Japonais ont été amenés à mettre au point des moteurs capables de redémarrer. Une technique dont n'a pas besoin, par exemple, Ariane, lancée d'un point lui permettant d'être tout de suite dans

le plan de l'équateur. La situation désavantageuse de Tanegashima a été un coup de foudre dans le domaine de la recherche technologique, mais c'est aussi un inconvénient sur le plan commercial : la situation de la base de lancement des fusées nippones se traduit par une demande d'énergie supplémentaire, qui réduit de 20 % environ la durée de vie du satellite (soit de un à deux ans) : une perte de plusieurs millions de dollars dont les futurs utilisateurs des fusées japonaises devront tenir compte.

La fusée H2, munie d'un propulseur d'une capacité de mise sur orbite de 2 tonnes, est l'objet

d'une intense campagne de promotion. Mais il semble que les Japonais soient surtout appelés à devenir des concurrents sérieux des Américains et des Européens dans le domaine des applications spatiales. Ils sont déjà les plus avancés en ce qui concerne les antennes au sol, et leur compétence en matière électronique, optique et de télécommunication les destine à prendre une place importante sur le marché des satellites... L'industrie aéronautique nipponne est en passe de devenir adulte et de faire sentir son existence sur le plan international.

PHILIPPE PONS.



Un fichier de 21.000 appartements et maisons à vendre à Paris et en région parisienne sur minitel

36.15 TAPPEZ LEMONDE puis FNAIM

Après avoir donné vos impératifs, vous obtenez une sélection personnalisée d'affaires disponibles, ainsi que les coordonnées des Agents Immobiliers FNAIM responsables de leur vente.

Baby M.

(Suite de la page 19.)

En République fédérale d'Allemagne, au contraire, une mère porteuse s'est vu attribuer, en avril 1985, la garde définitive de l'enfant qu'elle avait porté, et son mari a été jugé comme le « père légal » de cet enfant, bien qu'il n'en soit pas le père biologique. Le juge allemand a souligné que, devant les évidences cliniques et juridiques, la notion de « contrat » passé entre la mère porteuse et le couple stérile lui paraissait secondaire.

Des contrats douteux

De tels contrats sont d'ailleurs entachés de nullité selon les lois françaises, et cela bien que quelques associations (à Marseille, à Paris) se soient fait une spécialité de les organiser. En effet, plusieurs articles du code pénal punissent ceux qui auraient provoqué des parents à abandonner un enfant né ou à naître, ou qui auraient fait souscrire par les futurs parents un acte aux termes duquel ils s'engagent à abandonner leur enfant (article 353-1). L'article 345 du même code pénal punit en outre lourdement la déclaration à l'état civil, par une femme stérile, d'un enfant comme né d'elle, alors que la mère véritable, comme elle en a le droit, n'aurait pas révélé son identité (supposition d'enfants).

Le droit civil français, comme le droit anglais, allemand et américain d'ailleurs, ne reconnaît qu'une seule mère : la femme qui accouche, laquelle peut d'ailleurs alors confier aux services sociaux avant une adoption éventuelle. C'est exactement ce qu'a fait le juge britannique, alors que le juge américain l'a confié au « couple d'adoption » et que le juge allemand l'a laissé à la mère biologique et a même refusé d'accorder au « donneur de sperme », à

l'homme qui en avait passé commande, le droit de paternité.

En France, le Comité consultatif national d'éthique, le Conseil de l'ordre des médecins et les ministres successifs de la santé (M^{me} Barzach notamment) ont exprimé leur opposition très ferme à la pratique des mères porteuses, et cela au nom de l'intérêt de l'enfant.

Ces désaveux ne rencontrent pas l'adhésion de tous les médecins. Certains, et non des moindres (les professeurs Papiernik et Cohen par exemple), se refusent à condamner une pratique, dont ils critiquent la « médicalisation », mais dont ils rappellent qu'elle remonte à l'antiquité. L'ancien garde des sceaux, M. Badinter, allait dans ce sens lorsqu'il approuvait l'« adoption prénatale ».

La Société américaine de la fertilité, qui groupe dix mille médecins, a, pour sa part, et sans condamner formellement la pratique des mères porteuses, exprimé il y a six mois le vœu qu'elle soit réservée à des situations exceptionnelles et qu'elle soit strictement dépourvue de tout aspect commercial. Mais les médecins américains demandent que des lois soient instaurées, qui clarifient les droits de toutes les parties impliquées.

Les Français, qu'ils soient juristes ou médecins, estiment, eux, que de nouvelles lois seraient inutiles car les dispositifs actuels sont nuls, parce qu'illicites. Nul ne se fait d'illusion sur le caractère éventuellement dissuasif du code pénal à ce sujet, et les tribunaux se trouveront sans doute confrontés à nouveau à ces querelles pathétiques dont l'enjeu réel n'est ni le respect d'un contrat, ni l'argent versé, mais l'amour d'un enfant, ce qu'aucune loi, aucune réglementation, ne pourra jamais codifier.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Camisoles pour l'antipsychiatrie

La Borde, haut lieu de la psychothérapie institutionnelle, est menacée de fermeture.

Au fond du grand parc, il y a le poulailler, les chevaux et les cochons. Plus loin, au bord des terres, la lingerie et la grande serre brisée l'an dernier par un orage de grêle. Au bord d'un étang, la crèche pour les enfants du personnel, véritable bijou d'architecture miniature. Au centre du parc, la bâtisse principale, grosse demeure du dix-neuvième siècle et ses multiples dépendances. Sur ces hectares de bois aux frontières de la Sologne, ni grilles ni blouses blanches. Mais une autre manière de vivre avec la folie, une tentative hors de l'ordinaire pour comprendre et aider ceux qui en souffrent.

Officiellement, c'est la clinique de Cour-Cheverny. Pour tout le monde, c'est plus simplement La Borde, du nom du château acquis à crédit en 1953 par le docteur Jean Oury. C'est surtout, depuis plus de vingt ans, l'un des lieux phares d'une psychiatrie différente.

Tout a été dit sur cette communauté thérapeutique qui n'a jamais véritablement cessé d'éveiller les passions. « Depuis sa création, résume le docteur Jean Oury, la clinique de La Borde s'inspire des mêmes principes, ceux de la psychothérapie institutionnelle. L'établissement psychiatrique, qu'il soit dans ou hors des murs, est malade. Malade de sa dépendance financière vis-à-vis des secteurs étatiques ; malade du fait des nécessités inhérentes à sa gestion ; malade du fait de la fonction qu'il assure pour la société (un lieu pour la... ségrégation) mais malade aussi de par son imprégnation par l'ensemble des « idées reçues » de cette société. Tout groupe — ou regroupement — est « malade », traversé des phénomènes de con-

gion, de rivalités, terrain propice à la persécution, à la formation de « clans » ou à l'isolement défensif. Que peut alors devenir un malade psychotique ou simplement « fragile » ballotté dans cette maladie du groupe ? La psychothérapie institutionnelle refuse de faire l'économie de cette double problématique. Non qu'elle puisse la supprimer. Mais il est nécessaire d'en tenir compte et de la travailler pour s'adresser à un sujet. En ce sens, on peut la comparer dans son rapport avec la thérapie des psychoses, à ce qu'est l'asepsie à la chirurgie. »

Différend budgétaire

Comment, en pratique, peut se traduire un tel discours ? A La Borde, les structures sont, explique-t-on, en perpétuel remaniement. On y retrouve pourtant quelques points forts. Par exemple la liberté de circulation des malades, l'importance accordée aux clubs thérapeutiques et aux réunions de tous ordres pour lutter contre le classement, la hiérarchie massive, la ségrégation et l'uniformisation. Parce qu'elle bouleversait la pratique psychiatrique traditionnelle — soignants et soignés peuvent parfois échanger leurs rôles — parce qu'elle correspondait dans les milieux intellectuels à un profond mouvement d'intérêt pour l'« antipsychiatrie » parce qu'elle a pris en charge des malades célèbres et parce qu'on y retrouvait M. Félix Guattari, psychanalyste et auteur de renom, La Borde, dans les années 70, était un lieu quasi mythique.

L'endroit, pourtant, n'a jamais tout à fait correspondu aux images qu'on pouvait en donner. L'importance accordée aux médicaments psychotropes, par exemple, ou aux

électrochocs n'a jamais été a priori remise en question.

C'est dans ce contexte que s'est développé le différend budgétaire avec la Sécurité sociale. De très graves difficultés qui pourraient remettre en cause l'existence de l'établissement. Clinique privée célèbre, La Borde était aussi une clinique conventionnée (1), c'est-à-dire assujettie à un prix de journée par malade fixé par convention de la Sécurité sociale. « Dès le départ, en 1953, il y eut des problèmes, explique le docteur Oury. La convention avec la caisse régionale

tème de classement des cliniques, et les normes de personnel, tant en qualité qu'en quantité, n'entraient pas dans nos critères, explique M. Jeannot, sous-directeur de la caisse régionale d'assurance-maladie du centre. Notre caisse ne peut pas prendre l'initiative dans ce domaine. » La Borde, pour rétablir un semblant d'équilibre budgétaire, a progressivement dépassé l'effectif de malades qui doit être le sien. On atteint ainsi aujourd'hui un effectif de 113 malades alors que le règlement en prévoyait 95.

Cette situation, tout comme les « suraliments » attribués au personnel, ne pouvaient manquer d'attirer l'attention de la Sécurité sociale, tant à l'échelon régional que national. Fin novembre 1986, Orléans faisait savoir que La Borde devait impérativement revenir à l'effectif de 95 malades. « Compte tenu de l'endettement actuel de la clinique et du fait que, depuis plusieurs années, le pourcentage d'augmentation de salaire est supérieur au pourcentage d'augmentation du prix de journée, nous ne pouvons pas directement déposer le bilan et d'en finir avec le travail psychiatrique que je mène ici depuis 1953 ! », répondait le docteur Oury.

Fin 86, la direction de la clinique s'adressait à l'ensemble des familles des malades pour les inciter à écrire à la caisse régionale d'Orléans. La caisse régionale répondit alors rapidement, par lettre circulaire, en soulignant qu'elle avait « toujours reconnu le fonctionnement exemplaire de la clinique ». Dans le même temps, des responsables de La Borde tentaient de prendre contact avec M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille. « L'une des solutions, explique M. Guattari, serait de reconnaître le caractère expérimental et de recherche de notre établissement. »

JEAN-YVES HAUL.

(1) La moyenne des salaires des infirmières et des moniteurs varie à La Borde entre 6 500 F et 7 500 F mensuels, primes comprises. Le prix de journée de la clinique de La Borde est de 336,83 F net. A titre de comparaison, un établissement expérimental comme celui de Bonneuil bénéficie d'un prix de journée de près de 1 000 F.



Félix Guattari, le renom de La Borde.

d'assurance-maladie prévoyait que notre prix de journée devait être équivalent au prix de journée de l'hôpital psychiatrique de référence le plus proche. Or il n'en existait aucun dans le Loir-et-Cher. Depuis, ceux, plus lointains, de Bonneuil et de Tours ou de Fleury-les-Aubrais n'ont pas cessé d'accroître leur écart. Nous sommes restés à moins de 400 F par jour et par malade, soit deux ou trois fois moins que la plupart des autres établissements. » La situation est d'autant plus difficile à supporter pour les responsables de La Borde qu'ils estiment avoir longtemps pallié les difficultés du service public psychiatrique. De plus, la spécificité de leur prise en charge impose un personnel beaucoup plus nombreux et plus qualifié qu'ailleurs. « Ce mode de prise en charge n'est pas codifié dans le sys-

NE JOUEZ PAS AVEC VOTRE DOS.



Sept personnes sur dix souffrent du dos. Le tiers de votre vie se passe dans votre lit. Le lit, le « parking » pour votre dos, l'endroit rêvé pour récupérer, retrouver toute sa santé, rétablir son équilibre physique et mental.

Les beaux rêves que voilà ! Dans la foulée on n'hésitera pas non plus à vous parler sommier d'avant-garde, matelas de haute technologie — le tout avec l'assurance du grand spécialiste.

Mais il est temps que ce jeu s'arrête ! Votre dos, ce ne sont pas des osselets... et sa santé, mérite plus que de simples affirmations.

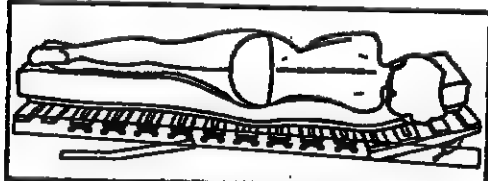
Voyons les faits.

Qui a créé des centres de recherche et fondé un centre de documentation sur la physiologie du sommeil ? Qui a inventé un nouveau système de couchage pour répondre aux exigences que ces recherches ont fait apparaître ?

Qui a continuellement amélioré, modifié, développé ce sommier à lattes ?

Lattoflex qui n'a jamais pris votre colonne vertébrale pour un jouet.

Alors, ne jouez plus avec votre dos. Faites confiance à ceux qui savent et ne se contentent pas de copier (mal) sans comprendre et d'affirmer sans savoir ce qui convient vraiment à votre dos.



Et, pour que vous soyez conseillé avec le même sérieux, la même compétence, nous avons formé un réseau de distributeurs spécialisés : les Litologues. Pour que vous ne jouiez plus jamais avec votre dos.

lattoflex

L'INVENTEUR DU SOMMIER A LATTES.
Pour obtenir la liste des Litologues, veuillez vous adresser à
Technisom France - 7, rue Sainte Anne, 75001 Paris.
Tél. : (1) 40.20.32.98.

LES capteurs

Au secours, la physique !

Les capteurs du vivant

Quakes images

loine
MEDICINE - 75006 PARIS

Tél. : (1) 43-40-25-66
(après 22 h)

ÉDITEUR
maloine
ÉCOLE DE MÉDECINE - 75006 PARIS

SECTEURS DE POINTE

JEUNES
INGENIEURS
GRANDES ECOLES
DEBUTANTS

PROPULSEZ VOUS A L'AVANT DES TECHNOLOGIES AERONAUTIQUES ET SPAZIALES

Le groupe SNECMA, une véritable école d'attraction pour un jeune ingénieur. 17 Milliards de Francs d'affaires, 26000 collaborateurs dont 3400 ingénieurs et Cadres, 26000 collaborateurs moteurs d'avions civils, une longue expérience dans le domaine militaire. Notre groupe est également présent sur le marché des équipements aéronautiques — NO-SUIZA — des trains d'atterrissage et systèmes hydrauliques pour avions — MESSIER-HISPANO-BUGATTI — des systèmes de propulsion pour lar de satellites et missiles — SEP — de la révision des turboréacteurs — SNECMA — En favorisant mobilité et évolution de ses jeunes ingénieurs au sein du groupe SNECMA, vous adresserez lettre et curriculum vitae à SNECMA - département RH - référence MC à - 2 Boulevard Victor - 75724 Paris - tél. 01 47 33 15 15

GROUPE SNECMA

Ingénieur CAO - DAO - RDM Chef B.E. Ingénierie

Spécialisés en ingénierie assistée par ordinateur, nous avons pour clientèle des industries de pointe civiles et militaires. Notre développement nous amène à rechercher un ingénieur de fort potentiel pour créer et développer un B.E. CALCUL SCIENTIFIQUE-CAO DAO (3 ingénieurs - 4 techniciens très spécialisés). Il prendra une part active aux réalisations (Etudes et Logiciels Scientifiques) et participera au développement par la qualité de ses interventions en clientèle. Ce poste, à pourvoir en banlieue Ouest de Paris, permet de traiter une grande diversité de problèmes avec des moyens techniques puissants et évolués. Il constitue une excellente plateforme pour aller plus loin. Il convient à un ingénieur de 30 ans minimum, expérimenté CAO-DAO, pratiquant le FORTRAN et les logiciels type SAMCEF. La connaissance de NASTRAN, ASKA et IUTS serait appréciée.

Ecrivez à notre Conseil. M. PERCHÉ vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 3210 M.



65, avenue Kléber, 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNERG

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

L'ECOLE DES MINES DE PARIS

recherche pour ses centres de

SOPHIA-ANTIPOLIS ET D'EVRY

CHERCHEURS

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES
AGREGATION - DEA

Les recherches concernent les MATERIAUX MODERNES : alliages métalliques, polymères, composites, céramiques. Elles s'appliquent à des THEMES MOBILISATEURS : création, technique de mise en forme, productique, études microstructurales, fiabilité, modélisation numérique du comportement et des procédés par éléments finis, rhéologie, tribologie.

Les travaux sont menés en relations contractuelles avec l'INDUSTRIE française et internationale (programmes EUREKA, BRIT, EURAM). • Préparation de la thèse de DOCTORAT de l'Ecole des Mines de Paris. • Rémunération annuelle nette : 90.000 F/an - Contrats CIFRE.

Renseignements et envoi de CV détaillé + photo aux deux centres : Centre des Matériaux de l'ESMIP B.P. 87 - 91003 EVRY Cédex - Tél. (1) 60.76.30.40.

Centre de Mises en Forme des Matériaux de l'ESMIP Sophia-Antipolis - 06560 VALBONNE - Tél. (16) 93.35.05.58.

Recherche et Développement Electronique

AIX-EN-PROVENCE

groupe national (300 personnes) conçoit, fabrique et commercialise du matériel de télécommunication de haute technologie.

Notre unité d'Aix-en-Provence a démarré son activité en Août 1986 et offre de réelles opportunités à des professionnels désireux de travailler en petites équipes motivées.

**INGENIEURS
D'ETUDES**

expérimentés, chargés de la responsabilité totale de projet, de la conception jusqu'au dossier de fabrication. Une expérience en analogique est indispensable et en télécom. souhaitée.

**TECHNICIENS
D'ETUDES**

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature à AETA, M. LAMAR, 38 avenue de l'Europe, 13090 AIX-EN-PROVENCE. Tél. : 42.59.30.74.

Directeur informatique

Conduire une stratégie ambitieuse et novatrice

Cette entreprise bien connue du secteur tertiaire est leader dans le domaine de la communication et de la publicité et réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 500 millions de francs. Elle dispose d'un puissant système informatique multistade, actuellement majoritairement en environnement IBM, et dessert par un service de près de 40 personnes. Dans un souci de compétitivité globale de l'entreprise, d'importants extensions et développements sont prévus dans l'architecture du système (infocentre avec intelligence centralisée sur micro-ordinateurs ; réseau local ; transmission et stockage de données...), les outils utilisés (LAG, 386 relationnel, CAO ; Système d'aide à la décision...), les applications (messagerie interne et externe ; traitement des données ; gestion...). Afin de définir et mettre en œuvre cette politique de développement, le poste de directeur informatique est créé. En relation directe avec la direction générale, il dirigera le service informatique et ses dépendances, coordonnera avec les autres directions et les utilisateurs la mise en place des nouvelles applications. Il requiert des connaissances techniques sérieuses (réseaux IBM 43, micro-informatique, transmissions...), né à diriger les hommes, ainsi que le sens de la décision et de la persuasion. Nous aimerions rencontrer un candidat disposant d'une expérience professionnelle de 10 ans et de préférence diplômé d'une grande université. Le poste est basé dans une grande ville enviro de l'est de la France, où vous trouverez un cadre agréable et la qualité de vie que vous recherchez. Ecrivez en toute confiance en précisant la A.6451 souhaitée à G. LEHR sous la référence

PA

PARIS - EN RECRUTEMENT A L'EUROPE
3, quai Kléber - 67000 STRASBOURG Cédex - Tél. 88.22.01.54
Aix - Lille - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ICL CREE, INNOVE

Création du centre européen de recherche et développement télécommunications au sein du social d'ICL France à Vélizy.

Responsable marketing

Sa mission : • Définir la stratégie commerciale au niveau international et piloter son développement. Profil : • 5 à 10 ans d'expérience Marketing, présence dans le secteur des technologies de pointe. • Bac + 4. • 35 ans. Qualités requises : • Créativité, organisation, management, curiosité. Réf. NH 06.

Ingénieurs technico-commerciaux

Leur mission : • Définir, développer et assurer support avant et après vente des produits réseaux chez nos clients, après en avoir fait une approche Marketing. Profil souhaité : • Ingénieur Bac + 4, ayant 7 ans d'expérience dans les domaines informatiques et télécommunications. • Connaissances Marketing appréciées. • Sens de la négociation et de la communication, créativité. • 30 ans environ. Réf. NH 07.

Ingénieur support

Sa mission : • Supervision des projets matériel et logiciel au sein d'ICL, propositions de solutions auprès des clients. Profil : • 5 ans d'expérience dans les Télécommunications. • Esprit d'analyse et de méthode. • Ouverture d'esprit. • 30 ans. Réf. NH 08.

Pour tous ces postes, les candidats devront justifier d'une bonne connaissance de la réglementation relative aux Télécommunications en vigueur en France. Parfaite maîtrise de l'anglais. Mobilité géographique. (Déplacements sur toute l'Europe à prévoir).

Merci d'adresser vos candidatures en précisant la référence choisie à Elizabeth Loye, ICL FRANCE, Division des Relations Humaines, 24 Avenue de l'Europe, 78140 Vélizy.

ICL

Nous sommes un Groupe Industriel français reconnu au plan mondial pour la performance et la qualité de ses équipements mettant en œuvre une technique et une électronique sophistiquées. Vous recherchez un environnement scientifique et professionnel de haut niveau, vous maîtrisez l'anglais, nous vous proposons au sein de notre Direction Industrielle, le poste de :

RESPONSABLE GESTION PRODUCTION

Vous prendrez en charge l'ensemble du Service (Gestion Production et Magasin - 50 personnes) et l'ordonnancement général des activités, la tenue des stocks et vous serez particulièrement attentif à la formation et l'évolution de vos équipes.

Vous êtes ingénieur diplômé (Centrale, Mines, ENSAM, INSA ou équivalent) confirmé par environ 10 ans d'expérience en production.

Vous connaissez l'amont (études) et l'aval (atelier) ainsi que les spécificités des petites séries et la GPAO.

Ce poste est basé en proche banlieue Nord.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous la réf. 91623/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Pour renforcer sa structure commerciale, MICRO-INFORMATIQUE diffuse

groupe **INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX**

débutants ou quelques années d'expérience. Formation ingénieur (ESME, INSA...) ou école de commerce (SUP, DE CO., EDHEC, ESCA...) exigée.

Connaissances micro appréciées. Merci d'env. C.V., photo et présent. à M.L.D., M. Lemaire, 86, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS.

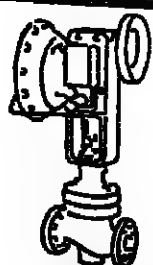
1504 de 1504

501 66 1000

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 1^{er} avril 1987 23

SECTEURS DE POINTE



Masoneilan

un des Leaders mondiaux
des vannes automatiques,
pour les centrales nucléaires,
la chimie, la pétrochimie,
l'offshore...
recherche

ingénieur diplômé pour ses applications de haute technologie

Le candidat retenu aura de solides connaissances en
Physique Générale, Aérodynamique, Résistance des
Matériaux, Mécanique des Fluides, Acoustique.
Une première expérience industrielle et une pratique
de l'informatique seront appréciées.
Anglais indispensable.

Lieu de travail : Neuilly-sur-Seine.

Envoyer CV avec lettre manuscrite et prétentions
à Mme ABOLKER

MASONEILAN

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY Cedex



Il existe un art de gagner comme il existe un art de vivre.

Télesystèmes a été l'une des premières
entreprises à comprendre l'importance de la
qualité dans le parcours d'une carrière.

Domaines de pointe :

Entrer chez Télesystèmes, c'est choisir de
progresser dans des domaines de pointe : ingé-
nierie de systèmes, génie logiciel, vidéo com-
munication, systèmes experts, réseaux... C'est
participer à des projets ambitieux. C'est placer
sa carrière sur une trajectoire sûre : les métiers
que nous maîtrisons vous permettront d'en-
richir votre expérience.

Moyens puissants :

Télesystèmes, l'une des premières SSII fran-

çaises d'investir sur les plus grands
groupes financiers, les moyens mis en
œuvre par son potentiel humain vous assurent
un riche fondé sur l'autonomie et la
qualité.

Imagination au pouvoir :
Télesystèmes, vos idées sont reconnues.
Un dialogue ouvert et cordial vous permettra
d'affiner votre créativité et de rencontrer
des passionnés.

Vous êtes de ceux qui pensent qu'il existe un
art de gagner, tout comme il existe un art de
vivre, rejoignez-nous.

Télesystèmes recrute plus de 300 ingénieurs en
1987 : ingénieurs d'application - chefs de projet -
ingénieurs systèmes - ingénieurs réseaux -
ingénieurs d'affaires...

Envoyez votre dossier de candidature à :
Télesystèmes, Direction du personnel,
115, rue du Bac, 75007 Paris.

Telesystemes
Gagnons ensemble.

Groupe bancaire Alsace
recherche

- INGENIEURS INFORMATIENS
- ANALYSTES PROGRAMMEURS

NIVEAU MAGE

Pour participer aux développements
« Micro-Informatique ».

Veuillez adresser candidatures avec C.V. détaillé et
prétentions sous n° R.465 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

*mevenir
c'est de ça
gagner*

BOURJOIS
PARFUMEUR

Intégrer la production depuis la recherche jusqu'à la distribution de
nos produits implique d'optimiser notre outillage et de
répondre à ce challenge, nous recherchons :

CHEF DU SERVICE LOGISTIQUE

Vous encadrerez l'équipe logistique (3/4) pour assurer la
coordination des nouveaux produits, la planification des stocks aux com-
mandes et leur gestion pour l'efficacité (Réf. : SL).

INGENIEUR PROJECTION LOGISTIQUE

De l'analyse des besoins jusqu'à la mise en œuvre ainsi
des charges, tests, procédures et assurez la planification des stocks aux com-
mandes et leur gestion pour l'efficacité (Réf. : PL).

Ingénieurs, logisticiens, pour rejoindre BOURJOIS - Bertrand-Pierre
votre dossier précisant la réf. choisie, s'il vous plaît, à la Direction des Ressources
Humaines - 12-14, rue Victor-Noir - 92521 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex.

Délégué général

Coaspec

Association pour la Prévention
et l'Etude de la Contamination

Cette association qui regroupe des entre-
prises de haute technologie, des construc-
teurs et des universitaires, doit répon-
dre à la demande en forte croissance de formation, d'information et d'assistance
technique correspondant à sa vocation. Pour mettre en place l'infrastructure néces-
saire à l'atteinte des objectifs, elle recherche un délégué général. Outre les actions
classiques liées à sa fonction (préparation et suivi des budgets d'investissements et
de fonctionnement, promotion de l'association...), le délégué général devra dévelop-
per la politique de stages déjà existante et poursuivre les actions communes avec
l'université. Il doit préparer la mise en place d'un centre national de formation et
d'une banque de données. Ce poste ne peut convenir qu'à un scientifique de forma-
tion, si possible physico-chimique, âgé d'au moins 27 ans mais possédant une expé-
rience d'administration et d'organisation, acquise soit dans l'industrie, soit dans un
organisme scientifique ouvert sur l'extérieur. La rémunération sera fonction de
l'expérience du candidat. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence
A/D 2843M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur commercial

Résidence souhaitée GENEVOISE

NOUS VOUS PROPOSONS :

- de répondre à la demande d'une clientèle
industrielle nationale,
- la responsabilité de la vente de notre pro-
duit de renommée internationale,
- des conditions variées et de haut niveau,
- une ambiance de travail dynamique au
sein d'une équipe à taille humaine,
- une formation personnalisée et un support
technique de qualité,
- un salaire très motivant + frais.

VOUS AVEZ :

- un fort tempérament commercial,
- une formation supérieure : Grande Ecole de
Commerce, Ingénieur ou équivalent,
- un goût et, si possible, une expérience pour la
vente de produits technologiques élaborés.

Adresses C.V., photo et recommandation actuelle
chez MERCIER URVAL 194, rue Garibaldi,
69237 Lyon Cedex 02, 0164, 37 671 M.
préciser sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

**C.N.R.S. - Service des matériaux
Amorphes - LYON**

**SI VOUS ÊTES JEUNE INGÉNIEUR
OU DEVANT L'ÊTRE AVANT SEPTEMBRE 1987**

(ECL, INSA, ESCI...)

nous vous proposons une bourse de docteur ingénieur.

PROFIL - traitement de surface : élaboration et caracté-
risation physico-chimique de couches minces améliorant
les propriétés superficielles des matériaux.

Méthodes de dépôt, de caractérisation et d'analyse : à la
pointe des technologies actuelles.

Ecrire s/n° 8463 - LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

**SCHLUMBERGER ET
LES SYSTEMES ASSISTES
PAR ORDINATEUR**

Le secteur des Systèmes Assistés par Ordinateur, SCHLUMBERGER possède une avance technologique sur ses concurrents dans
les domaines suivants :

- FACTRON : Systèmes de tests automatisés pour des sous-
ensembles de cartes de circuits imprimés.
- SENTRY : Systèmes de tests automatisés pour le contrôle des
composants électroniques - circuits intégrés, VLSI.

Des ingénieurs, grandes écoles (ESE, ECP, ...) et peut-être bénéficiez-vous d'une expérience complémentaire dans le
domaine de la vente et du marketing. Vous avez le profil « L'HOMME D'AFFAIRES » dont le potentiel technique (électronique, méca-
nique) permet de faire la différence. Alors, venez rejoindre nos équipes d'

**Ingénieurs de vente et
support à la vente**

Si vous avez une première expérience de la vente service, vous serez opérationnel rapidement ; nous vous formerons si vous êtes
débutants. Notre point commun : le sens du travail en équipe, la valeur que nous attachons au service apporté au client.
La réussite dans cette première mission est la porte ouverte sur une carrière internationale au sein du Groupe SCHLUMBERGER.
Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel de SCHLUMBERGER, Systèmes Assistés par Ordinateur,
50 Avenue Jean Jaurès, BP 56, 92123 MONTROUGE CEDEX.

Schlumberger
SYSTEMES ASSISTES PAR
ORDINATEUR

150 000 000

REPRODUCTION INTERDITE

La Monde • Mercredi 1^{er} avril 1987 25

SECTEURS DE POINTE

45% de croissance moyenne sur les dix dernières années. Les résultats nous donnent raison, nous avons su faire les bons choix stratégiques et attirer les candidats de valeur à la réalisation de nos projets. Notre Centre de Systèmes Spéciaux à vocation européenne, d'Annecy, recherche :

6 Ingénieurs Télécom et Réseaux

Responsable de Groupe d'Etude

Vous animerez et gèrerez un groupe spécialisé dans le développement d'interfaces de Communication (Matériel et Logiciel).
Ingénieur diplômé en informatique ou ingénieur électronicien ayant une solide expérience en informatique, vous avez au moins 5 ans d'expérience en conduite de projets et 2 ans d'animation de groupe. La connaissance des logiciels systèmes de Digital et une expérience en télécommunications sont un atout. Réf. MON 365.

Ingénieur de Développement (logiciel)

Au sein d'une équipe "support", vous assurerez la validation de nos produits et projets logiciels lors des différentes révisions de systèmes et le support téléphonique à leur installation. Vous serez également chargé du suivi administratif des projets de maintenance et de support.
Ingénieur de formation, vous avez 2 années d'expérience en logiciel. La connaissance de VMS/RX et des télécommunications est un atout. Vous possédez de réelles qualités de communication et le goût du service. Réf. MON 368.

Ingénieur de Développement Confirmé (support avant vente logiciel)

Vous assurerez le support avant-vente de nos produits sur le marché des Industries de transport (compagnies aériennes, sociétés de réservation) et participerez au développement logiciel de projets de télécommunications.
Ingénieur de formation, vous avez au moins 5 ans d'expérience, dont 2 dans le développement ou le support des protocoles de communication utilisés par ces industries et possédez de réelles aptitudes à communiquer et à négocier. La connaissance des logiciels systèmes Digital est un atout. Réf. MON 366.

Ingénieur de Développement Confirmé (logiciel)

Au sein d'une équipe "projets", vous serez chargé de la spécification et de la définition de protocoles de communication et de sous-programmes de gestion d'interfaces ainsi que d'études de faisabilité.
Ingénieur de formation, vous avez au moins 5 ans d'expérience dont 2 dans le domaine des télécommunications. La connaissance de VMS/RX/ULTRIX/SNA et l'expérience d'une méthode de management de projet sont un atout. Réf. MON 369.

Ingénieur de Développement Confirmé (support après vente logiciel)

Vous serez chargé de la maintenance et du support après vente de nos produits et projets logiciels. Vous assurerez la gestion administrative des projets de support et de maintenance et la supervision technique d'une équipe de 3 personnes.
Ingénieur de formation, vous avez au moins 5 ans d'expérience dont 2 dans le domaine des télécommunications. La connaissance de VMS/RX est indispensable. Vous possédez de réelles qualités de communication et avez le goût du service. Réf. MON 367.

Ingénieur de Développement Débutant (matériel)

Au sein d'une équipe "support", vous assurerez la validation de nos interfaces de communication sur les différents ordinateurs d'une même gamme et des programmes de diagnostic. Vous serez chargé du support téléphonique à leur installation.
Ingénieur débutant ou Technicien supérieur, vous possédez de réelles qualités de communication et le goût du service. Une expérience en maintenance de matériel informatique est un atout. Réf. MON 370.

Pour tous ces postes, une bonne connaissance de l'anglais est requise.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + C.V. + photo sous référence du poste choisi à Jean Marie BRIANT, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, ZAE Les Glaisins - B.P. 453 - ANNECY LE VIEUX - 74009 ANNECY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

Bendix Electronics

Ingénieur Qualité relations clientèle

Bendix Electronics, l'un des premiers constructeurs mondiaux d'équipements électroniques pour l'automobile dont la division européenne de 900 personnes est à TOULOUSE recrute pour son service QUALITE

Ingénieur (électronicien et/ou mécanicien). Connaissances de la grande série et du milieu automobile appréciées.
2 à 3 ans d'expérience minimum.
Il aura pour mission : suivi qualité-fabilité des produits, synthèse et reporting interne et externe, retour des données clients (pièces, diagnostic, information...), formation des utilisateurs.

Déplacements de courte durée France-Etranger. Anglais indispensable. Poste à pourvoir très rapidement.

Adresser C.V. avec photo récente et prétentions à Bendix Electronics Direction des Ressources Humaines BP 1148 - 31038 Toulouse Cedex.

ALLIED Automotive

2 jeunes chefs d'atelier ingénieurs mécaniciens

Pour son unité de production alsacienne, notre groupe (1300 personnes, 850 millions de CA), premier constructeur européen de chauffage électrique (chauffe-eau et convecteur) détenant 40 % du marché français, recherche deux jeunes ingénieurs ayant déjà acquis une première expérience de la fabrication dans des industries mécaniques ou, si possible, dans le domaine des presses. Ils assureront la responsabilité complète de leur production sur les plans qualitatifs, quantitatifs et économiques (études des coûts), mais aussi la gestion de leur équipe (une centaine de personnes pour l'un, une trentaine pour l'autre) en s'attachant à développer un climat de communication et à appliquer la politique de personnel du groupe en matière de formation et d'évolution des compétences et rémunérations. Cette fonction polyvalente, qui est un tremplin pour des responsabilités plus larges, exige une importante implication personnelle et des qualités d'animateur.

Si ces postes évolutifs vous motivent, veuillez adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 703 728 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

PARTICIPEZ AU DEVELOPPEMENT DE NOS LOGICIELS DE SANTE...

Nous sommes une SSII de + 110 personnes, développant des produits informatiques sur matériel VAX, destinés aux entreprises et aux professionnels. Nous occupons notamment une position de leader dans le domaine de la santé.

Nous recherchons pour ASMERS (92)

INGENIEUR ANALYSTE médecine et informatique - (réf. AM/LM)

(réf. AB/LM) - biologie et informatique

INGENIEUR ANALYSTE

INGENIEUR INFORMATICIEN homme de méthodes - (réf. IM/LM)

(réf. AC/LM) - spécialiste communications

ANALYSTE

Dans le cadre de l'équipe développant les logiciels du milieu de la santé, vous complétez les applications existantes et vous en créez de nouvelles (Analyse et réalisation) en tenant compte des besoins des utilisateurs.

Ces postes, évolutifs, nécessitent une formation supérieure, une solide expérience informatique complétée, selon le poste, par des compétences en médecine, biologie, méthodes ou communication. La connaissance de VAX/VMS et UNIX est un atout. Votre goût pour la technique, votre esprit d'équipe et votre potentiel vous permettront d'évoluer.

Sylvain ELOIT vous remercie de lui adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence choisie à CERG Sélection - 6, rue de l'Abbé Grégoire - 75006 PARIS.

CERG SELECTION

jeune chef de publicité # de RESSOURCES (TEMPS REEL)



Notre magazine informatique, destiné aux cadres dirigeants, compte parmi les toutes premières revues spécialisées éditées par le GROUPE TESTS, numéro un de la presse informatique en France (01 INFORMATIQUE, L'ORDINATEUR INDIVIDUEL, DECISION INFORMATIQUE...) et filiale de CEP COMMUNICATION. Nous avons doublé notre chiffre d'affaires en 1986 et nous sommes bien décidés à poursuivre au même rythme en 1987.

Rattaché au directeur de la publicité, vous avez la responsabilité d'un portefeuille d'agences et d'annonces. Vous développez aussi la vente d'espaces publicitaires et de produits de marketing direct auprès de nouveaux clients. Vous vous joignez à une équipe offensive et créative à laquelle vous apportez votre combativité ainsi que votre esprit marketing.

Agé de 24 ans minimum et, de préférence, titulaire d'un diplôme d'études supérieures, vous bénéficiez, si possible, d'une première expérience commerciale.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/87.005, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Pontlieu
75008 PARIS.

SERTI
SELECTION

SECTEURS DE POINTE

L'INGENIERIE SANS FRONTIERES

O.T.H. AMENAGEMENT et HABITAT, Société d'ingénierie leader dans le domaine de l'Aménagement, du Génie Urbain et de l'Habitat, recherche pour s'intégrer au sein d'équipes dynamiques :

CHEF DE PROJET

spécialiste de la coordination et de l'économie des projets immobiliers.

Diplômé de l'enseignement supérieur, ayant déjà une première expérience professionnelle, il devra allier une culture technique solide avec une habitude de la négociation avec les architectes et les maîtres d'ouvrage. Il sera formé aux méthodes informatisées de conduite et d'évaluation des projets (logiciels MER, ODILE).

D.U.T. GENIE CIVIL

projeteur béton armé, ayant et possédant des connaissances tous corps d'état.

Il prendra la responsabilité de la production des plans techniques de projets diversifiés. Il devra maîtriser parfaitement l'utilisation de logiciels de D.A.O. et C.A.O. : CADAM, AUTOCAD, EUCALD, et leurs applications spécifiques créées par l'O.T.H.

CHEF DE SERVICE GENIE CLIMATIQUE ET ELECTRIQUE

de 30 à 35 ans, expérimenté dans les études de maîtrise d'œuvre de "bâtiments" pour des bâtiments diversifiés (logements, bureaux, équipements...), tant en construction qu'en réhabilitation et maintenance.

Cet ingénieur devra maîtriser l'utilisation des outils informatiques les plus performants : calculs de simulation et d'optimisation, conception assistée par ordinateur (C.A.O.). Il bénéficiera d'un environnement tant technologique qu'informatique de très haut niveau et devra animer une équipe.



Ces postes sont basés à Paris, mais des interventions de courte durée sont à prévoir en province et à l'étranger. Anglais souhaité.
Adresser C.V. à : F. MELONIO, Directeur Général O.T.H. AMENAGEMENT et HABITAT - 18, boulevard de la Bastille - 75012 PARIS.

importantes sociétés d'ingénierie, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, recherche

**ingénieur
spécialisé en génie civil**

**ingénieur électricien
automaticien**

De formation supérieure, ayant 5 à 10 ans d'expérience en entreprise, chacun d'eux dans sa spécialité participera à l'élaboration des projets, à la définition et à la négociation des contrats avec les entreprises sous-traitantes.

Unité de travail : proche Banlieue Saint-Lazare.
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 3185 à LHM-Tourmay/Asscom 31, Bd Bonnet Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Importante Société Française développant ses activités sur des marchés de Haute Technologie, recherche :

INGENIEUR COMMERCIAL "INFORMATIQUE MILITAIRE" (réf. M 801)

De formation supérieure (Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Informatique), il possèdera, à 35 ans environ, une expérience significative (8 à 10 ans) de la conception et de la commercialisation de Systèmes Informatiques.

Sa maîtrise des langages (Cobol, Fortran, etc.) et systèmes d'exploitation (XENIX, UNIX) lui permettra de négocier au plus haut niveau l'implantation de solutions informatiques auprès d'une clientèle militaire.

Sa personnalité affirmée devrait lui permettre de rejoindre avec succès une équipe ouverte à la convivialité.

Le poste est basé à Paris.

INGENIEUR COMMERCIAL "BUREAUTIQUE MILITAIRE" (réf. M 802)

De formation Ecole de Commerce (type ESC ou équivalent), le candidat aura acquis, à 30 ans environ, un fort tempérament commercial ainsi que le goût de la négociation à très haut niveau.

Désirant valoriser une expérience réussie de la vente dans le domaine Bureautique ou Informatique, il aura pour mission de commercialiser l'ensemble de nos solutions bureautiques auprès d'une clientèle militaire de haut niveau.

Le poste est basé à Paris.

INGENIEUR COMMERCIAL GRANDS COMPTES (réf. M 803)

De formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce (la double formation serait un atout), le candidat aura un fort tempérament commercial ainsi que le goût de la négociation à très haut niveau. Il aura fait la preuve de son dynamisme au cours d'une expérience significative de la vente aux Grands Comptes privés ou publics.

Il aura pour mission de commercialiser l'ensemble de nos solutions bureautiques auprès des Grands Comptes qui lui seront confiés.

Le poste est basé à Paris.

Pour tous ces postes, nous proposons à des candidats de valeur une rémunération attractive ainsi qu'une évolution de carrière à la hauteur de leurs ambitions.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil, IMAGO-REDWOOD, 86, rue du Gouverneur Général Eboué, 92136 Issy-les-Moulineaux, qui transmettra.



SPOT IMAGE

Société chargée de commercialiser les produits des satellites SPOT d'observation de la terre recherche pour son établissement de TOULOUSE

INGENIEUR D'AFFAIRES

de formation informatique scientifique, pouvant justifier de 3 à 5 ans d'expérience pour :

- gérer les relations techniques et opérationnelles de SPOT IMAGE avec les stations de réception directe implantées dans le monde entier,
- participer à l'élaboration et la rédaction de spécifications techniques de systèmes nouveaux.

L'anglais écrit et parlé est indispensable.

Le poste est à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à SPOT IMAGE - B.P. 4359 - 31030 TOULOUSE Cedex.



GRUPE FRANCAIS D'INGENIERIE A DIMENSION INTERNATIONALE, nous souhaitons renforcer notre activité productive en accueillant un :

Responsable de missions de conseil et d'ingénierie en productive

Véritables architectes des systèmes de production, nous réalisons des missions de conseil et d'ingénierie liées à la modernisation de l'outil industriel de nos clients, tant sur les plans organisationnel que technologique.

De formation Ingénieur, une expérience d'environ 10 ans, acquise dans un environnement similaire, voire dans une société de conseil en productive, vous permet de maîtriser les technologies clés de la productive (automatisation d'ateliers de production, CIM, GFAO, etc.) et de vous impliquer dans une démarche d'étude, de conseil et de conduite technique de projets.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 543, à Annick Luccioni - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTHEC

ALLEZ A BOURGES, LE PRINTEMPS Y EST DEJA L'INFORMATIQUE DE POINTE AUSSI

et acquérez de solides compétences techniques au sein du groupe de distribution UNIDIS MAJOR : 2.300 personnes, 62 magasins, un C.A. de 2,5 milliards de francs en 1986, une expansion forte.

Nous sommes équipés d'un 3090 sous MVS-XA avec un réseau de 200 terminaux. Notre service informatique, qui comprend trente personnes, procède à des développements importants, en utilisant le temps réel, les bases de données et les outils les plus récents. Vous vous joignez à notre équipe système et, après une période de formation, vous participerez à la mise en place et à l'optimisation des nouvelles applications.

Nous vous remercions d'adresser, sous référence M/ 87.009, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui évaluera votre candidature à titre confidentiel.

**JEUNE DIPLOME
D'ETUDES SCIENTIFIQUES**

SERTI SELECTION 66, rue de Pontchartré 75008 PARIS.

*Réussir
chez soi mieux que chez les autres, nous y croyons.
Nous vous aiderons.*

Parce que vous vous sentez poussé par un fort esprit d'entreprendre, parce que le marché de l'informatique vous est familier, parce que la commercialisation de prestations intellectuelles aux grands comptes n'a plus de secret pour vous... vous recherchez de nouveaux horizons, de nouveaux marchés, de nouvelles réalisations et même, à moyen terme, à concrétiser un projet personnel. Ce pas à franchir demande une valorisation de votre potentiel, dont nous serons le catalyseur. Société d'ingénierie informatique, notre volonté d'innovation s'accroît avec vos ambitions pour la promotion de votre secteur.

Adresser avec vos ambitions pour la promotion de votre secteur, votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 3161 MA à Lévi-Tourmay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL DEBUTANT

exclusif

STÄUBLI S.A. dans le cadre de son expansion, recherche pour sa filiale régionale un ingénieur technico-commercial.

Formation : diplômé école d'ingénieurs AM, ECAM, ISEA ou équivalent, parlant anglais.

Missions et évolution : Durant les deux premières années, vous ferez vos preuves de négociateur technique pour vendre des composants de notre programme pneumatique et hydraulique et de notre programme robotique, auprès de notre large clientèle industrielle. Ce passage réussi, il vous sera offert un poste de responsabilité commerciale à notre siège de Faverge ou dans l'un de nos 7 filiales régionales de vente françaises.

Secteur à couvrir : Suisse Romande (départements 14, 59, 61). Poste basé à Cuen.

Nous vous offrons un stage de formation rémunéré.

Nous vous invitons à adresser systématiquement votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4573 à Nicole Farinier, STÄUBLI S.A., B.P. 70, 74210 FAVERGE.

STÄUBLI
DIVISION HYDRAULIQUE ET PNEUMATIQUE

سازمان اطلاعات

سكرا من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

... Le Monde • Mercredi 1^{er} avril 1987 27

Consultant en recrutement HF.

Votre première expérience du recrutement en entreprise ou en cabinet vous a permis de pratiquer la recherche par annonce et/ou par approche directe, et vous connaissez si possible le monde de l'informatique.

Fort de vos compétences et de votre professionnalisme, vous voulez assumer la responsabilité complète de vos affaires.

Venez participer activement à notre développement. La motivation et le dynamisme de notre équipe vous stimuleront, favorisant votre intégration et votre réussite.



Merci d'adresser votre dossier de candidature à Madame C. Cassin, DATAID SELECTION 48, av. Raymond Poincaré 75116 PARIS.

Jeunes Diplômé(e)s

BAC + 4 minimum

C.A. 1986 en France : 3 milliards 342 de Frs.

Croissance : 45% l'an depuis 10 ans.

Effectif : 3000 personnes.

Age moyen 31 ans.

Recherche et Développement : 11% du C.A. mondial.

Carières évolutives : commerciales, technico-commerciales, marketing...

Créé en 1957 aux USA, DIGITAL est devenu un des leaders mondiaux des constructeurs de systèmes informatiques (gamme PDP et VAX).

Nous proposons à notre clientèle des solutions globales : matériel, conseil, services.

JEUNES DIPLÔMÉ(E)S, vous recherchez un premier emploi ? 10 mois de formation vous permettront de faire le choix entre des fonctions aussi différentes que : la vente, le conseil, le marketing...

Du 1^{er} septembre 87 au 30 juin 1988, nous vous ferons connaître la société, sa culture, ses structures, ses produits de haute technologie, ses partenaires... et vous apprendrez les méthodes qui vous permettront d'être performant dans le métier que vous aurez choisi. Vous intégrerez une équipe en Région Parisienne ou en province (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Rouen, Strasbourg, Toulouse). Anglais souhaité.

Merci d'envoyer vos C.V. et lettre manuscrite à Marie-Claire SAN QUIRCE, sous référence MON 371 au Service Recrutement, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

Informaticiens ambitieux, venez parler Finance

Parler finance à SEMA-METRA, c'est aborder les systèmes d'information de la Banque et de l'Assurance avec tout le sérieux de l'approche méthodologique et de l'expertise de SEMA-METRA. Rejoindre notre équipe, c'est donner à votre carrière le label et le dynamisme de l'un des grands du conseil et de l'ingénierie informatique.

Directeur de projets, vous piloterez des schémas directeurs en vous appuyant sur la méthode RACINES. Patron de grands projets, vous serez responsable de budgets importants. Vous assurerez le développement d'un secteur d'activité dont vous pourrez prendre la direction. (Réf. 01/AC 1).

Chef de projets, vous animeriez une équipe de 3 à 15 personnes. Manager et expert en technologie informatique, vous garantirez la réussite de ces projets grâce à une pratique de plusieurs années en informatique de gestion et en organisation. (Réf. 01/AC 2).

Ingenieurs expérimentés, vous développerez des systèmes d'information bancaires et financiers en vous appuyant sur des méthodes rigoureuses (MERISE, AXIAL), sur des outils de génie logiciel et sur une solide formation. Vous avez une première expérience d'au moins 2 ans en informatique de gestion. (Réf. 01/AC 3).

Merci d'envoyer votre candidature, en précisant les références souhaitées, à Christine GILLES, SEMA-METRA - 16-18, rue Barbès - 92126 Montrouge Cedex



La CSEE - 2.600 personnes dont 500 cadres - conçoit et réalise des systèmes de haute fiabilité et de haute sécurité et également des produits d'informatique spécialisée dans des secteurs techniques de pointe : DEFENSE, TELECOMMUNICATIONS, TRANSPORT.

SE RENFORCE A ORSAY (91) ET A TOULON en compétences pointues sur plusieurs de ses axes techniques dans le cadre de nouvelles affaires et de sa stratégie de développement.

INGENIEURS EXPERIMENTES (5 ANS)

responsables d'étude d'équipements embarqués

- PUISSANCE ELECTRIQUE
- TRAITEMENT DU SIGNAL
- INTERFACES HOMME MACHINE
- GUERRE DU SIGNAL
- LOGICIEL SYSTEMES EMBARQUES
- MICROINFORMATIQUE RAPIDE

INGENIEURS EXPERIMENTES (10 ANS)

chargés de développer le pôle de compétence correspondant

- EQUIPEMENTS OPTRONIQUES
- ASSERVISSEMENTS NUMERIQUES D'AXES

CHEFS DE PROJET EXPERIMENTES

responsables de l'activité, de la préétude à la fabrication en série.

- SYSTEMES D'ARMES

Les ingénieurs recherchés sont issus de Grandes Ecoles ou titulaires ou minimum d'un DEA. Merci d'adresser sous réf. M3DEF votre candidature (CV et lettre précisant entre autre la fonction envisagée, la ville choisie et le salaire actuel ou souhaité) à : CSEE - Service Emploi et Développement des Cadres - 99, avenue Aristide-Briand BP 514, 92542 Montrouge cedex.

L'ELECTRONIQUE AU SERVICE DE LA SANTE

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Débutants ou possédant une première expérience industrielle acquise de préférence dans le domaine d'équipements sophistiqués intégrant une part importante d'électronique, nous vous proposons plusieurs opportunités :

- Ingénieur Fabrication, vous assisterez le Responsable d'une ligne de production chargée de la fabrication d'équipements de circuits imprimés.
- Ingénieur Responsable de l'intégration sur plate-forme, vous assurerez avec les équipes techniques l'intégration sur plate-forme (réglages, essais, recettes) et l'implantation de nos matériels sur les sites en France ou à l'étranger.
- Ingénieur Electronicien, spécialisé en informatique, vous participerez à la création d'un outil de gestion informatisé pour l'activité Intégration Systèmes (configuration de systèmes, procédures de gestion, études de systèmes d'informations).
- Ingénieurs Méthodes Contrôle, vous aurez la responsabilité de la définition et de l'application de la politique de contrôle par type de produits, le suivi des investissements et la mise en place de procédures de contrôle.
- Ingénieur Electronicien pour notre Service Normalisation Internationale, vous participerez, en relation avec nos services études, à l'élaboration de documents de synthèse permettant aux services concernés une meilleure compréhension des normes d'homologation de nos différentes gammes.

Le contexte international de notre groupe implique pour ces différents postes une bonne maîtrise de l'anglais et la disponibilité pour des déplacements en France et à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant le poste qui vous intéresse à : Jacqueline SIGOLET - THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens - 93240 STAINS.



L'offre MATRA DATASYSTEME : des solutions informatiques intégrant une large gamme de produits et de services dans les domaines de haute technologie. L'extension permanente de notre parc installé nous conduit à intégrer pour Paris et la Province : (H/F)

Ingénieurs - Support Logiciel

Paris/Colmar/Brest

Votre formation supérieure (école d'ingénieur...) et une première expérience chez un constructeur ou une SSI, a confirmé vos compétences techniques et vos qualités relationnelles ; vous êtes opérationnel dans l'un des domaines : MAINTENANCE Logiciel et Matériel, CONSEIL, FORMATION auprès des clients. Vous maîtrisez notamment UNIX, et/ou les principaux systèmes d'exploitation des systèmes mini. Vous serez rapidement autonome et responsable de vos prestations. Réf. 707/56/LM

Support Spécialiste - Communications

Paris

Vous apporterez à nos équipes-support votre expertise dans le domaine Communication et Réseaux, lors des installations et interventions sur site. Vous participerez à la définition des spécifications de maintenabilité des produits. Votre expérience (supérieure à 5 ans) fait de vous un spécialiste de la maintenance des réseaux ; vous avez une bonne connaissance du modèle ISO et des protocoles de communication (SNA, DSA...) et maîtrisez la relation-client. Réf. 708/56/LM

Veuillez envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence à MATRA DATASYSTEME 1 avenue Népce - 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

MATRA DATASYSTEME

L'INFORMATIQUE SIGNÉE MATRA



Entreprise savoyarde de renommée internationale

600 MF CA dont 50 % Export crée son poste de

Directeur industriel

Il devra assurer, directement sous les ordres du P.D.G., la réalisation industrielle des affaires de biens d'équipement destinés aux industries papeteries, chimiques, films plastiques et nucléaires.

Ces équipements sont à base de chaudronnerie en inox et de mécanique.

Il aura la direction de l'unité de production et des Services afférents (achats, lancement, coordination).

Effectif : 180 personnes environ.

La personne recherchée, de formation ingénieur, devra justifier d'une expérience réussie dans une fonction similaire.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Poste basé à Aix-les-Bains.

Ecrire sous référence DI à

f.p.conseil. 130, montée de Choulans - 69005 LYON.

SECTEURS
DE POINTE"Ingénieurs commerciaux,
votre potentiel technique fera
la différence..."

Informatique Industrielle, Informatique de Gestion, Gestion de Production sur mini et micro-ordinateurs : cette triple compétence CMG est unique sur le marché. Notre notoriété se traduit par une progression constante de 50 % l'an. Nos forces depuis 10 ans, ce sont d'une part, nos équipes de professionnels constamment formés et informés qui chaque jour mettent leur savoir-faire au service des techniques nouvelles, nos partenaires-clients de grande renommée et, d'autre part, notre philosophie d'entreprise. Nous donnons à chacun de nos collaborateurs les moyens d'exploiter son potentiel dans une ambiance d'autonomie et de respect mutuel.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Vous avez complété votre formation grande école d'ingénieurs par une expérience de la vente de produits dans les domaines du traitement du signal et de l'acquisition des données chez un utilisateur ou dans une SSI.

Très rapidement, avec professionnalisme, vous nous démontrerez votre polyvalence tant technique que commerciale. Vous serez le véritable partenaire d'une clientèle Grands Comptes que vous entretiendrez et développerez en commercialisant nos logiciels reconnus dans le traitement du signal et de l'acquisition des données (SAM...).

Vous êtes également chargé de renforcer notre pénétration dans le secteur des laboratoires d'essais. Outre un support logistique important, vous bénéficierez de l'appui de nos équipes techniques de haut niveau. Fort de vos résultats, vous découvrirez qu'avec CMG la prise rapide de responsabilités en toute autonomie, n'est pas un vain mot !



Merci d'adresser CV, lettre motivationnelle, photo et présentations (en français et en anglais) à :
Mme Gaudin, ZA de Coaraze, 91042 Les Ulis Cedex.



Ingénieur

Instrumentation/Informatique
Industrielle

Société d'engineering spécialisée dans le stockage souterrain d'hydrocarbures recherche un INGENIEUR HF, de préférence de formation GENIE CHIMIQUE ou ELECTRONIQUE.

A 25 ans minimum, vous êtes débutant ou vous avez une expérience pratique de quelques années en instrumentation pétrolière ou chimique, ou bien encore en informatique industrielle.

Basée en très proche banlieue Ouest, cette fonction d'Adjoint au Responsable implique des déplacements en France et à l'étranger. L'anglais courant est nécessaire, l'espagnol serait apprécié.

Vous pourriez par la suite évoluer dans des secteurs connexes.

Si ce poste à pourvoir rapidement vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (C.V., photo et présentations) sous réf. 3909 à :

RSCG CARRIERES
48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

Etablissement Financier de dimension internationale,
recherche pour son secteur Prévoyance, un

Jeune Organisateur

qui sera chargé de missions d'organisation administrative, commerciale et de gestion, au sein de la direction du développement commercial de la branche Grand Public, dont il assurera la conception et la conduite en liaison avec les utilisateurs et les chefs de projet.

Ce poste s'adresse à un organisateur ayant une première expérience dans le secteur tertiaire de préférence (Assurances, Caisses de Retraites, Banques) ou à des consultants juniors en organisation. De bonnes capacités de synthèse, le goût du travail en équipe et des qualités de contact sont impératifs, ainsi qu'une formation supérieure de gestion.

Adressez C.V. détaillé, précisant votre salaire actuel, s/réf. RU 703, à :

EGS CARRIERES
36, Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS.

des contacts internationaux...

Responsable Industrialisation

(Centrale - AM ...)

en Bourgogne

Nous sommes la filiale d'un groupe international et produisons des biens d'équipement Grand Public de haute technicité aux marques réputées. Le Jeune Ingénieur généraliste ou mécanicien que nous recherchons, âgé d'au moins 25 ans, a une première expérience d'animation d'une équipe au sein d'un Service Méthodes, Industrialisation ou Production et maîtrise la Qualité, l'aspect relationnel et le travail en groupe. Rattaché au Responsable Technique, il dirigera le Service Industrialisation (processus assemblage et réglage, temps et gammes, mécanisation, outillage...), animera une équipe de 20 personnes (ingénieurs, cadres et techniciens) et assurera les relations avec les Services Assurance Qualité, Achats, Production et Logistique. Les contacts fréquents et les déplacements à l'étranger nécessitent une parfaite connaissance de l'anglais. Le candidat retenu ne rencontrera aucun problème d'intégration au sein d'une équipe jeune, ouverte, dynamique et soudée. Le poste est situé à proximité d'Auxerre.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre motivationnelle, CV, photo et présentations) sous réf. 703/87 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris.



Jeune ingénieur chargé d'affaires

INSA - ENSI Electronique, Informatique

Var - Côte-d'Azur

Notre division (300 personnes, dont 150 ingénieurs) appartient à un très important établissement scientifique et industriel.

Intégré à une petite équipe formant le groupe « Matériel pour l'Aéronavale », vous prendrez en charge des projets consistant du matériel électronique et informatique d'analyse et de visualisation : rédaction des spécifications, notification avec les fournisseurs, suivi de la réalisation des marchés, réception et évaluation du matériel livré.

En relation permanente avec le monde industriel, vous devez impérativement posséder le goût des contacts et de la négociation.

Merci d'adresser lettre motivationnelle + C.V. + photo, sous la référence 8711, à :

J. CARLOTTI - CAPFOR MEDITERRANEE - CA Evolis, La Bastide Blanche, D 3 - 13127 VITROLLES, qui garantit toute confidentialité.

CAPFOR

PARIS - LYON - AD/MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUCON - NIORT - QUIMPER

INSTITUT LAUE

LANGEVIN (ILL)

GRENOBLE-FRANCE

L'ILL est un Institut de RECHERCHE NEUTRONIQUE ayant un effectif de 500 agents environ. Il est financé par la FRANCE (CEA et CNRS), l'ALLEMAGNE FEDERALE, la GRANDE BRETAGNE, et dispose pour ses recherches.

L'Institut accueille un réseau de chercheurs à haut flux de neutrons auprès duquel sont effectuées des expériences dans plusieurs disciplines : physique nucléaire, physique des particules élémentaires, structure et dynamique de la matière condensée, etc., en utilisant une trentaine d'instruments (diffraction, spectrométrie, etc.).

L'ILL est conçu comme un institut de service dont les expériences sont effectuées par des chercheurs invités.

Nous offrons à des

scientifiques

ayant soutenu leur thèse de doctorat ou ayant une formation équivalente, avec la possibilité d'une pratique de la recherche neutronique de préférence dans le domaine de physique nucléaire et de physique des particules, un contrat à durée limitée de cinq années. Les candidatures avec C.V., copie des diplômes et références, doivent être adressées d'ici au 22 mai 1987 au Directeur de L'ILL à l'adresse suivante :

Institut Laue - Langevin - 156 X - 38042 Grenoble cedex.

Les annonces de postes scientifiques à L'ILL sont effectuées en principe au printemps et à l'automne de chaque année.

Avec nos remerciements.



L'Agence Spatiale Européenne

recherche pour son Centre européen de Recherche et de Technologie spatiales (ESTEC) à Noordwijk (Pays-Bas)

pour les SATELLITES SCIENTIFIQUES ET D'APPLICATIONS

n° 1: DES INGENIEURS SYSTEMES

Ils auront une expérience étendue de la conception des véhicules spatiaux, et notamment plusieurs années de travail sur les sous-systèmes électriques ou mécaniques. La connaissance des méthodes générales d'approvisionnement des satellites est souhaitable, l'accent étant mis sur les techniques d'assemblage, d'intégration et d'essais.

pour les SOUS-SYSTEMES DE COMMANDE D'ORIENTATION ET DE REGULATION D'ORBITE

n° 2: UN INGENIEUR PRINCIPAL

Il sera chargé de la spécification, la conception, l'analyse, l'essai et l'évaluation en orbite des sous-systèmes de commande d'orientation et de régulation d'orbite pour tous les satellites de télécommunications actuels ou futurs de l'Agence. Il pourra recruter en cas de besoin à un soutien technique spécialisé pour les détecteurs, l'électronique, les actionneurs et l'analyse des missions, mais cela n'exclut pas qu'il possède de vastes connaissances générales dans tous ces domaines.

pour le PROJET D'OBSERVATOIRE SPATIAL DANS L'INFRAROUGE

n° 3: UN INGENIEUR ENERGIE ET EMC

Il sera chargé du sous-système d'alimentation en énergie, des aspects électriques du réseau solaire, des problèmes généraux d'EMC (Compatibilité électromagnétique) et du sous-système électrique du cristal. Une expérience étendue de ces domaines est souhaitable.

pour les FUTURS SYSTEMES EUROPEENS DE SATELLITES DE RELAIS DE DONNEES

n° 4: UN ANALYSTE SYSTEME

Il lui faudra participer à la définition des impératifs, au suivi de la réalisation, à l'essai et à la mise en place du système. Il jouera un rôle-clé dans l'exécution des analyses, études et évaluations nécessaires pour déterminer la configuration du système. Une large connaissance des principes et de la théorie des systèmes de télécommunications, accompagnée d'une expérience de l'analyse et de la synthèse de la configuration de systèmes de télécommunications est indispensable.

n° 5: UN INGENIEUR TERMINAUX D'UTILISATEURS

Il sera chargé de définir les impératifs des terminaux RF à embarquer sur les satellites qui utiliseront les futurs systèmes européens de satellites de relais de données et par la suite de contrôler leur réalisation, leur qualification et leur fonctionnement en orbite. L'expérience de la mise au point, de la fabrication et des essais de matériels de télécommunications RF pour satellites ainsi qu'une certaine connaissance des communications par voie optique sont exigées.

pour les MECANISMES DE VEHICULES SPATIAUX HABITES ET INHABITES

n° 6: UN INGENIEUR MECANICIEN

Il aura à suivre à la fois les aspects technologie appliquée et soutien des projets. Ses principaux secteurs d'activité seront la conception de mécanismes fonctionnant dans un environnement spatial. Ses domaines d'intérêt doivent être plus particulièrement les systèmes d'entraînement relatif pour rétroaction et antennes, les dispositifs à commande hydraulique et pneumatique, les vérificateurs, pompes, vannes, etc. pour systèmes de régulation de l'environnement. L'expérience de la conception et du fonctionnement de mécanismes est indispensable, de préférence dans les domaines aéronautique ou spatial.

Les candidats à ces postes doivent être titulaires d'un diplôme universitaire dans les domaines considérés (génie électrique ou électronique, physique ou mathématiques), assorti d'une certaine expérience (au moins 2 ans) des sujets en question. Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée, une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues souhaitable.

pour les ACTIVITES MATHÉMATIQUES ET LES LOGICIELS

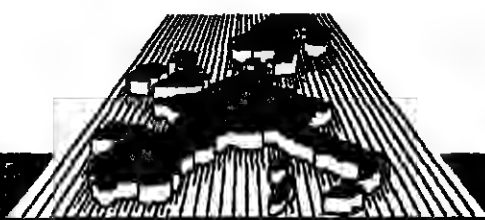
n° 7: JEUNES INGENIEURS

Ils auront des bases solides en mécanique théorique avec une expérience particulière de la formulation mathématique des structures flexibles et de leur calcul sur ordinateur. Après une période probatoire de deux ans, les candidats pourront être affectés à un poste permanent dans un projet comme celui de la Station spatiale.

Conditions de travail des Organisations internationales, avec indemnités d'expatriation, allocations familiales, régime de sécurité sociale et de retraite. Les frais de déménagement sont remboursés.

Prêtez d'adresser un curriculum vitae détaillé, portant référence du numéro du poste correspondant, au Chef du Personnel, ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk ZH (Pays-Bas).

esa



EUROPEAN SPACE AGENCY

مركز المعلومات

سكراي الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 1^{er} avril 1987 29

SECTEURS DE POINTE

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons au cours de ces vingt ans acquis une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, tout en maintenant une entreprise à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs « possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion » dégageant des obligations militaires et libres rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo sous réf. M 3103 à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75001 Paris, qui transmettra.



Nous avons des projets pour vous !

Nous sommes le deuxième groupe français de Télécommunications, leader européen en téléphonie, notre diversification nous a permis d'occuper une place de premier plan dans tous les domaines de la communication : commutation (voix et données), télématique, radiocommunications.

Vous êtes ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, ou de niveau équivalent, avec quelques années d'expérience dans des techniques de pointe. Vous souhaitez élargir votre horizon, en valorisant votre compétence et vos qualités d'animateur, de contact et d'organisation, au sein d'une société dynamique à taille humaine.

Nous avons des projets pour vous ! Nous menons nos programmes de développement de nouveaux produits avec des méthodes efficaces de « project management », mises en œuvre par notre Direction des Programmes : saisissez l'opportunité d'y devenir

Chef de Projets

Interlocuteur privilégié des Directions Technique, Industrielle et Commerciale, vous coordonnerez dès leur définition par le Marketing les études, l'industrialisation et le lancement des produits nouveaux. Lieu de travail : Grande Banlieue.

Adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence O/CP/M ou téléphoner au 47.34.16.16 pour en parler en toute confidentialité avec Christiane CHARBONNE ou Didier LESUEUR

Raymond Poulsen Consultants 74 rue de la Fédération - 75015 PARIS

MATRA COMMUNICATION

Société industrielle leader dans la fabrication et l'installation d'équipements de transfert et d'application industrielle de peinture et de composants liquides et semi-solides, recherche

Ingénieur

De formation A.M. ou équivalent, le candidat retenu aura acquis une expérience de 3 ans au moins en milieu industriel. Il sera familiarisé avec le fonctionnement interne d'une P.M.L. ainsi qu'avec les différents aspects de la sous-traitance et les études de conception de machine pour la manutention de liquides, petite mécanique et automatisme.

Il aura pour tâche de seconder le directeur technique et prendra un rôle actif dans l'étude, le développement et plus généralement le suivi de nos machines et systèmes. Il sera un appui technique majeur tant pour notre force de vente que pour notre clientèle.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 71 M à

GRACO FRANCE
Direction des relations humaines
113, rue des Soles
94523 RUNGIS SILIC

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

TECHNICIENS NIVEAU IV ou V

(3 ans d'expérience min.) pour postes études.

ACHETEURS ÉLECTRONIQUES

(3 ou 4 ans d'exp. min.)

Entrée à la Société ELBY, 26, rue Pasteur, 94450 L'Herminette Cedex avec C.V., photo et prétent.

INFORMATIS

TECHNIQUES DE POINTE

PROJETS TRÈS VALORISANTS

INGÉNIEURS BULL

SYSTEMES BULL

DP68 - DP67 - DP65

Importants projets de développement et de qualification.

CHEFS DE PROJET

BULL DP67 - DBA - DATANET

Avant de la « bouillie » capable d'émulsion et d'émulsion

aboutissant à des solutions fiables. Pour encadrer une équipe d'ingénieurs.

INGÉNIEURS UNIX

Pour développement de

MONITEURS TEMPS RÉEL

UNIX - LANGAGE C 68000

INGÉNIEURS RESEAUX

TRANSPAC - X25 - DBA - SNA

PROJETS TÉLÉMATIQUES

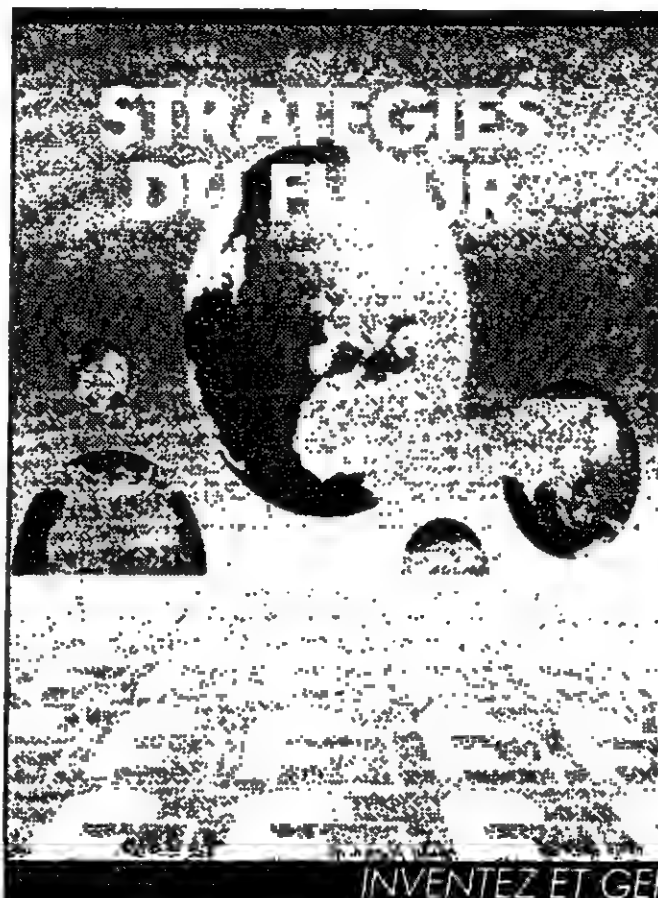
INGÉNIEURS PROCESS

PROJETS DE SIMULATIONS

MILITAIRE

SEL 32 - CONCEPT (MOULIN)

25, r. Daubenton, 91 - 45-37-99-22



INGEVISION

PROJETS ET PRODUITS

Avec INGECAD, la solution intégrée pour la conception d'installation industrielle

INGEVISION prend une place importante sur le marché de l'ingénierie assistée par ordinateur et cherche pour son service DÉVELOPPEMENT :

Ingénieur Schématisiste

Ingénieur mécanicien ou ingénieur chimiste, vous avez acquis au travers d'une première expérience en Bureau d'Etudes des compétences dans le domaine de la simulation de process ou en conception de circuits fluides.

Vous possédez bien la technique de programmation en Fortran.

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe responsable des produits de schématisation qui a pour objectif le développement de produits logiciels industriels spécialisés dans les activités de conception et de réalisation des systèmes fluides.

Si vous êtes créatif, si vous aimez le travail en équipe, si notre challenge vous plaît car nous avons des ambitions sur les marchés France et Etranger, venez rejoindre notre équipe.

Merci d'adresser à FRAMATOME, Département Recrutement, sous réf. B-S 63006, Place de la Coupole, Tour Fiat, 92084 Paris-La Défense.

INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

PROGRAMME ARIANE 5

La Direction des lanceurs du CNES recherche 2 Ingénieurs Grandes Ecoles.

Ingénieur propulsion à poudre

Spécialisé en thermodynamique, propulsion, chimie, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine. Vous prendrez la responsabilité du contrôle technique des industriels chargés du développement du chargement du propulseur à poudre du lanceur ARIANE 5 (réf. PP)

Ingénieur mécanicien

Spécialisé en thermodynamique, mécanique des fluides, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience de préférence dans une activité cryotechnique. Nous vous confierons la responsabilité du contrôle technique des industriels chargés du développement d'équipements mécaniques d'un ensemble propulsif cryotechnique (réf. EC)

Ces deux postes nécessitent la pratique de la langue anglaise et l'utilisation d'ordinateurs.

Des déplacements fréquents et de courte durée en Europe sont à prévoir.

Veuillez adresser votre lettre de candidature avec CV et photo, sous la référence choisie, au Chef du Département « Personnel », Centre Spatial d'Evry, Rond Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.



Centre National d'Etudes Spatiales

LES COMPÉTENCES DU FUTUR



La Société Anonyme des Télécommunications fait partie du groupe G35 et représente à elle seule plus de 5 200 collaborateurs. Entreprise de recherche, de production (5 usines), et de commercialisation de produits hautement techniques (de transmission, réseaux, fibres optiques, aéronautiques...), la SAT recherche, pour des projets de gestion de production équitables HP 3 000

Deux ingénieurs informaticiens

Paris réf. TN2/103

Lannion réf. TN2/104

Le premier rejoindra un service dont la mission est de coordonner, superviser les actions informatiques des centres de production notamment dans le domaine de la GPAO.

A Lannion le Chef de Projet analyse les besoins, suit la mise en place des nouveaux produits de GPAO et établit l'interface avec Paris.

Pour ces deux postes, nous demandons une formation d'ingénieur informaticien. Après une première expérience pratique en informatique (2 à 4 ans), si possible sur matériel HP 3 000, ils souhaitent prendre une responsabilité complète dans le domaine de la GPAO. Notre société vous apportera si nécessaire, une formation complémentaire dans ce domaine.

Ces postes présentent de réelles perspectives d'évolution vers l'un des quatre départements informatiques de la SAT.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous réf. choisie, 24, rue Eugène Flachet - 75017 PARIS. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Nos techniques et votre passion pour l'éclairage de grands projets...

Le Bureau d'Etudes MAZDA : des hommes et des moyens au service de la technique éclairagiste, des projets prestigieux en France comme à l'étranger qui font de MAZDA le premier groupe français de l'éclairage.

« INGENIEUR ELECTRICIEN », vous avez une première expérience de quelques années si possible dans le domaine du bâtiment ou des travaux publics.

Au sein du Bureau d'Etudes, intégré à une équipe d'ingénieurs et de techniciens, vous exploiterez vos compétences en réalisant des projets de qualité et en apportant sur le terrain un conseil

adapté et des solutions techniques performantes aux besoins de tous nos clients.

La diversité des projets et leur envergure, la qualité des études que nous souhaitons mener et les missions de formation et d'information auprès de l'équipe commerciale vous permettront de réaliser pleinement votre passion pour le métier de l'éclairage.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 19, à MAZDA Eclairage, Pierre DUTOT, 204 Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.



La CSEE - 2500 personnes dont 500 cadres - conçoit et réalise des systèmes de haute fiabilité et de haute sécurité, ainsi que des produits d'informatique spécialisés dans des secteurs techniques de pointe : DÉFENSE, TRANSPORT, TÉLÉCOMMUNICATION.

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie de développement, la DIVISION

COMMUNICATION et INFORMATIQUE

se renforce à PALAISEAU (91) en ingénieurs Grandes Ecoles 5/10 ans d'expérience.

INGENIEUR CHEF DE GROUPE ETUDE TERMINAL

responsable de l'étude d'un nouveau terminal de COMMUNICATION GRAPHIQUE dans le cadre du développement des applications du réseau de télécommunications de la prochaine décennie (RNS).

INGENIEUR CHEF DE GROUPE CONCEPTION SYSTEMES

responsable de la conception d'une nouvelle génération de systèmes d'autocommutation faisant appel aux techniques de COMMUNICATION TEMPORELLE et de traitement du signal.

CHEF D'UN PROJET LOGICIEL D'AMPLEUR NATIONALE

chargé de développer une application temps réel de télécommunications répartie sur un NOMBRE IMPORTANT DE MINI commutateurs via un réseau d'informatique. L'équipe atteindra 7 ingénieurs.

INGENIEUR CONCEPTEUR ARCHITECTURES SYSTEMES

chargé de définir les produits et sous-ensembles destinés à s'intégrer à des applications nouvelles de télé-informatique tout en apportant un soutien technique à certains appels d'offre.

Merci d'adresser sous réf. MAZDA votre dossier de candidature (CV et lettre précisant entre autre la fonction envisagée et votre niveau de rémunération) à CSEE - DRH - 99, avenue Aristide-Briand BP 514, 92542 Montrouge Cedex.

SECTEURS DE POINTE

INGENIEURS D'AFFAIRES

Société de Services et d'Ingénierie Informatiques de tout premier plan au niveau national recherche des :

Vous êtes un professionnel de la vente de services et savez mener de façon très autonome une négociation de très haut niveau. Vous serez chargé de développer les activités de la société auprès des plus importants Groupes Français. De formation supérieure, vous avez obligatoirement acquis plusieurs années d'expérience au sein de SSI. La connaissance de la mécanique ou une bonne expérience du secteur bancaire seraient de nature à correspondre à l'une des dimensions de la société. Vous participerez à une très forte expansion commerciale. Votre rémunération pourra être très élevée, en fonction de vos résultats. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions), sous réf. M/84/15, à Marie-Françoise WIEGERT - APRI CONSEIL, 5, rue Bellini - 92005 PUTEAUX.

APRI
CONSEIL

avec nous le challenge de la robotique

Au sein d'un Grand Groupe Industriel européen, nous sommes une unité à "TAILLE HUMAINE" fabriquant et commercialisant des biens d'équipements de très haute technicité. Notre vocation est l'automatisation des moyens de production. Maîtrise des technologies les plus avancées : Innovation : écoute du marché... telle est notre expérience. Nous recherchons un :

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Chargé de promouvoir et développer les ventes de nos applications robotisées. De formation Ingénieur, vous pourrez justifier d'une expérience réussie dans la commercialisation de produits de très haute technologie. Vous serez mobile ; disponible, autonome et vous disposerez de réelles qualités relationnelles. Vous maîtriserez parfaitement la langue anglaise, et la connaissance de l'allemand constituerait un plus. A un candidat à potentiel, nous offrons une situation motivante et évolutive. Ce poste est à pourvoir en région sud de Paris.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 5744 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo, 75001 Paris qui transmettra.

SITUÉE EN NORMANDIE PRES DE DIEPPE, NOTRE USINE FAIT PARTIE DU GROUPE LEGRAND CONNU POUR SA POSITION DE LEADER SUR LE MARCHÉ DE L'APPAREILLAGE ELECTRIQUE D'INSTALLATION. NOUS SOUHAITONS ACCUEILLIR NOTRE :

FUTUR RESPONSABLE DU SERVICE TECHNIQUE ET ETUDES TRANSFORMATEURS

legrand Au sein d'une équipe de 10 personnes, vous serez le coordinateur des services techniques (B.E., lobo) dans l'optique de développer des nouveaux produits, améliorer les coûts et la qualité. Vous serez également le garant du suivi et de la conformité aux normes de fabrication. Vous avez une formation d'ingénieur électrotechnicien (ESME, INSA) complétée par une expérience de 3 à 6 ans dans le domaine de l'électrotechnique en milieu industriel et vous maîtrisez les techniques de CAO-DAO. Nous vous garantissons à ce poste beaucoup d'autonomie, de nombreux contacts et des responsabilités techniquement très importantes. La chance, pour vous, d'évoluer au sein d'un grand groupe. Adressez votre dossier de candidature à M. Alain DUNAL, Service du Personnel, Legrand d'Art, le Val Vernier, Brochy, 76730 Bacqueville-en-Caux, sous réf. RE/M.



IBM
36/38
Société d'Ingénierie Informatique de renommée nationale, agent IBM 36/38 pour faire face à notre expansion, la Direction Commerciale, recherche sur Paris des Responsables.

Ingénieurs d'affaires

Pour une S.S.I.I. en forte croissance

RESPONSABLES DE SECTEUR PRODIGES ET LOGICIELS

Votre expérience commerciale et votre formation vous permettront de commercialiser des logiciels professionnels, des logiciels généraux et des applications clé en main sur systèmes 36/38. Réf. MRS 1.

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Votre expérience de la Délégation de Personnel, votre sens des relations humaines, votre connaissance du marché IBM 36/38, vous permettront de prendre en charge le département pour le gérer en centre de profit et développer son activité. Réf. MRS 2.

Vous avez une expérience dans les domaines évoqués (minimum 5 ans) et vous souhaitez rejoindre une SSI en plein développement qui propose une rémunération attractive et des possibilités d'évolution. Merci d'envoyer votre dossier de candidature (C.V. et lettre manuscrite), en indiquant la référence choisie, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.



LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

(Ministère des Postes et Télécommunications) à ISSY-LES-MOULINEAUX, recrute un

ingénieur

(ENST, ESE, INSA, etc...)

pour participer aux études et au développement d'un système de publiphones à cartes à mémoire.

Ce poste convient à un ingénieur débutant ou ayant quelques années d'expérience et comporte des contacts fréquents avec les constructeurs et différents services de l'Administration.

Adressez les candidatures avec C.V. détaillé, référence, téléphone et prétentions à : CENTRE PARIS A - Division "TERMINAUX, PROCEDURES ET APPLICATIONS" CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS 38/40, rue du Général-Leclerc, 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

cnet

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Importante société de promotion et de gestion patrimoniale (40.000 logements), filiale d'un groupe financier, nous cherchons pour Paris

un jeune responsable financier 180 000 F/an +

Au sein d'une équipe de gestionnaires et en relation avec les services de la société, les notaires, la DOE, etc., vous suivrez la vie d'une dizaine de SCI : gestion des associés (tenue et mise à jour des dossiers, suivi des participations, rapports de gestion), gestion financière (suivi de la trésorerie, analyses, simulations et projections financières).

Diplômé d'études supérieures, vous avez une expérience financière d'au moins cinq ans, acquise si possible dans un environnement similaire et souhaitez exercer une responsabilité plus directe dans une unité moyenne. La connaissance de la micro-informatique est indispensable.

Ecrivez à notre consultante, Mlle A. DANIEL, tél. 4967 LM.



ALEXANDRE TIC SA
10, rue Royale - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

MECATRONIC DE LORRAINE

Responsable d'unité électronicien

Notre entreprise, associée à de puissants groupes industriels, développe ses activités en implantant dans la MEUSE, une unité autonome de MONTAGE et CABLAGE d'ensembles de sous-ensembles ELECTRONIQUES.

Nous recherchons pour prendre en charge la responsabilité de cette nouvelle unité (une trentaine de personnes), un CHIEF D'ETABLISSEMENT.

Les domaines de responsabilité de ce cadre seront variés : gestion, TECHNIQUE, social et humain, relations extérieures. Le candidat recherché, de formation générale du niveau DUT, BTS, ELECTRONICIEN (ou +), aura déjà acquis une bonne expérience industrielle couvrant les domaines électroniques et montage.

Il souhaitera élargir cette expérience par la participation à l'organisation et le fonctionnement général d'une PMI.

Ecrire à H.P.F.
Direction du Personnel
Avenue de Savoie, 74130 Bonneville.

REJOIGNEZ UNE EQUIPE EN PLEIN DEVELOPPEMENT...

Fielle d'UNILOG, l'une des premières SSI en France bientôt sur le second marché (650 personnes, 230 millions de CA), nous sommes Conseil en Gestion Humaine (audit, recrutement, formation) et avons développé une forte compétence auprès des entreprises de haute technologie. Notre implantation dans le recensement d'informaticiens est bien connue. Nous offrons aujourd'hui un poste de

CONSULTANT SENIOR

pour faire face au développement de cette activité chez nous ! De formation supérieure, autonome grâce au savoir-faire que vous avez acquis dans le recrutement (informatique, électronique...), vous participerez au développement et à la gestion de notre clientèle. Nous vous apportons l'infrastructure et les techniques de pointe nécessaires à l'exercice de votre professionnalisme.

Si ce challenge répond à vos attentes, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence LM 313 à :

UNILOG

8 rue Alfred de Vigny 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC



1^{er} constructeur mondial de presses à injecter le caoutchouc, 200 millions de CA, 85 % export, recherche pour

secondaire et décharger son directeur technique

Ingénieur

centrale, AM ou équivalent

Vous avez quelques années d'expérience de la conception de machines ou de matériels d'équipement modernes, de bonnes capacités d'animation et de relation. Vous parlez l'anglais et, si possible, l'allemand.

• Directement rattaché au Directeur Technique, vous disposez d'une large délégation pour animer des études mettant en oeuvre des technologies variées (mécanique, hydraulique, automatisme, robotique...) nécessitant un niveau technique élevé et de bonnes capacités d'analyse et de synthèse.

• Vous serez personnellement responsable d'affaires importantes, à fort contenu d'innovation, et coordonnerez les différents intervenants techniques à ces projets.

• Vous serez amené à effectuer des déplacements de courte durée, en France comme à l'étranger.

Envoyez votre candidature en indiquant vos prétentions à Gérard SCHNEIDER qui vous adressera toute documentation. Référence HQM

SCHNEIDER RECRUTEMENT

55 montée du Chouquet 69323 Lyon Cedex 06.

152

150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

... Le Monde • Mercredi 1^{er} avril 1987 31

IMPORTANTE UNITE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE,
située en proche banlieue SUD, recherche
SON RESPONSABLE FABRICATION MECANIQUE
ENSAM ou équivalent... expérimenté

Mission : Vous serez responsable d'une équipe de 140 personnes (ingénieurs, techniciens et ouvriers) chargée de produire les pièces mécaniques nécessaires à l'assemblage de matériels de très hautes technologies et de contribuer à leur développement.

Profil : Ingénieur du type ENSAM, âgé d'environ 35 ans, vous justifiez de 7 à 10 ans d'expérience réussie dans le management d'équipes de production (d'une centaine de personnes). Excellent technicien, vous êtes capable d'animer, de motiver des hommes pour optimiser avec eux l'utilisation de moyens industriels très performants.

Merci d'envoyer lettre de motivation, CV, prétentions sous la référence 91631/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

**ASSISTANT
CONTROLEUR DE GESTION
PARIS**

pour filiale (600 personnes - C.A. 400 MF)
d'un important Groupe Français

- Sera chargé principalement :
- du suivi de la comptabilité analytique et du contrôle des prix de revient de production.
 - de l'établissement des documents de gestion et de contrôle budgétaire et participera à l'élaboration des budgets annuels.
 - Agé de 30 ans environ.
 - Formation DEC ou ESC.
 - Expérience 3 ans minimum en comptabilité analytique ou en contrôle de gestion (milieu industriel).

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant bien sur l'enveloppe la réf. 18493 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

Société marseillaise - 100 personnes
DANS LE SECTEUR HAUTE TECHNOLOGIE APPLIQUEE
AUX DOMAINES CIVIL ET MILITAIRE

**1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
1 TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN**

Expériences : 3 ans minimum.
Compétences : électronique, analogique Gamme 0 HZ/200 KHZ, amplification, conditionnement, filtrage.
Missions : concevoir et réaliser des systèmes de conditionnement et de filtrage.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite à : SYMEX, 2, bd de l'Octon - R.P. 144 - 13275 MARSEILLE Cedex 9.

**Gestionnaires
de Patrimoine
Confirmés**

Pour faire face au développement de son activité dans le domaine de la gestion de patrimoine, la banque PARIBAS recherche des gestionnaires de patrimoine confirmés.
Agés d'une trentaine d'années, de formation supérieure ils devront posséder une expérience similaire de 3 à 6 ans.
Après une période de formation complémentaire, ils pourront se voir confier des responsabilités de gestionnaire de patrimoine à Paris ou dans une grande ville de province.

Merci d'adresser CV, photo accompagnés d'une lettre manuscrite sous référence 3911 à RSCG CARRIÈRES - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

**BANQUE
PARIBAS**



**La Caisse Régionale
de Crédit Agricole Mutuel de la Brie**
recherche

JEUNES DIPLOMÉS
Issus d'une école de commerce ou universitaire
(maîtrise gestion Science Eco, Droit...)

Vous devrez orienter votre carrière vers des postes formateurs au sein d'une banque performante et évoluer ensuite dans des activités commerciales d'études ou de gestion.

Les candidatures, C.V., photo et prétentions sont à adresser à : Monsieur le Directeur du CA BP 205 - 77101 MEAUX

**SECTEURS
DE POINTE**

**VOTRE EXPÉRIENCE "TITRES"
VOUS MÈNERA LOIN**

Creativité, souplesse, performances, sont les maîtres-mots de nos équipes et de nos réalisations "Titres". C'est dans cet état d'esprit que nous cherchons un

JEUNE CHEF DE PROJETS

Diplômé d'études supérieures, vous avez plusieurs années d'expérience dans le domaine des Titres sur IBM (MVS/OS, CICS, DL 1).

En première ligne face aux utilisateurs et aux autres informaticiens concernés par les applications nouvelles dont vous serez chargé, vous aurez l'opportunité d'exercer vos qualités d'analyse, de contact et d'animation d'équipes. Votre connaissance du domaine des Titres et votre réussite dans la réalisation des premiers projets qui vous seront confiés vous assureront un élargissement rapide de vos responsabilités. Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 606, à notre Conseil

UNILOG

8, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec informatique

**SOCIÉTÉ D'IMPORTANCE
NATIONALE EN DISTRIBUTION
DE MATÉRIELS BUREAUTIQUES
ET INFORMATIQUES, recherche un**

**RESPONSABLE DU
SERVICE SUPPORT
ET
MÉTHODES
TECHNIQUES**

Il sera chargé de la mise en place et de l'application de la politique de maintenance des produits bureautiques et informatiques :
- Moyens en documentation technique et logistique, évolution des produits nouveaux,
- Support hard et soft au réseau SAV.

Cet ingénieur diplômé en Electronique/Informatique a de bonnes connaissances en systèmes d'exploitation dont Unix et en langages évolués.

Il encadre une équipe de techniciens supérieurs et d'ingénieurs grâce à des compétences affirmées dans les techniques modernes de maintenance.

Plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire sont nécessaires pour réussir.

Merci d'adresser votre candidature, s/réf. 23618 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour la mise en place des moyens de maintenance
de ses produits nouveaux en Bureautique et Informatique

JEUNE INGÉNIEUR PRODUIT

Il lui sera confié l'étude de la fiabilité des matériels, la création de la logistique (pièces détachées, documentation technique s'y rapportant).

Il assistera le réseau SAV en clientèle et, en liaison avec les constructeurs, fera appliquer les améliorations techniques.

Le candidat retenu aura un diplôme d'Ingénieur en Electronique/Informatique complété par de bonnes connaissances en systèmes d'exploitation dont Unix.

La pratique de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 23617 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Sur le site de REGMA à
Arques La Bataille (76),
TOSHIBA et RHONE
POULENCO ont créé TOSHIBA
Systèmes France une unité
de fabrication de
photocopieurs pour
l'ensemble du marché
Européen et
recherchent

**ACHETEUR
ELECTRONICIEN**

rattaché au matériel
monoproc, il aura pour
mission de rechercher
sur le plan local des
portables susceptibles
de répondre aux exi-
gences d'un industriel
soucieux de faire de la
production "made in
France" une référence.
Il aura à négocier, dans
le cadre d'une politique
d'achat définie, l'acqui-
sition des composants

des sous-ensembles et
d'en optimiser les coûts.
Il assurera le respect
des engagements pris
relatifs aux délais et à la
qualité.
Il sera de formation
technique, BTS, DUT ou
ingénieur, autonome,
opérateur.
Il aura une expérience
des achats confirmée.
L'anglais est pour lui
une 2^e langue.

Adresser C.V. photo et prétentions à :
TOSHIBA SYSTEMS FRANCE
76880 ARQUES-LA-BATAILLE

INGENIERIE

Temps réel
logiciel de base
Télécom

Concevoir et réaliser des logiciels, c'est notre métier
et c'est dans ce domaine, l'informatique industrielle
temps réel, que nous investissons.
Nous recherchons à PARIS, CRENOBLE et MUL-
HOUSE des INGENIEURS GRANDES ECOLES
(Groupe 1).

• CHEFS DE PROJETS
Connaissances souhaitées UNIX, Télécom...

• INGENIEURS LOGICIELS

Débutants ou première expérience (1 à 2 ans)
connaissant langage C, 68000, UNIX.

Vous évoluerez dans une ambiance humaine et
technique high tech (formation, projets, clients).

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous
réf. 22769 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de
l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien
indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro
de l'annonce les intéressant et de vérifier
l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde
Publicité » ou d'une agence.

**Marriott
ROISSY**

Société de restauration spécialisée dans le CATERING AERIEN,
filiale d'un groupe international en pleine expansion recherche son
futur CHEF DE DEPARTEMENT MATIERES PREMIERES

**INGENIEUR
AGRO-ALIMENTAIRE**

Responsable des approvisionnements pendant une période
d'intégration de 6 mois, ce cadre sera ensuite chargé des achats
(50 millions francs) en liaison avec le groupe.

Directement rattaché à la direction générale, il supervisera
également les commandes de vivres, la gestion des stocks et le
contrôle de la qualité.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur agro-alimentaire
possédant une première expérience réussie (5 ans environ) de la
gestion des produits frais - l'expérience de l'encadrement et
la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Si vous désirez rejoindre une équipe performante,
cette proposition vous concerne.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à :
Sylvie RICHARME - Département des Ressources Humaines
BP 20.316 - 95713 ROISSY Aéroport Charles de Gaulle Cedex.

**RESOUDRE
LES PROFILS D'AVENIR**

**SE RAPPROCHE
DU CENTRE DE PARIS :**

50, rue 5^{me} Croix de la Bretonnerie
75004 PARIS. Tél.: 48.04.53.00

à deux pas de Beaubourg !

**Le conseil général
des Alpes de Haute-Provence**
envisage de recruter

UN CHARGÉ DE MISSION

pour mettre en application la politique économique du
Conseil Général.
Expérience souhaitée.
Niveau minimum de diplôme : Bac + 2.

Adresser avant le 30 avril 1987 C.V. manuscrit
+ prétention rémunération à :
CONSEIL GÉNÉRAL

Direction du personnel et des services généraux
13, rue du Docteur-Bonnieux, 04003 Digne CEDEX.

501 100 100

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

BATISSONS ENSEMBLE VOTRE INFORMATIQUE COMPTABLE ET FINANCIERE

Formation :

Doctorat de 3^e cycle en informatique. Certificat comptable du DECS + ICG.

Expérience :

15 ans en conception et mise en place de systèmes comptables et financiers.

Recherche

Direction Service Informatique/Etudes ou poste de responsabilité dans Direction Financière.

Ecrire à n° 8462 M - LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

• INGENIEURS toutes spécialisations

• CADRES administratifs, commerciaux

• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

• SPECIALISTES EN MARKETING TELEPHONIQUE - 15 ans exp. commerciale. F. 44 ans.

CHERCHE création ou responsabilité d'un département plannig. (CAD IV/ISG 999).

I.F. - Motivée et dynamique. Exp. assistante de direction et documentaliste-rédactrice.

CHERCHE poste à responsabilité équivalentes. (BCO/CR 1000.)

GESTIONNAIRE - 25 ans. Licence Sciences Eco. Institut contrôle de gestion. Exp. nationale, internationale, P.M.E. multinationale : organisation, contrôle de gestion/plannig, logistique administration/finances/marketing. Formation personnelle.

RECHERCHE responsabilités similaires. (BCO/JVA 1001.)

28 ANS. - 2 ans exp. après du patronat. Diplôme Ecole sup. en communication, relations publiques, publicité. Quadrilingue anglais, allemand, néerlandais.

CHERCHE emploi dans communication image de marque. (BCO/JCB 1003.)

ANPE

Ecrire ou téléphoner :

12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 08

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

F. 38 a., comptable unique,

18 a. exp. comptabilité gde,

jusqu'au bilan ch. pl. totale à

responsabilité. PARIS.

RÉGION 92. Libre 87.

M^{me} VASSEUR Annie,

65, résidence du Château,

60520 ACRY-MULTIEN.

Tél. h.b. : 42-47-99-78

la 30-3 et/ou dom. :

(161) 44-57-52-51.

J.F. 24 a., exp. recherche tous

emplois administratifs,

opérateur de saisie.

Tél. : 43-04-22-47.

Directeur relation social

20 a., exp. prof. dans 3 an

corrélat RH entreprises, resp.

poste direction générale au sein

d'une entreprise souhaitant

dev. communication et infor-

mation, relation humaine, for-

mation, apporte exp. réussie de

mise en route d'une entr.

3^e type au sein d'un groupe

multinationale avec organi-

sation originale, type de travail et

hiérarchie courus, qualité de

travail, et organisation CDD

accusés tous nos. J'ai travaillé :

Barracuda, 10, r. Lavoisier,

69300 Caluire. 78-23-34-35.

J.H. 22 a. TRÈS SÉRIEUX

OPÉRATEUR de saisie, n.v. S.

Etude toutes propositions.

Tél. : 48-78-50-24.

M. 40 ans, publicité, relation

publique, marketing, commer-

cial, connaissances presse,

tous supports, agences, ch.

place stable.

Tél. : 48-78-50-24.

ANIMATRICE

EXPÉRIMENTÉE

POSSÉDANT S.A.P.A.

cherche colonies de vacances

ou centre aéré

de 13 à 21 ans.

Tél. : 58-61-62-22

après 18 heures.

RELATIONS PUBLIQUES,

GESTION, bil. bal., fme 37 a.,

16 a. exp. responsabilité ch.

top part./mission. Tél. h.b. :

43-55-33-23.

Homme cinquantaine, employé

de diffusion, expérience presse

dans, cherche emploi. Etude

propositions.

Tél. : 60-16-04-22.

appartements ventes

5^e arrdt

M. CENSIER

Bon imm. rev. 8/100 calme,

lv. 2 chbres, entr., cuis.

brs, w.c., ch. cent. indiv.,

ag. électr. aménag. Par. ch.

38, RUE DAUBENTON

Mardi-Mercredi 14 h à 17 h.

6^e arrdt

IMM. THÉÂTRE OPÉRA

BEAU 6 P., ÉPOQUE DIRECTOIRE.

175 m², 2^e ét., 2 portes palières.

DOSSIER : 43-24-53-33.

LUXEMBOURG récent pierre

de t., dble lv., 3 chbres + bur.

excellente distribution 108 m².

calme, parking. 43-35-18-38.

Voir 145 m², 5^e ét., 2 ch., solai

ACHÈTE 250 m²

R. Goh. 47-03-32-44 matin.

8^e arrdt

MONCEAU pied-à-terre avec

mezzanine, et ch. gd stand.

450.000 F. 42-98-00-45.

9^e arrdt

M. SAINT-GEORGES

Gd 4 p., 1^{er} ét. sur rue, prof.

libérée possible. 1.500.000 F.

Tél. : 42-52-01-52.

11^e arrdt

BASTILLE 110 m²

Boiseries à rénover.

Poss. prof. lib. 8.500 F le m².

Ex. AC, R. A. Arch. Paris-6.

12^e arrdt

M. PL. BAUMESNIL

Imm. bourg, 800 m², 4 p. à rénover.

1.400.000 F. 43-43-32-30.

13^e arrdt

GOBELINS

3 p., bain, REPAIT NEUF.

720.000 F. 45-25-99-04.

15^e arrdt

MONTMARTRE ATELIER

ARTISTES TRÈS CLAIR + 3

CHAMBRES. 2 bns, solai.

2.700.000 F. 43-22-51-35.

16^e arrdt

AV. HENRI-MARTIN

Imm. 1830, 600 m² grande

réception, 7 p., 1^{er} ét. Possib.

profes., 320 m² + 2 services.

Via. 8/100. 43-48-50-97.

AV. VICTOR-HUGO

370 m² belle réception,

8 chbres + chbre serv., solai.

GARBI 48-67-22-55.

L'IMMOBILIER

... Le Monde • Mercredi 1^{er} avril 1987 33

locations

meublées

offres

Paris

STUDIO neuf, 25 m² + jardin

prev. résidence du standing.

2.800 F + charges.

O.P.F. : 43-20-12-07.

O.R.T.F. meublé récent

2/3 p., imm. stand + parking.

6.500 F net. NA 45-24-21-20.

locations

meublées

demandes

Paris

MONDIAL MERCURE

rech. STUDIOS et 2 PIÈCES

rech. du STUDIO au 5 P.

APPTS DE STANDING

pour Ambassade et Sociétés

8^e arr. SERVICE ACCUEIL

Tél. : 42-56-28-16.

SERVICE AMBASSADE

Pour adress mutés Paris

rech. du STUDIO au 5 P.

LOYERS GARANTIS par état

ou AMBASS. 45-25-15-95.

fonds

de commerce

Ventes

BAR SNACK : Centre ville

Aveyron. Très belle affaire de

50 m² avec terrasse, 60 places

et appartement. CA 110 U.

fermé dimanche et jours fériés

plus trois semaines de

vacances. Vendu 170 U.

Tél. : 63-54-17-57.

pavillons

13^e PLOUËRIE secteur classé

BEAU PAVILLON anc. 110 m²

ind. 100 m².

EXCELLENT ETAT A RABIER

CAB. FOURNIER 48-80-59-00.

94-LE PLESSIS-TRÉVISE

Pavillon à vendre neuf (1985).

Four-cuiseurs : salon doub.

ble 35 m², cuis. 22 m², hall,

w.c., 1 chbre 12 m² avec s. de

brs. A l'étage 4 chbres, s. de

brs, w.c., vestibule, grenier

aménageable. Garage sur terr.

100 m² priv. Px 1.400.000 F.

Tél. : 45-94-81-97.

propriétés

Paris Ouest 25 km

PROPRIÉTÉ gd ch. 13 ha de

terre closée Lait de Vigne,

500 m² habitables, 6 garages,

1185 bon standing +

10.000 m² superbe terrain à

bâtir. Prix intéressant.

Tél. : 39-75-81-24.

bureaux

Locations

Déménagement depuis 80 F/m²

Av. des CH-ÉLYSÉES (école)

Rue ST-HONORE (Concorde).

Rue CROISSANT PARIS-15^e

21 bis, rue de TOUL. PARIS-12^e.

Concession S.A. 2.000 F/17.

Inter Dom. Tél. : 43-40-88-60.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM

Constitutions de sociétés.

Démarches et tous services.

Permanences téléphoniques.

43-55-17-50

ÉTOILE

Très grand standing

BUREAUX MEUBLÉS

toutes durées, tous services.

Tél. : (1) 47-27-15-58.

BUREAUX ÉQUIPÉS

DE 15 à 200 m². STANDING

OUVERT 24 H/24

Location courts ou longue

durée. Tous services : tél., télé-

copie, vidéo, restaur., parking,

secrétariat, tél. personnel.

ACTE - 40-54-53-54.

DOMICILIALE

TELEX/SECRET. Tél. BUREAU

AGECO 42-94-95-28.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureau, secrétaire, tél.

CONSTITUTION STES

Pro comp. Détails rapides.

ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATIONS

Location BUREAU et ATELIERS

Permanence téléphonique

(télés, téléfax, télécopie,

photocopie, secrétariat)

CONSTITUTION sociétés,

commerces, artisans

« CENTRE D'AFFAIRES

INITIATIVES 2000 »

Paris-1^{er}. 42-50-81-43

Paris-15^e. 40-52-32-62

95-GONNESS. 39-57-31-53.

DOMICILIATIONS

Forum des Hautes, bureaux.

Constitution de sociétés.

Télax - Secrétariat.

Access - 40-26-15-12.

viagers

17^e LIBRE MAI 88

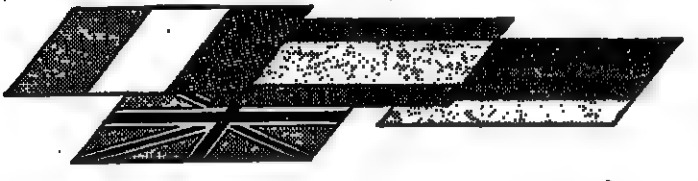
Superbe 255 m² m. 150.

1.500.000 + 25.000, 84/86 s.

LAPOLLE - 45-54-22-55.

1^{er} JANVIER 1992

OUVERTURE DE L'EUROPE



(Parlez-en à vos parents)

1^{er}

150

Economie

... Le Monde • Mercredi 1^{er} avril 1987 35

La « lettre de cadrage budgétaire » pour 1988

M. Chirac demande le réexamen de toutes les interventions publiques

« L'objectif principal qui guidera la préparation de la prochaine loi de finances ne peut être que de diminuer à nouveau d'une quinzaine de milliards de francs le déficit du budget de l'Etat, tout en respectant les engagements pris en matière d'allègements fiscaux », écrit M. Jacques Chirac dans la « lettre de cadrage budgétaire » qu'il vient d'envoyer à chacun des ministres.

Il est clair, poursuit le chef de gouvernement, que la préparation de la loi de finances pour 1988 devra poursuivre le recentrage du budget et les missions premières de l'Etat et améliorer la productivité de l'administration.

RECENTRAGE DU BUDGET

La plupart des subventions et aides directes de l'Etat aux entreprises devront être remises en cause pour tenir compte de la baisse du prélèvement fiscal qu'elles supportent, du redressement de leur situation financière et pour leur rendre leur autonomie de gestion.

Quelle que soit la nature des dépenses, les économies par rapport aux dotations 1987 résultant de leur évolution spontanée (effet de décisions antérieures, incidence des hypothèses économiques, etc.) seront systématiquement prises en compte et nous donneront droit à aucun redéploiement. La maîtrise de nos finances publiques suppose en effet que soit abandonnée la référence systématique aux dotations de l'année précédente.

S'agissant des dépenses d'équipement, j'estime nécessaire de reconstruire la méthode de base zéro (1) dans les mêmes conditions que lors de la préparation du projet de loi de finances pour 1987 de telle sorte que chaque crédit demandé soit fondé sur une opération précisément identifiée et nécessaire.

Le bon résultat de février (+ 0,2 %) doit beaucoup à la baisse du pétrole

La hausse des prix de détail a atteint 0,2 % en février, l'indice calculé par l'INSEE s'étant inscrit à 165,5 contre 165,2 en janvier sur la base 100 en 1980. En un an (février 1987 comparé à février 1986) l'augmentation des prix est de 3,4 %.

Les prix de produits alimentaires ont augmenté de 0,2 % en un mois et de 2,8 % en un an.

Les prix des produits manufacturés ont baissé de 0,2 % en un mois et augmenté de 2 % en un an.

Après la très forte hausse de janvier (+ 0,9 %) le résultat de février marque un retour vers des évolutions plus modérées. Encore doit-on remarquer que sans la baisse des prix des produits pétroliers (- 2,4 % en février) et sans les réductions des tarifs d'EDF-GDF la hausse aurait été de 0,3 %, ce qui correspond à un rythme annuel d'inflation de 3,7 %.

L'analyse des différentes évolutions des prix en février est significative. Les produits manufacturés du secteur privé - c'est-à-dire hors énergie - augmentent de 0,2 % en un mois et de 4,2 % en un an. Les services du secteur privé augmentent encore fortement : + 1 % après + 2,1 % en janvier. On voit que le bon résultat d'ensemble de février est bien dû à la baisse de l'énergie qui ne s'est pas poursuivie en mars et pèsera donc sur l'indice de ce mois. Ajoutons que, selon les calculs de la CEE, la hausse moyenne des prix de l'ensemble de la Communauté a été de 0,3 % en février et de 3 % sur un an, la palme des bons résultats revenant au Danemark (- 0,1 %) et à la RFA (+ 0,1). Sur un an, c'est aux Pays-Bas que le meilleur résultat est obtenu (- 0,9 %) puis en RFA et en Luxembourg (- 0,5 %). En Italie (+ 4,3 %) et en Grande-Bretagne (+ 3,9 %) les hausses restent fortes.

Conséquence des représailles américaines contre le Japon

Le dollar et les Bourses mondiales chutent fortement

Il fallait bien s'y attendre : les mesures de représailles contre les fabricants japonais de semi-conducteurs, annoncées le vendredi 27 mars par le président Reagan, ont profondément perturbé les marchés des changes et les places financières, faisant d'abord chuter le dollar par rapport au yen, puis le maintien par rapport aux autres devises occidentales, et provoquant un vif repli sur les Bourses du monde entier. A Tokyo, la devise américaine, après être tombée de 1,5150 yen, le vendredi 27 mars, à un peu plus de 146 yens lundi, a encore fléchi à 145 yens, malgré les interventions massives de la Banque du Japon (plus de 4 milliards de dollars en deux jours). En Europe, le billet vert a glissé mardi au-dessous de 1,80 DM et de 8 F.

A la Bourse de New-York, une forte baisse a balayé le marché dès le début de la semaine, faisant perdre 57 points (2,5 %) à l'indice Dow Jones, qui est revenu à 2.278. Cette baisse a été la troisième en importance dans l'histoire de Wall Street, et la plus forte depuis le plongeon de 87 points, le 11 septembre 1986. A Tokyo, les cours ont fléchi en moyenne de 2 %, à Londres de 2,5 %, et le repli devait se poursuivre, mardi, à Paris, où le recul avait déjà atteint 1,5 % lundi.

Le motif de toutes ces perturbations ? Tout simplement la chute surprise du dollar vis-à-vis du yen, qui menace de remettre en question l'accord du Louvre du 22 février dernier, de relancer l'inflation aux Etats-Unis et de contraindre les autorités monétaires américaines à relever les taux d'intérêt pour éviter un dérapage et défendre la monnaie nationale.

L'originalité de cette crise est qu'elle est venue du Japon, où la nouvelle baisse du dollar a été déplorée par la vente d'exportateurs et d'investisseurs nippons à l'approche de la clôture de leur exercice le 31 mars. Ils ont accablé leurs délégués après l'annonce des mesures de représailles américaines, comme s'ils présentaient que la guerre commerciale avec les Etats-Unis aurait pour résultat inévitable une hausse supplémentaire du yen par rapport au dollar.

Il est certain que la dépréciation du dollar vis-à-vis du yen constitue une arme entre les mains des Etats-Unis aussi sûrement que l'imposition de droits de douane et de quotas d'importation. Il est non moins certain que le Japon peut riposter effi-

cacement en ralentissant ses exportations de capitaux vers les Etats-Unis, où les investisseurs nippons financent le quart ou le tiers, sinon davantage, du déficit du budget en souscrivant des bons du Trésor. Le peur d'une dépréciation supplémentaire du dollar, génératrice de pertes de change déjà sensibles depuis dix-huit mois, peut ralentir, on même tarir ces souscriptions : une telle perspective, déjà agitée fin octobre 1986, a provoqué un début de panique sur le marché américain des obligations et valeurs à revenu fixe, en repli de plus de 2 % lundi, ce qui est considérable, et bien plus important que la baisse du marché des actions.

Ce dernier, en hausse continue depuis le début de l'année, progressant de 25 % et ayant battu, la semaine dernière, un record historique, une réaction technique était prévisible, et elle s'est produite.

Que va-t-il se passer maintenant ? Au Japon, le ministre des finances, M. Kichii Miyazawa, a réclamé l'application des accords du Louvre et le soutien des autres banques centrales, laissant entendre la possibilité d'une réunion du groupe des Sept, le 7 avril à Washington, et évoqué la possibilité de restriction sur les ventes de dollars (voir l'article de

notre correspondant à Tokyo). A Washington, on s'efforce de calmer le jeu, un officiel ayant admis, lundi, à la télévision, que la Maison Blanche n'avait pas eu l'intention de déclencher une double baisse, celle du dollar et celle de Wall Street, en annonçant des sanctions économiques contre le Japon. Par ailleurs, la Réserve fédérale ne souhaite pas relever les taux d'intérêt aux Etats-Unis, sauf si elle y est contrainte et forcée par un repli du billet vert qu'elle juge tout à fait néfaste, car il ébranlerait la confiance des préteurs internationaux et risquerait de relancer l'inflation.

Il convient, toutefois, de noter que cette nouvelle hausse du yen est, maintenant, considérée comme ayant son origine au Japon lui-même, et constitue un problème intérieur nippon. C'est l'opinion de M. Nobumitsu Kasami, l'une des têtes pensantes de Nomura, première maison d'investissement et de courtage du pays. Il estime que la solution du problème posé par la hausse constante du yen ne peut être trouvée à l'extérieur du Japon, mais à l'intérieur, où le gouvernement et les milieux économiques doivent surmonter leurs contradictions pour réduire enfin sérieusement l'excédent commercial japonais.

Ce dernier, qui a battu tous ses records à près de 83 milliards de dollars, pourrait atteindre, cet été, 100 milliards de dollars, en rythme annuel. « En dépit de toutes ses promesses, le gouvernement japonais n'a pas entrepris grand-chose pour réduire les exportations, et rien n'est vraiment fait pour ouvrir le marché », assure M. Kasami. Malgré l'envoie du yen depuis dix-huit mois, « les exportations japonaises ont commencé à reprendre », relève-t-il, ce qui démontre que les industriels nippons ont réussi à s'adapter à un dollar à 150 yens, cours en vigueur depuis neuf mois.

L'expert japonais affirme que, si le fondement de l'économie japonaise n'est pas réformé en profondeur, la pression à la hausse du yen va se poursuivre.

Tokyo Isoté

Pour l'instant, le dollar évolue à l'intérieur des « bandes de variations » assez larges, semble-t-il, qui ont été implicitement définies, par l'accord du Louvre, y compris vis-à-vis du yen, ce qui explique le peu de nervosité ressenti chez les partenaires des Etats-Unis, le Japon mis à part, bien entendu. Cette crise n'est pas comme les autres : c'est une tempête dans l'océan Pacifique.

FRANÇOIS RENARD.

Tokyo cherche à débloquent la situation

TOKYO de notre correspondant

La nouvelle chute du dollar par rapport au yen incite les japonais à sortir de leur torpeur. Sans doute des phénomènes conjoncturels, telle l'annonce par Washington, la semaine dernière, de mesures de représailles contre le Japon, ont-ils accentué les pressions à la baisse du dollar. Mais une intervention se chiffrait à plusieurs milliards de dollars, la Banque du Japon n'a pu entraver une vente massive de titres et les maisons de commerce nippones.

Les journaux de mardi n'en soulignent pas moins la responsabilité du Japon, qui, depuis la réunion du G 7 (groupe des sept pays les plus industrialisés) à Paris en février, n'a pris aucune mesure pour stimuler la demande interne : « Tant que le gouvernement ne présentera pas un

plan de relance de l'économie la hausse du yen se poursuivra », écrit l'*Asahi*. Le quotidien économique *Nihon Keizai* souligne, pour sa part, la Diète étant bloquée par l'affaire de la TVA, le budget qui aurait dû être adopté pour le 1^{er} avril, début de l'année fiscale, est toujours en attente.

M. Miyazawa, ministre des finances, a déclaré lundi que, pour l'instant, il n'envisageait pas une restriction temporaire des transactions en capital, mais qu'une telle mesure pourrait être nécessaire. A la Banque du Japon, on ne catégoriquement qu'elle soit envisagée. Les milieux d'affaires, qui semblent s'attendre à une poursuite de la chute du yen (jusqu'à 140 yens pour un dollar), s'inquiètent de la chute de la Bourse critiquent désormais de plus en plus ouvertement le gouvernement Nakasone, tandis que dans l'opinion publique tend à se faire jour un anti-américanisme diffus.

Afin d'essayer de débloquent la situation, le gouvernement devrait dans les prochains jours agir sur plusieurs plans :

- A la Diète, le premier ministre a annoncé lundi qu'il était prêt à « écouter avec humilité les demandes populaires telles qu'elles sont exprimées par les parlementaires ».

En d'autres termes, estimant les observateurs, M. Nakasone semble adopter une attitude plus souple sur la question de la réforme fiscale, et il n'est pas exclu désormais qu'il soit disposé à réviser le projet controversé.

- En ce qui concerne la relance de l'économie, le gouvernement a

annoncé la mise à l'étude d'un plan de stimulation de la demande interne qui devrait permettre d'augmenter de 1,5 point le taux de croissance nippon grâce à des travaux publics de grande envergure.

Pour qu'un tel programme ait une quelconque efficacité, il suppose une remise en cause de la politique d'austérité budgétaire adoptée par le gouvernement, dont une condition est l'approbation de la réforme fiscale. Un budget supplémentaire destiné à la mise en œuvre de ce plan de relance devrait être présenté en automne.

- En ce qui concerne la « guerre » avec les Etats-Unis, le Japon serait prêt à prendre de nouvelles mesures d'ouverture de son marché notamment dans le domaine des télécommunications, des automobiles et surtout (ce qui tient à cœur aux Américains) des gros ordinateurs.

Le gouvernement a annoncé qu'il envisageait d'introduire de tels appareils d'un coût moyen de 20 millions de dollars, dans les universités publiques et les administrations. Un budget supplémentaire serait à l'étude afin de financer de tels achats.

L'ouverture du marché des gros ordinateurs est une demande pressante des Etats-Unis. Selon l'*Asahi*, les Japonais devraient également assouplir leur position vis-à-vis des firmes étrangères désireuses de participer aux appels d'offres pour la construction du nouvel aéroport international d'Osaka. L'ensemble de ces mesures devrait être annoncé officiellement par M. Nakasone lors de sa visite aux Etats-Unis fin avril.

PHILIPPE PONS.

AGRICULTURE

Faible mobilisation pour la journée d'action de la FNSEA

La journée d'action lancée par la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) le lundi 30 mars, alors que s'ouvrait à Bruxelles la première journée d'un nouveau marathon consacré à la fixation des prix agricoles, n'a pas donné lieu à une grande mobilisation paysanne.

Dans une quinzaine de départements seulement, on a relevé des manifestations allant de 150 à 1 500 participants environ. Comme d'habitude, c'est dans l'Ouest que les cortèges ont été les plus nombreux. A Rennes, 500 tracteurs et véhicules convergent de quatre points du département ont ralenti la circulation. A Chartres, la centre-ville a été paralysé quelques heures ; trafic ralenti sur l'autoroute dans la Sarthe et sur les routes dans l'Orne et la Vendée. A Angers, la fin de la manifestation a été marquée par une charge de police, les agriculteurs ayant mis le feu à des pous.

Dans le Nord, barreaux de ponts de tracteurs, dans le Pas-de-Calais opérations de blocage avec vente de produits à prix coûtant, et, dans la Somme, distribution gratuite d'endives, de lait et de petits pains. Dans les Ardennes, on retrouve barrières et « opérations escargot » sur les routes ; à Dijon, des cochons et des chevaux de trait ont défilé en

ville, et, à Mambrille, dans le Doubs, faute d'avoir pu louer un vrai dromadaire, pour symboliser le risque de désertification, les manifestants en ont offert un en chocolat à président Mitterrand (lire page 10).

Dans le Haut-Rhin, les responsables de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) n'ont pas participé au cortège organisé à Colmar par la CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs). En Gironde, c'est à l'appel du MODEF (Mouvement de défense des exploitations familiales) que quelques centaines de paysans ont défilé à Bordeaux derrière des banderoles où l'on pouvait lire : « Un paysan s'en va, deux chômeurs arrivent » et « Delors tracteur, Guillaumet démission ! ». En Dordogne, 150 manifestants ont déposé à la préfecture de Périgueux une motion réclamant la démission du ministre de l'Agriculture.

Dans les départements du sud et quart sud-est de la France, aucune manifestation d'envergure n'a été signalée. Explication fournie dans l'*Aveyron*, où réside le président de la FNSEA, M. Lacombe : « Nous avons déjà manifesté notre indignation, il y a dix jours, lors de la venue de Jacques Chirac à Rodez ».

L'Extrême-Orient Business.

3^{ème} vol Paris-Hong Kong.



*affaires

A partir du 3 avril, Paris-Hong Kong 3 fois par semaine. Départs mercredi, vendredi et dimanche à 11 h d'Orly Sud. Une aubaine pour les hommes d'affaires.

Arrive in better shape

CATHAY PACIFIC
The Swire Group Ltd.

Economie

REPÈRES

Commandes à l'industrie

Stagnation en RFA

Signe avant-coureur d'un ralentissement de l'activité, les commandes passées aux entreprises ouest-allemandes se sont tassées en volume en 1986, annonce l'Office statistique fédéral. La très légère baisse, 0,2 % en termes réels, recouvre une chute de 4,2 % des commandes étrangères qui n'ont pu être compensées par la hausse, de 3 %, de la demande interne. Cette dernière a été beaucoup moins forte qu'en 1985, année durant laquelle les commandes intérieures de biens d'équipement avaient enregistré une hausse de 7,7 % par rapport à 1984. L'appréciation du deutschemark et le ralentissement conjoncturel chez plusieurs partenaires de la RFA sont, selon l'Office statistique, à l'origine du recul des commandes étrangères.

Assurance-maladie

Les médecins apportent leur concours

Les médecins sont prêts à jouer le jeu du plan Séguin pour l'assurance-maladie, dont la seconde phase entrera en vigueur le 28 avril. Le Conseil confédéral de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) s'est déclaré prêt, le 30 mars, à « participer à l'application du plan gouvernemental pour ce qui relève de ses responsabilités ». L'ordre des médecins, de son côté, invite au « concours de tous et à l'action de chacun », tout en soulignant qu'il appartient aux caisses d'assurance-maladie d'expliquer clairement à tout le monde quels soins seraient remboursés et ce qui ne peut plus l'être. Reçu lundi par M. Séguin, M. Bergeron a indiqué que les états généraux de la Sécurité sociale se dérouleront au niveau national au mois d'octobre et seront précédés, la première semaine de juillet, de réunions départementales sous l'autorité des préfets. FO va élaborer, à partir d'avril, des « cahiers de doléances » sur la Sécurité sociale.

ÉNERGIE

Une timide déréglementation

Un « toilettage » de la loi de 1928 sur le marché pétrolier

La montagne a accablé d'une source. Il aura fallu plus d'un an au ministre de l'Industrie pour donner un semblant d'application au programme de « déréglementation » énergétique promis par la nouvelle majorité. Encore est-on très loin des ambitions initiales. La loi de 1928, ce « monument technocratique » qui régit le secteur pétrolier français depuis un demi-siècle, ne sera pas abolie comme le prévoyait explicitement la plate-forme RPR-UDF.

Un ensemble de décrets publiés, presque clandestinement, au Journal officiel du mardi 31 mars, sans être passés, comme il était prévu, devant le conseil des ministres, se contentent de la vider partiellement de son sens sans pour autant lever les contraintes concrètes les plus contraignantes pour les pétroliers. Sans préciser non plus la réforme du système de stockage, toujours en discussion, qui devait constituer le pilier du plus nouveau de la « nouvelle » politique pétrolière.

Pour l'essentiel, ces décrets, en date du 27 mars, visent à simplifier les modalités d'attribution des « autorisations spéciales », nécessaires selon le texte de la loi pour se voir désigner par l'Etat le droit d'importer et de vendre du pétrole et des produits pétroliers dans l'Hexagone. Ces autorisations étaient jusqu'ici accordées en bloc, à date fixe, pour dix ans en ce qui concerne les raffineries (les « A 10 ») et pour trois ans en ce qui concerne les importateurs-revendeurs de produits raffinés (les « A 3 »). Elles étaient assorties de conditions contraignantes : nécessité de fournir à l'administration des plans d'approvisionnement prévisionnels, de constituer des stocks de sécurité, de transporter les deux tiers du brut sous pavillon français ou assimilé ; obligations pour les raffineries de se conformer à ce schéma au « devoir national » en exécutant des contrats jugés stratégiques, etc.

Jusqu'en décembre 1985, les « A 3 » importateurs étaient, en

outre, contraints de s'approvisionner à 80 % au sein de la CEE, et jusqu'en octobre dernier, les raffineries étaient tenues de traiter en France 90 % de leurs ventes (règles du « 80/20 » et du « 90/10 »).

Les décrets du 27 mars lèvent la plupart de ces contraintes : les autorisations spéciales ne sont plus données en bloc mais au fil de l'eau. Elles sont attribuées pour cinq ans, au lieu de trois, devenant donc des « A 5 ». Les importateurs, comme les raffineries, sont désormais dispensés de fournir des plans d'approvisionnement prévisionnels. L'administration se contentera d'exercer un contrôle a posteriori sur l'évolution des achats. Enfin, les règles dites du « 90/10 » et du « 80/20 », limitant l'origine des ressources, jusqu'ici seulement suspendues, sont définitivement supprimées.

Deux règles intangibles

Ce « toilettage » ne devrait guère modifier les pratiques actuelles. En effet, depuis 1985, la libération des prix et celle des approvisionnements avaient permis aux pétroliers de tourner largement la plupart de ces contraintes.

En revanche, demeurent en place les deux règles qui, concrètement, gênent le plus les compagnies : l'obligation de transporter sous pavillon français l'essentiel du brut importé, et l'opéra de Dancoche que constitue le « devoir national ». Elles sont seulement adoucies grâce à la possibilité donnée au ministre de tutelle d'autoriser certaines dérogations. En outre, le gouvernement conserve le pouvoir d'interdire l'importation de pétrole de certaines origines, pour raisons commerciales ou politiques.

Enfin, reste en suspens la réforme des modalités de stockage. Le gouvernement veut créer un organisme de stockage collectif qui assurerait la moitié (45 jours) des stocks obligatoires dans la CEE (90 jours).

Jusqu'ici, ce projet bute sur les divergences d'intérêts des différentes parties prenantes : raffineries d'un côté, et importateurs indépendants de l'autre, l'Etat ayant refusé d'être partie prenante à cet organisme qui relèverait du droit privé. Les nouveaux textes se contentent d'ouvrir la possibilité de créer cet organisme et d'autoriser la « copropriété » des stocks de réserve.

D'une certaine façon, la « réforme » finalement adoptée enlève des portes déjà ouvertes, puisqu'elle ne modifie que les règles qui n'étaient plus appliquées. Il est vrai que la suppression pure et simple de la loi de 1928, initialement envisagée, a soulevé l'opposition, voire l'indignation, non seulement du secteur pétrolier mais aussi du ministère de la Défense, qui jugeait nécessaire, pour des raisons stratégiques, de conserver à l'Etat des pouvoirs très larges sur l'approvisionnement pétrolier, quitte à renoncer momentanément à les exercer. « Ce n'est pas parce qu'on ne veut plus se servir des carrouches qu'il faut jeter le fusil », a déclaré à ce propos M. François-Xavier Ortoli, président de Total.

Véronique MAURUS.

● PRÉCISION. Quelle qualité pour le ciment français ? A la suite des accidents survenus dans les remontées mécaniques, nous avions reproduit, dans nos premières éditions du 6 mars, les déclarations de la CGT faisant état des recherches du CERILH qui « ont mis en lumière la baisse de qualité du ciment par adjonction de produits bon marché ». Le secrétaire général de ce Centre d'études et de recherches de l'industrie des liants hydrauliques nous adresse une pétition de chercheurs ainsi rédigée : « Les études menées au CERILH montrent que les ciments fabriqués en France avec ou sans ajouts sont conformes aux normes (...). Les ciments répondent aux besoins pour autant que leur choix soit adapté à l'utilisation envisagée, ce que le CERILH a démontré à plusieurs reprises. »

TRANSPORTS

La SNCF souhaite doubler le prix de certains de ses abonnements

Depuis plusieurs jours, les adhérents de l'Association des voyageurs usagers du chemin de fer (AVUC) perturbent le contrôle des billets entre Paris et Rouen pour protester contre les projets de la SNCF qui souhaite augmenter, l'été prochain, de 18 % à 20 % le coût de l'abonnement « libre circulation » et, à terme, le doubler.

Une réunion tenue à Paris, le vendredi 27 mars, entre les représentants de la direction et ceux des associations membres de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) de Rouen, Reims, Sens, Laon et Châteauneuf-Thierry n'a pas permis de rapprocher les points de vue.

D'un côté, la SNCF a découvert que les abonnements « titre 1 » ne fonctionnaient pas selon ses vœux. Ces abonnements sont devenus de véritables cartes quotidiennes domicile-travail alors qu'ils devaient surtout être utilisés pour des voyages hebdomadaires. C'est la raison du succès du train, qui est devenu, dans le Bassin parisien, fréquent et très rapide.

L'argumentation de la SNCF est la suivante : le coût du kilomètre s'élève à 26 centimes alors qu'un abonnement « titre 1 » le fait payer 14 centimes ; il s'agit d'un quasi-tarif social que le budget de l'Etat ne peut plus assumer ; c'est donc à l'usager de le supporter.

Son projet est de modifier les procédures et, bien sûr, les tarifs. La carte d'abonnement individuel commercial — appellation provisoire — ne serait plus payée une fois

pour toutes, mais annuellement. Elle se substituerait aux abonnements libre circulation (titre 1), demi-tarif (titre 3) et TGV. Muni de cette carte, le voyageur aura le choix entre l'achat à l'unité de billets à demi-tarif, l'achat groupé de billets à demi-tarif avec un minimum de huit billets et l'achat d'un forfait mensuel.

Les associations d'usagers ne l'entendent pas de cette oreille. Si la SNCF met à exécution ses projets, le coût annuel d'un aller-retour quotidien entre Rouen et Paris (140 km) passerait de 8 016 F à 10 850 F en seconde classe et de 10 580 F à 15 438 F en première.

« C'est inadmissible », déclarent les animateurs rouennais de l'AVUC. Cette hausse représente plus de 10 % du salaire mensuel de certains usagers. De plus, nous n'avons obtenu aucune précision sur l'évolution ultérieure des tarifs, et nous pensons que la SNCF souhaite les doubler purement et simplement. L'AVUC appelle donc les usagers à perturber le contrôle des billets en apposant un tract humoristique sur leur titre de transport pour protester contre ces projets.

La SNCF et les associations ont convenu de se retrouver, le 24 avril, pour discuter des modalités pratiques de ces nouveaux tarifs que la société nationale estime indispensables de réajuster « en plusieurs étapes pour couvrir les coûts réels du transport ».

A. F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de SOGRAP s'est réuni le 25 mars 1987.

Les comptes arrêtés au 31 décembre 1986 font ressortir un bénéfice net de 108,9 millions de francs contre un bénéfice net de 137,7 millions de francs en 1985. Ce résultat comprend une diminution de 71,7 millions de francs des revenus courants (mais ceux de 1985 avaient été exceptionnellement élevés du fait d'un encaissement anticipé d'acomptes sur dividendes). Il comprend aussi un accroissement de 42,5 millions de francs du montant des plus-values dégagées sur ventes de titres.

En conséquence, le conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale la distribution d'un dividende de 22 F par action, contre 24 F l'année précédente. Le revenu global s'élèvera à 33 F par action, compte tenu d'un avoir fiscal de 11 F (impôt déjà payé en 1986) contre 36 F l'année précédente.

Les actionnaires de SOGRAP seront convoqués, le vendredi 15 mai, à partir de 10 h 30, au siège social, d'abord en assemblée générale ordinaire, afin de statuer sur les comptes et les résultats de l'exercice, ensuite en assemblée générale extraordinaire, afin de relever à 500 millions de francs le montant auquel le conseil d'administration sera autorisé à augmenter fractionnellement le capital social.



Le conseil d'administration de la société Précision mécanique Labinal s'est réuni le 26 mars 1987 sous la présidence de M. Amaury Helms de Fréay. Il a arrêté les comptes de l'exercice 1986 qui se soldent par un bénéfice net consolidé de 87,30 millions de francs, dont 85,98 millions de francs pour la part du groupe, contre 75,56 millions de francs, dont 72,87 millions de francs, pour le groupe en 1985.

Le bénéfice net de la société mère ressort à 71,36 millions de francs contre 34,36 millions de francs en 1985.

Le conseil a décidé de convoquer une assemblée générale ordinaire le 17 juin 1987. Il proposera la distribution d'un dividende de 13,50 francs par action, soit 20,25 francs avec avoir fiscal, contre un dividende de 13 francs par action, soit 19,50 francs avec avoir fiscal au titre de l'exercice précédent. Cette distribution s'appliquera à un capital augmenté d'un tiers représentant un montant global de 34,98 millions de francs contre 25,26 millions de francs en 1985.

Le conseil a également décidé de réunir sur première convocation une assemblée générale extraordinaire le 2 juin 1987, à l'effet de délibérer sur les appels en nature d'actions Financière Turbomeca et d'approuver l'augmentation de capital qui en résultera.

Si, faute de quorum, cette assemblée générale extraordinaire ne pouvait valablement délibérer, les actionnaires seraient à nouveau convoqués pour le 17 juin, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Générale d'Electricité

a acquis une participation majoritaire dans la société

Alcatel N.V.

(société anonyme enregistrée aux Pays Bas)

filiale née de la mise en commun des activités mondiales de télécommunications des sociétés

Alcatel

et

ITT Corporation

Le soussigné a été le conseiller de la Compagnie Générale d'Electricité dans le cadre de cette transaction.

MORGAN STANLEY & CO.
Incorporated

Le 30 décembre 1986

Eparcic

La Sicav des encaisses longues.

Le Conseil d'Administration de la Sicav Eparcic s'est réuni le 19 mars 1987 sous la présidence de Monsieur Jacques Guennet. Il a approuvé les comptes de l'exercice, clos le 31 décembre 1986. Au 31 décembre 1986, avec un nombre de 579.314 actions au nominal de 2.000, le montant de l'actif net s'élevait à F 1.643.115.403,03 contre F 1.075.108.884,43.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires la mise en distribution d'un dividende de F 126,55 assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F 6,34 par action qui se compare, compte tenu de la division du nominal des actions par 25, le 16 avril 1986, à un coupon de F 9,21 au titre de l'exercice précédent.

Nous vous rappelons par ailleurs que, depuis le 1^{er} juillet 1986, la législation impose aux Sicav obligatoires de distribuer à leurs actionnaires les coupons courus du portefeuille, ce qui a entraîné la forte progression du dividende d'Eparcic.

La valeur liquidative ressortait au 31 décembre 1986 à F 2.836,31 soit au cours de l'exercice une progression, coupon payé en 1986 réintégré de 14,68 %, ce qui place Eparcic dans les toutes premières Sicav de sa catégorie.



صندوق الاستثمارات

150

Economie

SOCIAL

Querelle de chiffres entre l'INSEE et l'UNEDIC

L'emploi perdu ou gagné

Les effectifs salariés ont-ils augmenté ou diminué au quatrième trimestre 1986 ? L'INSEE et l'UNEDIC se sont lancés dans une querelle de chiffres.

Le 26 mars, l'Institut national de la statistique a corrigé ses précédentes estimations en annonçant que les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles avaient augmenté de 0,3 % en 1986 et non de 0,4 %, le quatrième trimestre s'étant révélé moins favorable que prévu. Mais, là où l'INSEE croyait voir 45 000 emplois créés en un an, l'UNEDIC détectait, dès le lendemain, une baisse de l'ordre de 0,4 %, due à l'effondrement constaté pendant le dernier trimestre (- 0,6 % en données corrigées des variations saisonnières).

Divergence d'experts ? L'un et l'autre sont très embarrassés par la

publication de résultats à ce point contradictoires. L'organisme qui gère les cotisations d'assurance-chômage, collectées auprès de tous les salariés des secteurs marchands non agricoles, se déclare d'autant plus sûr de son fait que, *a priori*, ne peut lui échapper. L'INSEE, qui utilise les données de l'enquête trimestrielle du ministère des affaires sociales, a pour habitude de « se caler » sur les chiffres annuels et définitifs de l'UNEDIC quand ceux-ci sont arrêtés en juin ou juillet. Pour 1986 déjà, elle avait dû réviser en baisse ses indications et passer de 50 000 pertes d'emploi à près de 100 000.

S'il faudra donc attendre deux ou trois mois pour savoir à raison, la différence - de 100 000 personnes - a cependant de quoi surprendre et inquiéter. Selon les spécialistes, elle s'explique, au moins partiellement,

L'INSEE, qui comptabilise parmi les effectifs salariés les jeunes stagiaires en SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), au contraire de l'UNEDIC, reconnaît que, sinon, le compte de l'emploi serait probablement un peu négatif (le Monde daté 15-16 février). Environ 70 000 jeunes ont ainsi été considérés comme titulaires d'un emploi, et il n'est pas exclu que certains aient été recensés deux fois.

S'il est hasardeux pour l'INSEE de s'appuyer sur des résultats provisoires, il est hardi pour l'UNEDIC d'avancer un chiffre quand elle ne dispose pas encore des informations en provenance des petites entreprises. Par ailleurs, les données constatées émanant des différents secteurs d'activité peuvent ajouter des risques d'erreurs qui imposent, disent les experts, des « corrections de biais ».

La confusion pourrait être amoindrie de mauvaises nouvelles, pour le début de 1987 cette fois. L'année précédente a été « bonne » pendant le premier semestre, mais la tendance s'est retournée à l'été. Le quatrième trimestre a été « catastrophique », et d'autres mauvais indices du chômage pourraient suivre ceux de janvier et de février. Les licenciements économiques s'amplifient et, confie-on à l'INSEE, « vont nettement au-delà de ce qu'on pensait ». Le risque de dérapage devient réel, alors que le plan pour l'emploi des jeunes agit peu. On envisage de modifier les prévisions de conjoncture, pourtant peu optimistes.

ALAIN LESAUBE.

[Dans ce contexte, il est regrettable que l'utilisation de ces chiffres dans le débat politique ait abouti à des conclusions trop hâtives. Le moment n'était sûrement pas venu de se vanter d'une reprise de l'emploi aussi peu établie, comme ont pu le faire M.M. Chirac et Balladur. La minuscule du succès - 5 000 emplois supplémentaires comparés à 13,5 millions de salariés - serait dû en tout état de cause intensive tout triomphisme.]

FAITS ET CHIFFRES

Le comité d'établissement de Renault-Billancourt se déclare opposé aux mille trois cents suppressions d'emploi. Réuni le lundi 30 mars, le comité d'établissement de Renault-Billancourt a pris connaissance du plan social comprenant mille trois cents suppressions d'emploi décidé par la direction (le Monde du 31 mars).

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, les quinze élus du comité d'établissement du centre industriel de Renault-Billancourt (zones CGT, deux CFDT, deux CGC) ont affirmé leur « souci d'éviter tout licenciement ». Ils ont décidé de se faire assister par un expert-comptable et considèrent que les justifications économiques sont « contradictoires » et « abstraites ». Aucune action n'est pour l'instant prévue, la CGT affirmant que « c'est aux travailleurs de décider », et la CFDT organisant un rassemblement le 3 avril.

La procédure de licenciement est maintenant déclenchée et la direction envoie sa notification à l'administra-

tion le 31 mars. Dans deux mois, les lettres de licenciement pourront être adressées aux intéressés.

Pont-à-Mousson : six cent trente-trois suppressions d'emplois annoncées au comité central d'entreprise. La direction de Pont-à-Mousson SA, filiale du groupe Saint-Gobain, doit annoncer devant le comité central d'entreprise, le mardi 31 mars, son « plan industriel et d'adaptation des effectifs » qui comporte six cent trente-trois suppressions d'emplois.

L'entreprise, qui compte cinq mille huit cent vingt-quatre salariés, réduira les effectifs de deux cent cinquante-à six emplois dans son usine de Fumal (Lot-et-Garonne), où travaillent mille quatre cents personnes. L'usine mère, à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), perdra quatre-vingt-quinze postes sur deux mille cent. Le centre de recherche de Madières (Moselle) supprimera quarante-cinq emplois, et le siège social sera également touché.

AUTOMOBILE

Immortelle 2 CV

Symbole des automobiles populaires d'après-guerre, la « deuxche » ne sera plus produite en France. Citroën va fermer au premier semestre 1988 l'usine de Lavallois (1 090 salariés) qui le fabriquait pour concentrer sa production à Manguak, au nord du Portugal. La direction justifie cette décision en soulignant que les ventes en France sont tombées de 28 000 en 1983 à 14 000 l'an dernier. Certes, l'exportation s'est bien portée, progressant de 37 000 en 1983 à 44 000 en 1986, mais de nouvelles réglementations de lutte antipollution risquent de fermer les marchés suisses et autrichiens à la 2 CV.

Vendue 35 900 francs, la « deuxche » subit, en outre, la concurrence de voitures bon marché plus récentes. Si les prévisions pessimistes ne se réalisent pas, Citroën se réserve la possibilité de produire des voitures supplémentaires à Vigo en Espagne, voire à Rennes, où la 2 CV a déjà été fabriquée.

La 2 CV, lancée en 1949 et produite à plus de 5 millions d'unités, a été régulièrement enterrée ces dernières années, mais les ventes, bonnes malgré tout, ont justifié le prolongement de la fabrication.

Entrée en vigueur de l'allocation parentale d'éducation. - Le Journal officiel du 29 mars publie un décret sur l'allocation parentale d'éducation (APE), qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} avril 1987, selon de nouvelles modalités pour les familles ayant trois enfants à charge, dont un de moins de trois ans. Le droit à cette allocation s'est ouvert à compter du premier jour du mois civil suivant le mois de la naissance, de l'accueil ou de l'adoption de l'enfant, de la fin du congé de maternité ou d'adoption ou de la cessation de l'activité professionnelle. L'activité professionnelle doit avoir été exercée pendant deux ans dans la période de dix ans précédant la naissance ou l'adoption du troisième enfant. L'APE sera de 2 400 francs par mois.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Fichtel und Sachs passe sous le contrôle de Mannesmann

Mannesmann a gagné la bataille qui l'opposait à Salzgitter pour prendre le contrôle de Fichtel und Sachs, premier fabricant européen d'amortisseurs pour véhicules automobiles (14 millions de pièces par an) et numéro deux de l'embrayage. Sur la pression du gouvernement ouest-allemand, la société d'Etat Salzgitter a décidé de renoncer et de revendre sa participation de 25 % au capital de Fichtel und Sachs à Mannesmann. Les autres actionnaires de la firme de Schweinfurt, à savoir la famille Sachs (37,5 % indirectement par la holding MEC-Sachs) et la Commerzbank (35 %), ont de leur côté accepté de lui céder la quasi-totalité de leurs titres.

Le prix de la transaction, à laquelle l'office allemand des cartels peut encore s'opposer, n'a pas été révélé. M. Gunther Sachs conservera un pied dans l'ex-entreprise familiale avec 2,5 % des actions.

Grâce à cette acquisition, le sidérurgiste Mannesmann (18,2 milliards de deutschemarks de chiffre d'affaires) poursuit sa diversification déjà bien engagée dans l'industrie hydraulique (Retrohl), l'électronique (Kienzle), la construction mécanique (Demag) et les instruments de précision (Hartmann und Braun).

CISI : une nouvelle direction pour consolider le redressement

M. Henri Cantegrel quitte la Compagnie internationale de services informatiques (CISI), filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Nommé PDG fin 1984, il considère avoir mené à bien le plan de redressement de l'entreprise, qui affiche, en 1986, des résultats positifs (2 millions de francs pour 1,53 milliard de chiffre d'affaires et 2 974 personnes) pour la deuxième année consécutive, après 190 millions de pertes en 1984. La version officielle cache-t-elle un désaccord sur l'avenir de la CISI ? C'est en tout cas un homme du CEA, Alain Vidart, qui prend la présidence (tout en gardant ses fonctions de directeur au Commissariat), secondé par Guy Canevet, comme directeur général. Après la cession d'un certain nombre d'activités et de filiales depuis deux ans, il semble désormais acquis que l'entité CISI sera maintenue, avec pour objectif la recherche d'un partenaire, le CEA n'envisageant pour l'instant qu'un désengagement partiel.

Si l'activité Prestations intellectuelles prend en effet de plus en plus d'importance dans le chiffre d'affaires de la CISI, elle assure cependant encore une part importante de traitement informatique pour le CEA, dont celui-ci ne peut abandonner la maîtrise.

Swedish Match reprend Wilkinson Sword

La société Swedish Match, premier fabricant mondial d'allumettes, a racheté Wilkinson Sword pour 230 millions de dollars au groupe américain Allegheny International. Wilkinson Sword est le deuxième fabricant mondial d'allumettes (7,5 % du marché mondial) avec 8 000 personnes dans quinze pays. Il fabrique également des lames de rasoir et des briquets avec un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs.

Delmas Vieljeux acquiert 29 % de la Navale caennaise

Le groupe maritime Delmas Vieljeux vient de faire savoir qu'il avait acquis 29 % du capital de la Société navale caennaise. La Caennaise et Delmas desservent les mêmes destinations. Sur la côte occidentale d'Afrique, les deux sociétés sont concurrentes (la Caennaise étant associée à des armateurs hollandais et allemands), alors que sur l'océan Indien elles font toutes les deux partie du consortium dénommé Capricorne. Chez Delmas, on assure qu'il n'est pas question de porter la participation au-delà de 29 %, et que cette « entrée » dans la société avait pour but d'éviter la prise de contrôle par un groupe étranger. A la Caennaise, on ajoute que désormais le capital de la société est parfaitement verrouillé : 58 % détenus par les intérêts familiaux, 12 % par des investisseurs « amis » et 29 % par Delmas.

FAUT OSER!

ACTUEL

Imposture pour la bonne cause : Notre pseudo-journaliste américain fait parler PAUWELS et plusieurs chefs du groupe Hersant.

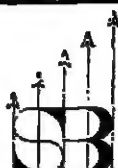
Ce qu'on voulait voir :

- Étaient-ils pires que prévu ?
- Que seraient les infos de la 5 ?
- Hersant va-t-il mettre Pauwels au placard ?
- Se considéraient-ils comme de la presse militante ?
- Comment étaient leurs petits jeunes ?

ACTUEL D'AVRIL 22 FRANCS.

Ça change de la télé.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOPHIA-BAIL
Débuts encourageants

Le résultat du 31 décembre 1986 (premier exercice de dix-huit mois) s'élève à 18,5 millions dont il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée le 14 mai 1987 une distribution de 85 % soit 10,50 F par action.

Les engagements de la Société se montent à 251,9 millions à la clôture de l'exercice.

LAFFITTE-BAIL
Résultats en hausse

(en millions de francs)	1986	1985	%
Chiffre d'affaires	194,8	162,3	+ 20,0
• crédit-bail	152,7	129,1	+ 18,3
• location	42,1	33,2	+ 26,8
Engagements contractés	1590,2	1311,7	+ 21,2
• crédit-bail	1185,8	1000,7	+ 18,5
• location	404,4	311,0	+ 30,0
Marge brute d'autofinancement	108,4	89,7	+ 22,6
Amortissements et provisions	60,6	45,5	+ 33,2
Bénéfice net	47,8	44,2	+ 8,1

Les opérations nouvelles de 1986 ont porté sur la conclusion de 21 contrats de crédit-bail immobilier pour 197,1 millions et le renforcement du patrimoine en location simple pour 92,4 millions. Les comptes au 31 décembre prennent en charge l'acquisition de 16,2 millions la totalité des frais engagés à l'occasion de l'acquisition des immeubles locaux et de l'émission d'emprunts. Par ailleurs 10 millions seront mis en réserve.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le 14 mai 1987 la mise en paiement d'un dividende représentant 86 % du bénéfice conformément aux règles applicables aux SICAV, soit une distribution de 30,30 F assorti d'un avoir fiscal de 0,72 F, permettant d'assurer au capital en augmentation de 3,46 F un revenu par action de 31,02 F en hausse de 5,58 F sur l'an passé. Les actionnaires se verront proposer l'option de paiement du dividende en actions.



BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

RÉSULTATS NETS CONSOLIDÉS :
+ 105 % PAR RAPPORT A 1986

Le conseil d'administration de la Banque d'arbitrage et de crédit, réuni sous la présidence de M. Charles Delamar, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 et en a proposé l'approbation à l'Assemblée générale qui se tiendra le 6 avril 1987.

Le résultat net après impôt, amortissement et provision ressort à 43 830 000 FF.

Le résultat net consolidé, incluant notamment la filiale Banque d'entreprises financières et industrielles - BEFI - décline à 82 %, s'élève à 56 317 000 FF contre 27 449 000 FF, soit une progression de + 105 % par rapport à l'exercice 1985.

Le total de bilan est passé de 1 364 millions de francs au 31 décembre 1985 à 2 718 millions de francs au 31 décembre 1986.

Le conseil proposera à l'Assemblée une incorporation partielle du bénéfice ainsi qu'une augmentation de capital qui passera de 154 millions à 200 millions de francs.

M. Sarkis Bedoian, vice-président-directeur général, a fait part de l'évolution satisfaisante de l'activité au cours de ce début d'exercice, en mettant l'accent sur le développement sensible des fonds gérés à travers les SICAV. Il a également fait part de la progression des opérations dans les marchés monétaire et financier au profit des institutionnels.

UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE
UIF

Le conseil d'administration s'est réuni, le 26 mars 1987 sous la présidence de M. Michel Caldaquès, pour arrêter les comptes de l'exercice 1986 et prendre connaissance de l'activité de la société.

Les résultats de l'exercice font apparaître un bénéfice de 188 569 000 F dont 15 190 000 F de plus-values de cessions, contre 170 670 000 F dont 5 512 000 F en 1985, soit une progression de 10,5 % imputable au seul résultat courant à hauteur de 5,1 %.

Le conseil proposera à l'Assemblée générale ordinaire convoquée pour le 19 juin 1987 la distribution d'un dividende de 25 F par action, contre 23,80 F en 1985.

Comme l'an passé, il sera proposé à l'Assemblée générale ordinaire d'offrir aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement de leur dividende sous forme d'actions de la société.

Le surcroît de fonds propres provenant de cette opération s'est élevé, en 1986, à 116 millions, permettant le lancement de trois nouveaux investissements qui s'ajoutent à ceux résultant des arbitrages et de l'autofinancement.

Dans ces conditions, l'évolution du patrimoine se présente comme suit :

Constructions achevées

Les maisons individuelles situées à Saint-Germain-en-Laye ont été louées dès leur achèvement, début janvier 1987, à de bonnes conditions. Cette opération doit procurer annuellement 1 550 000 F de loyers.

Constructions en cours

— A Rueil-Malmaison, rue Auréole-Bollée, à toute proximité de la station du RER, les travaux de gros œuvre de l'immeuble de bureaux de 4 500 m² sont terminés. Comme prévu, sa mise en exploitation se fera dans le courant de l'automne 1987.

— A Boulogne-sur-Seine, 218, boulevard Jean-Jaurès, près de la station de métro Marcel-Sembat, la construction de l'immeuble de bureaux de 1 238 m² de superficie vient de commencer ; son achèvement devrait intervenir au deuxième trimestre 1988.

— A Saint-Cloud, avenue Francis-Chavet, face à l'hippodrome, la construction de l'immeuble de dix-sept appartements est en début du gros œuvre et il sera mis en location dans le courant de l'automne 1988.

Constructions prévues

— A Boulogne-sur-Seine, 32-36, rue de Bellevue, à proximité de la station de métro Pont-de-Saint-Cloud, la société s'est portée acquéreur d'un immeuble de bureaux de 4 006 m² utiles livrables à l'automne 1988.

— A Boulogne-sur-Seine, 220-224, boulevard Jean-Jaurès, près du métro Marcel-Sembat, la société va acquérir en l'état futur d'achèvement un immeuble de bureaux de 1 986 m² dont l'achèvement est prévu à l'automne 1988.

Ces cinq dernières opérations devraient produire en masse annuelle de loyers au moins 15 millions de francs.

BANQUE NATIONALE DE PARIS
NATTO - ÉPARGNE
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée pour le jeudi 26 mars 1987 n'a pu délibérer valablement faute de quorum.

Une nouvelle Assemblée se réunira sur deuxième convocation, le vendredi 10 avril 1987, à 15 heures, avec le même ordre du jour dans la salle n° 203 de la Banque Nationale de Paris, 20, boulevard des Italiens à Paris 8^e.

BNP : la banque est notre métier

BANQUE DE GESTION PRIVÉE-SIB

RÉSULTATS : + 44,3 %

Le conseil de surveillance de la Banque de gestion privée SIB s'est réuni, le jeudi 19 mars 1987 sous la présidence de M. Gérard Ekouzi, pour examiner, avant l'approbation par l'Assemblée générale, les comptes de l'exercice 1986 arrêtés par le directoire, présidé par M. Guy de Mailly Nègre.

Rappelons que la BGP et la SIB ont fusionné le 8 décembre 1986, rétroactivement au 1^{er} janvier 1986. La nouvelle banque a pris la dénomination de Banque de gestion privée - SIB. Le conseil a approuvé les comptes au 31 décembre 1986, premier exercice de la nouvelle entité.

Le bénéfice net après dotation aux comptes d'amortissement, provisions et impôts ressort à 81 065 526,97 F, marquant ainsi une progression de 44,3 % sur le cumul des bénéfices nets des deux banques pour l'exercice 1986. De même, le total du bilan s'établit à 8 380 514 000 F au 31 décembre 1986, contre 5 932 740 000 F à la fin de l'année précédente.

Les fonds propres avant répartition des bénéfices de l'exercice sont en forte croissance, passant de 231 438 000 F pour la banque avant fusion à 507 689 000 F au 31 décembre 1986.

Les portefeuilles de valeurs mobilières gérés sont passés de 7 653 300 000 F à plus de 10 501 300 000 F et de nouveaux produits (FCP-SICAV) ont été mis au point et développés.

L'année a été marquée pour la banque par un certain nombre d'événements importants : la fusion, le changement de siège social et le déménagement de la majeure partie du personnel dans de nouveaux locaux. Non seulement ces événements n'ont pas eu d'impact négatif sur l'activité, mais la complémentarité des deux établissements s'est déjà révélée source d'une synergie importante dans de nombreux domaines.

La nouvelle taille de la banque, le renforcement substantiel de ses structures tant humaines que financières, son appartenance à un groupe international de tout premier plan, Furgon-GBL, et la qualité de son personnel permettent de planifier des perspectives qualitatives et quantitatives importantes, tant dans les domaines d'activités traditionnelles de la nouvelle entité que dans des métiers et des marchés sur lesquels la BGP a la volonté d'être présente.

BGP BANQUE DE GESTION PRIVÉE-SIB
26, RUE DE LA BAUME - 75008 PARIS - TÉL. (1) 40.75.62.62

BFT

Le conseil d'administration de la BFT - Banque de financement et de trésorerie - s'est réuni le 25 mars 1987, sous la présidence de M. Charles Aebisch, et a arrêté les comptes de l'année 1986, premier exercice complet de la banque.

Le total du bilan au 31 décembre 1986 s'élève à 2 240 millions.

Après amortissements et toutes provisions pour charges, dépréciations et impôts, le résultat net distribuable est de 13,2 millions. Il est appelé que le capital de la BFT a été porté de 30 à 60 millions le 1^{er} juillet 1986.

En outre, au 31 décembre 1986, les produits acquis aux exercices futurs sur les opérations adossées ou couvertes représentent un montant total à fait significatif.

Le conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale, convoquée pour le 27 mai prochain, la distribution d'un dividende total de 3,9 millions, soit 6,50 francs nets par action, assorti d'un crédit d'impôt de 2,25 francs.

Le conseil d'administration a également pris connaissance de l'estimation du résultat du premier trimestre de l'exercice en cours. Elle est conforme aux objectifs budgétés et s'inscrit en augmentation sensible par rapport à l'exercice précédent.

En cours des prochains mois, la BFT entend intensifier, grâce à une équipe renforcée, ses interventions dans ses principaux métiers : gestion du risque de taux, arbitrages et opérations de marché et gestion de trésorerie.

BFT Banque de Financement et de Trésorerie
11, avenue d'Iéna 75116 Paris. Tél. : Standard (1) 47-23-54-14
Salle des marchés (1) 47-20-24-72.

ALSTHOM

RÉSULTATS 1986

Le conseil d'Alsthom s'est réuni le 27 mars 1987 sous la présidence de M. Jean-Louis Desgorges.

Il a décidé :

- d'une part, de convoquer pour le 25 juin 1987 à 10 h 30 une assemblée générale extraordinaire pour :
- modifier les statuts et fixer la date d'expiration des pouvoirs du conseil d'administration après sortie de la société du champ d'application de la loi de décentralisation ;
- approuver l'apport-fusion à Alsthom du patrimoine de la société MTE ;
- donner au conseil d'administration l'autorisation de procéder à l'émission d'emprunts obligataires avec bon de souscription ou d'obligations convertibles en actions, dans la limite de 2 milliards de francs, et aux conditions prévalant sur le marché au moment de leur lancement.

— d'autre part, de convoquer, à la suite de l'Assemblée générale extraordinaire, une assemblée générale ordinaire pour :

- approuver les comptes de l'exercice, qui se solde par un bénéfice net de 275,5 millions de francs contre 273 millions de francs en 1985. Ce bénéfice s'entend notamment après dotation de 588,6 millions de francs aux amortissements contre 645,2 millions de francs en 1985.

La marge brute d'autofinancement exprimée comme la somme du résultat net et des amortissements, compte tenu de la fraction d'amortissement provenant de la réévaluation, représente 5,04 % du chiffre d'affaires hors taxes contre 4,58 % en 1985.

Il sera proposé à l'Assemblée la mise en paiement, à dater du 30 juin prochain, d'un dividende de 16,50 F par action auquel sera attaché un avoir fiscal de 8,25 F.

Comme les années précédentes, une option sera donnée aux actionnaires pour le paiement du dividende en numéraire ou en actions :

- être, sous la condition de la privatisation de la Compagnie générale d'Electricité, un nouveau conseil d'administration composé de MM. Pierre Bilger, Paul Combès, Philippe Dargenton, Jean-Loup Delcroix, Jean-Pierre Desgorges, Paul Legendre, Claude Marcellin, Marcel-Henri Marty, Jacques Filleul-Wil, Claude Renard, Pierre Suard, Gilles Vangreant.

CIGIE

Marchés financiers

PARIS, 30 mars ↓

Forte baisse

Après une semaine brillante, le temps s'est subitement couvert lundi rue Vivienne. Au rendez-vous des matin, la baisse s'est poursuivie durant la séance principale et, à la clôture de la journée boursière, l'indice de cotation a subi une perte de 1,47 %. Principales bénéficiaires du précédent mouvement de hausse, les valeurs du BTGP (Dunelm, Malesse, Phénix, Auxiliars d'Entreprises, Ciments français, J. Lafont) ont été pesamment secouées. Mais les valeurs n'ont pas été dégringolées et CSF, Peugeot, Total et les autres ont aussi payé leur tribut à la baisse.

Ventes bénéficiaires ? Après avoir atteint de nouveaux sommets, le marché était devenu, bien sûr, plus vulnérable aussi. Mais les professionnels invoquaient également l'effet de contagion (voir report de Wall Street et de Kabotobol), les turbulences monétaires, l'indice des prix pour février (+ 0,2 % au lieu de 0,1 % attendu), enfin, l'influence des articles sur la Bourse publiés à la veille du week-end par les hebdomadaires et dont, en gros, l'on peut retenir deux mots : attention, casse-cou.

La « foule aux cours d'or » serait-elle en train de se retirer ? Elle est beaucoup plus solide qu'on ne croit ; assurément un spécialiste qui soulignait d'ailleurs l'importance des achats étrangers. Manifestement, ces derniers n'ont pas été effrayés. Une forte activité a continué de régner. Notons cependant que les baisses n'ont pas revêtu une très grande ampleur.

En revanche, leur nombre a été tel que l'effet de levier a joué sur les divers indices.

Tendance toujours assez franchement baissière sur le marché obligataire et le MATIF.

NEW-YORK, 30 mars ↓

La chute

Les turbulences monétaires et la perspective d'une guerre économique américano-japonaise ont provoqué, lundi, un début de panique à Wall Street. Au cours de la première heure de transaction, l'indice Dow Jones des industries avait plongé de 79 points. Par la suite, le marché se rassérénait un peu et parvenait à ramener le cours. A la clôture, le Dow s'élevait à 2 278,41, réduisant ainsi sa perte initiale à 57,36 points. La chute n'en a pas moins été sévère et le bilan de la journée témoigne des dégâts causés à la cote. Sur 1 983 valeurs traitées, 1 522 ont baissé, 222 seulement ont monté et 239 n'ont pas varié.

La Bourse de New-York a-t-elle vraiment « craqué » ? De nombreux spécialistes s'efforcent à calmer les esprits et à ramener les choses au point. Ils insistent notamment sur le fait que depuis le début de l'année, le marché avait subi une baisse de 23 %. La correction technique a-t-elle d'ailleurs plus tenté qu'elle soit tentée à se produire. L'occasion a-t-elle fait le lit, et tant le message d'un retournement des taux d'intérêt pour freiner la baisse du dollar que celle de mesures de répression japonaises contre les États-Unis ont-elles pesé sur les opérations à grande échelle ? Les bénéfices, beaucoup plus qu'ils ne le paraissent, ont-ils été la cause de la réaction baissière, mais n'ont-ils pas vu la résistance s'organiser rapidement, à moins que les spéculateurs du dollar ne se calment. Une très forte activité a régné et 206,44 millions de titres ont changé de mains, contre 184,4 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 27 mars	Cours de 30 mars
Alcan	44 1/4	43 1/8
A.T.T.	24 1/4	23 5/8
Bell	52 3/4	51 3/8
Chemical Bank	11 1/2	11 1/8
Du Pont de Nemours	115 1/2	111 1/2
Eastman Kodak	78 1/8	76 3/4
Exxon	85 3/4	84 1/2
Ford	83 3/8	82
General Electric	108	106 3/8
General Motors	77 1/8	76 1/8
Goodyear	86 1/8	85 1/2
IBM	150 1/2	148 3/8
J.T.I.	52 1/2	51 1/8
McKesson	48	47 1/4
Pfizer	72	71 1/2
Rockwell	46 1/4	45 5/8
Trucon	36 7/8	36 1/4
U.S. Steel	59	58 1/2
Union Carbide	112 1/2	111 1/8
U.S. West	27 1/2	27 1/8
Washington	64 1/2	63 1/8
Wheat Corp.	76 1/8	74 1/2

CHANGES

Dollar : 6,0150 F =

Sur des marchés des changes assez nerveux, le dollar s'est stabilisé, et même redressé un peu mardi 31 mars, s'établissant un peu au-dessus de 145 yens, de 1,80 DM et de 6 F, après avoir touché 144,50 yens, 1,7970 DM et 5,99 F. Les vendeurs de dollars se sont portés sur le yen et non pas sur les devises européennes.

FRANCFORT 30 mars 31 mars
Dollar (en DM) ... 1,808 ... 1,808
Dollar (en yen) ... 146,50 ... 145,50

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (31 mars) ... 713/16
New-York (30 mars) ... 63/8

INDICES BOURSISERS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
30 mars 31 mars
Valeurs françaises ... 113,1 ... 113,9
Valeurs étrangères ... 112,2 ... 113,8
C* des agents de change
(base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général ... 459 ... 454,7

NEW-YORK
(indice Dow Jones)
27 mars 30 mars
Industrielles ... 2 235,75 ... 2 278,41

LONDRES
(indice Financial Times)
27 mars 30 mars
Industrielles ... 1 636,6 ... 1 582,2
Mines d'or ... 433,8 ... 438,2
Fonds d'Etat ... 96,76 ... 96,97

TOKYO
30 mars 31 mars
Nikkei ... 21 621,6
Indice général ... 1 983,89

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 mars

Nombre de contrats : 19 960

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jun 87	Sept 87	Déc 87	Mars 88
Dernier	107,18	107,20	107,30	107
Précédent	107,69	107,65	107,55	107,45

AUTOUR DE LA CORBEILLE

HORCHET QUI RIT, BASF QUI PLEURE. — Les deux grands chimistes allemands ont connu des fortunes diverses en 1986, année difficile où ils ont fait avec la baisse du dollar. La firme de Frankfurt a même, elle, à bien tenir son équilibre du jeu. Malgré les difficultés de sa pharmacie, la baisse de 11 % de son chiffre d'affaires mondial (30,91 milliards de deutschmarks) et de 1 % de ses ventes en volume, son bénéfice avant impôts a encore légèrement augmenté (+ 1,7 %) pour atteindre 3 211 millions de deutschmarks. Le résultat de la valeur utile est même en hausse de 12,9 %, BASF a été beaucoup moins touchée. La firme de Ludwigshafen a, elle, enregistré une baisse de 13,6 % de son bénéfice avant impôts (2,6 milliards de deutschmarks) pour un chiffre d'affaires mondial de 27,7 % à 43 milliards de deutschmarks. Le groupe de BASF est d'ailleurs un pôle, et dans ce domaine, il a été le groupe à la hausse des écarts. D'une façon générale, la distribution de dividendes correspond aux pertes sur stocks enregistrées dans la branche « pétrole, gaz ». La direction du groupe reste néanmoins optimiste pour l'avenir, assurant que les chiffres devraient connaître une évolution favorable sous des conditions aux conditions exceptionnelles de 1986.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Vacances volées, week-ends in-finités... 16 petits guides pour les villes les plus romantiques d'Europe. L'imagination d'un écrivain (Julien Green à Florence, Michel Del Castillo à Séville...) et la précision d'un guide pratique.

En librairie - 39 F

autrement EDITIONS

Amsterdam
Athènes
Berlin
Budapest
Copenhague
Dublin
Edimbourg
Florence
Genève
Lisbonne
Londres
Rome
Séville
Stockholm
Venise
Vienne

صلى الله عليه وسلم

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

30 MARS

Règlement mensuel												Règlement mensuel											
Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	+	-	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	+	-	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	+	-
1526	A.S. 1873	1836	1880	1880	+ 1.34			1530	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1534	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1527	C.M.E. 37	1250	1250	1250	+ 1.37			1531	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1535	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1528	B.M.P. 17	1250	1250	1250	+ 1.37			1532	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1536	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1529	C.C.F. 17	1250	1250	1250	+ 1.37			1533	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1537	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1530	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1534	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1538	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1531	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1535	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1539	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1532	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1536	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1540	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1533	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1537	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1541	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1534	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1538	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1542	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1535	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1539	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1543	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1536	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1540	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1544	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1537	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1541	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1545	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1538	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1542	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1546	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1539	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1543	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1547	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1540	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1544	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1548	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1541	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1545	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1549	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1542	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1546	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1550	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1543	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1547	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1551	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1544	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1548	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1552	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1545	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1549	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1553	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1546	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1550	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1554	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1547	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1551	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1555	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1548	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1552	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1556	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1549	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1553	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1557	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1550	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1554	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1558	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1551	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1555	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1559	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1552	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1556	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1560	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1553	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1557	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1561	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1554	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1558	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1562	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1555	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1559	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1563	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1556	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1560	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1564	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1557	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1561	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1565	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1558	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1562	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1566	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1559	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1563	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1567	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1560	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1564	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1568	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1561	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1565	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1569	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1562	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1566	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1570	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1563	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1567	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1571	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1564	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1568	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1572	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1565	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1569	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1573	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1566	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1570	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1574	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1567	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1571	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1575	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1568	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1572	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1576	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1569	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1573	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1577	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1570	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1574	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1578	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1571	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1575	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1579	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1572	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1576	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1580	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1573	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1577	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1581	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1574	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1578	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1582	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1575	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1579	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1583	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1576	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1580	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1584	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1577	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1581	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1585	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1578	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1582	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1586	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1579	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1583	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1587	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1580	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1584	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1588	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1581	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1585	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1589	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1582	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1586	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1590	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1583	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1587	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1591	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1584	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1588	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1592	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1585	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1589	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1593	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1586	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1590	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1594	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1587	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1591	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87			1595	Compagnie	1880	1725	1740	+ 0.87		
1588	Compagnie	1880	1725	1740</																			

Comptant (réduction)

[illegible]

Second marché (selection)

[illegible]

SICAV (selection)

[illegible]

30/3

VALEURS	Cours préc.	Détails cours	Plus. Lyonnais Fonction	0110	0120	N-Godwin C.I.	478	486	0140	0150
Actions			Fonction	581	581	0170	570	580	0180	590
Actes Payant	1400	1440	Fonction	1100		0200	570	580	0210	590
AEGIS (S.A. P.)	1150	1180	Fonction	501	535	0220	570	580	0230	590
A.E.P. (S. C. S.)	820	890	Fonction	501	535	0240	570	580	0250	590
Agic (S. C. S.)	820	890	Fonction	501	535	0260	570	580	0270	590
Adco	250	260	Fonction	501	535	0280	570	580	0290	590
Atoll	400	486	Fonction	501	535	0300	570	580	0310	590
Avne (S. C. S.)	2850	2910	Fonction	501	535	0320	570	580	0330	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0340	570	580	0350	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0360	570	580	0370	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0380	570	580	0390	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0400	570	580	0410	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0420	570	580	0430	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0440	570	580	0450	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0460	570	580	0470	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0480	570	580	0490	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0500	570	580	0510	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0520	570	580	0530	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0540	570	580	0550	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0560	570	580	0570	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0580	570	580	0590	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0600	570	580	0610	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0620	570	580	0630	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0640	570	580	0650	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0660	570	580	0670	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0680	570	580	0690	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0700	570	580	0710	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0720	570	580	0730	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0740	570	580	0750	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0760	570	580	0770	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0780	570	580	0790	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0800	570	580	0810	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0820	570	580	0830	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0840	570	580	0850	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0860	570	580	0870	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0880	570	580	0890	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0900	570	580	0910	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0920	570	580	0930	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0940	570	580	0950	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0960	570	580	0970	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	0980	570	580	0990	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1000	570	580	1010	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1020	570	580	1030	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1040	570	580	1050	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1060	570	580	1070	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1080	570	580	1090	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1100	570	580	1110	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1120	570	580	1130	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1140	570	580	1150	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1160	570	580	1170	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1180	570	580	1190	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1200	570	580	1210	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1220	570	580	1230	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1240	570	580	1250	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1260	570	580	1270	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1280	570	580	1290	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1300	570	580	1310	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1320	570	580	1330	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1340	570	580	1350	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1360	570	580	1370	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1380	570	580	1390	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1400	570	580	1410	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1420	570	580	1430	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1440	570	580	1450	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1460	570	580	1470	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1480	570	580	1490	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1500	570	580	1510	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1520	570	580	1530	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1540	570	580	1550	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1560	570	580	1570	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1580	570	580	1590	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1600	570	580	1610	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1620	570	580	1630	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1640	570	580	1650	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1660	570	580	1670	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1680	570	580	1690	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1700	570	580	1710	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1720	570	580	1730	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1740	570	580	1750	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1760	570	580	1770	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1780	570	580	1790	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1800	570	580	1810	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1820	570	580	1830	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1840	570	580	1850	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1860	570	580	1870	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1880	570	580	1890	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1900	570	580	1910	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1920	570	580	1930	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1940	570	580	1950	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1960	570	580	1970	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	1980	570	580	1990	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2000	570	580	2010	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2020	570	580	2030	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2040	570	580	2050	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2060	570	580	2070	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2080	570	580	2090	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2100	570	580	2110	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2120	570	580	2130	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2140	570	580	2150	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2160	570	580	2170	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2180	570	580	2190	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2200	570	580	2210	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2220	570	580	2230	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2240	570	580	2250	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2260	570	580	2270	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2280	570	580	2290	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2300	570	580	2310	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2320	570	580	2330	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2340	570	580	2350	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2360	570	580	2370	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2380	570	580	2390	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2400	570	580	2410	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2420	570	580	2430	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2440	570	580	2450	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2460	570	580	2470	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2480	570	580	2490	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2500	570	580	2510	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2520	570	580	2530	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2540	570	580	2550	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2560	570	580	2570	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2580	570	580	2590	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2600	570	580	2610	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2620	570	580	2630	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2640	570	580	2650	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2660	570	580	2670	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2680	570	580	2690	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2700	570	580	2710	590
Banque Hypoth. Ec.	400	486	Fonction	501	535	2720	570	580	2730</	

Droits et bons

Droits et bons		
VALEURS	Cours prix	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide
Casino
Crd. Foncier Franç.
Pernod Ricard
Total	6 40

Cote des changes

Cote des changes				
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 30/3	COURS DES BILLET	
			Actuel	Vente
Extrême (S 1)	8 084	8 014	5 750	6 250
BCU	8 307	8 304		
Allemagne (100 DM)	322 720	322 870	322	341
Belgique (100 F)	16 059	16 076	15 250	16 400
Pays Bas (100 L)	284 730	284 820	285	304
Danemark (100 kr)	88 430	88 100	86	91 500
Grèce (100 dr)	80 250	80 250	85	85 500
Hollande (100 flor)	5 746	5 884	5 400	10 100
Italie (100 lire)	4 536	4 532	4	6
Canada (100 \$)	4 669	4 671	4 400	4 800
Suède (100 kr)	399 180	399 190	398	406
Suisse (100 Sfr)	96 420	95 150	92	97 800
Autriche (100 sch)	47 330	47 330	46	48 500
Espagne (100 pes)	1 731	1 734	4 550	5 050
Portugal (100 esc)	4 737	4 280	3 800	4 450
France (S 100 F)	4 945	4 618	3 960	4 750
Japan (100 yen)	4 100	4 106	3 960	4 140

Marché libre de l'or

Marché libre de l'or			
MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 30/3	
Or fin (à la on once)	80800	81600	
Or fin (en lingot)	80850	81400	
Pièces françaises (20 lt)	510	511	
Pièces françaises (10 lt)	372		
Pièces suisses (20 lt)	501	500	
Pièces suisses (20 lt)	480	480	
Suèrois	583	592	
Pièces de 20 dollars	3000	3000	
Pièces de 10 dollars	1470	1470	
Pièces de 5 dollars	360		
Pièces de 50 pesos	2158	2178	
Pièces de 10 Roubles	491	483	
Or London	416 90	421 80	
Or Zurich	417	421 80	
Or Hongkong	414 50	424 15	
Argent London	5 88	6 22	

MINITEL
La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
38.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Dialogue vigoureux entre M ^{rs} Thatcher et M. Gorbatchev. 4 Le congrès du Parti socialiste italien s'ouvre en pleine crise gouvernementale. 8 Tchad : les autorités de N'Djamena confirment que Faya-Largeau a été conquise sans combats.	9 Le PS en quête de jeunes. 10 La visite de M. Mitterrand en Franche-Comté. 11 Les travaux du club socialiste Espaces 89. DÉBATS 2 Que doit faire l'Etat ?	12 Le procès des deux surveillants qui voulaient aider Bruno Sulek à s'évader. ~ Le procès des huiles frelatées à Madrid. 34 Chaque Français a dépensé, en 1986, 7 280 francs pour sa santé.	13 Musique : le cas Pogorelich. ~ Photo : Jan Sadek au Musée d'art moderne. ~ Cinéma : le palmarès des Oscars. 15 Communication : polémiques autour d'Havas.	35 Le dollar et les Bourses mondiales chutent fortement. 36 Un « toilettage » de la loi de 1928 sur le marché pétrolier. 37 Querelles de chiffres entre l'INSEE et l'UNEDIC. 38-39 Marchés financiers.	Radio-télévision 17 Annonces classées 22 à 33 Carnet 18 Météorologie 17 Mots croisés 18 Journal officiel 18 Loto, Loterie 18 Spectacles 16	● Ariane : expulsion ou pas ? ● Sport : repères sur la France qui transpire. ● Gagnés L'Année 1986 dans le monde. Actualité. Immobilier. Bourse. Météo. Télématique. Loisirs. 36-15 Tapez LEMONDE

ÉTATS-UNIS : la visite officielle du premier ministre français

M. Chirac prononce un vigoureux plaidoyer contre le protectionnisme

Washington. — Le désarmement et les relations commerciales devaient être les deux principaux sujets abordés par M. Jacques Chirac lors de son entretien avec le président Reagan, le mardi 31 mars. Le premier ministre français devait aussi, au cours de cette journée, s'entretenir avec le secrétaire d'Etat George Shultz, le secrétaire à la défense Casper Weinberger et le secrétaire au Trésor James Baker.

Au cours de sa visite officielle à New-York, où il était arrivé dimanche, M. Jacques Chirac a prononcé un vigoureux plaidoyer contre le protectionnisme : « Cette attitude ruinerait les espoirs d'une reprise de l'activité mondiale », a-t-il indiqué lors de ses rencontres avec des financiers et des industriels américains. Il a, en outre, appelé les pays développés à accroître leurs efforts pour alléger le fardeau de la dette du tiers-monde. Toutes les parties intéressées, pays endettés, industrialisés, institutions internationales et banques commerciales, doivent « participer équitablement au règlement de ce problème », a-t-il dit, tout en préconisant la constitution d'un cadre monétaire « stable et souple » et la réactivation des accords sur les matières premières.

Le premier ministre a aussi présenté la « révolution tranquille » qui est en cours, selon lui, en France depuis un an. « Le souffle de la liberté économique est enfin revenu en France », a lancé M. Chirac devant les anciens élèves de Harvard. Exposant la libéralisation économique entreprise par son gouvernement, il s'est efforcé de convaincre ses interlocuteurs de son caractère « irréversible ». Décidé à redorer l'image de la France aux Etats-Unis, qui, selon lui, « n'est pas tout à fait celle de son nouveau visage », M. Chirac a indiqué que « deux idées animaient son action de redressement national : les entreprises doivent retrouver la liberté et les Français la confiance ».

Interrogé, par ailleurs, sur les questions de désarmement, le premier ministre français a affirmé qu'il ne craignait pas à terme un retrait des forces conventionnelles

américaines d'Europe. « Je n'ai pas le moindre doute sur leur maintien en Europe. Les liens sont si forts qu'ils ne pourraient être coupés », a-t-il indiqué, avant d'ajouter que « la sécurité des Etats-Unis commence en Europe ».

La politique agricole commune (PAC) de la CEE a été aussi vigoureusement défendue par le premier ministre français. « Ne nous critiquez pas, nous n'aimons pas cela du tout », a dit M. Chirac, en estimant qu'« entre pays civilisés une solution pouvait être trouvée dans le cadre d'une discussion loyale ». Les agriculteurs américains, a-t-il poursuivi devant l'Economic Club de New-York, sont dix fois plus aidés par les finances publiques des Etats-Unis que leurs homologues européens. « Vous devriez commencer par diminuer votre aide », aux agriculteurs, a indiqué le premier ministre.

Du côté américain, un haut responsable a estimé que le « principal sujet » des discussions à venir serait l'accord que négocient Moscou et Washington sur les missiles de portée intermédiaire. Il a indiqué que Washington était d'accord sur la nécessité de régler aussi la question des missiles à courte portée, s'étonnant quelque peu de l'insistance de M. Chirac sur ce point dans ses récentes déclarations.

Ce responsable, qui a requis l'anonymat, a qualifié de « solides » les relations entre les deux pays en dépit de « différends » commerciaux qui ne sont pas près de disparaître. Il a souligné la satisfaction américaine à la suite de « l'excellente coopération » entre les deux pays au Tchad et a précisé que Washington souhaite que la France participe davantage aux efforts multilatéraux dans le domaine de la lutte antiterroriste. — (AFP, Reuters, UPI.)

Un avion afghan abattu au Pakistan

Les risques de débordement de la guerre

Un avion de reconnaissance afghan a été abattu, le lundi 30 mars, par la chasse pakistanaise au-dessus de la région frontalière de Parachinar (ouest du Pakistan). Selon Islamabad, l'avion a été touché par des missiles tirés par deux F-16 pakistans de fabrication américaine au-dessus de la localité pakistanaise de Malikhel (proche de Parachinar) avant d'être écrasé sur un territoire afghan sur la montagne de Koh-e-Safed (nord de Parachinar). On ignore le sort du pilote.

Cet incident survient après deux séries de bombardements, fin février et fin mars, par des avions afghans en territoire pakistanais. Ces bombardements, démentis par Kaboul, ont fait au total, selon Islamabad, près de trois cents victimes, essentiellement des réfugiés afghans, très nombreux dans la région. Les Pakistanais avaient déjà affirmé avoir abattu un appareil afghan de fabrication soviétique au-dessus de leur territoire, le 17 mai 1986, dans le même secteur.

Quoi qu'en dise Kaboul, le conflit afghan semble franchir une nouvelle étape avec ces attaques aériennes contre les sanctuaires ou les camps de réfugiés afghans au Pakistan. Dans cette région frontalière se trouvent, en effet, non seulement des camps civils de réfugiés, mais aussi

des camps d'entraînement de la guérilla. C'est également par là que transitent les armes, notamment américaines, destinées aux groupes de résistants à l'intérieur de l'Afghanistan.

Hésitations des Etats-Unis

Depuis de nombreux mois, du côté pakistanais de la frontière, des attentats sont régulièrement perpétrés dans les régions où sont concentrés des réfugiés afghans, qui sont près de trois millions au Pakistan. De nombreux Pakistanais sont persuadés que nombreux de ces attentats sont le fait d'agents infiltrés de la khad, police secrète de Kaboul, chargés ainsi d'intimider les réfugiés et de semer la discorde entre ces derniers et la population locale.

Les raids aériens de ces dernières semaines, par l'aviation afghane, semblent également avoir pour objet de faire pression sur Islamabad et de forcer, ainsi, le président Zia Ul Haq à faire preuve de moins d'intransigeance dans les négociations qui doivent, en principe, reprendre dans quelques semaines à Genève, sous l'égide de l'ONU. Pour l'instant, les Pakistanais ont fait preuve de fermeté. Ils ont annoncé un renforcement de la surveillance aérienne de cette frontière et demandé aux Américains de leur livrer des appareils AWACS, dotés du système d'alerte le plus moderne.

Le Pakistan ne semblant pas disposé — et pour encore longtemps — à accepter une « pax soviétique » en Afghanistan, la guerre risque de continuer de déborder des frontières de ce pays, ce qui pose un grave problème aux Etats-Unis : fournir ou non à son allié pakistanais, qui a la capacité de se doter de l'arme atomique, les armements ultra modernes qu'il réclame pour assurer sa défense. Les Etats-Unis hésitent d'autant plus à livrer des AWACS à Islamabad que New-Delhi redoute que les Pakistanais n'utilisent un jour, contre l'Inde, ces moyens.

J.-C. P.

● BURMANE : Attentat devant une pagode (20 morts). — Vingt personnes, dont trois moines bouddhistes, ont été tuées dans un attentat à la bombe perpétré le 12 mars par un séparatiste de l'ethnie mon, une des minorités composant la population birmane, devant une pagode de village, à Lamsing, dans l'Etat mon (sud-est de la Birmanie), rapporte l'AFP. Selon une source officielle à Rangoun, l'auteur de l'attentat, qui a lui-même été blessé dans l'explosion et capturé, a reconnu appartenir au Nouveau Parti de l'Etat mon.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 mars

Poursuite de la baisse : - 1,28

La Bourse de Paris poursuit son mouvement de baisse en cette matinée du 31 mars avec un indicateur en recul de 1,28 %. Les principales hausses sont : Sanofi (+ 2,29 %), Eurocom SA (+ 0,66 %), Facom (+ 0,61 %), SGE (+ 0,18 %). Sont en baisse : Moulinex (- 3,39 %), Guyenne Gascogne (- 3,22 %), Générale des Eaux (- 2,56 %), Dumex (- 2,51 %), Valéo (- 2,37 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	552	548	548
Agropar	2140	2120	2128
Air Liquide (L.)	748	738	738
Banque (Caf)	1015
Bouygues	2775	2775	2785
Bouygues	1380	1347	1335
B.S.M.	5180	5180	5150
Carrefour	3850	3820	3800
Champs S.A.	1940	1803	1808
Club Méditerranée	708	685	685
Elf (Eds)	1519	1480	1480
ELF-Agip	395	350	348 20
Emilur	3440	3400	3400
Leclerc-Optique	1850	1815	1815
Michelin	3389	3380	3380
Midi (Caf)	1801	1575	1567
Mod-Hormon	2470	2400	2282
Novo, Minot	1200	1195	1180
Oréal (L.)	4220	4230	4230
Paroel-Héland	1120	1094	1094
Pernod-Fr.	1450	1425	1425
Saint-Gobain	482	452	448 50
Sanofi	875	880	800
Source Parler	801	801	790
Télévision	3515	3435	3440
Thomson-C.S.F.	1684	1680	1670
Toutat-C.F.P.	480	486	483
U.R.T.	2550	2550	2550
Valéo	558	550	575

Le numéro du « Monde » daté 31 mars 1987 a été tiré à 514 725 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

A B C D E F G

Préavis de grève à Antenne 2 pour le 6 avril

Réunis le lundi 30 mars, en assemblée générale à l'appel des syndicats, les journalistes d'Antenne 2 ont voté, à l'unanimité, le principe d'une grève pour le lundi 6 avril. Le préavis, déposé mardi, repose sur cinq points, notamment : « la disparition du principe de l'indépendance de l'information » dans le projet de cahier des charges de la chaîne et le « refus de dialogue de la direction » dans la conduite des affaires d'Antenne 2. Il fait suite également à la « défiance à l'égard de la nouvelle direction », votée à une grande majorité des journalistes le 18 mars. De son côté, la CFDT appelle l'ensemble des personnels de la chaîne à la grève.

● Yves Loiseau démissionne de Radio-France. — Le journaliste Yves Loiseau, délégué du Syndicat des journalistes français (SJF-CFDT) de Radio-France et président de l'Union nationale des syndicats de journalistes (UNJS), a démissionné de Radio-France. Il avait récemment abandonné son siège de représentant au conseil d'administration de la radio publique, en raison des « méthodes mises en œuvre » par son PDG, M. Roland Fauré. Yves Loiseau avait depuis peu la responsabilité, pendant le week-end, du journal de 13 heures.

Selon « Aviation Week »

Arianespace serait intéressée par un moteur américain

La société Arianespace, chargée de la promotion et de la commercialisation du lanceur européen Ariane, aurait « approché » le motoriste américain Pratt et Whitney pour s'enquérir de la disponibilité et du coût du moteur-fusée RL-10. Selon les déclarations publiées dans la dernière édition de l'hebdomadaire spécialisé Aviation Week and Space Technology, qui rapporte l'information, « certains responsables » d'Arianespace auraient pensé qu'il serait « plus économique » d'acheter ce RL-10 pour le troisième étage d'Ariane que de construire un moteur aussi fiable.

A la direction d'Arianespace, on dément catégoriquement cette information, que l'on qualifie de « rumeur ». Peut-être s'agit-il, suggère-t-on, d'un « ballon d'essai » lancé par les motoristes américains en direction de leurs collègues européens, qui ont connu quelques déboires avec l'alliage du moteur du troisième étage d'Ariane.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
PANTALONS
MESURE 700 F
A partir de
COSTUMES
MESURE 2150 F
A partir de
NOUVELLE COLLECTION
3 000 tissus
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS SUR MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Sur le vif Et moi, et moi ?

Dites donc, les enfants, vous savez que j'ai sorti un bouquin ? Ah, vous l'avez lu ? Alors qu'est-ce que vous attendez pour m'écrire en me disant que c'est génial et tout ? Chaque matin, je me précipite dans mon bureau, je m'attends à trouver une pile de lettres et de télégrammes enthousiastes : Bravo ! Bravo ! C'est fou ! C'est trop ! Pensez-vous ! Rien : trois dépitants. Deux engueulades : c'est plus possible votre chronique, avant, ça allait à peu près, mais là, c'est carrément débile. Et la ligne programme de Radio Monte-Carlo !

Non, c'est vrai, faut me faire un clin, j'en ai droitement besoin en ce moment. Vous savez pas ce que c'est de s'offrir comme ça au passant, j'ai l'impression de faire le tapin, d'être un tas, debout en pile dans ma petite robe orange fluo au milieu des copines sur les présentoirs des librairies et des grands magasins. Vous passez, vous regardez, vous palpez, vous reniflez, vous reposez d'un air dégouté, et au lieu de dire : C'est combien, vous levez la voisine ! Je vous entends d'ici : Comment tu le sais ? Tu t'embusques derrière la caisse pour voir si elle racole bien, ta Lolotte ? Ben non,

j'ose pas trop, ça me fait honte, mais il y a des fois... Tiens, l'autre jour, je passe devant un grand marchand de journaux, il a pignon sur rue, je jette un œil sur la vitrine, mine de rien, ou plutôt mine de quelqu'un qui se regarde dans la glace. Et je me vois pas. Je vois Sagan. Et moi, et moi, et moi ?

Je vais pour pousser la porte et leur demander pourquoi ils me cachent au fond de la boutique, ils me trouvent moche ou quoi... Et puis, bon, dans un dernier sursaut de dignité, je me prends par la main et je m'emène au bistro, juste en face, je commande un Coca et je surveille par la vitre le sort des clients de l'autre côté de la rue. Elle en a pas fait un, Lolotte.

Au bout de quatre heures de planque, il y a un mec qui sort, le Monde sous le bras. Il va droit à la dernière page. Je me dis : ça prouve que c'est pas si nul que ça, ma petite crotte en haut à droite. Tu parles ! Il parcourt le sommaire, ouvre le canard, et vous savez ce qu'il fait, le salopard, sa bagnole était garée juste devant, il monte avec un confrère !

CLAUDE SARRAUTE.

A l'ouverture de son congrès

Le SNES s'en prend violemment à la FEN

C'est au pas de charge qu'a commencé, lundi 30 mars, à Versailles, le congrès du SNES, premier syndicat d'enseignants du second degré, avec soixante-quinze mille adhérents revendiqués. Pas de charge contre la maison mère — la FEN, — accusée de vouloir « réduire les enseignants du second degré au silence et (...) leur contester y compris le droit d'avoir leur syndicat (...) ». En prononçant ces fortes paroles, M^{rs} Madeleine Vuillat, secrétaire générale du SNES, a donné le ton d'un congrès tout entier placé sous le signe de la bagarre ouverte entre les deux principales tendances de son syndicat, « Unité et action » (proche des communistes) qui dirige le SNES, et « Unité, indépendance et démocratie », majoritaire dans la FEN et dans son principal syndicat, le SNI-PEGC.

L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de contrôler le syndicalisme dans l'enseignement secondaire (collèges et lycées). L'élévation générale du niveau de recrutement des professeurs, et l'afflux d'élèves dans les lycées, où des milliers de postes sont créés chaque année, tendent à renforcer le SNES, second syndicat de la FEN. Au même moment l'arrêt du recrutement du PEGC, décidé par M. René Monory, affaiblit le SNI-PEGC. Les nouvelles possibilités de promotion offertes aux PEGC (préparation du CAPES interne) leur per-

mettant d'accéder au corps des enseignants, apportant ainsi un flux supplémentaire d'adhérents au SNES.

Ce dernier n'est pas décidé à se faire voler cette aubaine par ses rivaux socialistes, le SNI et, au-delà, la FEN tout entière, qui entendent s'adapter à ces données nouvelles en suscitant la création d'un grand syndicat réunissant les enseignants du primaire et du secondaire. Le SNES accuse donc le SNI de vouloir devenir « le maître absolu de tous les enseignants » et d'imposer aux professeurs de lycées un alignement de recrutement et de statut sur les PEGC et même sur les instituteurs.

La FEN, invitée du congrès, en la personne de M. Jean-Yves Carfontaine, secrétaire national, s'est défendue d'« ourdir un quelconque complot contre tel ou tel de ses syndicats ». Quant à M^{rs} Martine Legal, secrétaire nationale du SNI-PEGC, chargée des collèges, elle s'est défendue de vouloir « primeriser le second degré » en affirmant que « le second ne saurait être un cycle terminal ». L'accueil résolument hostile réservé à ces deux invités par les congressistes, laisse entrevoir, d'ici au congrès de la FEN, en février 1988, un âpre affrontement des appareils, pour un enjeu politique (PCF-PS) et syndical (le contrôle de la FEN), dont l'importance n'échappe à personne.

PHILIPPE BERNARD.

VOUS ETES LIBRE
D'ACHETER LA MÊME CHOSE AILLEURS BEAUCOUP PLUS CHER
mais... **STEPHANE MEN'S**
DISCOUNT DE LUXE - FABRICANT, propose
LE PRÊT-A-PORTER MASCULIN DES GRANDS COUTURIERS
A DES PRIX ÉTONNANTS
MÊME POUR LES (TRÈS) GRANDS ET LES (TRÈS) FORTS

3 MAGASINS À VOTRE CHOIX À PARIS OUVERTS DU MARDI AU SAMEDI DE 12 H À 19 H 30
*** CHAMPS-ÉLYSÉES : 5, RUE DE WASHINGTON (dans la cour)
M^{rs} GEORGE V.
** ST-GERMAIN : 130, bd ST-GERMAIN (dans la cour) - M^{rs} ODÉON
* NATION : 8, RUE D'AVRON - M^{rs} AVRON. AVEC CUIR DES AVANTAGES
ET DES PRIX PARTICULIERS

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX ET DES SERVICES D'INTERNATIONAL COMPUTER LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh S.E. **INTERNATIONAL COMPUTER**
La micro sans frontières
28, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26
84, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03

Consultez-nous... **FHT !!!**

صلى الله عليه وسلم